

Genève, une ville égalitaire ?

Les pratiques des femmes
dans les espaces publics

Rapport de recherche pour le service
Agenda 21 – Ville durable de la Ville de Genève
Septembre 2020

Marylène Lieber
Rébecca Cardelli
Caroline Dayer
Julien Debonneville



Objectif
Zéro
sexisme

DANS MA VILLE

Genève, une ville égalitaire ?

Les pratiques des femmes
dans les espaces publics

Rapport de recherche pour le service
Agenda 21 – Ville durable de la Ville de Genève
Septembre 2020

Marylène Lieber
Rébecca Cardelli
Caroline Dayer
Julien Debonneville



Table des matières

Résumé	7	4. Circulations et déplacements	43
Un espace en tension	8	Une obligation de circulation	43
Un espace masculin et insécure	8	Les modes de déplacement	44
Age et capacité de réagir	8	A pied	45
Des contraintes et des ressources distinctes	9	A vélo (ou en scooter)	45
Une extension de l'espace domestique	9	En transports publics	47
Imbrication des rapports de pouvoir et exclusions	10	En voiture	48
Des stratégies sous contrainte	10	Les types de déplacements	48
Valoriser les expertises des usagères	11	Travail : entre mobilités pendulaires et circulaires	48
Recommandations	12	Famille : entre contrôle, extension du domestique et travail domestique de mobilité	49
		Travail domestique de mobilité et corps encombrés	50
		Travail domestique de mobilité et éducation	51
		Loisirs et festivités	52
1. Introduction	15		
Genre et espace public	15	5. Des contraintes distinctes en fonction des parcours et ressources	55
Violences de genre, harcèlement sexiste et sexuel	16	Âge et contraintes variées	55
Partir des expériences des habitantes et des usagères	18	La jeunesse comme vulnérabilité	55
		Âge et capacité de réagir	58
		Âge, vieillissement et contrainte physique	60
		Différencier la ville : (in)accessibilité	62
		Les capitaux de la ville	62
		Altérisation et exclusions	66
		Espace hétéronormatif et lesbophobie	67
2. Méthodologie	21		
Organisation et déroulement des focus groupes	22	6. Les entraves à l'appropriation de l'espace public	69
Varier les points de vue et les expériences	22	Des rappels à l'ordre sexué	69
Recrutement et taille des groupes	23	Pratiques symboliques	70
Élaboration de la grille d'entretien	24	Agressions physiques et sexuelles	72
Déroulement des séances	24	Violences lesbophobes, violences accrues	73
Favoriser l'égalité, la convivialité et la participation de toutes	25	Violences racistes	75
Présentation du sujet	25	Des corps déssexualisés	76
Transcription et analyse des focus groupes	26	Lieux	77
Réflexion sur l'usage des focus groupes	27	Les transports publics	77
Espace de parole, partage d'expériences et prise de conscience collective	27	La route	78
Les limites des usages des focus groupes	28	Les lieux de sortie	79
		Les parcs	79
		Se défendre	80
		Tensions entre réagir et ne pas réagir	80
		Agir en tant que témoin	81
		Incidences sur les pratiques	82
3. L'espace public : un espace en tension	31		
Un espace public à géométrie variable	31		
Des ressources inégales	31		
Une extension de l'espace domestique	32		
Parentalités et nouveaux espaces de socialisation	33		
Un espace masculin et hétéronormatif	34		
Un espace insécure	35		
La nuit comme frontière sociale	35		
Des corps exposés	36		
Lieux et figures de l'insécurité	38		
De l'animation et la fréquentation des lieux	38		
Les figures repoussoirs	39		
Les masculinités (in)désirables	40		

7. Les stratégies des femmes dans l'espace public	85	9. Pour une ville égalitaire	121
Stratégies et prévalence	85	Les associations comme ouverture sur l'espace public	122
Vigilance et anticipation comme charge mentale	86	Valoriser les expériences que font les femmes de la ville	123
Intériorisation des normes de genre et vulnérabilité des femmes	86	Agir ensemble pour une ville plus égalitaire	124
Anticiper et planifier	88	Sensibilisation	125
Être sur ses gardes	89	Prévention	126
Adapter son attitude, ne pas montrer d'ouverture	90	Éducation et formation	127
S'affirmer par le regard	91	Responsabiliser les différents corps de métier	128
Adapter ses déplacements	92	Formation et compétences	129
Stratégies d'évitement: lieux interdits, frontières invisibles	92	Sensibiliser à la solidarité	129
Adapter ses moyens de transport	93	Une politique de transports abordables et sécurés	130
Agir sur le corps	95	Recommandations en matière d'aménagement	131
Déféminiser / féminiser	95	Le droit à la ville pour toutes	131
Habillement et sexualisation des corps	96	Le danger de privatisation de l'espace public	133
Gagner en confiance: les cours de self défense	99	Réduire le sentiment d'insécurité à tout moment et en tout lieu	133
Des objets dans les stratégies de défense	100	Cours de self défense, sports de combat, coaching	134
Les écouteurs – avec ou sans musique	100	Faire évoluer les mentalités: une politique sur le long terme	135
Le téléphone portable	101		
Le vélo et autres « armes » de défense	102	Conclusion	137
La stratégie du sac à main	103	Une légitimité mise à mal	137
Stratégies collectives	103	Des régimes d'(in)visibilités	137
Ne pas sortir/rentrer seule	103	L'hétérogénéité comme nouvelle normalité	138
Une perte d'autonomie?	105	Recommandations	139
La communication verbale: une stratégie sous contrainte	105		
Un risque à calculer et des limites à fixer	106	Bibliographie	141
Discuter, désamorcer, éduquer	107		
Un choix sous contrainte: respecter les normes de genre	108	Annexe 1: guide d'entretien	144
Restriction des pratiques et des usages de l'espace public	109		
Résistances	110	Annexe 2: fiche de données sociologiques des participantes	149
		Impressum	150
8. Socialisation de l'espace public et apprentissage des normes de féminité	113		
Un apprentissage précoce du danger	113		
La socialisation familiale: les fondements de la perception du danger	113		
La socialisation secondaire comme prolongement	115		
De la recommandation au contrôle	116		
L'espace public: entre norme de socialisation et apprentissage des normes de féminité	118		
L'espace public comme expérience socialisatrice	119		

Résumé

Quand on évoque la notion d'espaces publics, il est bien sûr question de l'espace extérieur au domicile, un espace commun qu'on traverse pour aller travailler, qu'on occupe quand on sort seule, avec des ami.e.s ou des enfants, ou qui offre de nombreuses ressources en termes de loisirs, d'activités culturelles, sportives, festives ou de consommation. Les espaces publics sont-ils ouverts et accessibles à toutes et tous? Leurs usages favorisent-ils une citoyenneté inclusive ou (re)produisent-ils au contraire des formes de stratification sociale? Les femmes peuvent-elles se mouvoir en toute liberté à Genève? Le peuvent-elles toutes de la même façon? Telles sont les questions qui ont guidé cette enquête qui visait à produire des données qualitatives sur les pratiques qu'ont les femmes des espaces publics genevois. Dans le cadre de son plan d'action « Objectif zéro sexisme dans ma ville⁰¹ » (OZSV), la Ville s'est en effet engagée à développer un espace public égalitaire, inclusif, qui prenne en considération la diversité des pratiques, et ce en questionnant les perspectives qui alimentent une vision masculine de la vie urbaine, des aménagements et de l'urbanisme. A la suite d'autres villes européennes, la Ville de Genève entend interroger la place légitime des unes et des autres, et mieux comprendre les différentes dynamiques genrées d'appropriation de l'espace urbain ([chapitre 1](#)).

Basée sur 12 focus groupes, organisés entre octobre et décembre 2019, cette enquête sociologique donne la parole à 80 usagères de la ville, et explore avec elles leurs représentations et leurs pratiques de la ville, diurnes et nocturnes, les lieux qu'elles fréquentent, ceux qu'elles évitent, les modalités de transports qu'elles favorisent et les contraintes auxquelles elles sont confrontées ([chapitre 2](#)). Les focus groupes ont permis de rendre compte des expériences parfois contrastées de femmes de différentes catégories sociales et habitant divers quartiers genevois ou la région, leurs appréciations, tout comme leurs appréhensions. Ils ont mis en évidence la grande variété des contraintes et des ressources dont elles disposent pour occuper et s'approprier les espaces publics ([chapitre 5](#)). Si la question des usages des hommes de l'espace public aurait également constitué une thématique de recherche heuristique, la focale sur les pratiques des femmes a favorisé la production de connaissances sur leurs accès, leurs usages de la ville, et permet de mettre au jour des contraintes spécifiques, et des formes d'exclusion encore trop peu reconnues. Documenter la variété des usages, par-delà les pratiques du travailleur masculin valide qui fait la navette entre son domicile et son lieu de travail, permet de mettre en évidence des formes plus complexes de mobilité en fonction de l'âge, du genre, du parcours migratoire, de l'origine, de l'orientation affective et sexuelle, et potentiellement de mieux répondre aux attentes des unes et des autres. Plus largement, cela permet également de questionner les différentes façons d'aménager et de penser les espaces publics, en mettant l'accent sur ce qui, dans les villes, permet de fabriquer du lien social.

01 <https://www.geneve.ch/zero-sexisme>

Un espace en tension

Un espace masculin et insécure

Au cours de chaque rencontre, l'espace public est immédiatement et systématiquement apparu comme un espace en tension. S'il devrait en principe être un espace ouvert et accessible à toutes et tous, un espace de « *liberté* » et de « *partage* » qui « *relève du bien public* », de nombreuses pratiques et modalités d'occupation masculines viennent mettre à mal cet idéal (chapitre 3). Pour les femmes qui ont participé à l'enquête, l'espace public est souvent le lieu d'interactions non désirées, de commentaires sur leurs corps, d'insultes et d'injures, d'attouchements qui viennent malmener cette vision d'ouverture, d'accessibilité et de partage (chapitre 6). Bien que les femmes disent vouloir profiter des opportunités de sorties, de partage, d'accès à la culture et aux nombreux avantages de la vie urbaine, elles témoignent d'un sentiment plus général d'être « *exposées* » lorsqu'elles sont dans l'espace public ; elles disent s'y sentir comme des « *proies* », notamment la nuit. Elles affirment ne pas pouvoir « *habiter l'espace public* » comme le font les hommes, du moins pas tout le temps et sous certaines conditions, et la question de leur insécurité semble chronique.

Le récit de leurs diverses expériences montre par ailleurs que l'espace public est avant tout un lieu de passage, un lieu de circulation, un lieu qu'elles ne peuvent s'approprier et dans lequel elles ne « *traînent* » pas ; elles sont avant tout en mouvement, comme si elles avaient une obligation de circulation (chapitre 4). L'espace public apparaît ainsi sous des contours masculins où les femmes sont bel et bien présentes, mais où elles doivent constamment négocier leur légitimité, faire face à des interactions non désirées, des remarques, des injures, des intrusions, des agressions, autant d'actes qui humilient, blessent et rappellent sans cesse la dimension genrée de l'espace public (chapitre 6). La dimension masculine des espaces publics est par ailleurs renforcée par l'hétéronormativité, qui sature l'espace public et est présente non seulement dans les commentaires, voire les actes de haine, que subissent notamment les femmes qui affichent ouvertement leur homosexualité, mais qu'on retrouve également dans les publicités.

Age et capacité de réagir

Si la « *jeunesse* » est identifiée par de nombreuses femmes interviewées lors de cette enquête comme un moment spécifique en termes de vulnérabilité à ces intrusions récurrentes, aucune femme ne dit être épargnée. L'âge et l'expérience apparaissent toutefois comme des éléments qui favorisent une capacité d'agir et de réagir. Avec le temps, de nombreuses femmes soulignent qu'elles ont dû apprendre à (sur)vivre dans l'espace public, et « *faire avec* » ces contraintes. L'expérience devient dans le même temps source de créativité et de savoir-faire. L'espace public est en effet fortement marqué par l'idée de risque auquel il faut s'adapter et face auquel il faut « *innover* » afin de contourner les conséquences des « *agressions physiques et verbales* », ou encore de la « *drague lourde* ». Les femmes rencontrées développent ainsi de multiples savoir-faire qui leur permettent de concilier leur volonté d'être « *libres* » et « *autonomes* », et les risques perçus ou réels auxquels elles doivent faire face (chapitre 7).

Des contraintes et des ressources distinctes

Si les contraintes d'accès et d'usage de l'espace public sont fortement ancrées dans des rapports de genre, notre enquête a également permis de révéler comment ces usages étaient également structurés par d'autres rapports de pouvoir. Toutes les femmes ne disposent évidemment pas des mêmes ressources pour vivre, occuper et s'approprier de l'espace public genevois, en fonction de leur trajectoire de vie et de leur position sociale, de leurs revenus, de leur âge, de leur orientation affective et sexuelle, de leur statut légal, de leur parcours migratoire, de leur maîtrise de la langue, tout comme de leur éventuelle situation de handicap.

Ainsi, si la grande majorité des femmes disent que Genève est une ville « *d'une richesse incroyable où il fait bon vivre* », ce sont avant tout les femmes des catégories moyennes supérieures qui disent « *beaucoup sortir* » et soulignent la quantité de l'offre culturelle à Genève (chapitres 3 et 5). La question financière est en effet relevée comme étant problématique par de nombreuses femmes, en particulier par les plus jeunes et les femmes dont les ressources économiques sont plus limitées, qui la présente comme une limite et une contrainte qui pèse lourdement sur leur liberté d'aller et venir. Si les personnes âgées mentionnent également les questions financières, l'espace public apparaît comme jonché d'obstacles physiques – hauteur des trottoirs, peur de tomber, douleurs corporelles et longueur des déplacements –, tout en mentionnant qu'elles ont « *plus de temps* » et qu'elles sont « *plus flexibles* », ce qui leur permet en général de pouvoir davantage anticiper et partir suffisamment à l'avance pour leurs diverses activités.

Une extension de l'espace domestique

Pour une grande majorité de femmes, l'espace public apparaît avant tout comme une extension de l'espace domestique, et elles sont plus nombreuses à avoir une mobilité de proximité – en raison de leur condition physique, de leurs ressources financières, de leur emploi, ou encore de la division sexuée du travail. La mobilité liée aux tâches domestiques concerne la grande majorité des femmes qui ont des familles, ou celles qui s'occupent des enfants des autres (qu'elles soient travailleuses domestiques ou grand-mères). Ces femmes reconnaissent la complexité de leurs trajets qui comprennent tant les déplacements pour aller travailler que ceux en lien avec les enfants ou les courses (chapitre 4). Le fait de s'occuper d'enfants les amène à occuper davantage l'espace de leur quartier, les magasins, les parcs et les aires de jeux, et leur ouvre de nouveaux espaces de sociabilité. Néanmoins, certaines des personnes interrogées sont davantage concernées du fait qu'elles cumulent des désavantages économiques et socio-culturels limitant passablement leur expérience des espaces publics. Pour les femmes parmi les moins dotées socialement, l'espace public apparaît donc comme une extension de l'espace privé, et les déplacements qui sont favorisés restent ceux en lien avec la sphère familiale ou la consommation domestique (chapitres 3 et 4). Ce sont les espaces de consommation, tels les centres commerciaux, qui pour elles comme pour les plus jeunes femmes, deviennent des espaces extérieurs où elles se sentent légitimes et se rendent lorsqu'elles sortent de leur domicile.

Cette extension du domestique, si elle prend diverses formes, apparaît comme le reflet d'un apprentissage précoce du danger associé à la *féminité* et aux espaces publics (chapitre 8). Les focus groupes ont permis de révéler que le rapport à l'espace public se construit très tôt chez les petites filles, par un travail de conscientisation du danger que peuvent repré-

senter l'espace public et l'éloignement du foyer. Progressivement, à travers ces mises en garde, c'est un ensemble de lieux, de territoires, de situations, de temporalités (nuit-jour), qui sont proscrits aux jeunes filles et aux femmes, et qui amènent ces dernières à favoriser des usages davantage légitimes de l'espace public, dans leur proximité domestique.

Imbrication des rapports de pouvoir et exclusions

L'accès et l'usage de la ville est modelé par différentes ressources, et il est dès lors socialement situé. Ainsi, la ville (re)produit et matérialise certaines contraintes structurelles, qui prennent la forme de violences sexistes, racistes et lesbophobes (chapitres 5 et 6). Si le sexisme représente un obstacle majeur dans l'accès et les usages de l'espace public de toutes les femmes, notre enquête a permis de documenter également la façon dont les actes racistes et islamophobes pèsent d'une part sur l'expérience et le sentiment de légitimité dans l'espace public, et d'autre part, affectent la façon de se déplacer des femmes qui en sont la cible, en les limitant fortement. Dans la même veine, être perçue comme lesbienne dans l'espace public implique également de faire face à des violences sexistes et lesbophobes, voire des expressions de haine. Il ressort ainsi que les pratiques de discrimination peuvent prendre de multiples formes et concerner différents marqueurs sociaux et symboliques (chapitre 6). Face aux contraintes et aux barrières produites par l'hétéronormativité et le racisme, accéder et utiliser l'espace public implique une certaine résilience, mais également une série de stratégies afin de faire face aux différentes expressions de violence (chapitre 7).

Des stratégies sous contrainte

Les expériences de violence ont un impact sur les pratiques liées à l'espace public. Les femmes sont nombreuses à dire que cela les blesse, les humilie, les atteint dans leur confiance en soi et les rend moins sûres d'elles, et qu'au fil des années, elles ont même changé leur posture et leur apparence pour tenter d'éviter toute forme de désagréments. Néanmoins, elles ne se laissent pas faire, elles ne renoncent pas pour autant à leur présence dans les lieux publics, et développent des stratégies, des savoir-faire afin de pouvoir sortir, profiter des opportunités de ces derniers et être le plus autonomes possible (chapitre 7).

Toutes les femmes, sans exception, mettent en place des stratégies de protection, de défense, conscientes ou inconscientes, qui sont autant de moyens de continuer à accéder à l'espace public. Qu'elles aient ou pas expérimenté des violences, elles sont nombreuses à éviter certains lieux, quartiers ou rues. Elles passent leur temps à jauger des risques potentiels; font semblant d'être au téléphone ou d'écouter de la musique pour éviter toute interaction non désirée; pensent à la façon dont elles sont habillées ou coiffées si elles doivent rentrer tard; trouvent des moyens pour ne pas être seules lorsqu'elles sortent en soirée; réfléchissent à la façon dont elles devraient réagir en cas d'agression. Leurs comportements et leurs déplacements sont toujours soumis à cette nécessité « d'anticiper », de « prévoir », d'être en « état d'alerte » et de s'adapter en conséquence. Toutes ces stratégies sont décrites comme épuisantes.

Cette obligation de devoir sans cesse faire avec les normes de genre, d'avoir à se justifier ou à faire profil bas dans des lieux ou à des moments où leur présence est considérée comme non légitime sont autant de contraintes qui pèsent lourdement sur leurs usages de la ville. On

saisit ici comment l'expérience des violences dans l'espace public, même vécue indirectement par une amie, tout comme le sentiment d'insécurité et les moyens pour y remédier, affectent directement et profondément les personnes dans leur rapport à cet espace. Ces témoignages pointent en ce sens le rôle déterminant que jouent les remarques, les intrusions, les injures ou les violences, tout comme les stratégies pour y faire face, dans la construction du rapport à l'espace public et du sentiment d'insécurité qu'ont les femmes qui ont participé à l'enquête.

Si l'espace public demeure façonné par différentes barrières sociales, cette enquête a néanmoins permis de mettre en lumière, comment les femmes développent différentes stratégies afin de naviguer entre ces contraintes, mais également négocier les ambivalences inhérentes à cet espace, et finalement, s'approprier la ville progressivement, en tous les cas pour celles qui ont le plus de ressources (chapitre 5). Que ce soit au niveau individuel ou collectif, à travers des actes de résistance ou des stratégies transformatives, il apparaît indéniable que l'on ne peut plus penser la ville sans ses usages féminins. Chaque jour, la territorialité de la ville est ainsi mise à l'épreuve par les rapports sociaux, à travers lesquels les femmes, malgré des ressources souvent limitées, fabriquent la ville, que ce soit dans sa dimension matérielle ou dans sa dimension normative. Décentrer le regard vers les usages féminins de l'espace public, telle que cette enquête le propose, permet ainsi d'entrevoir une autre ville dans laquelle celles – que certains qualifient encore parfois de « marges » – occupent une place centrale.

Valoriser les expertises des usagères

Il n'y a pas de ville ou d'espace « non sexiste » par essence, mais il existe en revanche un ensemble de *processus* de production de l'espace urbain destinés à inclure un ensemble de points de vue différents, dont ceux des personnes qu'on a coutume d'entendre ou d'écouter le moins dans le cadre des dispositifs participatifs, femmes de différentes origines sociales ou de différentes orientations affectives et sexuelles. Ainsi la logique d'une ville égalitaire est tout autant une logique de requalification de la parole, des intérêts et des pratiques de certain.e.s dans la production de la ville, qu'elle est une série d'injonctions pratiques à destination des aménageurs et urbanistes; injonctions qui soulignent la nécessité de porter constamment un regard réflexif et critique sur les procédures mises en œuvre.

Recommandations

Au regard des résultats de cette enquête sur les usages de l'espace public par les femmes, tout comme des résultats d'enquêtes et d'expériences qui ont été menées dans plusieurs villes européennes, comme Barcelone, Vienne ou Berlin, plusieurs recommandations semblent s'imposer pour penser la ville de façon plus égalitaire :

1. Favoriser la participation et l'accès à la ville et à ses prestations pour tous les niveaux socio-économiques

A travers des mesures telles que :

- Soutenir les maisons de quartier et les associations qui sont des lieux essentiels pour accéder aux espaces publics pour les femmes, notamment les moins dotées socialement ou les femmes seules.
- Favoriser des espaces inclusifs dans les maisons de quartier, en proposant davantage d'activités pour les jeunes filles et les femmes.
- Créer des espaces (et des moments) de partage d'expérience favorisant l'émergence de la parole des femmes de différentes catégories (comme l'expérience des focus groupes eux-mêmes).
- Favoriser l'accès à l'information en plusieurs langues et en les diffusant via les associations relais.

2. Inclure une perspective de genre dans les plans d'aménagement du territoire en Ville de Genève (et plus largement dans le canton)

A travers des mesures telles que :

- Produire des statistiques sexuées des usages des espaces publics (type de mobilité, usages des transports publics, des transports privés, etc.)
- Repenser les politiques d'affiches et de signalétique de la ville en y incluant la diversité des publics (p.ex : affiches sexistes, mais aussi signalétique qui se défasse de la norme masculine « neutre », noms des rues).
- Utiliser des termes et des formulations qui reflètent la sensibilité au genre.
- Inclure les habitantes et les usagères dans les réflexions sur l'aménagement du territoire.
- Favoriser la participation paritaire dans la prise de décision.
- Favoriser des territoires plus accessibles, notamment moins haut (pour les personnes à mobilité réduite, mais aussi chaussures à talon, etc.), et plus larges (pour les poussettes, les chaises roulantes et les caddies, etc.)
- Favoriser des politiques d'éclairage « gender friendly ».
- Repenser les circulations dans la ville au regard du travail domestique (associations, centres commerciaux, parc pour enfants, etc.)
- Créer des espaces à usages multiples, qui favorisent la co-présence de différentes populations.
- Favoriser les espaces de sociabilité gratuits.

3. Penser une politique de transports abordables et sécurés

A travers des mesures telles que :

- Favoriser des pistes cyclables sécurisées.
- Développer une politique de prix abordable pour les transports publics, notamment pour les retours nocturnes.
- Développer une politique d'arrêt entre deux arrêts.

4. Former et responsabiliser les personnes-ressources dans l'espace public (p.ex : chauffeur.e.s de TPG, Pharmacie, police municipale, etc.)

A travers des mesures telles que :

- Offrir une formation et sensibilisation aux approches de genre au personnel de l'aménagement du territoire.
- Former et sensibiliser tous les personnels de l'éducation, de la santé et du social.
- Sensibiliser aux questions de genre le personnel des services de la Ville concernés (cohésion sociale, service de la jeunesse, sécurité, transports, sport, etc.)
- Favoriser la mixité dans les équipes de travail.

5. Renforcer les campagnes et actions de sensibilisation liées aux discriminations de genre

A travers des mesures telles que :

- Articuler la perspective intersectionnelle et les différents types de discrimination.
- Former et responsabiliser les corps de métiers actifs dans les espaces publics et assurant des missions publiques.
- Offrir des cours d'auto-défense afin de favoriser le sentiment de sécurité des femmes et des jeunes filles.
- Développer une campagne de sensibilisation qui ne soit pas anxiogène.
- Favoriser les événements dans l'espace public autour de l'égalité.
- Communiquer sur les informations de prévention et de soutien (ligne d'écoute, numéro d'appel, associations LBTQ, etc.)
- Développer une politique avec les commerçants, y compris les bars et les lieux festifs, pour favoriser des espaces « gender/LBTQ friendly », avec des autocollants ou des affiches sur les devantures de magasins.
- Développer des partenariats et des actions de prévention en lien avec les acteurs de la vie nocturne genevoise.
- Développer des formations et des actions à l'attention des témoins pour favoriser un « contrôle social positif ».
- Développer des actions de médiation auprès des garçons

Il importe que ces différentes actions impliquent les différents services de la Ville et soient mises en place de façon simultanée. Elles doivent former une politique transversale, sur le long terme, qui favorise une perspective inclusive et prenne en considération, autant que faire se peut, les multiples discriminations et façons de circuler dans les espaces publics.

1. Introduction

L'espace public est-il véritablement ouvert à toutes et tous, comme le veut sa définition usuelle ? Bien que la ville appartienne censément à tout le monde, sans distinction, n'est-elle pas le lieu de nombreuses frontières sociales ? Notamment en termes de genre, mais également de catégories sociales et géographiques, d'orientation affective et sexuelle, d'âge et de validité ? La question de la lutte contre les discriminations est aujourd'hui cruciale lorsqu'il s'agit de penser l'idéal d'accès et d'usage des espaces publics (Fenster, 2005). De nombreuses villes⁰², en Suisse comme en Europe, se sont d'ailleurs emparées de la question du « droit à la ville » (Lefebvre, 1968), en mettant l'accent sur la perspective de genre. Elles interrogent la place légitime des unes et des autres, en tentant de savoir à quoi ressemblerait une ville égalitaire (Sanchez de Madariaga, Roberts, 2013).

C'est ce qu'a fait la Ville de Genève, en adoptant en février 2019 un plan d'action « Objectif zéro sexisme dans ma ville⁰³ » (OZSV). Celui-ci engage notamment à récolter des données qualitatives sur les pratiques des femmes des espaces publics genevois. Produire de telles données a pour objectif de mettre au jour la diversité des pratiques de la ville ; de proposer des actions ciblées pour favoriser la présence des femmes dans les espaces publics ; et, ce faisant, d'engager la ville dans une politique de lutte contre des formes de discriminations méconnues et de construire une ville plus égalitaire.

Ce rapport présente les résultats d'une enquête menée entre octobre et décembre 2019 auprès de 80 usagères de la ville, à propos de leurs usages des transports publics, des lieux commerciaux, festifs et de travail. Il met en évidence les caractéristiques genevoises, tout en les inscrivant dans la problématique plus large des questions de « genre et d'espace public ».

Genre et espace public

Les recherches en géographie du genre ont mis en évidence la dimension sexuée des espaces et de la mobilité (Massey, 1994). D'une part, les rapports de genre produisent de la différenciation spatiale en définissant des territoires considérés comme masculins (les casernes, les clubs de foots, certains bars), féminins (les maternités, les instituts de beauté, les salons de thé) ou mixtes (les parcs, les jardins, les restaurants). Ce faisant, ils contribuent à l'association entre le féminin et les espaces domestiques ou leur proximité, et le masculin et les espaces publics (Coutras, 1996). D'autre part, dans le même mouvement, les usages différenciés des espaces participent de la bi-catégorisation sexuée et ce faisant, de la constitution des identités masculines et féminines, et de l'hétéronormativité – les normes étant des constructions sociales, historiquement et culturellement situées. Ainsi des toilettes publiques qui amènent à séparer les personnes selon le sexe, comme l'a montré Goffman (2000) ou des précautions mises en œuvre par les femmes pour pouvoir sortir comme elles l'entendent, malgré leur perception du danger (Lieber, 2008).

02 Voir les exemples de Vienne, Barcelone, Berlin, notamment.

03 <https://www.geneve.ch/zero-sexisme>

Si la question de la citoyenneté renvoie traditionnellement à la notion d'égalité et d'inclusion au niveau national (Marshall, 1950), de nouvelles perspectives s'intéressent aux différentes échelles de la citoyenneté, comme les villes, et aux rapports de pouvoir qui participent de formes d'inclusion et d'exclusion (Young, 1990; Lister, 1997). Ces recherches soulignent les multiples modalités de discriminations que peuvent subir les femmes, et ce différemment selon leur origine sociale, géographique, leur orientation affective et sexuelle, leur âge, etc. (McCall, 2005). L'accès et l'usage de la ville et des espaces urbains, en tant qu'espaces publics, deviennent un enjeu de citoyenneté et d'égalité, qu'il convient d'analyser en lien avec différents rapports de pouvoir (Sandberg, Rönnblom, 2016) tels que l'hétérosexisme, le racisme, l'âgisme, ou encore le validisme. Au-delà d'une perspective qui met en avant les discriminations en termes de genre, ces travaux insistent sur la nécessité de rendre compte des différences entre les pratiques des femmes, et de leurs accès et usages différenciés, bref, ils s'intéressent à une « citoyenneté du quotidien » tout en étant attentifs à la variété des expériences et des ressources (Fenster, 2005).

En tant qu'espace public, espaces aménagés où se déroulent des interactions sociales, les villes contribuent à (re)produire les rapports de pouvoir et les inégalités sociales qui traversent la société dans son ensemble. La façon de penser et d'organiser les villes représente autant de façons de naturaliser ces rapports sociaux, et d'alimenter, sous couvert de neutralité, une vision située de la ville. Ainsi des aménagements urbains qui sont pensés avant tout pour les (jeunes) hommes (Maruejols, 2014).

Les réflexions sur le genre des villes incitent au contraire à intégrer les savoirs d'usagères et d'usagers dans la production, l'aménagement et la gestion des espaces publics et engagent à déplacer les points de vue et les priorités, et à renouveler les perspectives qui reproduisent une vision masculine (et socialement située) de la vie urbaine, des aménagements et de l'urbanisme en général (Huning, 2013). Elles incitent de ce fait à mieux comprendre les différentes dynamiques genrées d'appropriation de l'espace urbain et de participation dans les processus d'aménagement (Listerborn, 2007). Elles interrogent les figures idéales, mais non dites comme telles, du « bon citoyen », figure indéniablement genrée, mais qui correspond également aux catégories favorisées de la population (Valverde, 2012), et reconduit les normes de l'hétérosexualité (Hubbard, 2000).

Violences de genre, harcèlement sexiste et sexuel

Les femmes ont une expérience spécifique du sexisme et des violences, qui jouent un rôle significatif dans les assignations spatiales et sexuées. La gestion du danger à l'extérieur du foyer et l'apprentissage des moyens pour y faire face apparaissent en effet comme éléments centraux de la constitution des « sujets féminins ». Pour pouvoir sortir et être autonomes, notamment le soir, malgré leur perception du danger, les femmes sont amenées à mettre en œuvre des stratégies et des tactiques (Gardner, 1995; Lieber, 2008). L'invisibilité de ces stratégies, tout comme des brutalités et des agressions qu'elles cherchent à éviter, contribue à reformuler des distinctions spatio-sexuées (Valentine, 1989; Stanko, 1990; Gardner, 1995).

Cette perception du danger peut être considérée comme largement construite, sans lien réel avec les formes effectives de violences subies. En effet, les femmes sont plus nombreuses à déclarer avoir peur de l'extérieur quand bien même elles sont moins souvent victimes d'agression que les hommes dans les espaces publics et qu'elles sont, comme l'ont aussi souligné les mouvements des femmes, le plus souvent victimes d'hommes qu'elles connaissent (Jaspard *et al.*, 2003). Mais ce constat doit être nuancé dans la mesure où les statistiques policières ne recensent pas le continuum d'actes effectifs – des remarques, des sifflements, des interactions trop intimistes avec des inconnus, des agressions sexuelles – qui rappellent aux femmes les risques de subir des violences, en tant que femme – comme le soulignent les récits des femmes interrogées à Genève.

Une vaste littérature en sciences sociales s'est en effet intéressée aux violences de genre, c'est-à-dire à la pluralité d'actes, d'ordre psychologique, physique ou sexuel, qui viennent sanctionner ce qui peut être vu comme des transgressions de l'ordre sexué et permettent de réaffirmer la dimension structurelle des rapports de pouvoir que sont les rapports de genre (Hanmer, 1970; Jaspard *et al.*, 2003). Les résultats récents issus de l'enquête menée en France, à l'Institut national d'études démographiques (INED) sur les violences et les rapports de genre (VIRAGE) confirment ces affirmations. Ils indiquent que si les hommes risquent davantage d'être confrontés à des insultes ou des bagarres dans les espaces publics, les femmes, elles, sont davantage la cible de violences et d'insultes sexistes et sexuelles. Les plus jeunes sont par ailleurs largement exposées à la « drague importune », qui si elle n'est pas violente en soi, ou n'est pas considérée comme portant directement préjudice, les renvoie de façon systématique à leur seule apparence physique, et leur rappelle, de façon plus insidieuse, qu'en tant que femmes, elles s'exposent lorsqu'elles déambulent dans les espaces publics (Lebugle *et al.*, 2017).

De telles perspectives ont contribué à sortir les violences de genre de l'invisibilité à laquelle elles étaient réduites (Dobash, Dobash, 1992), mais les demandes de régulations des violences, les nécessités de la lutte contre ce fléau, tout comme les lois, ont eu tendance à constituer un « sujet femme », au détriment des différences entre femmes en fonction de leur classe sociale, de leur origine géographique réelle ou supposée, de leur trajectoire migratoire, de leur orientation affective et sexuelle, etc. (Crenshaw, 2005 [1994]). Les violences de genre se déclinent différemment en fonction de la position sociale et des ressources des femmes qui les subissent; elles ne recouvrent pas les mêmes expériences pour toutes les femmes. Dans la même veine, certains travaux ont discuté les définitions spécifiques et situées de ce qui relève de la sécurité et la façon dont elles contribuent à marginaliser d'autres formes de violences dans l'espace public que subissent les femmes lesbiennes, bi ou trans* (Moran, Skeggs, 2004), les femmes migrantes et les travailleuses du sexe (Lieber, 2016) ou celles portant le voile par exemple (Listerborn, 2015). Ces mêmes travaux révèlent également de forts enjeux de classification dans la gouvernance locale: la mobilité et la présence des femmes de milieux favorisés sont perçues comme mises en péril par la présence d'hommes migrants ou issus des catégories populaires (Tillous, Lachenal, 2014; Hancock, Lieber, 2017).

Au-delà des violences interpersonnelles, il existe également des violences symboliques induites par certains partis pris en termes d'aménagement qui évincent certaines catégories de la population et leur dénie toute reconnaissance. Par exemple, alors que l'espace public est usuellement saturé d'images stéréotypées en termes de genre ou d'images qui favorisent une vision unifiée de la population, la ville de Berlin a au contraire favorisé une politique d'af-

fichage qui met en évidence une variété de publics en termes d'âge, d'orientation affective et sexuelle, de religion et de parcours migratoires. Ainsi, sur les panneaux de chantiers peut-on voir des figures stylisées d'usagères et d'usagers qui vont volontairement à l'encontre des représentations usuelles en termes de genre, de classe ou d'orientation affective et sexuelle, et favorisent la mise en visibilité de figures telles que des couples de lesbiennes ou des femmes portant un foulard. Une telle perspective inclusive force à déconstruire la représentation dominante, voire hégémonique, de l'homme (hétérosexuel et cisgenre) valide blanc de classe moyenne, ce modèle de référence qui n'a jamais besoin d'être présenté comme tel. Elle légitime à l'inverse la coprésence d'une pluralité d'identités complexes (Hancock *et al.*, 2017). C'est d'ailleurs une réflexion similaire qui a poussé la Ville de Genève à apposer des panneaux signalétiques représentant des femmes traversant la rue, en 2020.

Partir des expériences des habitantes et des usagères

Documenter la variété des usages, par-delà les pratiques du travailleur valide qui fait la navette entre son domicile et son lieu de travail, permet de mettre en évidence des formes plus complexes de mobilité en fonction de l'âge, du sexe, du parcours migratoire, de l'orientation affective et sexuelle, et potentiellement de mieux répondre aux attentes des unes et des autres. Dans les villes qui ont réuni des données sur le sujet, il apparaît en effet que la mobilité des femmes présente des formes distinctes. Les femmes utilisent moins une voiture personnelle pour leurs déplacements, elles se déplacent plus à pied ou dans les transports en commun, et elles font plus fréquemment des déplacements courts à l'échelle de leur quartier, en raison de leur implication plus forte dans les tâches domestiques. Il est également plus fréquent que les femmes ajoutent à leur parcours du matin ou du soir une étape intermédiaire, par exemple pour poser les enfants à l'école. La qualité de l'infrastructure de transport, ainsi que l'état des trottoirs (accessibilité, signalisation, éclairage, encombrement, propreté) ont donc un impact direct sur leur expérience de la ville. Un exemple probant est l'étude faite à Liège sur les aides-ménagères et les infirmières à domicile, qui chaque jour doivent se rendre dans un délai le plus court possible et dans un ordre renouvelé quotidiennement, dans de nombreux domiciles plus ou moins éloignés. S'intéresser à leurs pratiques a permis de mettre en évidence la non-adéquation des réseaux de transports publics, pensés de façon centripète, pour favoriser une logique de « maillage de l'espace urbain » et les déplacements de périphérie à périphérie (Colin, Schreuer, 2018).

Afin d'éviter toute naturalisation des catégories de personnes et de pratiques, la Ville de Vienne a développé la notion de personnes dites « dépendantes du local », en raison de leur rôle dans la prise en charge d'autrui, que ce soit des enfants, des personnes âgées ou encore des personnes en situation de handicap. Une telle perspective présente à la fois l'avantage de montrer l'importance de cette catégorie d'usagères et d'usagers de la ville (40%), et d'intégrer le fait que ce sont le plus souvent des femmes qui se voient assigner ce type de tâches, sans pour autant les réduire toutes à ces seuls rôles sociaux de mère ou de *care givers*, et marginaliser celles qui ne correspondent pas à ce modèle. Au contraire, penser la variété des usages favorise l'inclusion de pratiques de femmes et d'hommes qui transgressent les normes de genre et de sexualité, pour se défaire de la figure masculine hégémonique qui a longtemps prévalu (et prévaut souvent encore) dans l'aménagement urbain (Kail, Irschik, 2013; Custodi, 2017).

L'expérience des marches urbaines lancée à Montréal dans les années 1990, afin de permettre aux femmes de présenter leur lecture de la ville et de répertorier les problèmes d'insécurité (Biarrotte, 2012), s'est assez largement diffusée et apparaît maintenant comme une pratique d'analyse par les habitant.e.s, transposable à tous les manques de l'aménagement urbain, au-delà même des enjeux directs de sécurité. Cela permet de considérer l'expertise des usagères et usagers, plus à même de rendre compte des problèmes d'adaptation des espaces urbains à leur propre expérience et de prendre soin des espaces collectifs. C'est notamment ce que montre l'expérience belge, où un nombre important de travaux universitaires et associatifs documentent les pratiques de mobilité induites par la division sexuée du travail et l'ordre de genre, ainsi que les formes d'expertise alternatives et peu reconnues qui en découlent (Zeilinger, 2018; Sacco, Paternote, 2018).

Ces recherches incitent à intégrer ces savoirs d'usagères et usagers dans la production, l'aménagement et la gestion des espaces publics et engagent à déplacer les points de vue et les priorités, et à renouveler les perspectives qui, sous couvert de neutralité, fortifient une vision « masculine » de la vie urbaine, des aménagements et de l'urbanisme en général : les femmes interrogées demandent le plus souvent un meilleur éclairage, une meilleure signalisation, des trottoirs accessibles et désencombrés, des pistes cyclables sécurisées, un environnement plus vert et plus accueillant. Le même constat a été établi à Gennevilliers (une commune au nord de Paris) où, depuis 2014, l'association *Les Urbaines*, qui regroupe des géographes, des sociologues, des urbanistes et des architectes, mène une recherche action participative avec des habitant.e.s et le soutien de la Mairie (Luxembourg, 2017). Ces chercheuses ont ainsi effectué des balades urbaines qui ont donné lieu à des propositions concrètes d'aménagement de différents espaces de la ville, tels un parc, une place publique, ou encore des espaces résidentiels. Si certains de ces espaces suscitent parfois un sentiment d'insécurité, ils peuvent être transformés en espaces de détente et de convivialité, favorisant l'appropriation par les femmes et, ce faisant, par tout le monde.

C'est à cette dimension participative que répond cette enquête, qui rend compte des expériences similaires, mais contrastées de 80 personnes vivant à Genève. En mettant en évidence la parole des femmes et leurs expériences des espaces publics, elle a pour ambition non seulement de constituer des savoirs renouvelés sur les usages et la fabrique de la ville, mais également de renforcer la dimension de participation politique des femmes, ainsi que la valorisation de formes alternatives d'expertise.

2. Méthodologie

Pour produire des données qualitatives solides, nous avons mené douze focus groupes avec des femmes⁰⁴ de différentes catégories sociales et habitant divers quartiers genevois, afin de rendre compte de leurs usages de la ville, diurnes et nocturnes, des lieux qu'elles fréquentent, ceux qu'elles évitent, des modalités de transports qu'elles favorisent et des contraintes auxquelles elles sont confrontées.

La méthode des focus groupes consiste en des discussions ouvertes et libres autour d'une thématique commune et favorise l'émergence d'interactions entre les participantes, qui sont structurées autour d'un guide d'entretien (voir annexe 1) (Baribeau, 2010). Elle permet de collecter des données qualitatives et de mettre en lumière les perceptions, les représentations, les comportements, les croyances, tout en soulignant les points de vue contradictoires, les zones de résistance. Elle permet également d'effectuer des comparaisons intergroupes, afin de saisir les points communs et les points divergents entre les différents focus groupes. Dans la partie analytique du rapport, nous avons veillé à ce que cette diversité des points de vue puisse se retrouver dans les extraits sélectionnés.

Cette méthode place également l'expérience des usagères au centre de la démarche scientifique en ce sens qu'elle accorde de l'importance et du crédit à la parole des personnes et à leur expérience personnelle du quotidien (Baker, Hinton, 1999). Cette place redonnée aux habitantes dans la construction des savoirs se retrouve dans les propos de certaines participantes, à travers le sentiment d'utilité qu'elles retirent de leur implication dans cette recherche.

« Je ne sais pas trop ce que l'on attend de moi. Donc, du coup, on verra bien si ça aide – ce que j'espère. » (Enfants)

« J'essaie de m'en sortir avec cette colère. [...] Et c'est aussi une des raisons pour lesquelles je suis là, parce que, pour le côté sexisme ordinaire, le fait de me considérer et d'être considérée comme une femme, je travaille déjà avec le collectif Grève féministe Genève. Donc, du coup, j'ai l'impression de déjà pas mal m'impliquer, et ça m'aide à faire sortir cette colère. » (Arc-en-ciel)

Sur le plan politique, la méthode offre l'avantage de donner aux autorités la possibilité d'élaborer des mesures pour une ville plus inclusive, en tenant compte de ces expériences partagées collectivement par les femmes à Genève (celles qui y vivent ou qui s'y rendent). Elle permet également aux acteurs et actrices politiques de tenir compte des réserves et des attentes formulées par les différents groupes concernés (voir à ce propos le chapitre 9 consacré aux leviers pour une ville plus égalitaire).

04 Comme évoqué précédemment, cette recherche s'intéresse aux usages des femmes de l'espace public. Si la question des usages des hommes de l'espace public constitue également une thématique de recherche heuristique, la focale sur les pratiques des femmes a été privilégiée afin de pouvoir identifier en premier lieu les formes d'exclusion vécues par celles-ci. Par ailleurs, d'un point de vue méthodologique et au regard des conditions de recherche allouées, cette focalisation sur les usages des femmes a permis de produire la quantité de matériaux nécessaire afin de récolter des descriptions denses de ces usages.

Organisation et déroulement des focus groupes

L'équipe qui a réalisé les focus groupes et rédigé ce rapport se compose de quatre chercheuses et chercheur aux profils différents. Marylène Lieber, sociologue, professeure en études genre à l'Université de Genève, spécialisées sur les questions de violences et d'espaces publics a dirigé la recherche, accompagnée par Rébecca Cardelli, sociologue employée en Belgique dans un Institut de recherche (Iweps) et qui est en dernière année de Master en études genre à l'Université de Genève; Caroline Dayer, docteure en sciences de l'éducation, diplômée en études genre, chercheuse, formatrice et consultante, experte en prévention des violences et des discriminations; Julien Debonneville, socio-anthropologue, docteur en sciences sociales (mention: études genre), maître-assistant à l'Institut des études genre de l'Université de Genève, spécialiste des questions de migrations et de travail de care.

Varier les points de vue et les expériences

Afin de saisir tant ce qui constitue des expériences communes à toutes les femmes, que les éventuelles différences entre elles, et de faire émerger une palette de points de vue sur les pratiques et les usages que font les femmes de la ville, nous avons favorisé la multiplication des focus groupe. La composition des groupes s'est faite à partir de la sélection de caractéristiques spécifiques (âge, orientation affective et sexuelle, localisation géographique, statut socio-économique, situation familiale, etc.) afin de garantir une variété des points de vue entre les différents groupes et une certaine homogénéité entre les membres de chaque groupe. Si le nombre de focus groupes a été déterminé de façon concertée avec la commanditaire de l'enquête, le choix des critères de sélection pertinent dans le cadre de la recherche a été dicté par les données et travaux récents sur les pratiques des femmes dans l'espace public, ainsi que sur les violences de genre.

Ainsi, même si cette dimension traverse tous les focus groupes, nous avons composé deux groupes « territoires » dont le critère principal de sélection était la localisation géographique. Le premier groupe étant constitué de femmes vivant dans le centre-ville et le second groupe de femmes vivant à la périphérie, mais se rendant régulièrement en ville. Ces deux focus groupes ont rassemblé des personnes aux profils variés. Partir des territoires a permis de toucher un public large de femmes, dont les lieux de résidences, les revenus et le type d'emploi engageant à des usages contrastés de l'espace public. Les pratiques de l'espace étant également modulées par les facteurs de division sexuée du travail, d'âge, de classe, d'orientation affective et sexuelle, de confession religieuse, d'origine géographique, dix groupes « cibles » ont été formés sur des populations spécifiques: adolescentes (groupe « Adolescentes »), 20-30 ans (groupe « Jeunes »), personnes âgées (groupe « Aînées »), mères ou personnes s'occupant d'autrui (groupe « Enfants »), personnes LGBTQ (groupe « Arc-en-ciel »), travailleuses domestiques (groupe « Travailleuses domestiques »)⁰⁵, femmes migrantes (trois groupes différents: « Association 1 », « Association 2 », « Association 3 »), femmes travaillant dans le social ou dans des institutions (groupe « Expertes »). Il va de soi que cette diversité n'a pas pour vocation de garantir une exhaustivité. Nous n'avons pas eu

.....
⁰⁵ A noter que le focus groupe avec les travailleuses domestiques, toutes de nationalité philippine, a été mené en anglais sur la base de leur préférence, et que dans les focus groupes organisés dans des associations, certaines femmes ont traduit les propos des autres lorsque la langue apparaissait comme un obstacle à leur libre expression.

accès à toutes les femmes, et en premier lieu aux femmes n'ayant pas accès à l'espace public. En outre, malgré notre souci de prendre en considération un large panel de participantes, nous n'avons pas eu la possibilité de mener des focus groupes avec des personnes qui vivent, du moins à notre connaissance, des expériences spécifiques comme les femmes suisses non blanches, les femmes trans*, ou encore des travailleuses du sexe. Néanmoins, la richesse de la diversité des profils sociologiques de cette enquête permet d'identifier les mécanismes sociaux transversaux des usages que font les femmes de l'espace public.

Il va sans dire que les participants auraient pu se trouver dans plusieurs de ces groupes, qui ne sauraient à eux seuls épuiser la complexité des identités individuelles, et que la répartition s'est faite également en fonction des agendas des unes et des autres. Distinguer entre ces groupes visait toutefois à favoriser la parole autour de certains types d'expérience. Il aurait été difficile en effet de parler de division sexuée du travail avec des femmes célibataires sans enfants, de lesbophobie avec des femmes hétérosexuelles ou de violences racistes et islamophobes avec des femmes blanches et chrétiennes.

Recrutement et taille des groupes

Les focus groupes ont été organisés sur une base volontaire, à la suite d'annonces diffusées par différents canaux (affiches, flyers, réseaux sociaux, liste de diffusion, etc.) via la Ville, la commission de Coordination de quartiers, les maisons de quartiers ou des associations locales, mais également via un contact direct avec certaines associations. Combiner ces deux modes de sélection a permis de toucher un public plus large de femmes, dont les lieux de résidence, les revenus, le type d'emploi engageant à des usages variés de l'espace public. Cela a également facilité la rencontre des publics plus fragilisés (personnes migrantes, travailleuses domestiques) qui sont des personnes plus difficiles à atteindre, et qui n'auraient probablement pas participé à l'enquête si nous n'avions utilisé que le recrutement sur une base volontaire.

Au total, nous avons réalisé, filmé et enregistré 12 focus groupes, pour un total de 80 participantes. La taille des focus groupes a varié entre 3 et 12 personnes. Le nombre de 12 ayant été fixé comme maximum afin de permettre à chaque participante de s'exprimer. Les sessions ont duré en moyenne de 1h30 à 2h30.

01. Travail domestique : 5 octobre 2019 (3 participantes)
02. Expertes : jeudi 10 octobre (7 participantes)
03. Jeunes : mardi 15 octobre (9 participantes)
04. Centre : mercredi 30 octobre (7 participantes)
05. Arc-en-ciel : jeudi 31 octobre (8 participantes)
06. Périphérie : vendredi 1 novembre (4 participantes)
07. Adolescentes (13-14 ans) : jeudi 14 novembre 2019 (6 participantes)
08. Association 2 (femmes migrantes) : mercredi 20 novembre (8 participantes)
09. Association 1 (femmes migrantes qualifiées) : mercredi 27 novembre (12 participantes)
10. Association 3 (femmes issues du monde arabe) : vendredi 29 novembre (9 participantes)
11. Aînées : samedi 30 novembre (4 participantes)
12. Enfants : vendredi 13 décembre (3 participantes)

Élaboration de la grille d'entretien

Le guide d'entretien (voir annexe 1) a permis d'obtenir une certaine homogénéité dans la présentation et le déroulement des séances des différents focus groupes. Ceci dans le but d'effectuer, lors de l'analyse, des comparaisons entre les groupes en portant une attention particulière aux usages différenciés selon les profils sociaux, en fonction de la catégorie sociale, de la division sexuée du travail, de l'âge, de la trajectoire migratoire, etc. Lors de son élaboration, nous avons déterminé une série de thèmes de discussion à aborder à chaque séance, à savoir la définition de ce qu'est l'espace public; les lieux qu'on aime et qu'on n'aime pas; la façon dont on se déplace dans l'espace public (en lien notamment avec la division sexuée du travail); le sentiment de sécurité et les stratégies mises en œuvre. La question des transports et des lieux festifs étant centrale dans le plan d'action de la Ville, chacun des focus groupes a également traité de ces thèmes.

Cet outil de travail flexible a bien entendu évolué au fur et à mesure des séances, à partir des leçons tirées de chaque focus groupe. Nous avons, en effet, systématiquement adapté le guide initial, tant au niveau du contenu que de la formulation des questions, pour améliorer la qualité des échanges sans toutefois empêcher les comparaisons ultérieures entre groupes.

Pour éprouver la qualité de la grille d'entretien et garantir une bonne compréhension des questions, nous l'avons testée auprès d'un groupe de personnes-ressources, soit parce qu'elles sont travailleuses de terrain, soit parce qu'elles travaillent pour la Ville de Genève ou dans le domaine des discriminations liées au genre (Expertes). La réalisation de ce premier focus groupe composé d'expertes a permis de clarifier certaines questions, d'abandonner certains choix (comme celui d'utiliser des cartes géographiques pour se situer ou situer des lieux, etc.), de revoir le contenu de certains thèmes. Cela nous a également fourni un matériel très riche sur les pratiques et usages des femmes de l'espace public. Cette séance a donc fait l'objet, comme pour tous les autres focus groupes, d'une transcription complète et d'une analyse de contenu.

Le guide d'entretien a également été soumis à l'avis des associations avec lesquelles nous avons collaboré. Cette démarche a permis à nos partenaires de simplifier ou d'adapter la formulation des questions au public cible, d'effectuer les traductions nécessaires ou encore d'identifier les questions moins accessibles ou les thèmes plus délicats.

Déroulement des séances

Le choix et l'aménagement du lieu ont également été des dimensions prises en compte pour garantir le bon déroulement des focus groupes, surtout avec des publics socialement fragilisés. C'est ainsi que certains entretiens collectifs se sont déroulés dans les bâtiments de l'Université alors que d'autres ont eu lieu au sein des locaux des associations partenaires. Cette option a été privilégiée en particulier pour encourager la participation de certaines populations peu habituées à faire valoir leur point de vue (personnes peu qualifiées, femmes migrantes, travailleuses domestiques, etc.), mais également pour faciliter l'accès, en termes de mobilité, à la population ciblée.

Chaque focus groupe comportait un ou deux observateur et observatrice, et une modératrice. La personne qui observe n'intervient pas dans les discussions. Elle a pour mission de prendre des notes, mais aussi d'être attentive aux expressions non verbales, tout comme aux interactions entre les participantes.

Favoriser l'égalité, la convivialité et la participation de toutes

L'accueil des participantes est un élément qui a été considéré comme crucial pour le bon déroulement de la séance. Nous avons décidé de démarrer les rencontres par un moment de partage autour d'un verre et de quelques préparations sucrées et/ou salées, de manière à installer une ambiance conviviale, propice à la discussion et aidant à faire oublier les conditions de réalisation des focus groupes (caméra et enregistrement). Ces moments de convivialité ont permis de lever les craintes ou le malaise de certaines participantes et d'établir un climat de confiance, voire de complicité, entre celles-ci et l'équipe de recherche.

La disposition des participantes autour d'une table ronde a facilité la prise de parole et la participation de toutes. Les prénoms des participantes comme des chercheur.e.s étaient affichés. Le tutoiement a également été privilégié et nous avons constaté, dans certains groupes en particulier (ceux avec les femmes migrantes), qu'il a permis de lever le rapport de hiérarchie entre chercheur.e.s et personnes interviewées, susceptible de créer un certain malaise, de maintenir une certaine distance sociale entre les individu.e.s.

Présentation du sujet

Avant de démarrer la discussion, il était important de résumer le contexte plus large dans lequel cette recherche s'inscrit, la raison d'être de la présence des participantes et les attentes à leur égard, puis d'expliquer la nécessité d'enregistrer et de filmer les débats. L'anonymat des personnes et des lieux était garanti et, dans un cas en particulier, à la demande des partenaires associatifs, une déclaration a été signée entre chercheur.e.s et participantes, certifiant le respect de l'anonymat et une utilisation des informations récoltées dans le strict cadre de l'enquête⁰⁶. Cette introduction s'est révélée importante pour favoriser un climat de confiance et permettre aux personnes de s'exprimer librement. Ensuite, sur la base des thématiques reprises dans la grille d'entretien, les discussions pouvaient commencer. Le travail de la modératrice a consisté à n'intervenir que pour poser des questions de précision, réorienter le débat quand cela s'avérait nécessaire ou encore de distribuer le temps de parole.

06 Dans cette logique, il a été décidé de ne pas révéler, identifier et lister les lieux perçus comme « risqués » par les participantes afin de contourner l'écueil de la stigmatisation des territoires (et des populations qui y résident).

Transcription et analyse des focus groupes

Tous les focus groupes ont été transcrits intégralement⁰⁷. Cette transcription, qui contient les mentions des moments d'hésitation, les redites, les silences, les réactions de malaise, les rires ou les larmes, est une étape fastidieuse, mais essentielle pour garantir une analyse scientifique de qualité. Ce travail a été rendu possible par l'enregistrement des sessions qui ont, par ailleurs, été filmées (lorsque les participantes ont donné leur accord) afin de permettre à l'équipe de recherche d'analyser la dynamique du groupe et d'observer certains comportements.

L'analyse des transcriptions⁰⁸ s'est faite par un travail de codage du matériau et d'identification d'un certain nombre des thématiques communes aux contenus des différents focus groupes. Dans un premier temps, nous avons effectué un codage des verbatims et défini des axes d'analyse. Douze axes ont ainsi été identifiés, qui ont été subdivisés selon la spécificité des idées développées. Ensuite, chacun des extraits sélectionnés a été classé dans la catégorie correspondant à l'idée véhiculée. Pour donner une mesure de l'ampleur de ce travail, on soulignera qu'un seul axe d'analyse peut contenir environ 200 extraits d'entretiens. Un extrait peut contenir plusieurs idées et donc se retrouver classé dans différentes catégories. Les douze axes sont : espace public : fermé / ouvert ; événements qui rappellent les risques ; recommandations (contrôle, incorporation des normes) ; ce qui fait qu'on est bien ; environnement construit / les lieux qui plaisent ou déplaisent / figures repoussoirs ; stratégies et tactiques ; division sexuée du travail (pratiques de l'espace / légitimité de la présence / nouveaux espaces de sociabilité) ; âge ; classe / race (racisme) ; sexisme / lesbophobie ; espace virtuel ; leviers (recommandations pour favoriser un espace public plus égalitaire).

Nous avons ensuite organisé l'ensemble des contenus afin d'en extraire des thématiques plus générales. L'élaboration de ces thématiques a fait l'objet d'un travail constant d'enrichissement en raison de la diversité et de la variété des contenus sélectionnés dans chacun des focus groupes. Cette démarche par étapes successives a permis de construire une structure d'analyse qui constitue la trame du rapport final de recherche.

L'analyse transversale des focus groupes a permis de faire émerger les expériences communes, les messages clés en fonction de leur fréquence d'apparition dans les discours. Nous avons récolté des données sociologiques de chaque participante à partir d'une fiche signalétique (voir annexe 2), ce qui nous a permis dans l'analyse de mieux les situer socialement et de rendre compte de la diversité de leurs ressources. Pour autant, dans la présentation analytique, nous avons fait le choix d'une anonymisation complète des citations, en ne mentionnant que le nom du focus groupe auquel participaient les personnes dont on relate les propos.

07 Nous remercions chaleureusement l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (Iweps) pour le soutien accordé à cette étape cruciale du travail.

08 Bien que nous favorisions l'écriture inclusive dans le rapport, nous avons choisi, pour les citations, de garder les propos tels quels des participantes.

En raison de la dimension interactive propre à la méthode des focus groupes, l'analyse a été réalisée en accordant une attention particulière aux interactions entre participantes, ce qui justifie le choix d'extraits qui mettent en évidence le caractère dynamique des interactions, en soulignant les validations, les positions contrastées ou encore l'élaboration collective d'une position commune (observée en particulier au sein du groupe des jeunes adolescentes).

Réflexion sur l'usage des focus groupes

Espace de parole, partage d'expériences et prise de conscience collective

Le focus groupe a été perçu par les participantes comme un espace libre de discussion, comme un moment de prise de conscience collective et de partage d'expériences communes. Comme le résume l'une d'entre elles : « *Quand on commence à en parler, on se rend compte qu'on a toutes des histoires comme ça, mais graves !* ». Certaines femmes nous ont confié avoir apprécié cette occasion (trop rare selon elles) de se retrouver « *entre elles* » pour partager des expériences en toute liberté et de ressentir un sentiment de force. Le partage d'expériences et de savoir-faire apparaît comme un espace d'*empowerment*, que les participantes ont apprécié.

« Partager les expériences, je trouve ça important. Et je ne sais pas pourquoi [cette rencontre] me fait penser à la manifestation en juin. C'est vrai que moi, le soir, comme je disais, j'ai un peu peur de rentrer toute seule. Et cette fois-là [le 14 juin], je ne sais pas pourquoi, mais ça m'a trop donné des ailes, je suis rentrée chez moi et j'étais super fière. Je n'avais aucune peur et j'étais là [le soir, dans l'espace public]. Ça fait du bien de se sentir comme ça, j'aimerais que ce soit comme ça tous les jours ! Et puis oui, d'avoir cette force, je ne sais pas, [d'être] entre femmes, ça fait du bien je trouve. » (Jeunes)

Cet espace de parole a, en outre, offert une tribune à certains groupes défavorisés, marginalisés ou peu visibles dans l'espace public, pour débattre collectivement de la question des pratiques et usages des femmes dans l'espace public. Il a été une occasion pour certaines femmes de se penser comme citoyenne dans la ville, de penser la ville dans toute sa diversité : « *Mais la Suisse, elle est belle. Elle est belle parce que nous [les femmes migrantes] on est là ! On est belles aussi !* [rires]. » (Association 2). En ce sens, les focus groupes représentent déjà en soi un outil d'action qui a donné à nos interlocutrices la possibilité de participer au changement, de prendre conscience de leur propre situation et de contribuer à rendre la ville plus inclusive. Ces discussions ont également suscité une prise de conscience des contraintes sexuées qui maintiennent des barrières symboliques dans l'espace public.

« Mais, en fait, ce n'est pas à nous [les femmes] de... de changer ou de faire autrement. Et ça, justement, parce que moi j'apprends plein de choses ce soir dont je n'avais pas forcément conscience. » (Arc-en-ciel)

« Moi, je crois que c'est un bon moment d'en parler, parce qu'il y a tout un mouvement qui prend conscience de ce qui se passe. Et puis, le fait que c'est la Ville de Genève qui a commandé cette étude, ça montre aussi que le pouvoir public prend

conscience lui-même, et oui, de voir qu'en fait, on vit toutes les mêmes choses au final quasiment. Pourquoi ne pas y contribuer [à ce projet de recherche] si on peut changer quelque chose?» (Jeunes)

Les participantes ont toutes exprimé leur satisfaction d'avoir pris part à cette étude et de contribuer à rendre la ville plus inclusive. La plupart d'entre elles ont d'ailleurs demandé à être informées des résultats de la recherche.

Certains focus groupes ont été composés par l'intermédiaire d'associations. Ces groupes étaient donc formés de personnes qui, pour la plupart, se connaissaient ou s'étaient déjà rencontrées. Cet aspect est ambivalent. Il a pu constituer une limite de prime abord pour aller plus en profondeur sur certains sujets, pour entrer dans le registre de l'intime. Cependant, il a également permis de fournir un soutien mutuel et de faire émerger une forme de solidarité entre les femmes du groupe, comme le montre l'extrait suivant :

«Et j'ai souffert beaucoup, seule, dans mon coin parce que j'ai fait des choses contre ma volonté. Mais c'est la vie et ce n'est jamais trop tard d'apprendre, à dire non. Et puis voilà, aller de l'avant... mais en tout cas, ce soir, j'ai appris aussi beaucoup de choses et je vois beaucoup de caractères [comprendre de belles personnes], des gens qui nous encouragent surtout [elle fait référence aux propos encourageants tenus par une autre participante].» (Association 2)

Les limites des usages des focus groupes

Dans chaque groupe, la présence d'une leader ou de voix dominantes aurait pu entraver la libre expression des autres ou orienter le déroulement de la discussion. Le travail de la modératrice a alors consisté à canaliser les prises de parole et à lever les timidités afin de rétablir des conditions optimales pour une qualité des échanges et une diversité dans les prises de parole.

Les limites que nous avons pu observer avec cette méthode sont également liées à la difficulté, pour certaines personnes, d'aborder en public certains événements personnels liés notamment aux violences physiques et/ou sexuelles. En effet, s'il était fréquent que les personnes reconnaissent l'existence de certaines pratiques sociales, de certains événements violents, les discussions se sont principalement centrées sur les enjeux plus que sur les expériences singulières. Parfois, derrière certaines phrases, à travers la répétition de mots, on perçoit cependant l'existence d'épisodes de violence que certaines femmes ne parviennent pas à verbaliser en public. Nous avons d'ailleurs constaté à plusieurs reprises que certaines participantes ont attendu la fin de la séance (et de l'enregistrement) pour nous parler, en aparté, d'expériences personnelles restées sous silence lors de l'entretien collectif. D'autres femmes nous ont également confié que des souvenirs personnels en lien avec des événements de violence dans l'espace public avaient refait surface à la suite de l'entretien collectif.

Il aurait été intéressant, pour permettre à ces récits d'émerger, de réaliser plusieurs séances collectives (une des suggestions des participantes) ou de combiner dans certains cas la réalisation de focus groupes avec celle d'entretiens individuels, en particulier auprès de certaines personnes ayant plus de difficultés ou de réticences à prendre la parole (notamment les femmes migrantes).

Par ailleurs, certains groupes étaient composés de personnes qui avaient déjà initié une démarche réflexive par rapport au sujet de l'étude. C'est le cas notamment du groupe Arc-en-ciel, mais également de femmes que nous avons recrutées sur une base volontaire et qui souvent avaient un discours davantage critique, voire politisé. Dans ces groupes, nous avons observé chez les participantes une certaine aisance et une facilité à parler de leurs expériences, de leur intimité. La prise de parole de l'une a fonctionné ici comme un effet boule de neige, encourageant la prise de parole de l'autre. Dans d'autres groupes au contraire, comme ceux des femmes migrantes, la prise de parole était moins le fruit d'une réflexion en amont, mais c'est l'espace du focus groupe qui a constitué un moment de réflexion commune, propice à l'émergence de souvenirs et d'expériences qui sont apparues non plus comme individuelles, mais comme collectives.

Il serait donc erroné de penser que la méthode des focus groupes inhibe les participantes. Au contraire, dans la plupart des entretiens collectifs, nous avons observé que la prise de parole des participantes les moins timides a encouragé les plus réservées à sortir de leur silence. Ces prises de parole ont fonctionné comme une invitation, un encouragement à s'exprimer librement, dans un climat de confiance, et à partager des expériences personnelles rarement confiées, jusque-là, en public. Nous avons pu faire ce constat grâce aux échanges réalisés après chaque séance avec les membres des associations partenaires.

3. L'espace public : un espace en tension

Qu'est-ce que l'espace public ? Quelle réalité recouvre-t-il pour les différentes femmes interrogées ? A quels imaginaires renvoie-t-il ? Comment celui-ci est-il investi ? Chaque focus groupe commençait par une tentative commune de définition de ce qu'est l'espace public et aux qualificatifs qui le caractérisent. Au cours de chaque rencontre, l'espace public est immédiatement et systématiquement apparu comme un espace en tension ; un espace qui recouvre, qui plus est, des réalités très variées selon les ressources sociales et économiques. Tension d'abord, parce que si en principe l'espace public est un espace ouvert et accessible à toutes et tous, un espace de « *liberté* » et de « *partage* » qui « *relève du bien public* » (Jeunes), certaines pratiques et modalités d'occupation, voire certains profils de personnes, viennent mettre à mal cet idéal. L'espace public est souvent le lieu d'interactions non désirées qui viennent mettre à mal cette vision d'ouverture, d'accessibilité et de partage. Réalités diverses ensuite, parce que s'il offre des opportunités de sorties, de partage, d'accès à la culture et aux nombreux avantages de la vie urbaine pour certaines femmes, l'espace public ne représente qu'une extension de l'espace domestique pour d'autres, se résumant souvent à la proximité du domicile et des espaces commerciaux.

Un espace public à géométrie variable

Quand on évoque la notion d'espace public, il est bien sûr question de l'espace extérieur au domicile, un espace commun qu'on traverse pour aller travailler, qu'on occupe quand on sort seule, avec des enfants ou des ami.e.s, ou qui offre de nombreuses ressources en termes de loisirs, d'activités culturelles, sportives ou de consommation. Cet espace *public*, en opposition à la dimension *privée* du foyer, n'est pas pour autant toujours public, puisqu'il se compose également d'espaces privés ouverts au public, comme les bars, les restaurants, les terrasses de café, les lieux festifs, les centres commerciaux, les associations, etc.

Des ressources inégales

Toutes les femmes ne disposent pas des mêmes ressources pour vivre, occuper et s'approprier l'espace public genevois. En fonction de leur trajectoire de vie et de leur position sociale, de leurs revenus, de leur âge, de leur orientation affective et sexuelle, de leur statut légal, de leur parcours migratoire, de leur maîtrise de la langue, ou de leur éventuelle situation de handicap, elles n'ont ni les mêmes usages, ni les mêmes capacités de profiter de l'espace public et des activités variées qu'il offre.

Ainsi, si la grande majorité des femmes interrogées disent que Genève est une ville « *d'une richesse incroyable où il fait bon vivre* » (Association 2), ce sont avant tout les femmes des catégories moyennes supérieures qui disent « *beaucoup sortir* » (Centre) et soulignent la quantité de l'offre culturelle à Genève. Comme l'affirment ces dernières, toutes les femmes n'ont cependant pas les mêmes ressources et savoir-faire pour obtenir les informations sur ces offres qu'« *il faut savoir chercher* » (Centre). Bien que les agendas en ligne soient disponibles, les femmes les moins dotées socialement connaissent moins et profitent moins de ces offres.

Ces ressources inégales pour s'approprier et occuper l'espace public sont également financières, puisque plusieurs femmes qui déclarent sortir souvent mentionnent le coût de ces pratiques, tout en reconnaissant que Genève a une offre exceptionnelle en termes d'activités gratuites : « *entre Cinetransat, les Aubes Musicales, enfin des concerts un peu partout, des spectacles, du théâtre.* » (Centre). D'autres, au contraire, font le lien avec la privatisation des espaces publics et regrettent le peu d'espaces dédiés qu'on puisse occuper sans nécessairement consommer, ce qui au final génère « *aussi des exclusions* » (Enfants). Les plus jeunes sont particulièrement concernées par cet état de fait, les sorties étant « *toujours une question de budget* » (Jeunes), et se résument souvent pour les adolescentes par des sorties dans les centres commerciaux, sans pour autant consommer.

Si les personnes âgées mentionnent également les questions financières, l'espace public apparaît comme jonché d'obstacles physiques – hauteur des trottoirs, peur de tomber, douleurs corporelles et longueur des déplacements –, tout en mentionnant qu'elles ont « *plus de temps* » et qu'elles sont « *plus flexibles* », ce qui leur permet en général de pouvoir davantage anticiper et partir suffisamment à l'avance pour leurs diverses activités.

On constate plus largement que l'accès et les usages de l'espace public nécessitent des ressources. Nous verrons plus en détail, dans le chapitre 5, le rôle des capitaux (économique, social, corporel et géographique) qui structurent en profondeur ces accès et usages de la ville.

Une extension de l'espace domestique

Les études sur le genre des espaces publics et des mobilités ont montré comment la division sexuée du travail, tout comme l'association du féminin au privé et du masculin au public, influence les pratiques des unes et des autres. L'espace public apparaît souvent pour les femmes comme une extension de l'espace domestique (Coutras, 1996), et elles sont plus nombreuses à avoir une mobilité en lien avec le « local » (Kail, Irschik, 2013). Et de fait, la mobilité liée aux tâches domestiques concerne la grande majorité des femmes qui ont des familles, qui reconnaissent la complexité de leurs trajets qui comprennent tant les déplacements pour aller travailler que ceux en lien avec les enfants ou les courses (Expertes, Enfants). Ces femmes soulignent que depuis qu'elles ont des enfants, elles occupent davantage l'espace de leur quartier, les magasins, les parcs et les aires de jeux, et que la maternité leur a même offert de nouveaux espaces de sociabilité. Mais il apparaît que certaines des personnes interrogées sont davantage concernées, parce qu'elles cumulent les désavantages économiques et socio-culturels, ce qui limite passablement leur expérience des espaces publics.

« En fait à l'époque, on avait seulement... Pour moi, [c'était] le travail et la maison. [...] Parfois j'emmenais les enfants à la piscine, mais je ne pensais pas qu'il y avait beaucoup de choses, dont on puisse profiter... et je regrette beaucoup même. Je n'ai pas appris à faire les choses comme il faut, mais pourtant, il y avait plein de choses à faire dans la ville. » (Association 2)

« Je ne sors que rarement. Parfois, je sors pour rendre visite à ma famille. Avec ma famille, on va à Balexert, ou visiter Manor aussi. » (Association 3)

Pour ces femmes parmi les moins dotées socialement plus que pour les autres, l'espace public apparaît comme une extension de l'espace privé, et les déplacements qui sont favorisés

restent ceux en lien avec la sphère familiale ou la consommation domestique. Ainsi de cette femme qui témoigne du fait qu'elle reste le plus souvent à la maison, mais qui enjoint les autres femmes du groupe à sortir davantage, comme elle a commencé à le faire récemment.

« Sortir de la maison, il y a des choses magnifiques à voir. Il y a des magasins. Parfois je fais les magasins, mais je n'achète rien. Je suis capable de faire trois magasins par jour et je n'achète rien. Ce n'est pas grave, même si on n'a pas de sous, on fait un tour, j'y vais, je vois, j'essaie. Je vois que c'est joli et j'irai chercher une autre fois quand j'aurai des sous ou j'attends les soldes. » (Association 2)

Notons que ce sont les espaces de consommation, tels les centres commerciaux, qui pour elles comme pour les plus jeunes femmes, deviennent des espaces extérieurs où elles se sentent légitimes et se rendent lorsqu'elles sortent de leur domicile.

Parentalités et nouveaux espaces de socialisation

Cette extension du domestique favorise également des formes de socialisation légitimes. Les femmes qui ont des enfants en bas âge témoignent du fait qu'elles envisagent désormais leur quartier sous un nouvel angle et qu'elles découvrent qu'il « *est rempli soit de mères et de petits enfants qui ont envie de parler avec d'autres soit des vieilles dames* » (Enfants). Les espaces de jeu pour les enfants constituent des lieux où il est possible de rester. Ils peuvent être un lieu de destination ou un lieu de halte, voire un lieu de socialisation, qui sont durables.

« Après, je trouve qu'il y a pas mal d'espaces pour les enfants quand même. On trouve facilement une balançoire... On trouve facilement des jeux un petit peu partout... Dans la ville. Et, du coup, quand on se promène, on peut vite s'arrêter pour faire des pauses si c'est un petit peu trop long. Ça, je trouve assez confortable... avec les enfants. » (Enfants)

« Déjà le matin, l'après-midi. En fait, il y a plusieurs moments dans la journée... Le soir aussi tant qu'il fait beau, qu'il fait jour, il y a le banc des Portugaises, il y a le banc des Albanaises, il y a le banc des Erythréennes... Mais c'est marrant parce qu'elles étaient là avec leurs enfants, tout comme moi il y a 25 ans en arrière. Et puis maintenant, elles sont là juste entre elles, sans les enfants. Elles continuent à venir, c'est leur endroit... Alors, il y a peut-être quelque chose quand même au niveau aussi de ce qui fait quartier, enfin de ce qui fait le lien social dans un quartier et qui donc permet justement des formes de mixité. » (Centre)

De tels groupes informels de femmes apparaissent comme essentiels aux yeux de nombreuses de nos interlocutrices. Les associations et les maisons de quartier sont également identifiées comme étant des « *vecteurs de liens sociaux* » (Centre) prépondérants, pas uniquement en regard des enfants, mais aussi pour les personnes vivant dans l'isolement et souffrant de solitude (Associations 1, 2, et 3). Les projets d'associations de quartier tels que créer un jardin potager, monter une buvette ou rénover les jeux pour enfants permettent de se dire que le parc est « *pour tout le monde* », qu'il y a « *quelque chose de collectif pour que les gens se sentent aussi plus à l'aise* » (Enfants) et puissent s'approprier l'espace public.

Un espace masculin et hétéronormatif

Si l'espace public représente des réalités variées pour les différentes femmes que nous avons rencontrées, il n'en reste pas moins qu'elles s'accordent toutes sur le fait que l'association usuelle entre espace public et masculinité n'est pas qu'une représentation, mais constitue au contraire une expérience partagée. En faisant référence à un article qu'elle a lu, une interlocutrice explique comment elle a soudain pris conscience de la dimension masculine des espaces publics. Elle discute des différents espaces qui apparaissent comme masculins et du fait que les femmes semblent tout simplement moins visibles :

« Ça a résonné parce que c'est vrai, quand on y pense, ne serait-ce que quand on regarde les installations de workout, ceux qui s'entraînent dans les parcs [...]. Il y a quand même un côté culturel où les femmes s'entraînent moins. C'est aussi ... les maisons de quartier [qui] ont tendance à... comment dire, à glisser vers des activités plus masculines parce que les femmes ou les jeunes filles sont plus souvent à la maison. Et c'est vrai que quand on regarde, du coup, j'ai l'impression que l'espace public est plus habité par les hommes. » (Centre)

Elle explique ensuite que les femmes n'« habitent pas l'espace public de la même façon » et met en lumière le différentiel sexué des formes légitimes d'occupation de l'espace, qui apparaît également dans l'extrait suivant :

« C'est quand même comme toutes les villes, le stéréotype de 'tu as des groupes de mecs qui traînent sur des bancs, de n'importe quel âge, de n'importe quelle origine, etc.', mais tu as vachement moins des groupes de meufs. Ça arrive, mais, en proportion, on est vachement moins à traîner sur des bancs comme ça et puis à prendre l'espace public comme une source de divertissement. » (Arc-en-ciel)

Les espaces publics sont davantage occupés par des hommes, et les femmes disent ne pas pouvoir s'y comporter comme le feraient les hommes, quand bien même elles aimeraient le faire.

« Moi, il y a un truc que j'aimerais bien faire, c'est juste prendre la musique et me promener le soir par exemple en ville. J'ai plein de potes masculins qui me disent : 'Je fais ça tout le temps, c'est super chouette'. Et moi, je me dis : 'Mais moi, j'aimerais bien faire ça aussi'. » (Centre)

La dimension masculine des espaces publics est renforcée par l'hétéronormativité, qui est présente non seulement dans les commentaires qui peuvent être faits à des femmes, notamment celles qui affichent ouvertement leur homosexualité, mais qu'on retrouve également dans les publicités. En effet, les corps féminins y sont souvent dénudés, mais l'affichage public nous « bombarde d'images hétérosexuées » (Arc-en-ciel).

Si ces interlocutrices font part de ces analyses en des termes qui révèlent une certaine réflexivité et une mobilisation de discours davantage politisés, les autres femmes rencontrées ne le formulent pas aussi explicitement. Pour autant, cette dimension masculine apparaît en creux, lorsqu'elles expriment le fait que pour elles, l'espace public est un lieu de passage (Centre, Enfants), qu'elles ne « traînent » pas (Adolescentes), qu'elles ne sortent que peu (Association 1, 2), ou qu'elles ressentent des formes d'insécurité (Jeunes, Centre).

« Honnêtement, je ne connais pas un seul quartier à Genève où il y ait une espèce de parité dans l'occupation du domaine public. [...] Je ne pense pas qu'il y ait un seul quartier où on puisse dire, les yeux fermés : 'Je suis en sécurité'. » (Expertes)

Un espace insécure

L'insécurité ressentie ou réelle constitue un point central des discussions dans tous les groupes de femmes rencontrées, et elle vient ponctuer toutes les expériences relatées. Si l'espace public devrait être un espace accessible à toutes et tous, un espace d'échange et de partage, il se révèle également aussi, comme un espace où les femmes se sentent régulièrement comme des « proies » (Centre, Jeunes, Arc-en-ciel), un espace où elles s'exposent (Expertes, Jeunes). Comme l'exprime cette jeune femme, qui parle d'une place proche de chez elle :

« Il y a toujours, toujours des jeunes qui passent leur temps sur place. Mais eux, ils stagnent sur cette place publique. Et le passage pour arriver à cette place, il est hyper étroit. Je ne sais pas pourquoi, mais... et ma direction, elle n'est pas large et en fait, tu te sens comme une bête de zoo qui arrive sur l'arène. » (Jeunes)

Le sentiment d'être exposée a clairement une connotation sexuelle, c'est-à-dire que c'est en tant que femme, en tant que soi-disant objet du désir masculin qu'elles se sentent en insécurité. La dimension masculine et hétéronormative des espaces publics semble ainsi se rejouer constamment dans les représentations et les interactions quotidiennes, avec une insécurité chronique qui fonctionne comme un dispositif de réaffirmation et de légitimation des différences sexuées.

« Je ne sors pas seule. J'ai très peur et je ne sais pas pourquoi. » (Association 3)

« Moi, ce que j'ai toujours dans l'espace public, c'est qu'il y a toujours quelque chose qui calcule en moi. On est où ? On est quoi ? On fait quoi ? Ce n'est pas quelque chose de... naturellement, un peu plus la journée, je peux être dans la lune et tout, que le soir c'est quasiment impossible que mon corps s'arrête de surveiller... Enfin il y a une tension. » (Expertes)

La nuit comme frontière sociale

Comme le souligne cette interlocutrice, se mouvoir dans l'espace public implique une forme de « vigilance » (Expertes), liée à un sentiment diffus d'insécurité, explicité comme tel ou non, qui varie en fonction des lieux et des moments de la journée. C'est la nuit qui est le plus souvent associée au danger. Elle apparaît comme une forme de frontière sociale, une temporalité où l'insécurité se révèle davantage. En tous les cas, la nuit est un moment où le sentiment qu'il faut être « aux aguets », « faire plus attention » (Arc-en-ciel) et prendre certaines précautions est de mise. En s'intéressant à la Finlande, où les nuits d'été sont claires et les journées d'hiver sont sombres, Hille Koskela (1999) a montré que le sentiment d'insécurité n'est pas directement lié au taux de luminosité ; hiver comme été, le sentiment d'insécurité est plus important la nuit. Cela l'incite à souligner la dimension sociale de cette temporalité.

La nuit apparaît comme une frontière au-delà de laquelle la présence des femmes dans l'espace public devient potentiellement une transgression.

Cette association entre danger et nuit touche davantage certains espaces. Ainsi, les parcs qui sont volontiers fréquentés la journée deviennent angoissants une fois la nuit tombée, un lieu qu'on évite (Centre, Association 2, Périphérie). Nombreuses sont les femmes à rendre compte des restrictions qu'elles s'imposent à la nuit tombée : elles évitent certains lieux (Jeunes, Centre), modifient leurs trajets (Jeunes, Enfants) – il y a des « trajets de jour » et des « trajets de nuit » (Jeunes) –, évaluent le bon moment pour éviter la foule qui va ou revient de soirée (Arc-en-ciel), voire ne sortent tout simplement pas (Association 2, Association 3, Enfants).

« Il y a certaines heures où on ne sort pas. [...] En fait, on s'interdit plein d'accès à l'espace public. Enfin moi, je sais que la nuit, j'évite d'aller derrière la gare, de traîner derrière les Pâquis. » (Jeunes)

Ces formes d'évitement varient toutefois en fonction de l'éclairage (Jeunes, Association 2), qui apparaît comme essentiel pour favoriser le sentiment de sécurité. A cet égard, l'expérience lémanique d'une nuit sans pollution lumineuse, qui s'était déroulée quelques semaines avant l'enquête, est parlante. Plusieurs interlocutrices ont souligné que si elles s'étaient réjouies de cette initiative, elles n'en ont pas pour autant profité.

« Je me suis dit : 'Cool, je vais aller sortir, faire un tour et puis voir ça'. Et puis en fait, j'ai juste mis la tête, [...] il y a une rue qui est là, une ruelle qui est là, et du coup, je ne suis pas sortie. » (Expertes)

« Effectivement, quand il y a eu la nuit sans lumière, moi aussi, j'étais dehors, et je n'étais pas tranquille. » (Jeunes)

Si le manque de lumière favorise l'inquiétude, celle-ci dépend également de la familiarité qu'on a avec certains lieux, comme l'avait déjà montré Hille Koskela (1999).

« C'est encore en rapport avec cette histoire d'inconnu. C'est-à-dire que quand il y a des lieux sombres ou qu'il n'y a pas de lumière, du coup, il y a moins de témoins autour, enfin on est moins en sécurité parce que, encore une fois, on peut rencontrer n'importe qui. C'est aussi, je pense, la dimension d'inconnu qui prime avec cette histoire de lumière. » (Jeunes)

Des corps exposés

Au-delà de la distinction espace-temps, les femmes que nous avons interrogées rendent compte du sentiment plus général d'être exposées lorsqu'elles sont dans l'espace public. C'est notamment ce que soulignent les plus jeunes, quand elles discutent du fait qu'elles sont régulièrement importunées lorsqu'elles font de la course à pied en ville.

« C'est pour ça que la différence jour et nuit doit être prise relativement, mais je crois que c'est pour ça que la course, c'est problématique. Ça relève d'une exposition du corps très explicite, en train de faire une activité physique, et il y a peu de place pour te cacher. » (Jeunes)

Si ce sentiment d'être exposée exacerbe la peur et la vulnérabilité, des jeunes femmes insistent sur le fait qu'elles ne courent jamais seules, d'autres soulignent leur fatigue ou leur colère que les femmes soient plus généralement perçues comme des corps disponibles :

« J'ai cette impression que c'est vraiment le... corps féminin, entre guillemets, qui est à disposition. Dans l'espace public. Donc ce truc, même si tu as tes écouteurs et tout, tu dois être là pour entendre les conneries qu'il a à dire, tu dois être là pour qu'il t'appelle Bella. Ou enfin, ce côté de 'tu es à disposition'. » (Arc-en-ciel)

Pour les femmes les plus âgées, le sentiment d'être exposée dans les espaces publics ne relève pas exactement des mêmes logiques. C'est davantage la peur du vol ou les nombreuses sollicitations commerciales auxquelles elles semblent devoir faire face. Elles soulignent la fréquence avec laquelle certains démarcheurs tentent de leur forcer la main, que ce soit pour leur demander ou leur vendre quelque chose. Afin d'éviter de se faire voler leurs affaires ou leur sac, elles évoquent leurs différentes stratégies de protection, telles une banane autour du ventre, le fait de mettre son sac dans un autre sac, ou de le garder toujours devant soi. Si, pour elles, le sentiment d'être exposée ne relève pas d'une logique sexuelle, il n'en reste pas moins que c'est en tant que femmes âgées, qu'elles sont perçues comme « des proies plus faciles » (Aînées) (chapitre 5).

Pour les femmes étrangères que nous avons rencontrées, d'autres logiques favorisent le sentiment d'être exposées, notamment lorsqu'elles n'ont pas de « statut légal ». L'espace public devient alors un espace où elles peuvent être confrontées à un contrôle d'identité et c'est la peur de la police qui devient pour elles un des principaux enjeux de leur présence dans les espaces publics.

« La police est partout ici. Même lorsque vous attendez le bus. Par exemple, lorsque j'attendais le bus 9, il y avait une voiture de police qui passait devant l'arrêt de bus et à ce moment je me disais : 'J'espère qu'ils ne vont pas me poser de questions'. Parce que la voiture de police avançait tout doucement. À ce moment, je me disais : 'Il faut que le bus arrive'. [...] Mais parfois, même dans le bus ou le tram, la police monte dedans pour chercher quelqu'un. » (Travailleuses domestiques)

D'autres femmes qui ont un parcours migratoire mentionnent également la maîtrise de la langue comme un enjeu d'importance (Association 1, 2, 3). Ne pas comprendre les potentielles interactions, dont elles sentent parfois qu'elles relèvent de l'agression, les confirment dans l'idée que l'espace public est potentiellement hostile, ou en tous les cas, qu'elles n'ont pas toutes les ressources nécessaires pour s'y sentir totalement à l'aise (chapitre 5).

L'espace public apparaît donc comme un espace en tension, un espace appréciable et riche, mais où les femmes se doivent de faire attention. Si les logiques de genre semblent expliquer cette tension pour une majorité des femmes rencontrées, c'est-à-dire que c'est en tant que femme qu'elles se sentent exposées, d'autres logiques, en lien notamment avec le « statut légal » ou la maîtrise de la langue, viennent également expliquer le sentiment d'insécurité latent qu'expriment la plupart de nos interlocutrices.

Lieux et figures de l'insécurité

Il n'y a que peu de consensus sur les lieux et les figures de l'insécurité. La perception des sources de danger varie passablement entre les différentes interlocutrices, tout comme leur présentation de soi en tant que personne qui se définit comme craintive ou non. On discerne même une certaine ambivalence lorsqu'il s'agit de définir les lieux et les espaces qui sont agréables ou non, tout comme les types de personnes qui sont perçues comme inquiétantes. Si les abords de la gare et en particulier certains tunnels mal éclairés et nauséabonds font consensus et sont généralement désignés comme désagréables (Jeunes, Aînées, Centre, Association 2), d'autres espaces comme les Pâquis sont perçus de façon très contrastée. Dans la même veine, le deal et la prostitution sont évalués de façon radicalement opposée.

De l'animation et la fréquentation des lieux

Malgré la diversité des perceptions, les femmes s'accordent plus ou moins pour associer la faible fréquentation des lieux, la nuit et l'exacerbation du sentiment d'insécurité. Ainsi l'animation d'un lieu apparaît comme un élément favorisant les déplacements sans encombre (Périphérie).

« J'aurais plutôt tendance à me sentir plus en sécurité s'il y a un peu plus de monde. »
(Arc-en-ciel)

« Un quartier résidentiel, il est plus flippant dans le fond la nuit, ou même de jour hein s'il n'y a pas de monde. » (Enfants)

Les quartiers qui ont davantage de commerces et qui sont plus animés apparaissent comme des lieux où on est plus à l'aise, « où il y aura toujours quelqu'un pour être témoin ou pour venir en aide » (Expertes), même si animation est parfois synonyme de bruits pour les résident.e.s « parce que toute la ville vient [y] faire la fête » (Enfants).

« Il y a tellement de monde que bon, je ne vais pas me faire coincer en tout cas trop longtemps, quelqu'un va intervenir. [...] Du coup, je passe tout le temps par la rue de Carouge où là il y a du monde. Je me fais mater, mais au moins il y a du monde. » (Jeunes)

Mais certaines femmes évaluent négativement certains quartiers animés, notamment les Pâquis où « ça sent trop la testostérone » (Expertes) et où « les hommes se sentent plus en... en liberté de pouvoir [...] mater » (Arc-en-ciel), tant et si bien qu'elles sont nombreuses à éviter d'y passer (Jeunes, Adolescentes, Association 3).

Une foule trop importante peut également remettre en question cette perception positive des lieux animés. Certaines femmes se disent agoraphobes et préfèrent éviter les lieux surpeuplés qu'elles considèrent « désagréables » et où elles se sentent « mal à l'aise » (Association 1, 2, Arc-en-ciel). D'autres femmes interrogées distinguent entre une « foule qui est posée » et « foule en mouvement » (Arc-en-ciel), la première étant associée à des événements récréatifs comme des « concerts au Parc La Grange », « la plage ou les abords du lac » perçus positivement, contrairement à la seconde qui peut faire encourir des risques.

Dans la même veine, certaines femmes soulignent l'importance de l'environnement construit, et désignent la fermeture des espaces comme angoissante (Expertes). Les lieux peu animés, mal aménagés et nauséabonds, sont pour leur part toujours montrés du doigt.

« Il y a des endroits super glauques. Je ne vais pas dire que j'ai peur, mais les tunnels qui passent, par exemple à la Jonction, le tunnel qui passe sous le pont, alors lui pour faire un film d'horreur, il est génial. Non, mais il y en a, on a l'impression qu'ils ont fait exprès, ou aussi les arrêts de bus même à Cornavin, là où on prend le tram ou le bus 19, 6, c'est tellement laid, ça pue la pisse, tout ça. Je ne peux pas dire que j'ai peur, mais quand je regarde ça, je me dis : 'Mince !' » (Jeunes)

Les figures repoussoirs

D'avantage que l'environnement construit, ce sont les interactions qui se déroulent dans les espaces publics que les femmes rencontrées associent à des risques potentiels. Comme on l'a vu, l'animation de certains quartiers favorise un sentiment de sécurité, mais charrie également son lot de désavantages. Parmi les figures problématiques de l'espace urbain, la prostitution, l'alcoolisme et la drogue sont apparus de façon récurrente dans les discussions. La prostitution met mal à l'aise les femmes qui la mentionnent en raison de son association à l'exploitation et à la criminalité, à l'abus d'alcool et de drogue, à la violence et aux bagarres (Association 3, adolescentes). Ce sont avant tout des figures masculines qui effraient, les hommes qui boivent et le fait qu'ils soient davantage désinhibés.

« Ce n'est pas ça qui me dérange dans le fond, ce n'est pas la prostitution, mais c'est tout ce qui gravite autour. On parle du quartier des Pâquis, en fait, c'est les gens qui boivent. Moi j'ai une peur bleue des personnes alcoolisées. » (Association 2)

« Ouais, moi les hommes alcoolisés, je les fuis comme la peste. Pour moi, ils sont complètement désinhibés et il y a tout d'un coup tout ce que la société leur apprend à faire et ils oublient et puis ils ont, ouais, plus de filtre, plus de respect pour l'autre. » (Jeunes)

Autre figure repoussoir, les dealers ou les consommateurs de drogues, et la saleté qui est associée à cette activité illégale. Ce sont surtout les femmes plus âgées qui soulignent que dans les espaces où ils travaillent, comme à la Jonction, il y a « des canettes de bière sur des tables partout » (Association 1), « des gens couchés comme ça » (Association 1), quand les plus jeunes soulignent qu'elles ont peur des potentiels « comportements imprévisibles » des consommateurs (Jeunes). Mais paradoxalement, certaines personnes reconnaissent que si « elles n'aiment pas » croiser des dealers (Centre), et que cela contribue à la masculinisation des espaces publics dans la mesure où « c'est de nouveau que des mecs dans un espace public où il n'y a personne, où il n'y a pas de lumière... », les dealers ne représentent pas de risques pour les simples passantes, car ils n'ont « aucun intérêt » à se faire remarquer (Centre).

« Paradoxalement en fait, là où il y a les dealers, ça me rassure parce que je sais que, eux, ils contrôlent la zone en fait. Avant, j'habitais à Musée d'Ethnographie, et pour rentrer de la ville, je passais devant le cimetière. Enfin je sais plus comment s'appelle cette rue, mais vous voyez le cimetière. Et là, il y a tout le temps des dealers, et je savais que là, de toute façon, peu importe l'heure, eux, ils contrôlent la zone. »

Ils font en sorte qu'il n'y ait pas d'incident, puisque, évidemment, ils ne veulent pas se faire repérer. Du coup, je me sentais... c'est fou, mais quand je passais et qu'ils étaient là, je me sentais rassurée parce que je savais qu'il n'y aurait pas d'incident ici vu qu'ils sont là pour le business. Ça me rassure un peu...» (Jeunes)

Les masculinités (in)désirables

Plusieurs femmes parmi les plus jeunes ont souligné l'ambivalence entre la présence masculine – de dealers, de bandes de jeunes – qui renforce la survisibilité masculine tout en favorisant une forme de contrôle des lieux qu'ils occupent. Néanmoins, cette présence masculine, tout comme la peur que peuvent susciter des groupes d'hommes, jeunes et moins jeunes, a fait l'objet de vives discussions.

« Ce qui fait peur en ville aussi ce sont les groupes, la nuit. On est confrontés souvent à des groupes de jeunes et on sait très bien qu'il y a le phénomène de groupe qui est capable de faire plein de choses alors que si on les prend individuellement, ce sont des brebis. Et ça, ça m'inquiète. Je n'aime pas trop sortir le soir à cause de ça. Si je dois aller prendre un bus après, je n'aime pas les attentes aux arrêts. » (Association 2)

Les femmes interrogées distinguent entre les hommes qu'elles connaissent et les figures de masculinités qui fonctionnent comme des obstacles à leur autonomie dans l'espace public, en ce qu'ils représentent un potentiel de violences.

« Après voilà, il y a homme et homme évidemment. Il y a mon homme, il y a plein d'hommes dans mon entourage, les hommes que je rencontre. Je suis quelqu'un de confiant aussi et puis quelqu'un qui aussi accorde le bénéfice du doute et puis qui ne va pas juger. [...] Mais après, j'ai quand même quelque chose comme ça, un peu oui, d'inconscient, qui vient des tripes où voilà, j'ai des situations où il y a potentiellement des hommes, plusieurs hommes où ça peut oui... peur de la violence, oui, de ça... » (Centre)

Les plus jeunes sont nombreuses à dire leur dégoût des hommes plus âgés qui les sollicitent, soulignant que ce sont des hommes qui en quelque sorte transgressent les règles usuelles d'interaction et les scripts sexuels (Gagnon, 2008), en ce qu'ils ne correspondent pas en termes d'âge, voire de classe et d'ethnicité, à de potentiels compagnons.

« Par contre moi, ceux qui me font peur, c'est les 40-70 ans, seuls, qui eux, mais vraiment, ils matent, mais enfin j'ai l'impression qu'ils n'ont plus rien à perdre, ouais. Qu'ils sont seuls et puis des fois, ils boivent... Et eux, on sent qu'ils sont vraiment pervers quoi, que ce n'est pas juste pour faire les malins. Eux, on sent que c'est un autre style. Ce n'est pas le style, ils sont en groupe et ils font les intéressants. Là, ils sont seuls, et on sent que... [...] c'est malsain. » (Jeunes)

C'est la distance sociale, le différentiel d'âge également entre les hommes et les femmes qui participent de ce mal-être, ce dégoût même, qu'évoquent certaines de nos interlocutrices. Comme si elles savaient davantage gérer ceux qui leur ressemblent ou avec lesquels elles ont une proximité sociale.

« C'est ceux qui me font moins peur justement les jeunes, parce qu'au final quand on gratte un peu là derrière, tu leur cries... Moi, j'ai développé une agressivité stratégique. Il y avait un groupe de jeunes au Boulevard de la Cluse, je rentrais chez moi, et ils ont dit : 'Sale chienne', je ne sais pas quoi. Je me retourne, je dis : 'Qu'est-ce que t'as dit là ?' [...] Et ça les a tétanisés. Donc en fait, c'est juste des petits qui font les intéressants. » (Jeunes)

L'exemple de femmes de pays arabo-musulmans est parlant, puisqu'elles soulignent que si elles n'osent généralement pas réagir avec des hommes suisses qui les abordent ou leur font des commentaires, elles n'ont aucune réticence à réagir de façon virulente, à « être beaucoup plus agressives » avec les hommes qu'elles voient comme étant de la même origine qu'elles : « on connaît la mentalité des hommes arabes beaucoup mieux que la mentalité des Européens, on sait comment réagir, c'est normal. » (Association 3).

Sans que cela fasse consensus, la présence policière, si elle est source d'insécurité pour les personnes sans statut légal, est soulignée par certaines femmes parmi les plus jeunes et les mieux dotées socialement, comme la garantie de leur sécurité.

« Il y a aussi la présence de la police qui rassure. Je ne sais pas. Aux Pâquis, il y a tout le temps une voiture qui tourne ici et là... C'est le prix à payer. Aux Pâquis aussi, on se fait... surtout si on est en jupe, alors là... aux Pâquis, oui, mais au moins... Ouais, c'est le prix à payer pour ne pas se retrouver comme une proie sans aide quoi... » (Jeunes)

Au terme de cette partie, il apparaît évident que les femmes sont largement présentes dans les espaces publics, mais qu'elles doivent y négocier leur légitimité, et qu'elles ne l'occupent pas de la même façon, en fonction entre autres de leur catégorie sociale. En ce sens, l'espace public apparaît largement ambivalent. Il s'agit maintenant de s'intéresser à la façon dont les femmes que nous avons rencontrées y circulent.

4. Circulations et déplacements

Pourquoi et comment les femmes occupent-elles l'espace public? Qu'y font-elles? Comment se déplacent-elles et pourquoi? Durant les focus groupes, nous avons mis l'accent sur la façon dont les femmes étaient présentes dans l'espace public, que ce soit pour travailler, pour consommer ou pour leurs loisirs, en mettant l'accent sur leurs modalités de transports usuelles, les avantages et les désavantages perçus. Il existe une grande diversité des modes de déplacement qui peuvent être envisagés d'abord sous l'angle individuel ou collectif – avec des moyens de transport ouverts sur l'extérieur (à vélo, à pied) ou fermés (en voiture, en transports publics) –, ou en termes de temporalités (journée versus nuit). Ces modes de déplacement peuvent également être liés à différentes formes de contraintes (professionnelles, familiales, barrière de la langue, financière, géographique, etc.) et en relation avec le sentiment de sécurité. Là encore, les ressources dont les diverses catégories de femmes disposent apparaissent comme distinctes en fonction du lieu d'habitation, du type d'occupation, de la catégorie sociale ou encore de l'âge.

Une obligation de circulation

Un constat s'impose immédiatement: les femmes sont bien sûr présentes dans l'espace public, mais elles le sont avant tout en mouvement. Tout se passe comme si elles avaient l'obligation de circuler et ne pouvaient pas « stagner » (Jeunes) dans l'espace public. Les termes relatifs à la mobilité, tels que « passage » (Centre, Enfants), « traverser » (Expertes) s'opposent à ceux de la présence statique, tels qu'« habiter » (Arc-en-ciel), « occuper » (Expertes), « traîner » (Jeunes), autant de modalités que les femmes disent ne pas ou rarement s'autoriser, et pas dans n'importe quelle circonstance.

« Je l'utilise comme passage pour aller d'un lieu à l'autre [...] ...ce n'est pas quelque chose que j'habite, que j'investis l'espace public. » (Centre)

Cette obligation de circulation, en lien avec la perception ambivalente des espaces publics comme espaces en tension décrite précédemment, vient renforcer certains types de rapports de genre. L'association entre caractéristiques masculines et espaces publics se voit non seulement réaffirmée en raison des contraintes distinctes qui pèsent sur les corps féminins, mais l'immobilité de ces derniers rencontre une interprétation morale, qui favorise des formes d'intrusion et de transgressions des normes usuelles d'interaction – celles qui veulent qu'on ignore poliment les inconnu.e.s dans l'espace public (Goffman, 1973).

« Et puis c'est vrai que même avec des amies, des fois, on était assises et c'est comme si c'était la permission de se faire aborder, demander des choses alors qu'on est en train de discuter. » (Expertes)

Le fait d'être statique, quand il n'est pas abusivement associé à la prostitution (Expertes), semble être interprété comme une posture d'ouverture et de réceptivité aux avances masculines, et certaines interlocutrices le présentent même comme une pratique qu'elles s'interdisent.

« Parce que non, je suis une femme, alors une femme, elle ne boit pas un verre toute seule ou elle ne va pas au restaurant toute seule ou euh... elle ne se pose pas pour boire un café. Et ça, je trouve que c'est encore compliqué. » (Enfants)

Etre statique, occuper l'espace est bien sûr possible dans certaines conditions, comme de déjeuner à midi dans les parcs, voire prendre le soleil entre copines (Expertes), mais plusieurs interlocutrices mentionnent la dimension volontariste que cela engage. Il s'agit de prendre sur soi, d'être « rebelle » (Expertes), d'apprendre et de s'autoriser à « exister (dans l'espace public) indépendamment du fait qu'on pense qu'on nous donne le droit ou pas de le faire. » (Enfants)

« Avec de l'entraînement, ça vient. C'est vrai que moi maintenant, entre mes rendez-vous, je flâne parce que des fois, j'ai des moments creux. J'ai une demi-heure entre chaque rendez-vous et tout d'un coup, j'ai que 10 minutes de trajet, donc je fais un détour, je traîne, je m'assois sur un banc, puisque boire des cafés à longueur de journée, c'est... et les cafés, j'en peux plus, j'ai pas du tout envie. Donc moi, je vais plutôt dans les parcs, je m'arrête, je flâne... » (Expertes)

La flânerie, si chère aux poètes et aux sociologues, se décline moins souvent au féminin (Elkin, 2019), et apparaît comme une véritable reconquête. Il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'une modalité de mobilité, certes plus contemplative.

« Il y a tellement d'endroits pour profiter aussi. Des fois, je marche depuis la maison jusqu'au Jardin botanique, au bord du lac, du côté de Eaux-Vives, du côté des Pâquis. Q: Donc, vous bougez beaucoup dans la ville. Vous prenez les transports ? Oui c'est ma sœur qui m'a donné cette idée parce qu'avant je marchais toujours avec la tête en bas [...] Oh, mais ça, c'est nouveau. » (Association 1)

La promenade / flânerie reste évidemment plus fréquente le jour, et certains lieux, associés à la sphère domestique et aux tâches qui s'y réalisent, comme les espaces commerciaux, les rues marchandes ou les parcs, apparaissent comme davantage légitimes, comme on l'a déjà souligné dans la partie précédente.

« Moi c'est le bord du lac d'abord. Des fois, les centres commerciaux (Balaxert, Manor). On fait du shopping, on prend des cafés des fois... » (Association 3)

Les modes de déplacement

Les modes de déplacement que chacune des femmes rencontrées privilégie varient bien évidemment en fonction de caractéristiques personnelles – telles leurs occupations professionnelles, leurs capacités physiques, leur statut familial, leurs ressources économiques, etc. –, du lieu où elles résident et de la temporalité – s'agit-il de déplacements diurnes ou nocturnes ? Est-ce l'été ou l'hiver ? La semaine ou le week-end ? Les personnes disent moduler leur mode de déplacement en fonction de ce qu'elles doivent faire. Elles privilégieront un déplacement à pied, à vélo, en voiture ou en transports publics en fonction de divers critères : parce qu'elles le considèrent comme plus pratique ou économique, en

fonction de la distance ou en fonction de leur sentiment de sécurité. De ce fait, tous les modes de déplacements apparaissent comme relativement ambivalents, présentant tous des avantages et des inconvénients.

« Là, les trajets que je disais, ça reste du A à B, c'est déjà prévu. Tandis que quand je suis en congé ou en temps vraiment de liberté, il n'y a pas forcément de calcul de l'itinéraire, du temps, de... » (Expertes)

A pied

Nombreuses sont les femmes qui disent privilégier la marche, que ce soit parce qu'elles habitent au centre-ville et que les distances à parcourir sont relativement courtes (Jeunes, Centre), parce qu'elles restent le plus souvent dans leur quartier, entre leur domicile et les commerces (Association 2), ou tout simplement parce que c'est le mode de déplacement le plus économique et que les transports publics sont chers (Jeunes).

Généralement, se déplacer à pied est perçu très positivement. C'est même un des avantages des villes européennes, par rapport à d'autres villes, notamment en Amérique du Nord, qui sont centrées avant tout sur la voiture (Jeunes). Certaines femmes plus âgées soulignent que marcher leur permet de faire de l'exercice, « pour être bien physiquement » (Association 1, Aînées), même si parfois des douleurs articulaires les en empêchent (Aînées), quand des femmes plus jeunes disent préférer la marche que les transports publics, surtout quand ceux-ci sont bondés à certaines heures de la journée (Jeunes, Périphérie, Expertes).

« L'autre raison parce que j'aime bien aller à pied plutôt que dans les transports publics, c'est que je n'aime pas les heures de pointe. Donc, quand je peux me permettre de ne pas prendre le transport public à l'heure de pointe, je trouve beaucoup plus chouette de marcher que de se serrer dans un tram. » (Expertes)

Mais la marche à pied, si elle est présentée comme une forme de liberté, offrant la possibilité de prendre le temps, d'éventuellement se promener (Association 1, Expertes), apparaît comme angoissante, voire proscrite une fois la nuit tombée. Certes, certaines femmes soulignent être rentrées à pied « vers 2h du matin » récemment (Périphérie), mais elles s'accordent généralement pour affirmer qu'elles optent volontiers pour d'autres modes de transport la nuit, notamment le vélo ou les transports publics, comme s'il existait une sorte de couvre-feu virtuel. Elles disent également éviter certains espaces comme les parcs ou Plainpalais (Centre, Périphérie, Jeunes, Association 3).

« Je préfère marcher, mais c'est vrai dès que la nuit tombe, je préfère prendre les transports publics. Et voilà, sinon à pied. C'est vraiment, j'aime bien. » (Centre)

A vélo (ou en scooter)

Le vélo est un mode de transport très apprécié, notamment par les plus jeunes et les femmes des catégories les mieux dotées socialement ou celles qui sont sensibles aux enjeux écologiques. Elles sont nombreuses à valoriser cette façon de se déplacer en ville. Non seulement le vélo permet d'aller d'un lieu à l'autre rapidement (Centre), mais c'est également un moyen d'éviter un certain nombre d'interactions non désirées. Le vélo apparaît

ainsi comme « un outil d'évitement », « une bonne manière de conjuguer à la fois la rapidité du déplacement et sécurité » (Expertes).

« Moi, je suis tout le temps à vélo. Tout le temps, tout le temps [...]. J'ai l'impression que sur mon vélo, je n'ai pas besoin de faire... Dans les transports publics, faut toujours faire un peu attention aux autres, ces mecs qui ont les jambes écartées, moi ça me saoule. [...] Quand je suis sur mon vélo, je rentre chez moi et puis ma journée est un peu finie quand je suis sur mon vélo. » (Jeunes)

« J'ai l'impression que mon vélo, c'est ma carte vers l'extérieur quoi. Je me sens pas du tout embêtée. [...] Moi, je n'ai aucun problème la nuit, quelle que soit l'heure parce que je suis sur mon vélo. S'il y a des emmerdes au bout de la route, je ne m'arrête pas. Je ne regarde pas trop autour, ça va vite quoi. » (Jeunes)

Ainsi, au-delà du fait qu'il est considéré comme un mode de déplacement pratique, rapide, le vélo est présenté comme favorisant la sécurité des femmes qui veulent pouvoir profiter de la vie nocturne genevoise. Pour autant, la question de la sécurité est ambivalente. En effet, certaines femmes disent avoir peur du trafic (Travailleuses domestiques) ou ne pas se sentir « à l'aise » sur la route pour des « raisons de sécurité [...] routière » (Périphérie). Elles considèrent que rouler en ville à vélo est « stressant » ou « oppressant » (Centre). Elles critiquent certaines formes d'organisation de la circulation routière.

« Je fais occasionnellement du vélo, mais selon les trajets, je ne me sens pas super à l'aise. Surtout dans les grands quartiers, tout ça, je trouve qu'à Genève, il y a des parcours sympas à vélo puis il y a des parcours où on se retrouve vraiment lâchée au milieu de la circulation et ça, je crois qu'on a encore du boulot. » (Expertes)

Plusieurs femmes décrivent alors les détours qu'elles peuvent être amenées à faire pour éviter les tronçons qu'elles considèrent les plus dangereux.

« Moi en ville, [...] j'ai des micros trajets. Et puis j'essaie, par exemple, quand je vais à la gare, je vais prendre le quai des Lavandières. Je sais que ça rallonge un peu, mais j'évite les axes routiers, enfin je cherche des endroits un peu tranquilles parce que... ouais, parce que ce n'est pas confortable de faire du vélo à Genève. » (Centre)

Certaines usagères soulignent alors qu'elles préfèrent prendre les transports publics afin d'éviter de devoir « faire attention » (Centre). Ainsi, si le vélo peut être considéré comme un bon moyen de protection contre des formes d'intrusion non désirées, les risques liés au trafic viennent contrebalancer cet avantage, renvoyant le vélo à une activité qu'on peut avoir le week-end, mais pas à un mode de déplacement principal (Travailleuses domestiques). Plus rares sont les femmes qui disent avoir un scooter, mais elles insistent également sur l'ambivalence entre liberté et risques que représente ce mode de transport en termes de sécurité routière, parce qu'il faut tout le temps « être super concentrée » (Périphérie).

En transports publics

Les transports publics constituent bien évidemment un moyen essentiel de mobilité en ville. Les femmes l'utilisent pour aller et venir du centre-ville (Association 2, 3, Périphérie) ou pour traverser la ville (association 2, Centre), et définissent ce mode de déplacement comme pratique, surtout pour les longues distances.

« Moi, je me déplace surtout en transport public. Je ne suis pas si sportive et pas assez... pour le vélo. [...] Pour mes grands trajets, [...] c'est vrai que c'est le tram. Après, il y a un côté [...] quand même confortable dans le sens que je m'installe et puis le matin, je dors. [...] Voilà, j'écoute ma musique. Le soir, je lis. » (Centre)

Plusieurs femmes, notamment les plus âgées disent combiner les déplacements en transport en commun et les déplacements à pied (Association 2, Aînées). C'est également les transports publics qui vont être favorisés par celles qui vont usuellement à pied ou à vélo lorsqu'il fait mauvais temps, ou en hiver (Expertes, Association 2). Quelques-unes apprécient les interactions qui peuvent s'y dérouler (Expertes), ou les moments de lecture ou d'écoute de podcast qu'ils permettent (Centre). Néanmoins, nombreuses sont celles qui reconnaissent redouter la promiscuité qui peut exister dans les transports publics, le monde, le bruit et le peu d'espace entre les personnes, tout comme certaines interactions non souhaitées avec des hommes.

« Et c'est vrai que dans les transports en commun, souvent, on est collés. Alors, suivant les heures, mais il y a des heures où on est collés, on n'a pas forcément envie d'être collée contre des gens, surtout des hommes qui sont bien contents d'être collés. » (Jeunes)

Mais les transports publics représentent de véritables atouts pour certaines catégories de la population. Pour les femmes les moins dotées socialement, ou qui ne maîtrisent pas bien la langue et connaissent mal la ville, les transports publics apparaissent comme un moyen de s'orienter, de se repérer dans Genève, d'aller d'un point à l'autre, sans forcément maîtriser l'organisation spatiale de la ville.

« A pied, elle ne sait pas encore s'orienter, alors elle prend les bus. Tram 14, tram 15. Le 2 et le 19 comme bus. Elle se déplace et prend le tram 14 pour ses rendez-vous [...]. Ça ne fait pas longtemps qu'elle est là. » (Association 3)

La discussion avec les travailleuses domestiques, qui se rendent parfois plusieurs fois par jour du domicile d'une employeuse à l'autre, a également mis en évidence la centralité des transports publics dans leur appréhension de la ville et de l'espace public. C'est très souvent en se référant à des numéros de bus ou de tram qu'elles ont discuté de leur expérience de la ville.

De la même façon, pour les plus jeunes filles, le bus apparaît comme un lieu où il est possible d'être statique, immobile dans l'espace public. Une quarantenaire évoque ce souvenir qui fait écho aux récits des adolescentes que nous avons rencontrées.

« Et quand on était ado, c'est vrai que dans le bus, faire des tours en bus, en hiver, ça faisait partie des... restez (là) si t'as rien à faire et tu ne sais pas où aller, il fait chaud et puis t'es au chaud. » (Centre)

En voiture

Peu des femmes rencontrées ont mentionné la voiture comme mode de déplacement privilégié, hormis des femmes plus âgées qui habitent en périphérie de la ville (Association 1), ou les mères de famille, qui disent l'utiliser pour faire des courses, lorsqu'il y a « *de grosses choses* » (Enfants), et que cela leur permet de pallier le problème des courses et de leur poids.

D'autres femmes soulignent la dimension sécuritaire de cet espace « *fermé* », qui permet d'éviter « *des interactions* » non désirées (Arc-en-ciel), ou de se faire raccompagner le soir pour éviter de rentrer seule en transports publics (Jeunes). Plus généralement, la voiture en ville apparaît comme un mode de déplacement cher et peu pratique, en raison des bouchons, du parking. Si, pour celles qui en ont une, la voiture est utilisée pour sortir de la ville, faire des courses encombrantes, ce n'est pas un « *mode de transport principal* » (Périphérie).

Les types de déplacements

Pour quelles raisons les femmes se déplacent-elles ? Et quels types de parcours effectuent-elles ? Il existe plusieurs types de déplacement : professionnels, pour se rendre à son travail et en revenir ; en lien avec la famille, qui découle de la division sexuée du travail et du travail de care ; et enfin des mobilités de loisirs, pour se divertir, voir des ami.e.s et profiter des offres culturelles ou festives.

Travail : entre mobilités pendulaires et circulaires

La plupart des mobilités liées au travail sont pendulaires, voire triangulaires, c'est-à-dire que les femmes partent de chez elles pour se rendre sur leur lieu de travail, d'un point A à un point B, avant de rentrer, en passant éventuellement par un point C et/ou D, pour chercher un enfant, pour celles qui sont mères, ou faire des courses, comme on va le voir plus bas.

« *Je travaille à Plan-les-Ouates, donc je fais quand même des grands allers-retours dans Genève, mais quasiment tous les jours quoi.* » (Centre)

« *Pour aller au travail. Et puis, en fait, ben souvent je pars pour y arriver à 7 h. Je bosse jusqu'à 5 h 30, je re-saute sur mon vélo pour aller les chercher au para, puis je rentre. Donc il n'y a rien d'autre [rires].* » (Enfants)

Mais les travailleuses domestiques et les travailleuses sociales ont des métiers qui les obligent à circuler sans cesse pour aller d'un.e employeur.e ou d'un.e client.e à l'autre, ce qui les amène à organiser leurs journées en fonction des déplacements qu'elles doivent accomplir. Les travailleuses domestiques vont donc tenter de regrouper les employeur.e.s d'un même quartier le même jour, quand les travailleuses sociales disent essayer de « *rentabiliser* » les trajets.

« *Moi, je fais beaucoup de trajets. Oui. Je fais trois-quatre rendez-vous de famille par jour. Et puis du coup, je fais une demi-heure de trajet quasiment entre chaque rendez-vous. Ça dépend, après, on se répartit le canton, mais j'ai des rendez-vous*

à Versoix ou à Dardagny par période. Et puis sinon, la majorité c'est au centre-ville. Mais du coup, je fais Onex, les Libellules. Après, je suis à Rive et puis après à Champel. Q. *Du coup, vous organisez votre journée en fonction des déplacements ou... ? J'essaie, on essaie comme on peut pour essayer de rentabiliser.* » (Expertes)

Cette mobilité de travail, qu'on pourrait qualifier de circulaire, en opposition à pendulaire, n'est pas sans rappeler la complexité spatiale qu'induit la prise en charge d'autres personnes, comme le montrent les études qui se sont intéressées à la mobilité des parents et des mères en particulier (Gilow, 2018).

« *Parfois, on voyage pendant une heure pour aller chez l'employeur pour ne travailler qu'une heure. Par exemple, après mes deux part-time par jours, je fais un extra. Je fais une heure de voyage pour aller chercher un enfant à l'école et ensuite je le ramène chez lui où ses parents l'attendent. Je vais de Champel au Petit-Saconnex. Le temps de déplacement est de 45 minutes, parfois une heure. Donc au final je mets une heure pour aller chercher l'enfant, puis une heure pour le ramener à Champel.* » (Travailleuses domestiques)

Famille : entre contrôle, extension du domestique et travail domestique de mobilité

La famille peut être le lieu de contrôle de la mobilité des femmes, tout comme elle peut en être la raison. Quelques femmes ont en effet souligné qu'elles avaient pu « *connaître des interdits à l'intérieur de leur couple* » (Expertes), quand les plus jeunes ont souligné combien leurs parents leur demandaient où elles allaient et avec qui, leur faisant des nombreuses recommandations de prudence (chapitre 8).

Mais la famille peut également favoriser certains types de déplacements. On peut distinguer entre les femmes, souvent plus âgées, qui disent se déplacer pour aller voir leur famille, et celles qui ont des enfants ou des parents âgés à charge. Le premier cas concerne principalement les femmes pour lesquelles l'espace public est avant tout vécu comme une extension du domestique. Les visites à la famille constituent des formes légitimes de déplacement et permettent en quelque sorte de décentrer le domestique et de se déplacer dans l'espace public (Djelloul, 2020).

« *Je ne sors pas beaucoup. Souvent, je vais rendre visite à ma famille. [...] Avec ma famille, on va à Balaxert.* » (Association 3)

Le second cas concerne avant tout les femmes qui s'occupent d'autres personnes, qu'elles soient leur mère ou leur nounou. Contrairement à la mobilité liée au travail, la mobilité liée à la famille ajoute de nombreux parcours plus courts, que ce soit pour effectuer des tâches domestiques, telles que faire les courses, s'occuper d'enfants, voire promener le chien.

« *Déjà, il y a les quatre allers-retours école-maison, école-maison... Et puis, après, activité-maison, activité-maison [rires]. Et puis les courses...* » (Enfants)

« *Oui. Après du coup, on se répartit. Qui amène qui ? Quand ? Quoi ? Où ? Mais c'est sûr que ça rajoute des trajets quoi. Ça, c'est sûr que dès qu'on a une famille [...].*

Je disais avant, j'ai un chien. C'est tous des trucs qui rajoutent à la complexité d'organisation des trajets.» (Expertes)

Travail domestique de mobilité et corps encombrés

Si la division sexuée du travail complexifie et multiplie les trajets, elle induit également un travail domestique de mobilité (Gilow, 2018). Il s'agit de favoriser les déplacements des personnes dépendantes – enfants ou personnes âgées. Un travail qui est également pris en charge par les grands-mères et les travailleuses domestiques, qui sont amenées à circuler dans la ville pour aller chercher ou promener les enfants des autres.

« Mon ancienne employeuse ne faisait rien du tout. J'amenais les enfants à l'école le matin, j'allais les chercher, je leur donnais à manger, et après je les ramenaient à l'école, je les recherchais, je préparais le goûter, le repas et après je devais les servir à table.» (Travailleuses domestiques)

Ce travail domestique de mobilité change « radicalement » la perception que les femmes disent avoir de l'espace public, que ce soit en termes de sécurité (Travailleuses domestiques, Enfants) ou du temps que prennent les déplacements. Les femmes qui se déplacent avec des enfants disent avoir changé leur perception du danger, qui ne concerne plus leur propre personne, mais celle(s) dont elles s'occupent. Elles disent également avoir l'impression d'être entravées dans leur mobilité.

« Et puis je sais que le danger le plus grand pour un enfant en ville, c'est la voiture. Et ça, je trouve que c'est vraiment... [...] Quand on a 20 ans, qu'on traverse au rouge en deux secondes, on fait tout hyper vite et puis ça va, on est vraiment hyper mobiles. Donc, quand j'ai eu une poussette, je me suis dit 'ah purée, on n'est pas du tout mobiles'. » (Enfants)

Les études qui se sont intéressées à la mobilité urbaine des parents d'enfants en bas âge ont souligné, qu'en raison de la division sexuée du travail, les corps des femmes étaient souvent des corps « agrandis » (Gilow, 2018), voire « encombrés » (Lieber, Charlot, Tang, 2020). Qu'il s'agisse d'une poussette, d'une chaise roulante ou d'un caddie, elles occupent davantage d'espace, sont plus lentes. C'est exactement ce dont témoignent les femmes qui ont des enfants en bas âge.

« Quant à la poussette, tu as l'impression de gêner tout le monde... Alors, sur chaque îlot, tu gênes... À chaque fois qu'il faut grimper sur, sur la... sur le trottoir, tu gênes parce que, du coup, la poussette, elle bloque... Tout est ralenti ! Tu rentres dans le bus, tu prends la moitié du bus... Tu as tout le monde qui râle parce qu'il faut qu'ils se poussent. » (Enfants)

Mais le travail domestique de mobilité apporte également une certaine aisance et une légitimité. Des mères relèvent qu'elles ont, depuis qu'elles sortent souvent avec leurs enfants, appris à prendre leur place et à se positionner dans l'espace public :

« Moi, au contraire [le fait d'avoir un enfant], ça m'apprend un petit peu à être plus présente, à prendre un peu mieux ma place. [...] À aussi avoir le droit de dire des

choses et puis que ça ne plaise pas à quelqu'un dans le tram ou dans le bus ou dans le bistrot ou dans le restaurant ou le train... Ma fille, elle m'aide un petit mieux à prendre ma place... A aussi la défendre. » (Enfants)

D'autres femmes ajoutent que la présence d'enfants les engage à davantage communiquer avec les autres – les enfants favorisant le dialogue ou parce qu'elles et ils adressent facilement la parole à des inconnu.e.s (Enfants). Plus grand.e.s, les enfants peuvent également être force de proposition et d'encouragement à sortir (Association 2) ou l'occasion de voyager dans certains pays (Association 2).

Travail domestique de mobilité et éducation

Le changement de perception de l'espace public qu'augure le fait d'avoir des enfants perdure dans le temps. Il concerne également la façon dont on éduque les adolescent.e.s à l'autonomie, et aux dangers que les mères associent à leur présence dans les espaces publics. Pour les fils, la question de l'autonomie semble liée aux risques de formes de délinquance, leurs mères disant vouloir éviter qu'ils traînent et aient de mauvaises fréquentations.

« Mais j'ai peur pour mes enfants dans le quartier. J'essaie de leur dire : 'allez loin, allez à la vieille ville, allez boire un café ou un truc plus loin.' Je préfère qu'il vienne ici à l'université boire un thé avec sa copine plutôt qu'il reste dans le quartier. Même le petit qui a 13 ans, je ne le laisse pas malheureusement sortir dans le quartier. » (Association 2)

Mais c'est surtout l'éducation des filles qui a suscité de longues discussions dans le groupe des femmes avec enfants. Comment favoriser leur accès libre et indépendant à l'espace public, tout en prenant en considération les risques que les mères associent à cet espace : « comment on vit entre guillemets l'égalité qu'on voudrait ? », comment on allie « ce qu'on voudrait » et « la réalité », sous-entendu les risques que les jeunes filles courent de se « faire aborder » de façon intempestive (Enfants) ? Comme l'a montré Clément Rivière (2019) les mères sont nombreuses à dire avoir une attitude plus protectrice à l'égard de leurs filles.

« Ma fille [...] a 15 ans, je me dis 'c'est quand même bien d'aller la chercher', alors qu'en même temps je trouve débile de penser comme ça. Mais j'ai un truc où je me dis 'ben c'est mieux', en hiver, pas en été parce qu'il fait jour, mais... Donc je vais quand même souvent la chercher. [...] alors que si c'était mon fils, je n'aurais pas pensé comme ça. Je pense qu'automatiquement j'ai le truc de me dire qu'elle est plus, qu'elle est... que, pour elle, c'est plus risqué, enfin voilà, qu'il y a plus de risques pour... pour une jeune fille. » (Enfants).

Une autre participante renchérit en signalant qu'elle rencontre le même dilemme. Elle accompagne encore souvent sa fille, tout en voulant éviter de lui transmettre l'idée que l'espace public serait dangereux. Elle préfère au contraire favoriser sa « capacité » à être « aussi à l'aise » qu'elle dans les espaces publics. Elle continue en insistant sur le fait que même si les jeunes garçons sont aussi potentiellement des cibles dans l'espace public, elle éduque toutefois son fils à ne pas importuner les autres, et notamment les filles.

« Je tanne un peu plus [mon fils] sur le fait que, voilà, on ne va pas accoster quelqu'un qu'on ne connaît pas, on ne va pas faire une remarque sur quelqu'un qu'on ne connaît pas, voilà, on ne va pas se permettre de... d'émettre un jugement quoi. » (Enfants)

L'éducation à la mobilité spatiale est donc genrée, et l'expérience que les mères ont des espaces publics, et notamment les nombreux désagréments auxquels elles ont dû faire face, les incitent à inculquer à leurs filles davantage qu'à leurs fils le sentiment durable que l'espace public est potentiellement dangereux pour elles (Rivière, 2019) (chapitre 8).

Loisirs et festivités

Toutes les femmes n'ont pas les mêmes ressources pour pouvoir sortir et toutes n'ont pas les mêmes activités culturelles et de loisirs nocturnes. Pour les unes, sortir signifie aller « en boîte », dans des lieux festifs ou au Karaoke, « rentrer tard dans la nuit » (Expertes, Arc-en-ciel, Travailleuses domestiques), quand pour les autres, il s'agit davantage d'aller au théâtre, au cinéma ou chez des ami.e.s (Aînées, Expertes, Centre), voire aller dans sa famille étendue (Association 2, 3). Autant d'activités que certaines femmes disent n'avoir que très peu, n'étant pas des « noctambules » (Expertes), quand d'autres se présentent au contraire comme des personnes qui sortent « beaucoup » (Centre, Expertes, Jeunes).

La dimension économique est évidemment essentielle pour comprendre les raisons de cette diversité, certaines femmes n'ayant pas les moyens d'accéder aux offres culturelles coûteuses (Centre, Association 2). De même, la division sexuée du travail, et notamment le fait d'avoir des enfants en bas âge, constitue également un frein à la circulation festive dans la ville.

« Moi en tous cas, [...] j'ai l'impression que, pendant dix ans, on ne sort pas..., pas seulement pour des questions de garde d'enfant, mais juste par fatigue je ne sortais pas. » (Enfants)

De façon générale, il apparaît que les sorties sont appréciées, mais qu'elles comportent toujours des contraintes. Il s'agit par exemple de trouver des personnes avec qui sortir, ce qui peut s'avérer complexe pour les femmes célibataires ou celles qui n'ont pas d'enfants quand leurs ami.e.s ont fondé une famille et sont donc moins disponibles ou enclin.e.s à sortir.

« J'essaie quand même de, enfin, de bien sortir... [...] »

Q. Quand vous dites « j'essaie », c'est... ?

[...] Non mais des fois, on a envie de sortir, et il n'y a personne des ami.e.s qui a envie. Du coup, on ne peut pas... enfin, je ne vais pas sortir seule, on va dire comme ça. Donc ouais, c'est pour ça. » (Centre)

Outre le fait de savoir si l'on sort seule ou non, d'autres contraintes comme « le taux de gros lourds au centimètre carré » (Centre) apparaissent comme un frein à l'envie de sortir, ou tout du moins à apprécier les sorties. Plusieurs femmes disent « adorer » danser par exemple, mais ne le font pas ou peu. Elles s'obligent à une sorte de retenue pour éviter ce qu'elles perçoivent comme des intrusions, et réduisent le nombre ou le temps de leur sortie pour cette raison.

« Moi, je sors peu, mais pas parce que je n'ai pas envie, mais parce que je trouve rarement mon compte au niveau... parce qu'en fait quand moi, je sors, c'est pour aller danser. Et je ne sors pas forcément ni pour faire des rencontres ni pour boire, enfin ce n'est pas mon but. Et du coup, ça fait que mes sorties sont limitées parce que mes goûts correspondent pas forcément à ce qu'il y a dans la ville à proposer. Et les fois où je sors, [...] ce que je fais du coup [...] c'est que j'y vais très tôt, même des fois à l'ouverture pour avoir l'espace pour danser et ensuite, quand vers 1 heure, 2 heures, les gens viennent en masse et que ça commence à être plus lourd au niveau de la drague, de l'alcool, tout ça, je rentre. Après voilà, dans d'autres contextes où il y a cet espace pour danser, je peux faire la nuit sans problème. » (Expertes)

Comme les activités festives sont avant tout nocturnes, la question du mode de rentrée prend beaucoup d'importance. Dans les récits qui nous ont été faits, plusieurs femmes ont discuté la question de la sécurité (Arc-en-ciel, Jeunes, Centre). Elles ont souligné « marcher dans la lumière » (Aînées), avoir choisi leur logement en fonction de la proximité des transports publics « pour pouvoir sortir et rentrer tard le soir » (Jeunes), ou « prendre un Uber » (Jeunes). En tous les cas, elles prennent des précautions, allant même jusqu'à faire appel à un homme de leur entourage pour venir les chercher (chapitre 7).

« Moi, ça m'arrive des fois de demander à mon copain de venir me chercher. Enfin, si je vais passer une soirée avec des copines, si je ne me sens pas vraiment en sécurité ou que c'est dans une zone où je ne me sens pas en confiance, ça m'arrive de lui demander de venir me chercher... Une soirée que j'ai passée avec des collègues, où on avait un peu bu et je ne voulais pas rentrer toute seule dans les transports en commun, surtout c'est vrai que quand c'est tard le soir, où il y a quasiment personne, des fois il y a des groupes d'hommes et tout ça, je ne sais pas, je ne me sentais pas du tout à l'aise. » (Jeunes)

La tension qui a émergé dans la définition que les femmes donnent des espaces publics devient plus perceptible lorsqu'on s'intéresse aux diverses modalités d'occupation et de circulation dans la ville. Si les femmes sont bel et bien présentes, si elles tiennent à leur autonomie et veulent profiter des espaces publics, elles le font sous contrainte, et ce d'autant plus quand il s'agit des sorties nocturnes.

5. Des contraintes distinctes en fonction des parcours et ressources

Quelles sont les ressources mobilisées par les femmes afin de négocier l'espace public ? Quelles contraintes structurent l'accès et les usages de l'espace public des femmes ? Comment l'accès à l'espace public (re)produit des formes de stratification sociale ? Cette enquête sociologique a permis d'identifier les multiples pratiques, usages et discours autour de l'espace public, révélant dans le même temps les négociations des barrières de cet espace. Face aux différentes contraintes matérielles et symboliques qui alimentent les barrières de l'espace public, dont on abordera les formes violentes dans le chapitre 6, les focus groupes ont mis en évidence le rôle des capitaux et des ressources (économiques, sociales, matérielles, symboliques, corporelles, linguistiques, de citoyenneté) mobilisées par les actrices afin d'accéder à cet espace. Identifier ces rôles et ces contraintes multiples et variées permet dès lors d'appréhender l'hétérogénéité des pratiques de l'espace public selon les profils sociologiques des femmes.

Âge et contraintes variées

La jeunesse comme vulnérabilité

L'enquête de terrain a dans un premier temps permis de décrire comment les contraintes liées à l'âge évoluent dans le temps. En effet, l'âge est apparu rapidement pour de nombreuses femmes comme un des facteurs explicatifs pour comprendre comment les violences de genre touchent différemment les femmes.

« Après, il y a aussi une différence entre parler et marcher dans la rue entre 20 et 30 ans et entre 40 et 50 ; ça change quand même. » (Enfants)

« Je vieillis et j'attire moins d'attention, je ne sais pas... Je crois qu'il y a tout un cocktail de facteurs. » (Jeunes)

Si les appréhensions en termes d'agressions dans l'espace public apparaissent sous différentes formes à tous les âges, la « jeunesse » – définie en général par ces femmes comme la fourchette d'âge entre 15 et 30 ans – est néanmoins régulièrement identifiée par de nombreuses femmes interviewées comme une période de vulnérabilité spécifique, qui se voit d'ailleurs confirmée par les statistiques de victimation (Jaspard *et al.*, 2003; Lebugle *et al.*, 2017). Ce moment cristallise plusieurs expériences négatives, intrusions, interactions non désirées et agressions. Bien que ces types de comportements perdurent au-delà de la jeunesse, cette période est bien souvent gravée pour ces femmes comme « le début » des contacts directs avec ces agressions sexuelles, telles que « les mains baladeuses » dans les magasins comme en témoigne cet extrait d'entretien :

« Après moi, il y a mains baladeuses et mains baladeuses. Il y a des mains baladeuses où tu ne sais pas qui c'est et ça, c'est les pires. Et pour moi, c'est souvent les

moments les plus difficiles, où c'est vraiment un peu vécu peut-être le plus difficilement. [...] Je crois que la première fois que ça m'est arrivé, [...] je me baladais à Bel-Air avec une amie, on avait 14 ans, c'était il y a très longtemps. Et je me souviens, on se tenait par le bras et tout d'un coup, je la vois faire comme ça. Et puis évidemment qu'il y avait beaucoup de monde. Je lui dis : 'Mais qu'est-ce qui t'arrive ?' [...] Et puis elle me dit : 'Je te jure, il vient vraiment de me toucher le vagin, mais de manière très...' Puis moi : 'Mais non, il t'a donné un coup'. Ça me semblait tellement fou. Elle me dit : 'Non, je te jure, je te jure'. Là, on marchait à la direction Manor, et au moment de rentrer – parce qu'il y a mains baladeuses et mains baladeuses – au moment de rentrer dans Manor, je sens quelqu'un qui me prend les fesses, mais vraiment qui me presse les fesses [...], quand je me suis retournée, le gars, il courait direction Bel-Air. Il courait.» (Centre)

Cette « jeunesse » apparaît ainsi comme une période de vulnérabilité lors de laquelle le corps féminin est considéré comme particulièrement « attractif » et « disponible » comme l'illustrent ici ces propos :

« Pour moi, c'est très clair que la question de l'âge joue énormément simplement sur l'idée de disponibilité que peuvent se faire certains hommes. » (Centre)

« Je me demandais s'il n'y avait pas un effet de l'âge aussi, parce que, en tant que femme plus âgée... Moins intéressante pour certains... jeunes hommes en tout cas [rires]. L'âge, je pense que c'est important aussi. » (Arc-en-ciel)

Pour ces femmes, l'association entre « jeunesse » et « corps séduisant » apparaît particulièrement forte pour expliquer les agressions qu'elles peuvent ou ont pu subir. Bien que les remarques, les intrusions ou les agressions envers les femmes n'épargnent pas les autres tranches d'âges, les représentations sociales associées aux violences de genre pendant la « jeunesse » semblent se caractériser par leur fréquence dans l'espace public. Le fait qu'elles soient présentées comme quasi-systématiques à cet âge, qu'importe le lieu, le moment de la journée ou encore la façon de s'habiller, a particulièrement été souligné lors des différents focus groupes.

« Je crois que j'étais plus abordée avant, je veux dire dans le début de la vingtaine, c'est de moins en moins le cas [maintenant] et c'est plus lié à l'habillement ou à la manière d'arranger la coiffure. [...] je normalise, j'observe moins ou je vieillis et j'attire moins d'attention, je ne sais pas, ou je me suis mariée et je ne cherche rien. Je ne sais pas. Je crois qu'il y a tout un cocktail de facteurs. » (Jeunes)

« Et puis ça arrive moins aussi [sous-entendu les agressions], parce que déjà je me promène le jour... Après, ben j'ai plus 20 ans... » (Enfants)

On perçoit dès lors comment l'âge, et de surcroît la période de « la vingtaine », est identifié par ces femmes comme un moment spécifique en termes de vulnérabilités dans l'espace public. À ce titre, les focus groupes ont permis de faire rejaillir de nombreuses expériences s'étant déroulées lors de cette période, et dont le souvenir, souvent quasi intact, semble encore aujourd'hui – parfois une vingtaine ou trentaine d'années plus tard – structurer le rapport à l'espace public. En effet, ces premières expériences de l'espace public lors de

l'adolescence et l'âge de jeune adulte apparaissent dans certains cas marquantes dans le développement des futures pratiques de l'espace public.

« J'ai un petit peu plus peur maintenant, mais c'était ado, assez jeune, qu'on se faisait, enfin que je, qu'on se faisait beaucoup embêter en tant que fille. Enfin, je ne sais pas si... [sous-entendu si c'est pareil pour les autres]. En tous cas, euh... et des situations... enfin vraiment très gênantes. Et avec personne qui intervient autour aussi. Ça, je me souviens de ça. Ça, ça m'avait beaucoup choquée. Une fois, dans le bus où un homme pas qu'à moitié, on peut dire complètement ivre, qui m'est tombé dessus. Et puis je ne pouvais pas me dégager en fait, je n'avais pas la force de le repousser. Et personne n'intervient ! Alors heureusement que j'étais petite, que j'étais dans un siège où j'ai pu m'enfiler par-dessous... » (Enfants)

Les focus groupes tendent ainsi à montrer que ces premières expériences de l'espace public ne sont dès lors pas sans incidence sur la façon dont ces femmes vont concevoir leur place, leurs usages et leur légitimité dans cet espace. La question de l'âge permet par ailleurs de mettre en exergue que les intrusions, le harcèlement sexuel et sexiste ne doivent pas uniquement être considérés à la lueur de leur ancrage spatial, mais également dans leur temporalité afin d'appréhender de façon processuelle et dynamique les formes et le sens qu'ils revêtent.

Si la « jeunesse » est identifiée par de nombreuses femmes interviewées lors de cette enquête comme un moment spécifique en termes de vulnérabilités résultant des violences de genre, il est important de rappeler que ces pratiques ne s'effacent pas subitement après « la jeunesse ». Comme nous le verrons plus en détail par la suite ([chapitre 6](#)), nous pouvons en effet observer des reconfigurations, des transformations ou encore des déplacements spatio-temporels de ces violences. Les matériaux produits lors des focus groupes battent en effet en brèche l'idée que les violences de genre dans l'espace public concernent uniquement les « jeunes femmes séduisantes ». À cet égard, lors d'un focus groupe, une participante rappelait par exemple qu'« il y a quand même pas mal de femmes que je connais, enfin justement plus de votre âge [la cinquantaine] que ma trentaine, on va dire, qui me disaient que non, elles avaient aussi reçu [sous-entendu des propositions]. Typiquement, il y en a une qui allait juste à Denner et qu'il y a monsieur, qui lui a demandé : 'Vous ne voulez pas venir boire un café avec moi ?' » (Centre). Si les intrusions perdurent après ladite « jeunesse », il est également important de rappeler que ces dernières peuvent également opérer dès le plus jeune âge, avant même l'adolescence l'illustrent ces deux témoignages :

« J'ai eu affaire à une situation professionnelle où il y a une enfant qui est arrivée. J'ai vu quatre, cinq personnes regarder cette enfant. Elle devait avoir 10 ans, je pense, avec un petit short, un petit débardeur, mais voilà, une petite fille quoi. Et puis j'ai vu quatre, cinq hommes la regarder. Je peux vous assurer que ça m'a donné des frissons. Et j'ai ressenti sans le mentaliser, je me suis mise en fait pour pas qu'ils la regardent, elle, mais pour qu'ils voient moi et qu'ils voient surtout le regard quoi parce que oui, mais vraiment des frissons qui m'ont pris, c'était horrible. » (Expertes)

« J'ai été étonnée une fois, on faisait du [de la distribution de flyers]... avec une jeune de 15 ans, une jeune fille et qui paraissait un peu plus grande, mais qui avait quand même 15 ans. [...] Elle distribuait des flyers, des petites affiches, voilà. Et puis, je

l'accompagnais le premier jour pour voir si elle était à l'aise et tout ça. Et puis je trouvais qu'elle passait vraiment beaucoup de temps dans les magasins... Mais en fait, c'est qu'elle se faisait draguer par des gars de 40 ans, 50 ans. On voyait quand même qu'elle était mineure. Alors, elle s'en sortait, mais je trouvais vraiment déplacé en fait quoi. Et puis que les gars, ils ne se rendent pas compte que ce soit déplacé quoi.» (Expertes)

Âge et capacité de réagir

Si les rapports sociaux d'âge permettent de rendre compte des violences qui se jouent à différentes périodes de la vie, ces derniers rendent également visibles la capacité d'agir, ou plutôt de réagir, de ces femmes comme le résume ici une participante dans la cinquantaine : « *Qu'est-ce qui fait que vous pouvez dire : 'Avant, je n'osais pas, et maintenant j'ose'. C'est le fait justement d'être une femme qui a des grands enfants* » (Centre). Cette capacité de répondre, de rétorquer, de « faire face », voire d'« affronter » semble être en effet située dans des rapports sociaux d'âge, que ce soit dans sa forme, ou dans son occurrence. Plus concrètement, ce sont les expériences de vie, incluant par la même occasion les expériences antécédentes dans l'espace public, qui sont souvent mobilisées par ces femmes afin de justifier les raisons qui poussent à agir comme décrit ici lors d'un focus groupe :

« Pour moi, c'est très clair que la question de l'âge elle joue énormément sur, simplement l'idée de disponibilité que peuvent se faire certains hommes et qu'on change aussi d'attitude avec l'âge, parce qu'on est plus sûr de soi, parce qu'on a une expérience de vie plus importante et qu'on sait probablement mieux se positionner. Et aussi, enfin je ne sais pas comment ça vous fait écho, mais moi j'ai l'impression que c'est quand même quelque chose qui est très, très marquant quand même, quand on entend les expériences que racontent les plus jeunes femmes et elles sont encore dedans et puis, celles que racontent des femmes qui ont une expérience de vie plus importante, plus longue... » (Centre)

Avec le temps, de nombreuses femmes soulignent qu'elles ont dû apprendre à (sur)vivre dans l'espace public, et « faire avec » les contraintes. L'expérience devient dans le même temps source de créativité. L'espace public constitue en effet une norme sociale fortement marquée par l'idée de risque auquel il faut s'adapter et face à laquelle il faut « innover » afin de contourner les conséquences telles que le « harcèlement de rue », les « agressions physiques et verbales », ou encore la « drague ». Certaines femmes expliquent à ce titre qu'elles ont développé avec les années un véritable « système de défense » afin de pouvoir investir l'espace public :

« Actuellement, je sors beaucoup moins [en comparaison avec la jeunesse] parce que je suis crevée. Je rentre me coucher, mais parfois, je me force pour sortir, [...]. Alors, on n'a pas peur, mais on fait attention. On a des gestes [les autres femmes valident]. Ces réflexes de protection, ils nous protègent. On a toutes un système dans la tête, surtout par exemple si on est harcelée dans la rue. On a développé tout un système de défense. » (Association 3)

Cette expérience de vie permet également à certaines femmes de délaisser progressivement une posture de « fermeture » souvent endossée lors de la jeunesse pour une posture « d'ouverture » (chapitre 7). Si la posture de « fermeture » donne l'opportunité, dans une certaine mesure, de se protéger en évitant de rentrer en contact, elle a toutefois pour corollaire d'avoir un coût psychologique et physique du fait qu'elle génère de la frustration, de la souffrance, tout en influant directement sur l'« humeur », les dispositions mentales, voire les tenues de corps. Certaines femmes mentionnent dès lors que l'assise amenée par l'expérience de vie permet d'avoir une posture « d'ouverture », et de ce fait de bénéficier d'une amélioration en termes de bien-être :

« J'ai eu un parcours de vie ces cinq, six dernières années entre divorce, cancer, maladie, enfin beaucoup, beaucoup de choses qui ont fait que je me suis dit qu'il fallait que je voie la vie autrement. Enfin voilà maintenant je dois vivre au jour le jour. Je profite de chaque moment. J'ai besoin de voir du monde. J'ai été trop longtemps renfermée. Et puis, je ne sais pas. Vous savez, je suis dans la rue. Je me balade. Les gens, ils me sourient, ils me disent 'bonjour', je ne les connais même pas. Enfin c'est juste hallucinant. Et je trouve ça génial. Donc, c'est une ouverture en fait aussi aux autres. Je pense. On parlait tout à l'heure de la fermeture, mais c'est aussi cette ouverture. » (Centre)

Si pour certaines femmes, notamment les plus jeunes, le contact avec les autres, en l'occurrence avec les hommes, peut être une source d'appréhension, d'autres femmes ont confié, qu'avec le temps, la prise de contact verbale ou non-verbale avec d'autres personnes dans l'espace public pouvait paradoxalement constituer une ressource en vue de leur usage de l'espace public, voire une stratégie de facilitation d'accès à certains espaces. Aborder les personnes représente en ce sens une façon de « tâter le terrain », mais également de mettre en place des « points d'ancrage » afin de pouvoir se déplacer avec plus de sécurité dans l'espace public comme l'explique une participante :

« C'est moi qui ai tendance à aborder les gens. Ma fille me dit 'ce n'est pas ton amie, tu ne la connais pas'. Mais je ne sais pas, mais j'ai grand plaisir à dire bonjour aux gens et puis d'entamer quelques mots et de façon générale, je suis toujours très contente après. Je n'ai jamais eu un refus ou des personnes qui font une mauvaise tête. Non, je trouve qu'à Genève les gens ont besoin de parler. J'aime bien rassembler les gens, j'ai tendance à dire bonjour. » (Association 1)

Le fait de tisser des liens dans l'espace public, voire de s'associer à d'autres personnes afin d'avoir accès à l'espace public, représente une stratégie régulièrement déployée, notamment lors de sorties nocturnes comme nous le verrons en détail par la suite (voir chapitre 7). Toutefois, cette recherche a permis de pointer que cette stratégie est située en termes d'âge. Si cette dernière apparaît souvent centrale lors de la jeunesse, elle semble être déployée moins régulièrement par la suite, voire représenter, dans certains cas, une contrainte en soi. En effet, le fait de s'associer à quelqu'un.e pour accéder à l'espace public implique pour certaines interlocutrices une forme de dépendance à l'autre et peut de ce fait limiter dans certains cas le champ des possibles, notamment en termes de choix de sortie. Certaines femmes ont évoqué dès lors la possibilité de sortir et se déplacer seule, comptant sur leur propre expérience afin d'accéder à l'espace public :

« Et puis avant [quand j'étais plus jeune], il y avait un peu le côté 'sortir toute seule, pas toute seule'. Moi maintenant je ne me pose plus de questions. J'ai envie de faire un truc, je le fais. Je propose toujours à une ou deux copines ou comme ça, de venir. Maintenant, si elles ne veulent pas, tant pis pour elles. Enfin, voilà. Alors qu'il fut un temps, je n'aurais peut-être pas été toute seule, voilà. Alors que maintenant, je vais toute seule, puis en fait je rencontre des gens, juste sur l'instant. Puis après, je ne les reverrai plus jamais ou... Puis des fois, je reste dans ma bulle. » (Centre)

On l'a vu, le choix d'être « seule » ou « avec des amies » représente en ce sens une tension omniprésente dans l'accès à l'espace public (chapitre 4). On saisit ainsi comment ce type de stratégie pour accéder à l'espace public constitue dans un premier temps une ressource, mais progressivement, avec les années, peut devenir, pour certaines femmes, une contrainte comme évoquée ici :

« Q. Donc ça veut dire qu'en fait, vous essayez d'avoir des rendez-vous, etc., avec des ami.e.s et que s'il n'y a pas d'occasion qui se présente, vous ne sortez pas ?
Moi, c'est vraiment un truc, si c'est en concert et je vois que c'est vraiment mon goût et je vois que ça ne correspond pas du tout à mes amis, je vais quand même y aller seule. Ça, je ne vais pas m'empêcher de vivre ça, on va dire comme ça. Mais sinon, c'est vraiment plus toujours en groupe d'ami.e.s et... ouais. » (Centre)

On saisit ainsi comment cette stratégie peut représenter à la fois une ressource ou une contrainte selon l'âge. Elle constitue dans le même temps une norme morale auxquelles les femmes sont socialisées et astreintes avec le temps, et par rapport à laquelle il faut se situer, prendre une décision, faire des choix et parfois en assumer les conséquences, notamment en cas de « victim shaming »⁰⁹.

Âge, vieillissement et contrainte physique

Si la vieillesse est une construction sociale et représente une catégorie toute relative et socialement située, elle se manifeste néanmoins selon les enquêtées par un autre rapport au corps et à la mobilité, notamment dans l'espace public. La volonté de marcher et de se déplacer de façon autonome afin de se « tenir en forme » constitue en effet une priorité pour les aînées, malgré le fait que la contrainte physique apparaisse comme un enjeu central dans les usages de l'espace public. Les transports publics représentent dès lors « une béquille » utile afin de se déplacer sur de plus longues distances et dans des temporalités plus courtes comme l'explique ici une participante :

« Ben hier soir, je suis allée voir une amie à Plan-les-Ouates, j'avais regardé les horaires, alors d'abord le 15 euh... il y en a 4 qui ont passé dans un sens et aucun dans le mien, mais j'ai mal aux hanches, donc je voulais aller en tram même un petit bout. » (Aînée)

09 Le « victim shaming », généralement traduit en français par « culpabiliser » ou « blâmer » la victime, concerne le fait de tenir la victime d'un incident comme responsable de ce qu'elle a subi. Cette responsabilisation s'accompagne bien souvent d'une forte culpabilisation et moralisation des victimes.

À partir d'un certain âge et une certaine condition physique, le rapport à la mobilité et à l'espace public apparaît fortement façonné par ces contraintes. Une nouvelle géographie mentale de la ville et de ses usages se dessine progressivement afin de réduire les déplacements comme l'explique l'une des aînées au sujet de la façon de prendre les moyens de transport :

« Alors, moi, c'est en fonction d'où je vais. Le tram c'est très long. Le bus, c'est déjà moins... Suivant où je vais, je vais à l'avant ou à l'arrière. Au plus proche de l'endroit où on va débarquer. » (Aînée)

Si l'appréhension du risque opère à tous les âges, l'enquête a permis de pointer que la perception de ces risques évolue dans le temps et cristallise différentes formes de violence selon les âges de la vie, notamment autour de l'idée d'agression. Le sentiment de vulnérabilité physique, liée à une perception d'un corps fragilisé ou à des difficultés de déplacement, pèse directement sur la perception du risque chez les aînées rencontrées. Si l'expérience permet à un certain âge de gagner en autonomie, les représentations sociales de la vieillesse viennent avec le temps alimenter un sentiment de vulnérabilité aux agressions comme en témoignent ces propos :

« Dans une longue longue longue vie, on a toutes subi plein de petites agressions de ce type, pas des horribles agressions, mais... on voit beaucoup dans les journaux que c'est surtout les vieilles dames qui sont les proies les plus faciles. » (Aînées)

Si les agressions physiques constituent une appréhension majeure des aînées interviewées, il ressort néanmoins qu'au quotidien c'est bien la crainte du vol, notamment du sac à main, qui cristallise les représentations des risques dans l'espace public, choisissant avec soin le sac qu'elles portent et la façon dont elles le portent. Le focus groupe avec les aînées a ainsi permis de rendre compte des appréhensions en termes d'agression physique et de vol dans l'espace public, mais également de saisir que les agressions, pour ces femmes se jouent également à un niveau plus « symbolique », notamment dans le cas du démarchage et de la vente.

« L'agression, c'est vraiment comme ça sentir de l'hostilité, et qu'on veut nous emmener, même symboliquement... Quelque part où on ne veut pas aller. C'est vraiment ça : c'est nous obliger à quelque chose. Et ça peut être très subtile hein. Ça peut être dans un magasin, un vendeur. Ça peut être d'autres choses que dans la rue. Voilà, mais dès que moi je sens ça, je me sens agressée. » (Aînées)

En effet, pour les aînées, une grande partie du temps est passée au domicile, ce qui implique un nombre plus important de sollicitations et de démarchage commercial par voix téléphonique ou sur le seuil de la porte. Ces femmes se sentent dès lors particulièrement « ciblées » et perçues comme « des proies faciles » de la part des vendeurs et vendeuses en raison notamment des nouvelles technologies. Les sollicitations dans la rue (mendicité, vente, etc.) et les démarches commerciales vécues quotidiennement par les aînées amènent ainsi à interroger les différentes formes de vulnérabilités qui se jouent selon les âges. Au regard de leur mobilité parfois réduite, de leur connaissance des technologies, mais surtout des représentations sociales de la vieillesse, l'espace public peut devenir pour les aînées un espace de sollicitations qui les conduit à développer un sentiment de vulnérabilité aux agressions.

Différencier la ville : (in)accessibilité

Si les contraintes d'accès et d'usage de l'espace public sont fortement ancrées dans des rapports de genre et d'âge, notre enquête a également permis de révéler comment ces usages sont également structurés par des rapports de classe, mais également en lien avec l'orientation affective et sexuelle, et l'origine géographique. L'accès à la ville se joue également sur la scène d'une citoyenneté socialement située. Comme nous allons le voir tout au long de cette section, les contraintes opérantes telles que le capital social et géographique, la langue, le statut légal, la situation de handicap et le racisme déterminent également la façon dont ces femmes doivent négocier leurs usages de la ville.

Les capitaux de la ville

Il était tout d'abord important de rappeler que l'accès et l'usage de la ville nécessitent certaines ressources. En ce sens, et dans la veine des approches bourdieusiennes, la ville peut être appréhendée conceptuellement comme un *champ* dont les divers *capitaux* structurent l'accès et les usages (Bourdieu, 1979). A ce titre, nous pouvons tout d'abord penser la ville à travers l'idée de *capital géographique*. En effet, la ville – en tant que construction sociale structurée – est fondée sur une architecture de normes, de codes, de symboles, et de règles explicites et implicites, qui pèse directement sur la façon dont les personnes vont y avoir accès. L'ensemble de ces connaissances peut être défini par la notion de capital géographique qui permet aux actrices et aux acteurs de développer une compréhension et un sens de la ville, tout en se situant dans cette dernière. Cette lecture de la ville n'est en ce sens pas un donné, mais résulte avant tout d'un apprentissage comme on peut le constater lorsque l'on interviewe des personnes nouvellement arrivées dans une ville comme en ont témoigné les focus groupes avec des populations migrantes. Dans ce cas, la connaissance de la ville apparaît au début très restreinte et se concentre souvent sur les lieux touristiques, les centres commerciaux (Balaxert, Manor) en tant que lieux fortement globalisés, voire certaines instances administratives. Après quelques mois à Genève, une femme récemment arrivée de Syrie expliquait par exemple : « *Moi c'est le bord du lac d'abord [où je me rends]. Des fois, les centres commerciaux. On fait du shopping, on prend des cafés des fois [...] Je ne connais pas beaucoup de lieux parce que je suis nouvelle ici* » (Association 3). On comprend ici comment la connaissance de la ville, mais surtout l'acquisition des ressources pour accéder et s'approprier la ville, résulte plus largement d'un processus de socialisation inscrit dans une temporalité longue (plusieurs mois, voire années), qui passe également par l'acquisition d'une série de capitaux, géographique (connaissance du territoire), mais également économique (argent), social (réseaux interpersonnel et associatif), corporel (compétences physiques et psychiques) et de citoyenneté (« statut légal »).

Cette temporalité longue se révèle également dans le rapport au voisinage et la façon d'habiter la ville pour des personnes arrivées récemment en Suisse. Interroger les façons d'habiter la ville permet en effet de rendre compte des difficultés et des contraintes rencontrées au quotidien par ces femmes. Ces dernières témoignent de la difficulté de nouer des liens et faire face au sentiment de solitude dans leur quotidien sur leur espace de vie comme l'explique ici une autre femme arrivée de Syrie à l'adolescence : « *Je suis arrivée en Suisse en 2006, du coup, j'ai grandi ici, j'ai fait mes études ici, etc. J'habite à Chêne-Bougeries, ça fait 2-3 mois, ça se passe très bien en tout cas. Après, je ne connais pas les voisins, je ne me suis pas encore intégrée dans le quartier du coup* » (Association 3). Une autre femme arrivée de

Libye rend également compte des difficultés à créer des liens avec son voisinage et du poids de la solitude au quotidien une fois le travail terminé :

« Pour quelqu'un qui est toute seule ici, sans famille, sans enfant, c'est un petit peu dur parce qu'il faut toujours être occupée, travailler, faire quelque chose ou avoir des loisirs ou des hobbies. Si quelqu'un n'a pas de famille ici, c'est très dur parce qu'il n'y a pas de voisins, c'est juste dire 'bonjour'. J'ai essayé de faire des conversations avec une voisine qui habite à côté de chez moi, elle n'a pas voulu continuer, [...] elle vient du Sud de l'Italie. Entre la Libye et la Sicile, on prend le bateau et on y est. » (Association 1)

Si le voisinage peut parfois représenter une forme de ressource (lien social, aide administrative, conseils, garde d'enfants, etc.), il peut à l'inverse constituer une contrainte, notamment dans le cas où ce dernier prend la forme d'un cadre normatif face auquel la non-conformité devient source de crispation et de tension comme on peut le voir ici :

« De nature, je ne suis pas bagarreuse on va dire, je ne cherche pas les conflits. Je ne saurais même pas comment réagir. Une fois, j'ai été insultée par la sœur d'une voisine qui n'habitait pas dans l'immeuble à cause d'un chat. C'étaient des gens qui rouspétaient pour un 'oui' ou pour un 'non' parce que mes enfants criaient, parce que je faisais du poisson, ben évidemment, c'était insupportable [pour moi]. La viande, c'était la même chose. Il n'y avait pas un truc qui leur convenait. Mais je ne réagissais pas. Ils venaient sonner à la porte, je les laissais dire. Et puis, un jour, je vois sa sœur qui promenait le chien sur la pelouse où il y avait un panneau 'interdiction aux chiens'. Puis, je l'ai regardé, mais je n'ai rien dit. Elle me voit, elle me regarde. Passez-moi l'expression, elle me dit : 'qu'est-ce que tu as à me regarder ? Va te faire foutre dans ton pays !' » (Association 2)

Derrière ces expériences, c'est la cohésion sociale et le lien social qui sont en jeu, mais également le sentiment de légitimité d'occupation de la ville qui se joue. Ainsi, les ressources et les contraintes qui structurent l'espace public se jouent déjà dans la sphère privée à travers le rapport au voisinage. Cette question du voisinage est d'autant plus cruciale dans un pays qui a pendant longtemps évalué l'idée de « capacité d'intégration » et de citoyenneté à travers le voisinage. La problématisation des barrières de l'espace public apparaît donc étroitement intriquée à la sphère privée.

Parmi les autres capitaux déterminant l'accès à l'espace public, le capital social, et notamment la connaissance de la langue française, semble également avoir un impact majeur dans la structuration de l'accès et des usages de la ville. La langue apparaît comme une barrière dans les usages de la ville, notamment des transports publics ou l'accès aux espaces commerciaux, comme en témoigne une travailleuse domestique d'origine philippine, qui raconte ses premières expériences dans les centres commerciaux :

« Mon français n'est pas très bon. J'ai essayé de prendre des cours, mais c'était dur d'aller régulièrement au cours, car je devais m'occuper des enfants. Donc en général, on parle en anglais avec les enfants avec quelques mots de français. La première fois que je suis allée à Manor, personne ne parlait anglais. J'étais super mal à l'aise. Maintenant ça va un peu mieux, je parle quelques mots. » (Travailleuses domestiques)

Dans l'idée de saisir comment l'accès à l'espace public est modelé dans des rapports sociaux, il convient de s'arrêter sur le rôle des capitaux économiques. En effet, dans le cas de ville telle que Genève – où l'on assiste à une privatisation et une marchandisation croissante de l'espace public portées par diverses entités privées tels que centres commerciaux, commerces, boutiques, café, restaurants, industrie du divertissement –, on observe dès lors comment l'espace public est devenu un champ de lutte entre acteurs privés/commerciaux et publics pour accaparer les ressources territoriales de l'espace public afin d'y développer divers types d'activités. À titre d'exemple, la Gare Cornavin apparaît comme un emblème de cette lutte, générant ainsi un floutage des frontières entre espaces publics et espaces privés/commerciaux comme en témoignent ces propos :

« Pour moi, il y a aussi la question de l'espace public, et qu'est-ce que qui est pris par le privé. Parce qu'alors, la loi à la gare, je ne sais pas qui l'a décidée, mais c'est clair qu'il y a beaucoup d'intérêt pour les commerçants privés à ce qu'on ne puisse pas s'asseoir ailleurs que dans un bistrot et consommer. Et... et puis vraiment moi je pense souvent aux années où j'étais étudiante, où je n'avais pas d'argent pour aller boire un café, enfin je veux dire où je me limitais à une fois par semaine, c'était vraiment beaucoup plus limité. Et puis il y avait beaucoup d'endroits. » (Enfants)

Cette privatisation de l'espace public a des conséquences directes sur l'accès à ce dernier. En effet, accéder à des lieux, pouvoir « sortir » est de plus en plus conditionné par des échanges pécuniaires. À ce titre, certaines femmes interviewées dénoncent l'inflation du coût des sorties, ce qui n'est pas sans conséquence sur la fréquence des sorties et le choix des lieux, comme l'explique l'une d'entre elles :

« Après, moi, c'est plus des questions, c'est plus des questions financières ; moi, je pense juste... à une époque où on pouvait sortir avec 2 francs dans la poche... Et on pouvait passer une super soirée. Maintenant, j'ai l'impression qu'il faut plutôt avoir 20 ou 30 francs pour passer à peu près la même. » (Enfants)

La privatisation de l'espace public n'a pas seulement un impact sur l'accès à certains lieux. Elle pèse directement sur la construction de la légitimité des lieux et des personnes qui les fréquentent. En d'autres termes, c'est le « sentiment d'être à sa place » (ou pas) qui se construit dans cette marchandisation de l'espace public, et par conséquent les enjeux d'inclusion/exclusion de l'espace public sur la base des ressources économiques des personnes, et plus largement l'appartenance de classe.

« On voit avec le quartier de Saint-Gervais, c'est un quartier qui est vraiment devenu très... avec beaucoup de terrasses quand même plus luxe, enfin plus... À partir de Saint-Gervais, Pont de la Machine, Rue du Rhône, c'est devenu des endroits où je, moi, je me sens pas du tout à ma place. Je veux dire, je sais que je pourrais y aller, mais, quand même, on sent que ça... on vise une certaine population, des gens riches, des gens qui ont beaucoup d'argent. » (Enfants)

On saisit donc comment la privatisation de l'espace public est étroitement ancrée dans un rapport social et comment les inégalités d'accès deviennent le reflet des inégalités sociales. L'accès à certains espaces devient déterminé par les ressources économiques des personnes, bien que des entités étatiques et/ou associatives tentent, dans le même temps,

de faire face à cette tendance en garantissant des accès gratuits (ou à bas coûts) de la ville. Le coût et les ressources qu'il requiert peut dès lors devenir un enjeu déterminant dans l'accès à l'espace public.

« Moi, je sors beaucoup, mais en fait moi, c'est en fonction de 'est-ce que ça coûte de l'argent ou ça ne coûte pas de l'argent'. Je vais que dans des endroits qui me coûtent pas d'argent parce que je n'ai pas les moyens. [...] Je fais aussi du bénévolat en fonction. Tu reçois une place de théâtre si tu vas faire du bénévolat pendant 1 heure, donc super génial. » (Centre)

Outre l'impact du statut social sur l'accès et l'usage de l'espace public, il convient de considérer le statut juridique des personnes. Certaines femmes migrantes, arrivées en Suisse « sans statut légal », évoquaient en effet les difficultés de se déplacer dans la ville. Le fait de ne pas avoir de « statut légal » représente une contrainte forte de la mobilité et constitue une source de stress constante pour ces personnes. Une travailleuse domestique philippine décrit à cet égard les tensions sous-jacentes à la mobilité lors de ses premières années en Suisse lorsqu'elle n'avait pas encore de statut légal : « Avant d'avoir mes papiers, j'allais juste en Suisse, car si je sortais de la Suisse j'avais trop peur. Une fois on est allé sur le Salève et on a dû passer la douane. Heureusement, il n'y avait personne ». Une autre travailleuse domestique raconte quant à elle les difficultés rencontrées à la vue de la police lorsqu'elle se déplaçait en transports publics à Genève avec des amies philippines « sans statut légal » :

« Quand je marche avec des amies qui n'ont pas de papiers, elles sont super nerveuses. Dès qu'elles voient la police au loin elles disent : 'regarder la police la police la police !!!'. Puis elles se cachent. Le problème c'est que si la police vous voit stresser, ils vont venir vers vous, donc il ne faut pas stresser. » (Travailleuses domestiques)

On saisit ici les stratégies développées face à la police qui représente une menace forte dans l'espace public pour ces femmes. La gestion du stress et la façon de se comporter dans l'espace public face à la menace de la police constituent en ce sens un apprentissage clé à incorporer rapidement afin de pouvoir accéder à l'espace public avec le moins de risque possible. On comprend ainsi que l'accès à la citoyenneté représente en ce sens une ressource déterminante afin de pouvoir bénéficier d'une mobilité élargie dans l'espace public.

Lorsque l'on évoque les capitaux nécessaires de la mobilité dans l'espace public, il importe de rappeler que le corps représente un capital en soi. En effet, la capacité à se déplacer constitue une ressource pour faire face aux aménagements urbains qui ne sont pas toujours adaptés aux situations de handicap, et de surcroît de handicap physique. Si les barrières produites par le validisme tentent d'être progressivement effacées afin de rendre la ville et les activités qui s'y déroulent plus inclusives, d'autres barrières demeurent comme en témoigne la mère d'une jeune fille en situation de handicap physique.

« Aussi au niveau des enfants handicapés. Moi j'ai une fille qui a été beaucoup dans les maisons de quartier, qui a été souvent à la ludothèque. Elle s'est fait des copains, mais il y avait des enfants qui se moquaient d'elle [...] entre enfants, même entre mères. Il y a une femme qui m'a dit : 'mais pourquoi elle a besoin de loisirs, votre fille ?' Je me suis marrée une fois parce qu'il y avait une dame, elle avait quatre enfants et ils se sont fait renvoyer. Je crois qu'ils ont fait des bêtises. Puis la mère elle

vient et elle dit : 'mais cette fille-là, elle est handicapée, elle n'a pas le droit d'être là !'. Et puis [l'éducateur] a dit : 'mais madame, si vous venez un jour et que vous regardez cette fille comment elle fait, et bien, vous prendrez exemple pour vos enfants'. Voilà !» (Association 2)

L'analyse du rôle de ces différents capitaux sociaux (langue, réseaux), économiques, corporels, ou encore géographiques a ainsi permis de révéler comment l'accès et l'usage de la ville étaient modelés par différentes ressources, et dès lors, socialement situés. Si des ressources apparaissent nécessaires afin d'accéder à la ville, il importe dans le même temps de souligner que la ville (re)produit et matérialise certaines contraintes structurelles telles que les violences racistes et lesbophobes.

Altérisation et exclusions

Si le sexisme représente un obstacle majeur dans l'accès à l'espace public et ses usages, notre enquête a permis de documenter également la façon dont les actes racistes et islamophobes pèsent d'une part sur l'expérience et le sentiment de légitimité dans l'espace public et, d'autre part, affectent la façon de se déplacer dans ce dernier (Efionayi-Mäder, Ruedin, 2017). Il ressort ainsi que les pratiques de discrimination peuvent prendre de multiples formes et concerner différents marqueurs sociaux et symboliques. Toutefois, les focus groupes ont cristallisé les discussions autour des expériences de violences en lien avec le port du foulard dans l'espace public (chapitre 6). En effet, les femmes concernées ont relaté des expériences discriminatoires quotidiennes en lien avec le voile, allant de la violence symbolique non verbale (regards, mépris, etc.) à la violence physique (bousculade, agression physique, arrachement de voile, etc.) en passant par les agressions verbales (insultes, humiliation, disqualification, critiques, menaces, etc.) comme en témoigne cet extrait d'entretien avec une participante qui raconte des interactions sociales quotidiennes :

« Avec les voisins, c'est vrai qu'il y a quelques fois des petits soucis parce que, avec le voile et tout... mais moi, ça ne me dérange pas. [...] J'étais dans l'escalator, je monte, il y a une dame âgée, elle m'a tiré le foulard derrière. Après, moi je me tourne, je dis : 'ah pardon !' C'est moi qui me suis excusée en [me] disant que c'était dérangeant. Elle m'a dit : 'Rentrez chez vous !' » (Association 2)

Derrière ces actes islamophobes, c'est bien la place des femmes musulmanes et leur légitimité dans l'espace public qui est en jeu. Cette question d'« être à sa place » ou de se « faire remettre à sa place » constitue en effet une tension du quotidien pour ces femmes et de surcroît dans des espaces où elles se retrouvent en interaction directe avec d'autres personnes, comme l'explique ici une femme au moment de faire ses courses dans un supermarché :

« Ce n'est pas la même histoire, mais presque. Une fois je suis allée au supermarché pour faire des courses. Après, j'ai posé une question à quelqu'un qui y travaillait. Il ne m'a pas répondu. Il m'a dit 'tu ne parles pas avec moi... [elle montre le geste que l'homme lui a fait, signifiant de circuler]'. Après, il part, je me suis débrouillée toute seule. » (Association 3)

L'espace public implique donc pour ces femmes de se confronter à la menace et de justifier leur présence, mais également de lutter pour une reconnaissance de genre, de citoyenneté

et de religion (Marzi, 2017). Cette lutte du quotidien implique, d'une part, de développer des stratégies afin de trouver des modes de résilience face à ces violences et, d'autre part, de construire une légitimité dans l'espace public comme l'illustrent ici les propos de l'une d'entre elles : « [Il y a] quelques jours comme ça, j'ai porté un foulard. Un groupe de gens sortaient du café des Philosophes et il y a un homme qui m'a dit : 'Madame, il ne faut pas porter un foulard' » (Association 3). Elle a fait semblant de ne pas avoir entendu ce que l'homme lui a dit.

On comprend ainsi comment, dans l'espace public, différentes formes de différenciation et d'altérisation, voire d'exclusion opèrent en même temps. Pour ces femmes de confession musulmane fortement minorisées en Suisse, il s'agit de négocier l'ambivalence entre être invisibilisées en tant que « minorité », ou à l'inverse être survisibilisées par des formes de stigmatisation (Karimi, 2018). La lutte pour la reconnaissance et la légitimité dans l'espace public se joue donc pour ces femmes dans les rouages de cette ambivalence.

Espace hétéronormatif et lesbophobie

« En tant que femme homosexuelle, je suis confrontée notamment au sexisme et à l'homophobie dans l'espace public » (Expertes). Les propos de cette participante évoquent explicitement la problématique de l'imbrication de différents rapports de pouvoir dans l'espace public, à savoir ici le sexisme et la lesbophobie, que vivent les femmes lesbiennes en ville de Genève. Un constat largement partagé par les enquêtées lors des focus groupes.

« Enfin, pour moi, l'homophobie et le sexisme, c'est deux mêmes enfants d'un système global du coup. Je pense que ce qui est à régler est assez large. » (Arc-en-ciel)

Être perçue comme lesbienne dans l'espace public implique encore aujourd'hui de faire face à des discriminations sexistes et lesbophobes. Il ressort plus concrètement que cette double discrimination pèse en premier lieu sur le sentiment de sécurité dans l'espace public :

« Il y a aucun endroit où je me sens totalement safe je dirais à partir du moment où c'est de l'espace public. [...] C'est que j'ai cette sensation d'être en permanence sur mes gardes [...] en tant que femme et en tant que lesbienne. » (Arc-en-ciel)

Ce sentiment d'insécurité dans l'espace public est bien souvent alimenté par des expériences de violences physiques et symboliques (voir chapitre 6). Du fait que l'espace public est historiquement construit comme un espace androcentré et hétéronormé, la ville apparaît pour ces femmes comme un espace normatif dans lequel les discriminations sexistes et lesbophobes s'imbriquent. Face aux contraintes et aux barrières produites par l'hétéronormativité, accéder et utiliser l'espace public implique une certaine résilience, mais également une série de ressources afin de faire face aux violences sexistes, lesbophobes ou encore transphobes (chapitre 7). Comme nous le verrons par la suite, l'appropriation de l'espace et du territoire afin de construire des « safe spaces » (espace associatif, bars, cafés, espaces festifs, etc.), constitue l'une des stratégies collectives dans la lutte pour la reconnaissance et l'appropriation d'une place légitime à l'abri des violences dans l'espace public.

En fin de compte, ce chapitre a permis de pointer le rôle déterminant des différents capitaux (social, économique, corporel, de citoyenneté) afin de saisir les divers usages sociaux de la ville par les femmes pour faire face aux diverses contraintes quotidiennes inhérentes à

l'espace public. L'analyse des ressources déployées et des contraintes rencontrées par les femmes permet ainsi de rendre compte de la façon dont l'espace public se structure selon des logiques inégalitaires. L'espace public ne peut dès lors pas être pensé comme une donnée univoque, mais plutôt être appréhendé à partir des interactions sociales et des usages sociaux qu'en font les actrices (et les acteurs) afin d'en contourner les entraves. L'« espace public genevois » représente ainsi une construction politique qui doit néanmoins être problématisée dans sa pluralité et son hétérogénéité afin de saisir comment ses accès et ses usages se construisent dans les discours et les pratiques des personnes.

6. Les entraves à l'appropriation de l'espace public

Lors de chaque focus groupe, la question de la sécurité et celle connexe des agressions et des violences ont émergé d'elles-mêmes, très rapidement, comme si elles faisaient partie intrinsèque de l'expérience que font les femmes des espaces publics. Alors que la définition ambivalente des espaces publics présentée plus haut renvoie avant tout à des représentations et au sentiment de ne pas être en sécurité, cette association entre féminité, espace public et danger est également renforcée par des expériences de brimades, d'agressions, des actes effectifs qui viennent rappeler aux femmes qu'elles se doivent de négocier leur présence et leur légitimité lorsqu'elles déambulent dans les espaces publics.

A l'instar des enquêtes européennes portant sur la thématique (Radford, 1987 ; Stanko, 1990 ; Lieber, 2008 ; Dagorn, Alessandrin, 2017), les différentes participantes des focus groupes ont témoigné des multiples entraves qu'elles rencontrent, des violences dont elles sont couramment la cible et qui fonctionnent comme autant de rappels à l'ordre sexué (Gardner, 1995 ; Lieber, 2008). Quelles formes prennent ces obstacles à l'appropriation de l'espace public ? De quelles façons se déclinent-ils ? Comment les femmes réagissent-elles ? Quelles sont les répercussions sur leurs pratiques ? Se mouvoir, être légitime dans l'espace public ne va pas de soi et les inégalités d'accès, de visibilité et de mouvement y sont saillantes. L'articulation des discriminations se recompose dans des cartographies fluctuantes en fonction des « capitaux de la ville ».

Des rappels à l'ordre sexué

Les multiples actes dont les femmes ont fait part, que ce soient des tentatives de drague, des commentaires gratuits sur leur silhouette, des regards appuyés, des insultes, des attouchements et des agressions sexuelles apparaissent comme des pratiques auxquelles les femmes sont confrontées de façon récurrente. Toutes les femmes rencontrées, sans exception, ont fait part d'une telle expérience, comme s'il s'agissait d'une routine, d'une habitude.

« Je dirais que j'ai été habituée – je n'aime pas le terme – mais j'ai été habituée à être agressée verbalement et physiquement en tant que femme. » (Arc-en-ciel)

Les expériences négatives dont les femmes ont témoigné prennent de multiples formes, allant de pratiques qui relèvent davantage d'un rappel à l'ordre symbolique à des agressions physiques et sexuelles. Si ces différents types d'agressions n'ont pas la même gravité, et n'ont pas les mêmes conséquences, il n'en reste pas moins qu'ils font système et qu'ils contribuent à rappeler aux femmes qu'elles ne sont pas tout à fait à leur place dans les espaces publics. L'enquête nationale sur les violences envers les femmes en France (Enveff) a d'ailleurs montré que ce sont paradoxalement les atteintes généralement considérées les moins graves (insultes répétées, le fait d'être suivie ou « pelotée ») qui ont les conséquences les plus significatives sur les craintes exprimées par les femmes dans les espaces publics

(Condon *et al.*, 2005). Ces actes rappellent cependant à celles qui les expérimentent le risque de subir des violences jugées plus graves, comme les violences sexuelles, et participent ainsi du continuum des violences envers les femmes, en ce que celles-ci n'ont pas besoin d'être perpétrées pour être efficaces. Toutes ces remarques et intrusions contribuent à renforcer un ordre social sexué et à sanctionner ce qui apparaît comme des transgressions de l'ordre de genre.

Pratiques symboliques

Il existe une très grande variété d'actes et de pratiques qui constituent des rappels à l'ordre symboliques. Ceux-ci peuvent relever d'une simple interpellation, de regards appuyés et aller jusqu'à des propositions sexuelles explicites ou des insultes. On pourrait penser que ces pratiques sont relativement anodines, typiques de la vie urbaine, ou qu'elles sont des tentatives maladroitement de drague ne portant pas à conséquence. Mais leur récurrence, le fait qu'elles viennent mettre à mal les normes usuelles d'interaction dans les espaces publics qui veulent qu'on s'ignore poliment (Goffman 1973), en font des expériences qui sont décrites par les femmes rencontrées comme extrêmement « fatigantes » (Expertes), même « perturbantes » (Arc-en-ciel). Les interpellations peuvent prendre la forme de remarques incongrues, alors même qu'« on n'est même pas coiffées, [qu'] on a les pires survêtements » (Jeunes).

« Et ça arrive tout le temps qu'il y ait des gars au hasard qui me demandent mon numéro, qui me disent : 'T'es mignonne et tout !'. Je dis : 'Non, je ne t'ai pas souri en fait.' » (Jeunes)

« Les interpellations, moi, ça m'arrive tout le temps. Les interpellations 'Salut, ça va?', 'Tu fais quoi?', 'Tu vas où?' Tout le temps ! Mais vraiment ! Tous les soirs ! 'Tu vas où?', 'Je peux venir avec toi en marchant un petit peu?' Tout le temps, tout le temps ! » (Périphérie)

Nos interlocutrices soulignent que ce type de commentaires ne portent en soi pas forcément à conséquence, et « ne vont pas aller loin dans l'agression » (Jeunes), mais elles expriment leur malaise face à ces interpellations qui se traduisent par « des sifflements et des klaxons » (Association 3), par des regards et du « matage » qui sont extrêmement désagréables :

« Il y avait en fait une rangée d'hommes de 40-50 ans puis moi, je faisais que passer sur le trottoir, mais je me suis vraiment sentie, mais les regards de chacun les uns après les autres. » (Expertes)

Se faire mater, se faire accoster, se faire siffler, autant de situations que les femmes décrivent comme suscitant un sentiment négatif, l'impression d'être comme des « bêtes de zoo » (Jeunes) ou « des proies » (Centre, Jeunes, Arc-en-ciel). Les femmes, surtout les plus jeunes, se disent « automatiquement scannées » (Jeunes), notamment lorsqu'elles passent devant des terrasses, « ce qui est gênant » (Jeunes). Au-delà des interpellations, les plus jeunes femmes font également état de nombreuses avances sexuelles de la part d'hommes inconnus, souvent plus âgés, auxquelles elles font face et qui peuvent avoir lieu en plein jour et devant d'autres personnes :

« C'était midi et demi et je rentrais dans le tram. Je me suis assise. Et puis il y avait un homme d'un certain âge, on va dire quarante-cinquantaine qui m'a regardé et qui m'a dit : 'Ça ne te dirait pas que toi et moi...', il a fait comme ça avec sa tête. Donc en gros, il m'avait proposé de coucher avec lui. C'est assez clair. Et c'était très, très gênant. Et ça m'a fait très mal aussi parce que je me sentais clairement juste comme un objet. Et ce qui m'a fait mal aussi, c'est qu'il n'y a personne qui a dit quelque chose. [...] J'étais là, mais : 'Quoi? Qu'est ce qui se passe?' Comme tétanisée en fait. » (Centre)

Se sentir « comme un objet sexuel » et « être tétanisée » sont des termes qui reviennent de manière fréquente dans les échanges, tout comme le constat que « personne ne bouge » généralement, ce qui renforce l'impression de ne pas être tout à fait légitime dans l'espace public. Plusieurs participantes racontent ainsi avoir été suivies par une voiture ou à pied par un homme ou plusieurs (Association 3, Jeunes), en insistant sur le « sentiment d'envahissement personnel » (Centre) que cela a suscité en elles, sans parler de la peur. D'autres signalent également des situations où les interpellations sont le fait d'un groupe d'hommes qui bloquent le passage, et si « rien de grave ne s'est [finalement] passé » (Radford, 1987), elles n'en déplorent pas moins un fort sentiment d'insécurité.

« Et le soir, ce qui arrive par exemple assez souvent, [...] c'est qu'il y a certains groupes d'hommes après qui vont m'approcher ou qui vont me parler, et qui ne vont pas vraiment me laisser sortir, par exemple. C'est cette technique ou c'est un cercle. Et du coup, on ne peut pas... après enfin... faut aller très vite, faut se battre et ça, c'est très désagréable... » (Centre)

Le sentiment de malaise lié à ce type de pratiques est renforcé par le fait qu'elles dérivent fréquemment dans un deuxième temps vers des insultes, en raison d'un refus ou parce que les femmes ont ignoré des commentaires ou des remarques :

« Deux-trois fois où la personne me disait que j'étais belle. Du coup, je n'ai pas répondu. Et puis ça a fini : 'Ouais, t'es une salope, t'es une pute' et tout ce qui s'ensuit. » (Expertes)

« Clairement, si tu n'es pas intéressée, ça oui, plusieurs fois : 'Ah, mais pour qui tu te prends ? Tu te prends pour une princesse ? De toute façon, tu as un gros cul !' » (Arc-en-ciel)

Les recherches sur le rôle des injures soulignent qu'elles permettent de rappeler à une personne, ou à une catégorie de personnes, qu'elles sont inférieures ; leur récurrence favorisant une forme d'intériorisation (Eribon, 2000). Au-delà du caractère anodin qui leur est souvent accordé, les injures viennent renforcer des logiques sociales d'exclusion et la dimension hétérosexiste des espaces publics (Dayer, 2017a). Aux injures sexistes (« salope », « pute ») et lesbophobes (« gouine »), certaines femmes font face, comme nous l'avons vu précédemment, à des injures racistes (Association 2, Association 3), ou des injures liées à l'âge (chapitre 5). Des participantes témoignent avoir été traitées « de ménopausées, avec des bras d'honneur » (Aînées), soulignant qu'il s'agit de formulations qui favorisent leur exclusion. C'est d'ailleurs explicite dans cette expérience que relate une autre interlocutrice, lorsqu'elle explique avoir eu « la peur de sa vie » lorsque des adolescents lui ont barré la route à vélo et asséné : « Ah, la vieille, qu'est-ce que tu fais à vélo, pourquoi tu es là, tu ne vois pas comment tu es ? » (Association 1).

Agressions physiques et sexuelles

Les liens entre ce qui pourrait être considéré comme des faits anodins et des violences plus graves ont été soulignés de longue date (Kelly, 1987; Stanko, 1990). Au-delà des formes symboliques, une grande majorité des femmes interviewées ont vécu au moins une expérience d'agression physique ou sexuelle, allant de l'exhibitionnisme à la tentative de viol.

« Et par exemple, je ne m'assoierai plus jamais toute seule au Parc des Bastions, parce qu'à chaque fois, il y a quelqu'un qui m'accoste, mais vraiment chaque fois, c'est impossible. Et j'ai même déjà un très gentil monsieur qui est venu se masturber devant moi pendant que j'étais assise toute seule dans les Bastions donc il y a plein de gens qui passent, mais personne ne fait rien... En pleine journée... Il était vraiment face à moi et du coup, j'étais en train de lire un livre, je suis restée comme ça et j'ai attendu qu'il s'en aille en fait, mais j'étais tétanisée. Je ne savais pas quoi faire, puisque je sais que si je me levais, j'étais face à lui donc je préférais juste attendre que ça passe. Ouais, à 19 ans, c'est un peu traumatisant. » (Jeunes)

Il n'y a pas de situation typique pour expliquer l'occurrence des agressions physiques et sexuelles, puisque les femmes ont parlé de cas où elles étaient statiques – tels que dans les parcs et les transports publics –, tout comme d'expériences alors qu'elles étaient en mouvement, en journée comme de nuit. Ainsi, lors de soirées festives, les intrusions physiques se manifestent par le fait de tenter d'embrasser ou de forcer à danser (Périphérie). Les participantes décrivent de multiples situations où des hommes se collent à elles (Centre), voire se frottent (Jeunes), ont les mains baladeuses (Centre, Périphérie) ou pratiquent le « pelotage ».

« Une fois, au Pâquis, à la rue de Berne, moi je marchais et puis quelqu'un qui est venu tenir mon sein (il a mis sa main sur son sein). Et j'ai couru derrière lui juste là où j'ai vu qu'il est rentré. Où il est rentré. Puis après, j'ai téléphoné à la police et j'ai expliqué. [...] Et ce n'était même pas la nuit. C'était vers 20h00 et c'était le jour parce qu'en été. Je marchais là. » (Association 1)

Bien que les violences physiques et sexuelles à l'encontre des femmes se déroulent avant tout dans l'espace domestique (Jaspard et al., 2003), il n'en reste pas moins que ces dernières expérimentent de nombreuses intrusions physiques et sexuelles dans les espaces publics. Celles-ci viennent renforcer un sentiment de vulnérabilité face aux violences sexuelles (Ferraro, 1996), la crainte du viol étant prégnante. Le viol peut revêtir un caractère punitif, et ce notamment envers les personnes lesbiennes ou perçues comme telles.

« A chaque fois, pour moi, les contextes d'agressions fortes, c'était toujours en soirée. Je sors pas mal, j'utilise pas mal l'espace public la nuit et je me sens à Genève libre et chez moi. Mais je me rends compte que je vais plutôt me sentir pas en sécurité si je n'ai pas mon vélo... Une fois, où j'ai failli me faire violer, c'était quand j'étais à pied et que mon vélo était malheureusement en réparation et j'ai vraiment vu la différence. C'était à Plainpalais, sur la plaine. » (Arc-en-ciel)

Violences lesbophobes, violences accrues

Les enquêtes de Sam Bourcier (2001) ou de Carol Gardner (1995) ont montré que les femmes LGBTQ sont l'objet d'insultes et d'agressions plus violentes encore que les femmes perçues comme hétérosexuelles. Ainsi, l'articulation entre misogynie et lesbophobie amplifie la perception de l'espace public comme un espace hostile. Les lesbiennes n'échappent ni à la « drague » importune « par des mecs », ni aux propositions sexuelles, qui viennent leur rappeler en quelque sorte l'injonction à l'hétérosexualité :

« C'était la proposition de plan à trois, qui est 'particulièrement agréable' à entendre, et ça donne très envie, c'est clair [rires]... Du coup, ils étaient très contents qu'on soit ensemble parce qu'ils pouvaient se rajouter... malgré nos refus. » (Arc-en-ciel)

De telles expériences semblent être récurrentes et c'est à travers ces témoignages qu'on peut saisir la façon dont les usages des espaces publics, les rappels à l'ordre de genre favorisent également la réaffirmation d'un ordre hétéronormé (Hubbard, 2000). Les injures et les agressions physiques sont également extrêmement fréquentes, notamment lorsque deux femmes rendent visible leur relation et témoignent de leur affection. Plusieurs d'entre elles ont raconté s'être fait insulter et humilier sans raison par des passant.e.s qui leur faisaient part de leur mépris. Les confrontations directes se couplent souvent à des injures lesbophobes, voire de véritables manifestations de haine gratuite, face à ce qui est perçu comme une transgression de l'ordre hétéronormé :

« Dans les moments où il y a beaucoup de gens, c'est vrai que facilement je me suis faite insulter. On est mariées, et, quand on se promenait, au début ensemble vers les Grottes, la gare Cornavin et aussi en plein centre-ville, aux Eaux-Vives, Tranchées, on s'est fait insulter plusieurs fois où il y a des gens qui sont vraiment venus en face de nous et qui ont fait : 'Ah, mais vous êtes dégueulasses ! Vous ne devriez pas exister ! C'est honteux !'. On était : 'Désolées de tant, d'avoir tant de haine !' » (Arc-en-ciel)

« Une fois où je me suis fait agresser, j'étais avec une amie et puis on a dit qu'on était les deux lesbiennes, on s'est fait les deux frapper, c'était à Artamis qui est un nouveau écoquartier. Donc c'était en sortant... des clubs ou des bars. » (Arc-en-ciel)

Les personnes qui refusent de se soumettre à la « pensée straight » (Wittig, 1992) sont ainsi sanctionnées. Ces rappels à l'ordre opèrent en raison d'une expression de genre qui transgresse les attentes socialement construites. Si l'orientation affective et sexuelle des personnes peut être avérée ou supposée, « parce qu'il y a plein de fois où on ne nous dit rien parce qu'on n'a peut-être pas l'air [homo] [rires] » (Arc-en-ciel), c'est en effet le fait d'agir, de se tenir, de se présenter comme le ferait un homme qui semble susciter l'agressivité et la violence d'inconnus. Elles se retrouvent face à une injonction paradoxale : elles ne doivent être ni trop masculines, ni trop féminines (Bourcier, 2001). Elles sont exposées à des rappels à l'ordre en tant que femmes (dans une réaffirmation de l'hétéronormativité), et en tant que femmes qui transgressent les normes sexuées. La question de l'apparence se joue en effet sur les représentations de ce qui est construit comme masculin ou féminin, désirable (ou non) et légitime (ou non). Pour faire face, se protéger de ces actes qui blessent et humilient, une des participantes précise qu'elle a « énormément changé (son) style au fur et à mesure des années pour éviter peut-être d'avoir ce lot d'agressions tout le temps » (Arc-en-ciel), en

relevant que lorsqu'elle est seule, elle n'a pas vécu d'agression lesbophobe, contrairement aux moments où elle est avec sa compagne. Une autre souligne qu'elle est plus souvent la cible d'insultes lorsqu'elle s'écarte des stéréotypes de ce qui est considéré comme féminin.

« J'ai une garde-robe très diversifiée. Et ça va dépendre de comment je suis habillée. Honnêtement. Parce que j'ai eu un temps où j'étais très masculine, et je me faisais régulièrement insulter. Et là ça va, parce que je corresponds à une vision très hétéro-normée de la femme. » (Arc-en-ciel)

Afin de rendre compte de la façon dont les agressions sexistes et lesbophobes opèrent, nombreuses sont les femmes interviewées qui font appel à l'idée de « glissement ». Il apparaît en effet qu'au gré des déplacements, des lieux et des interactions sociales dans l'espace public, des « glissements » opèrent entre ces formes d'agression. Plus précisément, ces glissements semblent apparaître de façon particulièrement marquée dans le cas de rapports de « séduction » hétéronormée. Le « refus » d'entrer dans ce rapport par des femmes lesbiennes ou perçues comme telles, peut dès lors engendrer un glissement radical vers la lesbophobie comme l'explique ici une participante :

« J'ai l'impression que... les commentaires sexistes, dans certains cas, se transforment en commentaires lesbophobes quand il y a un refus. D'une proposition de "séduction", avec beaucoup de guillemets, quand on dit : 'Non, va te faire foutre', c'est tout de suite 'Ben oui, c'est parce que tu es une sale gouine !', forcément ! Parce que sinon j'aurais succombé au charme irrésistible [rires]. Donc c'est un cercle vicieux. » (Arc-en-ciel)

Outre le « refus » lors de pratiques de séduction déployées par des hommes hétéro-cis-genes, ces violences lesbophobes se manifestent à l'égard de façons de se comporter, de parler, de s'habiller, ou encore de pratiquer des hobbies. Ce sont plus particulièrement des formes d'émancipation (manière d'occuper l'espace public, posture, activités, énergie, détachement du regard d'autrui) et d'appropriation de l'espace qui sont entravées.

« Pour moi, c'est à partir du moment où on adopte un comportement qui apparaît comme masculin, même si en apparence ça ne l'est pas. Comme on disait, marcher d'une manière fière, tout droit, etc., faire du sport d'une manière genre un vélo de course ou faire de la longboard ou des choses comme ça. [...] Je sais qu'à vélo des fois tu sens que ce n'est pas une remarque sexiste parce que je suis une femme, tu sens que c'est parce que j'ai un comportement masculin et que ça les dérange la manière dont je vais aller vite. Du coup, ils vont me dire 'Va bouffer la schnek' [...] Et, du coup, c'est juste un comportement qui est vu comme masculin. Donc je dirais, prendre de la place dans l'espace, sur le trottoir et... pas avoir peur, et être quelqu'un de "fort" quoi, entre guillemets, qui fait ses trucs et qui n'en a un peu rien à foutre du regard des autres. Et ça, du coup, ça attire énormément des remarques lesbophobes ou sexistes quoi. » (Arc-en-ciel)

Les propos de cette participante rendent ainsi compte de la façon dont, dans l'espace public, se joue la territorialisation des figures dominantes, et qu'à ce titre la subversion des codes de genre et de sexualité devient un levier des violences sexistes et lesbophobes. À travers les violences lesbophobes, on saisit que les usages légitimes de l'espace public sont fortement

hétéronormés, mais surtout, on comprend comment l'espace public constitue un lieu de reproduction d'un ordre social dans lequel les subversions engendrent des rappels à l'ordre sur la base d'agressions symboliques, verbales et physiques. Accéder à l'espace public implique dès lors de se soumettre aux injonctions dominantes, ou de subvertir et de résister à ces dernières afin de faire face à ces violences. La récurrence des agressions (« tous les jours ») plus ou moins fortes et leur banalisation sont relevées, tout comme les sentiments de colère, d'injustice et de révolte. Quand les agressions ne vont pas « jusqu'à la haine », elles demeurent « dans le besoin de réaffirmer leur position de mâles dominants » (Arc-en-ciel).

Violences racistes

Outre le sexisme et la lesbophobie, les expériences de violences peuvent, on l'a vu, relever du racisme. Celui-ci se décline à travers différentes facettes, mais se cristallise, dans son articulation aux rapports de genre, autour du port du voile. Les femmes d'origine étrangère que nous avons interrogées sont relativement peu politisées et se font discrètes sur ce type d'expérience, tant elles valorisent le fait d'être en Suisse et ne veulent pas apparaître comme critiques. Il n'en reste pas moins, comme nous l'avons mentionné dans le chapitre précédent, qu'avoir le droit « à une place » et être légitime dans l'espace public est un enjeu très concret du quotidien pour les femmes qui ont eu un parcours migratoire. Si elles restent pudiques, elles mentionnent toutefois les multiples injonctions à la non-différence qui se manifestent par des remarques agressives, la dévalorisation, et des propos injurieux (Association 2), et qui ont également été relevées dans un rapport sur les enjeux du racisme en Suisse (Efionayi-Mäder, Ruedin, 2017). Il s'agit d'une forme de « racisation des rapports sociaux » (Réa, 1998), des formes d'injonctions qui favorisent le maintien de frontières sociales et nationales, entre nous (les Suisses) et les autres (les migrant.e.s), et qui là encore blessent et humilient.

« Ça touche quand même. Même si ce n'est pas directement. Par exemple, quand je parlais tout à l'heure que j'ai un beau-fils qui est Suisse, il n'est pas contre nous, mais quand je l'entends parler de certaines personnes. Ben déjà, les Noirs, pour eux, ils ne devraient pas exister... C'est blessant, la façon dont il parle. Je n'aime pas quand on parle des gens comme ça ou derrière le dos quand les gens ne sont pas là pour se défendre, ça je n'aime pas du tout. » (Association 2)

Si les processus de racisation et les agressions racistes touchent les femmes qui ont un parcours migratoire en général, le port du voile apparaît comme un symbole qui favorise des agressions. Ainsi de cette femme à qui une personne âgée qu'elle ne connaissait pas a arraché son foulard, citée plus haut (Association 2). Plusieurs expériences de rejet liées au port du foulard se sont déroulées dans les espaces d'usage quotidien, tels les supermarchés. Elles se traduisent par le mépris d'un employé qui refuse de répondre à une question et fait savoir à notre interlocutrice qu'il ne souhaite pas lui parler, en lui faisant signe de circuler (Association 3). Ces signes de rejet transparaissent également dans la discrimination et l'humiliation subie par une autre participante à la caisse, suspectée à tort d'avoir volé. Ces brimades peuvent également se dérouler dans les transports publics comme l'explique une autre participante dont les propos sont traduits en français :

« Il lui est arrivé plusieurs fois, dans le bus, quand elle veut s'asseoir à côté de quelqu'un, surtout les femmes, elles mettent leur sac dans la place à côté pour

qu'elle ne puisse pas s'asseoir. Ce scénario s'est répété plusieurs fois [elle porte le voile].» (Association 3)

Tout se passe comme si les femmes portant le foulard se devaient d'être invisibles (Karimi, 2018); une injonction à la non-différence qui se retrouve également dans l'injonction à consommer de l'alcool, même quand il est de notoriété publique «*que tu ne bois pas*» (Association 2).

Dans les focus groupes de femmes ayant une trajectoire migratoire, et dont on a dit plus haut (chapitre 3) qu'elles étaient plus que d'autres cantonnées à un espace public de proximité domestique, «*entre la maison et le travail*» (Association 2), la continuité entre l'espace professionnel et l'espace public a été particulièrement mise en évidence. C'est au travail qu'elles ont subi de nombreuses humiliations qui les renvoient non seulement à leur statut d'autres non désirables, mais également à leur prétendue infériorité.

« Une fois, j'étais dans un couloir, il y avait une banque [elle faisait le ménage dans une banque], je tentais de nettoyer le couloir et puis il y a quelqu'un qui avait fait ses besoins [dans le couloir]. Ça m'a dégoûtée. Il y a des personnes qui venaient à la banque privée, c'était des hommes [deux banquiers]. Il y a la dame [qui les accompagne et qui dit]: 'Oh c'est quoi ça, après c'est qui qui doit nettoyer ça ?' Le monsieur, il a dit: 'La négresse'. » (Association 2)

« J'ai eu des problèmes. Des fois, ils vous touchent, des fois ils essaient, mais je dis gentiment que c'est tout [sous-entendu d'arrêter]. J'ai un peu peur de parler très fort. » (Association 2)

Comme pour le sexisme et la lesbophobie, les injures, les humiliations et les agressions racistes traversent tous les espaces sociaux. Ils contribuent à renforcer le sentiment d'illégitimité, ou en tous les cas, la nécessité, comme on a pu l'observer de la part de plusieurs de nos interlocutrices, de se faire discrètes, de ne pas « faire d'histoires », de « laisser » (Association 2). Les travailleuses domestiques que nous avons rencontrées n'ont, pour leur part, pas mentionné d'expérience d'injures ou d'agressions physiques au travail, mais il ne fait aucun doute que bien que le travail domestique soit réglementé, elles ont intégré leur statut de subalternes par la violence de certains rapports de travail caractérisés par un devoir de flexibilité, d'adaptation et de déférence constante. La précarité de leur statut légal, le fait de travailler au domicile de leur employeur ou employeuse en font un public particulièrement fragile et vulnérable aux maltraitements.

« Le problème à chaque fois, c'est lorsque les enfants sont grands, la famille n'a plus besoin de toi. [...] Parfois la famille nous aide à trouver un nouvel employeur. Mais des fois, la famille nous jette sans nous aider à trouver une autre famille. » (Travailleuses domestiques)

Des corps déssexualisés

Contrairement à ce qui précède, les femmes qui ont des enfants en bas âge et les femmes plus âgées parlent davantage de ce type d'expériences agressives au passé. L'âge, on l'a vu au chapitre précédent, tout comme la maternité, peut se comprendre en termes de transformation. Les corps des femmes passent de l'hypersexualisation à l'hyposexualisa-

tion. En tant que femme âgée, le type d'agression redoutée relève davantage du vol que du sexisme. Elles relatent des expériences «*quand [elles] étaient jeunes*», comme si cela n'était plus une réalité quotidienne, reflétant la façon dont la jeunesse est associée à la disponibilité dans l'espace public. Dans la même veine, pour celles qui sortent avec leurs enfants, les interpellations non désirées semblent moins fréquentes: «*On ne va pas s'embêter avec une maman qui s'occupe déjà d'un, deux, trois enfants*» (Enfants). Les corps (encombrés) des mères ne sont pas perçus comme disponibles, ce d'autant plus qu'ils sont occupés par des activités liées à la division du travail – en ce sens, ils ne transgressent pas l'ordre de genre:

« Il y a vraiment cette différence entre jour et nuit en fait dans les lieux publics... Mais parce que, aussi, la journée, je suis avec mes enfants [rires] et puis la nuit je suis, je suis toute seule... À la limite, s'il y a mes enfants, je m'occupe de mes enfants et puis je les protège eux, moi je passe après. » (Enfants)

Le fait d'apparaître comme une mère s'occupant de ses enfants engage à un changement de perception des femmes elles-mêmes et de leur pratique. Elles disent davantage «*s'arrêter*» et «*se poser*» dans l'espace public (Enfants), il ne s'agit plus uniquement de le traverser, mais de l'investir (chapitre 4).

En résumé, les rappels à l'ordre sexué touchent différemment les femmes en fonction de leurs trajectoires et de la façon dont leur pratique, leur visibilité viennent mettre à mal ou au contraire se conforment aux normes de genre, d'appartenance ethno-raciale et de classe qui structurent les espaces publics. Ces rappels à l'ordre sexué s'insèrent dans un spectre (Dayer, 2017b) ou un continuum des violences (Kelly, 1987), dont les formes et les degrés (psychologiques, verbales, physiques, sexuelles, etc.) sont plus ou moins perceptibles et marquent plus ou moins directement les corps, la santé ainsi que le rapport à soi et à autrui. Ces rappels à l'ordre sont d'autant plus efficaces qu'expérimenter ces brimades et ces intrusions est récurrent, et renvoie à des menaces considérées comme très graves:

« C'est toujours constant dans ma tête qu'en fait, une agression physique ou sexuelle peut arriver. » (Expertes)

Lieux

S'il n'est pas possible et pertinent de définir des lieux plus dangereux que d'autres tant cette conception du danger est socialement située, certains lieux et espaces sont apparus comme étant potentiellement «*sous tension*», «*de danger*» ou «*interdits*». A ce titre, les transports publics (principalement les bus et les trams) ont été fréquemment mentionnés, mais également les parcs et les lieux de sorties.

Les transports publics

En tant que mode de déplacement essentiel, jugé très utile (chapitre 4) et dont les femmes soulignent l'importance pour rentrer tard le soir (Enfants, Jeunes, Centre), les transports publics sont également perçus comme un espace clos, où se déroulent de nombreuses interactions «*déplaisantes*» (Centre) et ce pour la plupart des femmes. On se sou-

vient de cette femme portant le foulard que certain.e.s passager.e.s n'ont pas laissé s'asseoir (Association 3). Dans la même veine, une femme dans la force de l'âge dénonce ce qu'on appelle désormais le *manspreading*, le fait de prendre plus de place que nécessaire en écartant ses jambes, souvent adopté par des hommes :

« Il m'est arrivé quelque chose dans le bus récemment. Je suis montée dans le 5, je voulais m'asseoir, c'était une place devant. Le type, il avait les jambes ouvertes. Je lui dis : 'Svp monsieur, est-ce que vous pouvez... pour que je puisse m'asseoir ? 'Allez-vous asseoir ailleurs'. Je lui dis : 'Non monsieur, je ne fais pas ça, c'est une place, c'est un transport public donc c'est ma place. Poussez votre jambe parce que vous m'agressez'. Après, il a mis des écouteurs, il s'est tourné et il m'a dit : 'Salope'. » (Association 3)

Les agressions et les attouchements sont également monnaie courante, principalement pour les plus jeunes. Ils prennent différentes formes, telles que la main sur la cuisse dans le bus ou du « pelotage » en descendant du tram (Association 3). Les participantes relèvent que de telles situations peuvent se dérouler en plein jour (quel que soit le taux d'occupation) et qu'elles sont encore plus fréquentes le soir et la nuit.

« En général, dans le TPG, enfin le soir, c'est vraiment, je trouve ça horrible, parce qu'il y a beaucoup de commentaires, beaucoup de remarques, de regards ou des gens qui vont s'approcher. » (Centre)

« Les jeunes filles quand même m'ont témoigné de situations désagréables dans les bus. Quelqu'un qui veut mettre la main sur la cuisse. Elles sont assises et puis d'un coup, paf ! Une main sur la cuisse. » (Expertes)

Espaces confinés, où il arrive fréquemment d'être « collé.e.s » (Jeunes), les transports publics apparaissent comme un lieu qui favorise les agressions sexuelles et où les femmes, notamment les plus jeunes, doivent se prémunir d'agressions potentielles.

La route

Comme l'a également souligné l'enquête récente menée à Bordeaux (Raibaud, 2020), si le vélo ou le scooter sont souvent présentés comme un « un outil d'évitement », « une bonne manière de conjuguer à la fois la rapidité du déplacement et sécurité » (Expertes) (chapitre 4), malgré la sécurité routière, les femmes qui l'utilisent déclarent être régulièrement confrontées à des injures ou des klaxons.

« Je l'ai vécu aussi en conduisant... Que ce soit en voiture ou en scooter. Si on ne peut pas m'identifier en tant que femme, je ne me fais pas emmerder. Si on voit que j'ai les cheveux détachés, je vais me faire klaxonner. C'est insupportable. Et ça va aller justement avec cette gradation. Si je me permets de répondre en tant que femme, parce que je suis en scooter ou parce que je vais être sur une moto, on va dire que je suis une grosse gouine. » (Arc-en-ciel)

Certaines femmes, notamment les plus jeunes, racontent également qu'elles ont été fréquemment suivies par des hommes en voiture, expériences qu'elles qualifient de « flippances ».

Les lieux de sortie

Comme on l'a déjà mentionné, les lieux de sorties, les lieux festifs sont des lieux ambivalents, dans la mesure où les femmes qui en profitent peuvent apparaître à tort comme disponibles aux yeux de certains. Ainsi des femmes qui disent être importunées alors qu'elles ont envie de danser seules (Expertes) (chapitre 4). Elles sont plusieurs à s'accorder sur le fait qu'elles doivent régulièrement repousser des hommes qui se permettent de les aborder ou de les toucher.

« [En racontant une soirée] Il est monté, après il est revenu vers moi alors que je viens de l'envoyer péter, mais genre il était vexé et tout. Il est revenu vers moi parce que ce non, venant d'une femme, ça ne marche pas ça. Donc, il est revenu vers moi et j'étais là, je le pousse aux épaules, j'ai dit : 'Mais tu me fous la paix'. Il est parti après je l'ai plus revu, puis c'était un petit espace. Et du coup, je pense qu'il avait dû encore emmerder quelqu'un d'autre et ils l'avaient foutu dehors... C'est des événements qui m'arrivent. Donc peut-être un [homme] par soirée ou un toutes les deux soirées. Et c'est fatigant. C'est chiant. Et moi, je ne vais pas dans les fêtes hétéros, comme ça. Des fois, mais des trucs de festival, machin, mais je n'aime pas tellement parce qu'il y a un taux de gros lourds au centimètre carré qui est... » (Expertes)

Les espaces bondés sont propices aux « mains aux fesses » ou « entre les jambes » (Périphérie, Jeunes, Arc-en-ciel). Ces expériences récurrentes engagent souvent les femmes à une sorte de repli, de renoncement. Ainsi de femmes plus âgées qui disent qu'elles « adorent danser », mais qu'elles le font peu (Centre, Expertes).

Les parcs

Si les endroits clos favorisent les intrusions et les attouchements non consentis et leur récurrence, les grands espaces ne sont pas exempts de violences. Comme on l'a vu, les parcs sont apparus à de nombreuses reprises dans les discussions. Espace de détente la journée ou lieu d'angoisse la nuit, ils sont perçus de manière extrêmement ambivalente et cristallisent certaines angoisses. Ils sont régulièrement mentionnés lorsqu'il s'agit d'explicitement quels sont les lieux qu'on évite, le soir ou la nuit, et présentés comme des espaces où une femme seule ne peut se rendre la nuit (chapitre 3). Au contraire, ils sont appréciés dans la journée, parce qu'on peut y prendre le soleil, pique-niquer ou flâner un moment (chapitre 4). Mais cette distinction entre temporalités plus ou moins sécurisées n'en est pas pour autant en adéquation avec les violences effectives. Les parcs peuvent être la scène d'agressions en plein jour malgré le monde dans les alentours, comme le raconte une interlocutrice qui a été agressée par plusieurs jeunes hommes :

« C'était un dimanche [au sujet d'une agression à vélo]. Le bois de la Bâtie était plein de monde. Vous savez qu'il y a les familles qui viennent, etc. Puis moi je faisais le tour, autour du cimetière qui joint les animaux, le parc. Il n'y avait personne à cet endroit-là. Mais autour de moi, il y avait plein de monde. » (Association 1)

Se défendre

Ces nombreuses brimades, intrusions et agressions ne laissent bien sûr pas les femmes indifférentes et elles sont nombreuses à réagir. Différentes manières de se défendre sur le moment ont été mises en évidence par les participantes. Pour autant, à la question de savoir si elles se sentent capables de se défendre, rares sont les femmes qui ont répondu par la positive. Il s'avère toutefois que c'est l'idée de donner des coups, de frapper qui semble difficile, pas celle de réagir verbalement. Cela dépend des circonstances, c'est-à-dire du fait d'être seule ou non, ou du sexe de l'agresseur.

Tensions entre réagir et ne pas réagir

Les réactions des femmes face aux violences et aux agressions peuvent être très différentes selon le type d'agression et surtout le contexte de celle-ci. Une tension est saillante entre l'envie de réagir et les risques potentiels que cela fait encourir. Cela pose la question des conditions nécessaires pour se défendre, qui sont elles aussi dépendantes des rapports de pouvoir et des ressources dont disposent les femmes (Dorlin, 2017).

« J'ai une peur panique de la violence. Donc je dirais qu'il y a des cas où oui, potentiellement, je saurais me défendre ou je saurais signifier que je ne suis pas d'accord avec ce que je vois. Et il y a des fois où je ne saurais pas le faire. » (Centre)

En fonction du contexte, les réactions peuvent totalement varier. Certaines femmes ignorent et font semblant de ne rien avoir entendu s'il s'agit de remarques désobligeantes ou d'interpellations, quand d'autres parviennent à faire montre de leur désapprobation verbalement, voire dans de rares cas de se défendre physiquement (Association 2). Selon les cas, menacer d'appeler la police (Association 1) ou crier peut permettre de faire cesser l'agression (Association 2). De nombreuses participantes s'accordent toutefois pour dire qu'elles peinent à réagir, trouver les mots justes et qu'elles sont le plus souvent « tétanisées » :

« [En parlant de mains baladeuses dans les transports publics] Sur le coup, rien. Je ne savais pas quoi dire. C'était déjà il y a 5 ans. Moi, je n'ai pas la capacité aujourd'hui de... je n'ai pas la force de dire quelque chose si quelqu'un fait quelque chose. Je ne vais rien dire et puis après je vais être... trembler sur le quai, mais... » (Centre)

« Elle n'a pas su gérer, répondre. Elle n'a rien fait. » (Association 3)

La capacité de se défendre renvoie le plus souvent à des réactions verbales. Dans de telles circonstances, le fait de ne pas maîtriser la langue peut constituer un véritable obstacle et contraindre les femmes à éviter de réagir (Association 2). Cela dit, même en maîtrisant la langue, réagir à chaud n'est pas évident et apprendre à « dire non » relève d'un apprentissage de longue haleine (Association 2). En témoigne cette femme qui semble encore étonnée d'avoir su se défendre et exprimer sa désapprobation.

« Et là, vraiment si quelqu'un me touche, oui... [je vais me défendre]. Oui, ça m'est arrivé, il n'y a pas longtemps, c'est vrai que j'ai dit : 'Ne me touchez pas ! ' Je vous jure, ça m'est arrivé. » (Association 1)

Le fait d'être seule constitue aussi un terme de l'équation. Il est en effet plus difficile de se trouver en position de force si on n'est pas accompagnée. Les réactions varient également en fonction du type de personne qui agresse. Plusieurs participantes affirment qu'elles n'aiment pas la violence, qu'elles osent toutefois se défendre face à une femme, mais qu'en face d'un homme, elles « reculent » (Association 3). Ainsi, comme on l'a mentionné au chapitre 3, les hommes, en particulier s'ils sont en groupe, alcoolisés ou drogués, sont perçus comme plus dangereux que les femmes – quand bien même certaines interlocutrices mentionnent avoir été agressées ou insultées par des femmes (Association 2). Les participantes ajoutent qu'elles ont tendance à ne pas réagir face aux agressions s'il s'agit d'une femme âgée ou en situation de handicap. D'autres précisent qu'elles ne vont pas être agressives envers une autre femme, car « elle en subit déjà assez » (Arc-en-ciel).

Les femmes qui sont arrivées plus ou moins récemment en Suisse semblent toutefois moins promptes à se défendre, elles disent préférer ne pas réagir, « laisser » (Association 2), de peur sans doute que cela puisse se retourner contre elles, ou parce qu'elles ont déjà un fort sentiment d'illégitimité, constamment maintenu par ce type de rappel à l'ordre.

Les différentes modalités de défense varient ainsi en fonction de la configuration de la situation et des rapports de pouvoir qui la sous-tendent. Il n'en reste pas moins que réagir implique parfois d'en subir des conséquences – comme en témoigne la violente agression d'août 2018 en vieille ville de Genève, qui a été évoquée à plusieurs reprises par nos interlocutrices (chapitre 8). Dans un registre moins violent, plusieurs témoignages s'accordent pour dire qu'il n'est pas rare qu'affirmer son désintérêt ou son refus entraîne régulièrement des injures (Arc-en-ciel, Expertes).

Agir en tant que témoin

Dans les fréquentes expériences de harcèlement qui ont été racontées par certaines jeunes filles, ce qui les choquait, au-delà des faits, c'était l'absence de réaction des personnes autour d'elles : « personne n'a bougé » (Adolescentes), « on n'a rien fait », « les gens n'ont pas réagi » et un sentiment d'incompréhension de la part de celles qui ont subi ce type de violence. Mais on perçoit également un sentiment d'impuissance, un malaise exprimé par ces nombreuses femmes qui expliquent avoir vu des scènes de violence et n'avoir pas pu réagir, avoir eu peur, parfois parce qu'elles étaient en présence de leur(s) enfant(s), parfois pour d'autres raisons.

Et puis, il y a ces femmes qui osent et qui ne savent toujours pas expliquer aujourd'hui comment elles ont eu le courage de s'interposer entre deux hommes (Aînées), de défendre une jeune fille terrorisée qui se faisait « inquiéter » (Centre), comment elles sont parvenues avec force à stopper une situation de violence. Ces femmes ont été capables de réagir. Elles ont ressenti un sentiment de responsabilité collective, un devoir d'intervenir parce qu'elles étaient là, présentes dans l'espace public et qu'elles avaient vu ce qui était en train de se passer sous leurs yeux.

« Une fois, dans le tram, j'ai vu une jeune fille qui se faisait justement inquiéter, oui inquiéter par quelqu'un. On le voyait qu'elle était terrorisée. Et puis, je ne sais plus ce que j'ai dit, mais j'étais un peu en colère. Donc je me souviens plus très bien, mais ça a marché. [...] Je n'étais pas en train de me dire que quelqu'un d'autre allait agir.

C'est moi qui devais agir, mais le fait qu'il y ait du monde me rassurait. Si j'avais été peut-être seule avec cet homme, peut-être que j'aurais eu plus peur, ou j'aurais pris la fille par la main et on serait allées vers le chauffeur... Le fait qu'il y ait du monde, parce que je me dis toujours, s'il y a du monde, dans le lot, même si je me prends un pain, j'espère que quelqu'un va réagir.» (Centre)

«Après, j'en ai pris un à part, j'ai essayé de discuter avec lui, mais je ne voulais quand même pas me mettre entre eux, parce que je me serais pris des coups. Mais j'ai réussi à en prendre un à part, voilà. Alors, là, il me faut bien deux jours pour m'en remettre des choses comme ça. Après, je me suis rendu compte que ça m'a demandé beaucoup d'énergie d'avoir assisté à ça. Je ne sais pas si je le referais [rires].» (Aînées)

Réagir, être soi-même partie prenante représente un coût émotionnel, qui est parfois trop lourd à porter, mais qui laisse toutefois un sentiment positif. Dans le cas présent, ces femmes expriment leur fierté de ne pas être restées sans rien faire, comme une manière de s'affirmer et de prendre place.

Incidences sur les pratiques

La récurrence des intrusions et des brimades, tout comme le risque de violences physiques et sexuelles a bien évidemment des conséquences en termes de légitimité, d'appropriation et de déplacements dans les espaces publics. Nombreuses sont les femmes qui disent renoncer à retourner dans certains lieux ou à ne plus sortir de chez elles. La perte de confiance en soi constitue une autre répercussion :

«J'ai peur c'est d'être emmerdée, parce que quand même vu... ça m'est arrivé beaucoup quand j'étais jeune : 'T'es belle...' Tous ces genres de trucs-là, qu'on connaît toutes et ça blesse quand même. Je sais que ça atteint ma confiance en moi. Ça a fait que des fois, je suis moins sûre de moi, que ce soit tout ce qui se passe dans la rue, mais aussi tout ce qui se passe après au quotidien avec plein de personnes où on n'est pas écoutée en tant que femme.» (Expertes)

D'autres participantes soulignent que cela les a engagées à changer d'apparence, notamment en termes d'habillement, un élément qui ressort de façon récurrente lors des échanges :

«Je me suis fait agresser une fois... mais dans un chemin que j'avais pris des centaines de fois et en tout cas, j'étais très sûre. Et j'avais une grosse doudoune et des jeans et des baskets. Mais j'ai eu le réflexe après, pendant une année, je n'ai plus porté de jupes, puisque j'ai fait ce lien, alors que ça n'avait pas vraiment de rapport quoi.» (Jeunes)

La transformation de l'expression de genre est particulièrement marquée par rapport aux violences misogynes et lesbophobes, comme indiqué plus haut. Certaines femmes disent s'être fait couper les cheveux, les attacher, ou au contraire les laisser pousser pour paraître plus «féminine». D'autres affirment avoir changé de vêtements, faire systématiquement attention aux chaussures qu'elles portent. Mais c'est avant tout les formes d'évitement qui

prédominent. Nombreuses sont les femmes qui affirment avoir changé leurs habitudes, «leurs parcours» (Association 1), ou faire des détours, quand d'autres ayant intériorisé ces tensions, affirment ne pas «aimer vraiment sortir» (Arc-en-ciel).

«L'autre jour, j'ai été agressée. Alors à partir de là, je sais que le soir quand je rentre, déjà y a l'ascenseur [de Saint-Jean]. Je ne sais pas si vous connaissez, moi, je suis à vélo, donc c'est bon. Donc l'ascenseur à partir de cette année heureusement, ça ferme à 10 heures. C'est-à-dire que les soirées souvent sont conditionnées par à quelle heure je vais rentrer parce qu'il y a l'ascenseur pour monter et pour m'éviter de faire la montée déjà à vélo. Celle-là, je n'ai pas peur, mais des fois c'est un peu lourd et je n'ai pas très envie. Et si on veut passer à l'intérieur, il n'y a pas beaucoup de lumière et alors là, c'est là que j'étais agressée, donc du coup, je fais le tour un peu, par ailleurs je fais plein d'autres détours comme ça.» (Centre)

Les expériences de violence ont donc un impact non seulement sur les pratiques liées à l'espace public, mais aussi sur la posture et l'apparence. Les femmes sont nombreuses à dire que cela les blesse, les humilie, les atteint dans leur confiance en soi et les rend moins sûres d'elles. Néanmoins, elles ne se laissent pas faire, elles ne renoncent pas pour autant à leur présence dans les espaces publics, et développent des stratégies, des savoir-faire afin de pouvoir sortir, profiter des bienfaits des espaces publics et être autonomes.

7. Les stratégies des femmes dans l'espace public

Ces tensions présentes dans l'espace public, ces expériences de violence vécues par de nombreuses femmes, cette intériorisation de la différenciation sociale entre les sexes viennent alimenter, chez plusieurs femmes, le sentiment d'insécurité et de peur dans l'espace public, notamment la nuit. Dans un espace perçu comme essentiellement masculin et « menaçant », quels comportements, quelles tactiques ces femmes mettent-elles en place pour réduire leur sentiment d'insécurité et faciliter leur accès à l'espace public ? Quels impacts ces stratégies vont-elles avoir sur leurs déplacements, sur leur mobilité, sur les pratiques et usages de la ville ? Quels savoir-faire en découlent ?

Toutes ces femmes ne disposent pas des mêmes ressources pour parvenir à composer avec le sentiment d'insécurité et la peur de l'agression. Et les stratégies qui seront privilégiées par les unes et les autres pour gérer cette « peur sexuée » (Lieber, 2008) auront un impact différent sur leur liberté de mouvement dans la ville, sur leurs pratiques et usages de l'espace public. Si certaines participantes ont conscience de l'efficacité toute relative de ces stratégies, celles-ci leur permettent cependant de continuer à investir l'espace public, de sortir de chez elles, d'oser affronter les risques et dangers potentiels, d'être autonomes. Car les témoignages de nombreuses participantes révèlent en effet que ce sentiment de peur n'entrave pas dans toutes les circonstances la mobilité dans l'espace public, mais qu'elles doivent cependant toujours composer avec ce sentiment.

Il n'en reste pas moins que ces stratégies constituent également pour un grand nombre de femmes une forme de restriction de leur droit au libre accès, en toute sécurité, à l'espace public (Bogaert, 2018). Ces différentes formes de stratégies (protection, défense, évitement, etc.) semblent être un prix à payer pour « garder leur liberté », pour rester « autonome », « continuer à sortir seule ».

Stratégies et prévalence

Certains travaux reviennent sur le décalage qui semble exister entre le sentiment d'insécurité très présent chez les femmes et les statistiques provenant d'enquêtes de victimation, liées aux agressions vécues par les femmes et les hommes. De ces enquêtes, il ressort, en effet, que le sentiment d'insécurité est plus grand chez les femmes alors que ce sont les hommes qui sont les plus exposés aux agressions physiques dans l'espace public (Lieber, 2008 ; Gilow, 2015).

Cette situation a priori paradoxale est particulièrement bien expliquée dans nos focus groupes, en particulier chez les jeunes filles, qui semblent confrontées, comme nous l'avons constaté, à des agressions plus fréquentes dans l'espace public (chapitre 5). Elles reviennent notamment sur la nécessité de distinguer les formes de violence et nuancent également les chiffres relatifs aux agressions dans l'espace public. Comme l'explique cette jeune participante, dans la mesure où « dès que l'on parle des insultes, des agressions sexuelles, etc. là, tout à coup, c'est davantage les femmes que l'on retrouve, ça ressort peu dans les statis-

tiques» (Jeunes). Par ailleurs, ces jeunes filles rappellent qu'il leur arrive souvent de ne pas porter plainte tant ces situations, ces «*petites agressions*» sont fréquentes et récurrentes dans leur quotidien.

Enfin, dans leurs propos, ce sont principalement des stratégies d'évitement qui sont mises en place, par exemple le renoncement à des sorties, l'arrêt de certaines activités en fin de journée, dans certains endroits... qui contribuent à réduire les statistiques liées aux violences faites aux femmes dans l'espace public.

«*C'est peut-être grâce à notre technique d'évitement. Enfin, je ne sais pas, mais peut-être que si on ne faisait pas toutes ces techniques d'évitement, les statistiques changeraient. [...] Parce qu'effectivement, vu qu'on rase les murs et qu'on fait tout pour pas se faire agresser, on se fait moins agresser, heureusement !*» (Jeunes)

Vigilance et anticipation comme charge mentale

Les participantes ont été interrogées sur les comportements, les attitudes qu'elles adoptent dans l'espace public pour composer avec «*ce sentiment d'insécurité*» dont elles parlent fréquemment, qu'il s'agisse d'un ressenti lié à des situations anxiogènes ou d'expériences vécues dans l'espace public. Toutes les femmes, sans exception, mettent en place des stratégies de protection, de défense, conscientes ou inconscientes, qui sont autant de moyens de pouvoir continuer à accéder à l'espace public, de préserver «*leur liberté individuelle*» (Expertes) (Gordon, Riger, 1989).

On perçoit, derrière les termes employés par certaines femmes, qu'une partie de ces stratégies sont intégrées, comme des «*réflexes de protection*» acquis à travers notamment la socialisation, l'éducation.

«*Je me force pour sortir, mais c'est vrai que je remarque, peut-être je vieillis aussi, j'ai de plus en plus peur. [...] Alors, on n'a pas peur, mais on fait attention. On a des gestes [les autres femmes valident]. Ces réflexes de protection, ils nous protègent. On a toutes un système dans la tête, surtout par exemple si on est harcelée dans la rue. On a développé tout un système de défense.*» (Association 3)

«*Donc je monte dans le bus déjà, je suis prête. Non, mais c'est vrai que ça m'inquiète. Moi, je pense que même si on n'y pense pas, il y a quand même un substrat qui fait qu'on y pense [sous-entendu aux risques d'agression].*» (Centre)

Intériorisation des normes de genre et vulnérabilité des femmes

Le sentiment d'insécurité présent chez un grand nombre de femmes peut être lié à des expériences concrètes de violence dont elles ont fait l'objet, mais également à l'intériorisation d'un certain nombre de normes de genre et à la notion de vulnérabilité des femmes (chapitre 8). Parce qu'elles sont «*des filles*», parce qu'elles ont été «*éduquées*» dans ce sens, elles ont «*intégré*» (Arc-en-ciel) l'idée qu'en tant que femmes, elles sont plus vulnérables et le risque est plus grand pour elles que pour les garçons de se faire agresser sexuellement.

«*C'est la vie en fait. S'il y a quelqu'un qui dit autre chose, c'est exagéré, ce n'est pas la vie. La vie c'est que la femme, physiquement, elle est moins forte que l'homme.*» (Association 3)

L'intériorisation de ces normes de genre est également mise en évidence par certaines interlocutrices qui comprennent que l'absence d'épisodes de violence dans l'espace public est aussi le résultat des transformations de leur corps (Arc-en-ciel), de leurs pratiques spécifiques (Expertes), du fait qu'elles ne sortent que peu la nuit (Association 2).

«*Parce que c'est vrai. Il y a beaucoup de femmes qui disent : 'Moi, je ne sors pas beaucoup', etc., mais c'est probablement aussi simplement parce qu'on a intériorisé, je ne sais pas, qu'est-ce que cela [implique de sortir] [fait référence aux risques].*» (Centre)

En effet, certaines femmes disent ne jamais avoir vécu d'épisode de violence, «*ne pas avoir peur*» (Association 3), vivre dans un quartier «*sans problème*» (Association 1), ou encore «*être bien partout*» (Centre, Expertes). L'analyse du discours de ces femmes «*préservées*» montre que, sans avoir conscience de mettre en place des stratégies d'évitement, elles prennent «*leurs précautions*» (Association 1), déclarent «*ne pas sortir seule*» (Arc-en-ciel, Centre) ou «*sortir pas super souvent en soirée*» (Expertes) ou «*plutôt en famille*» (Association 3, Expertes), voire pas du tout (Association 1). D'autres utilisent principalement la voiture comme moyen de transport (Aînées, Association 1), apprécient «*être dans une bulle*» quand elles se déplacent dans l'espace public. Avoir un animal de compagnie dans la rue apparaît également comme une stratégie impensée. Si certaines disent avoir remarqué un changement d'état d'esprit depuis qu'elles ne se déplacent plus seules, mais en compagnie de leur chien, d'autres disent simplement ne pas ressentir de problème.

«*Le chien, ça me calme aussi du coup à ce niveau-là. C'est vrai que, pour moi, ça a été un changement donc c'est vrai que c'est plus rassurant, surtout avec une bonne laisse dans la main. On a fait l'expérience, c'est vachement pratique quand il y a quelqu'un qui... qui nous suit.*» (Arc-en-ciel)

«*Moi, je dirais qu'à titre personnel, j'ai vraiment peu ressenti des tensions. Après, je ne me déplace pas très souvent la nuit, enfin seule. Je promène mon chien le soir. Ça, c'est encore autre chose. J'ai un gros chien, alors voilà.*» (Expertes)

Toutes ces pratiques sont en réalité des stratégies impensées, des précautions qui leur apparaissent comme évidentes et allant de soi. Toutes ces femmes adoptent des comportements spécifiques, font des choix qui limitent leur usage de l'espace public et réduisent fortement les risques de confrontation au danger et aux expériences de violence.

«*Je n'ai pas d'expérience de choses comme ça pour me défendre, parce que je ne sors pas. Je n'ai aucune peur, mais aussi j'ai pris toutes les précautions. C'est-à-dire je ne reste pas trop tard à marcher dans des endroits isolés.*» (Association 1)

Tous ces comportements soulignent bien un nombre de stratégies de protection, d'évitement mises en place par un certain nombre de femmes. Ces stratégies impensées pourraient se résumer par cette formule d'une jeune participante : «*Bien sûr, si on ne sort pas, on ne risque pas de se faire agresser, en tout cas dans l'espace public*» (Jeunes).

Anticiper et planifier

Ce qui frappe dans les propos que nous ont tenu nos interlocutrices, quel que soit leur profil sociologique, c'est qu'il n'y a pas ou peu de place pour la spontanéité, pour l'imprévu. Leurs comportements et leurs déplacements sont toujours soumis à cette nécessité « d'anticiper », de « prévoir », d'être en « état d'alerte » et de s'adapter en conséquence.

Cette forme de vigilance, cette anticipation est un état d'esprit permanent qui ne quitte presque jamais les femmes que nous avons rencontrées, dès lors qu'elles sortent de chez elles. Un état qui commence « au réveil » avec le choix « de ne pas mettre de jupe si je rentre après 20 heures » (Jeunes), avec des « scénarios en tête » (Enfants) pour savoir comment réagir en cas de situation imprévue, et se poursuit durant la journée en envisageant les déplacements à venir et en soirée, pour construire les stratégies de retour.

« Je me prépare le matin en me disant, mais s'il y a un scooter [je fais quoi], enfin c'est ma situation actuelle, mais s'il y a un gars encore qui me fait une queue de poisson, je vais lui dire ça et ça. Et puis en fait, je ne dis rien. Pourtant c'était un bon truc que nous donnait X. en disant 'on se prépare à avoir une bonne manière de répondre' et tout. [...] Oui, il faudrait être coaché un peu, et ne pas se liquéfier quand la situation se présente. » (Centre)

« Moi, je dirais plutôt, c'est plus en termes d'activités que le jour ou nuit parce que moi, la nuit, elle ne me fait pas forcément peur, mais je sais que si j'ai une longue journée de boulot et qu'on est en hiver et que je vais rentrer après 20 heures, le matin même, je ne vais pas mettre de jupe. » (Jeunes)

Selon les personnes interviewées, ce travail « d'anticipation » engage de faire un « calcul » pour chacun des déplacements effectués dans l'espace public. Ce calcul porte sur l'évaluation des « risques » encourus et des bénéfices à maintenir certaines activités, certains usages, à occuper certains espaces, en fonction du moment de la journée.

« L'idée est qu'il y a toujours un calcul derrière tes activités, sauf si c'est des activités plus ou moins normales, à midi à Plainpalais, là il y a peu de calcul. Mais dès que tu sors en fait de ce chemin traditionnel, il faut calculer. C'est un risque, un calcul des bénéfices, et comment tu vas adapter ton comportement, tes actions comme le fait de ne pas écouter de la musique, pour être plus alerte. Donc, il y a un calcul derrière, qu'on fait plus ou moins toujours, j'imagine. » (Jeunes)

Ce qui ressort de la mise en œuvre de toutes ces stratégies, c'est une charge mentale importante qui pèse sur les femmes pour accéder à l'espace public.

« C'est pour ça que j'ai dit que pour moi c'est stressant, parce que j'ai l'impression que je dois veiller, je dois faire attention, je dois regarder. Et je trouve que c'est fatigant, parce qu'on n'est jamais détendue, on n'est jamais... on ne peut pas rentrer dans le bus ou le tram et se dire : cool, super. C'est vraiment sans arrêt, je dois regarder qui est où, comment je vais m'asseoir, est-ce que je vais m'asseoir là ou pas. Est-ce que je vais peut-être changer de tram, est-ce que je vais sortir. » (Centre)

Cette anticipation, cette « veille sanitaire » pour reprendre l'expression d'une participante (Expertes) est un « outil primordial » pour faire face au caractère imprévisible des interactions, pour être en mesure de « réagir » sans être prise par surprise. Certaines femmes parviennent ainsi à élargir leur champ des possibles dans l'espace public et à « se sentir quand même bien partout » (Expertes).

Être sur ses gardes

On perçoit bien, dans les propos des participantes, toute l'importance de « faire attention » (Association 3), « d'être aux aguets » (Arc-en-ciel) quand elles sortent dans l'espace public, qu'elles perçoivent comme un territoire potentiellement hostile et menaçant. Cet état d'esprit, qualifié « d'état d'alerte », est, selon leurs propos, une manière d'être prête à réagir face à tout danger potentiel. Dans ce contexte, on comprend tout à fait qu'occuper l'espace public demande pour de nombreuses femmes un effort important. Certaines parlent même d'un « combat pour sortir » (Association 3), d'autres, on l'a vu, utilisent des termes martiaux et disent mettre « leur armure de guerrière » à partir du moment où elles sortent de chez elles (Arc-en-ciel).

Cet état de vigilance, qui se traduit notamment par une surveillance accrue de l'environnement immédiat, est présent dès lors que les femmes sortent de chez elles. Il sera cependant plus fort en soirée, comme nous le disent certaines participantes.

« Et euh... et, du coup, je suis tout de suite plus sur la défensive et je suis toujours aux aguets. Je vais toujours vérifier s'il y a des personnes qui nous suivent ou comme ça. Enfin c'est... c'est des réflexes que j'ai eus et que je garde, et du coup la nuit je n'aime vraiment pas sortir, sauf si on est les deux et qu'il n'y a personne dans la rue, c'est vraiment chouette, avec le petit chien, c'est cool, beaucoup plus calme [...]. Euh... le chien, ça me calme aussi du coup à ce niveau-là. » (Arc-en-ciel)

« C'est toujours être en vigilance. Le cerveau, il ne peut pas apprécier le moment présent et puis regarder juste ce qui se passe devant ou un petit peu sur les côtés, enfin voilà. C'est vraiment une vigilance de tout ce qui se passe autour. S'il y a quelqu'un qui accélère le pas derrière, donc au niveau de l'écoute, au niveau de la vue, enfin c'est... » (Expertes)

On retrouve cet état de vigilance à la fois chez des personnes qui ont connu des expériences de violence (et qui associent désormais certains lieux à un danger accru), mais également chez celles qui n'ont pas d'expérience de violence, mais ont cependant intégré les risques et les normes de genre liés à l'occupation de l'espace public. On perçoit bien, à travers l'extrait suivant, que la peur des violences présente chez de nombreuses femmes est avant tout une construction sociale qui se traduit dans une division sociale sexuée de l'espace public (Pain, 1997).

« Parce qu'on est des femmes, on est des filles. On est sujette presque de façon obligatoire, j'allais dire, à des formes d'agressions, concrètes ou pas [symboliques], qui sont là... Et donc on se protège autant que possible. » (Centre)

Quel que soit leur profil sociologique, cette nécessité de prendre des précautions, de « faire attention », d'adapter ses comportements lorsque l'on s'engage dans l'espace public, est

présentée comme un mode de prévention avec cette maxime formulée par une participante : « *mieux vaut prévenir que guérir* » (Enfants).

« *C'est surtout aussi pour les interactions masculines parce que moi, je prends assez souvent le tram. Et c'est vraiment, enfin j'ai eu plusieurs situations qui étaient un peu déplaisantes, on va dire. Et du coup, dès que je rentre dans l'espace public, j'ai l'impression des fois que je suis toujours hyper attentive et regarder, genre : est-ce qu'il y a un truc qui va se passer ? Est-ce que je dois m'éloigner ? Où je dois me mettre ? C'est vrai que c'est toujours un peu une hyper attention. Et c'est pour ça que je dis que c'est stressant, mais voilà...* » (Centre)

Si la peur de la violence masculine n'est pas toujours formulée comme telle, conscientisée, les échanges entre les participantes font cependant prendre conscience à certaines femmes que leurs pratiques, leurs usages de la ville sont conditionnés par cette peur.

Adapter son attitude, ne pas montrer d'ouverture

C'est principalement lors des déplacements en soirée, parce que le sentiment d'insécurité y est amplifié, que le positionnement des femmes dans l'espace public est utilisé comme une autre stratégie d'évitement. Ainsi, certaines femmes nous confient s'installer le plus loin possible des personnes « alcoolisées » quand elles prennent les transports en commun (Association 3), d'autres n'hésitent pas à « *changer de trottoir* » (Centre) lorsqu'elles ressentent un danger, d'autres encore choisissent de marcher aux côtés d'un groupe d'hommes afin de ne pas « avoir l'air seule ».

« *Quand je vois des hommes qui – après, c'est un point de vue pas objectif [sourire] –, mais qui n'ont pas l'air offensif, j'ai tendance, si c'est sur mon chemin du retour, à rester un peu derrière eux. Enfin, à “les suivre”, entre guillemets. S'ils vont dans la même direction que moi, parce que je me sens plus en sécurité d'avoir quelqu'un avec moi d'une certaine façon.* » (Périphérie)

« *Hier, j'étais à Nation. Je rentre chez moi, c'était 9 heures et demie et il y avait quelqu'un, enfin j'entends des bruits derrière les feuilles. Je me retourne c'était vraiment quelqu'un qui était à peine à 1 mètre de moi, et je ne l'avais pas vu. J'ai regardé et puis je commençais à marcher plus vite et puis lui aussi. Et puis après, j'ai changé de trottoir et puis voilà, ça s'est arrêté. Et voilà. Je ne peux pas dire que je marche tranquille, que je m'en fiche. Pas du tout, surtout la nuit.* » (Centre)

La posture, l'attitude, la démarche sont autant d'aspects qui feront l'objet d'un apprentissage, qui seront travaillés, modifiés chez de nombreuses femmes en fonction du lieu et du moment. Ces stratégies ont pour objectif de contribuer à augmenter leur sentiment de sécurité dans l'espace public, mais également, de façon symbolique, de transmettre un signal de « *fermeture* », d'« *indisponibilité* » aux autres.

Dans cette optique, elles sont nombreuses à « *tirer la gueule* » (Jeunes, Enfants, Arc-en-ciel), être « *sur la défensive* » (Arc-en-ciel). Certaines femmes ajoutent qu'elles s'interdisent souvent de sourire quand elles sont en ville (Jeunes), qu'elles montrent à travers leur regard qu'elles ne sont pas « *disponibles* » (Arc-en-ciel), comme une forme « *d'avertissement* » (Jeunes) adressé aux hommes.

Dans ces circonstances, la barrière de la langue, qui par ailleurs constitue un handicap dans l'accès à l'espace public, peut être utilisée comme stratégie pour stopper toute tentative d'interaction.

« *Quand quelqu'un me dit 'excusez-moi, quelle heure ?' Je dis 'je ne sais pas l'heure'. Quand on me parle, je dis 'excuse, je ne comprends pas'. Je ne discute pas.* » (Association 1)

On perçoit également, chez certaines femmes, toute la difficulté et le paradoxe, dans les techniques qu'elles mettent en place, de devoir composer à la fois avec ce sentiment de peur et un sentiment de confiance qu'elles cherchent à montrer à travers leur posture et leur démarche. Il faut « *marcher tout droit* » (Jeunes), ne pas s'attarder (Association 1), ne pas avoir « *l'air perdue* », dégager une certaine confiance en soi, autant d'injonctions intégrées par de nombreuses femmes pour réduire les risques, réels ou perçus, d'agressions dans l'espace public.

« *Moi, j'ai appris aussi à... enfin, je fais très attention à comment je me tiens, à marcher... enfin à me tenir droite et à pas marcher trop vite et à donner l'impression que je sais ce que je fais quand je rentre le soir, soit à pied, soit en transport public.* » (Jeunes)

« *J'ai aussi l'impression, ce qui me protège ici à Genève, maintenant parce c'est que je fais comme X. a dit. Moi, je ne m'attarde pas, je n'ai pas l'impression d'être perdue quand je rentre tard le soir, je ne sors pas tard le soir. Je rentre facilement. Et j'y vais ! [...] Je ne m'attarde pas, je n'ai pas l'air perdue, je sais où je vais et j'y vais avec force ! [...] C'est souvent comme ça qu'on arrive à s'échapper ou, quand tu vois que la personne n'est pas sûre d'elle, elle est perdue, c'est là où ça fait des ennuis...* » (Association 1)

S'affirmer par le regard

Certaines femmes préfèrent casser certains codes. Cela passe notamment par « *apprendre à regarder droit dans les yeux* » (Arc-en-ciel). L'objectif de cette attitude, c'est de faire passer par le non verbal une série de messages de fermeture, par la posture et le regard, « *en pensant non et en donnant ce signe que c'est non* » (Centre), « *toiser* » l'homme du regard pour lui faire comprendre que « *l'on n'a pas peur* » (Arc-en-ciel), parvenir à leur dire juste avec le regard « *tu dégages sinon ça va mal se passer* » (Arc-en-ciel). Ces femmes parviennent à installer une certaine confusion dans les rapports de genre. En effet, elles décident de ne pas se conformer au comportement attendu de leur part, c'est-à-dire « *baisser le regard* » devant un homme.

« *Un autre des outils, mais ça je le fais seulement que quand j'ai vraiment l'énergie. C'est... en fait, tous ces regards, quand tu as le mec qui te regarde, mais comme un bout de viande ou je ne sais pas quoi, voilà, et qu'on baisse toujours les yeux,*

moi j'essaye vraiment d'apprendre à regarder. Et je regarde, mais de manière méga intense, jusqu'à ce que ce soit eux qui baissent les yeux. Mais ça je le fais voilà que de temps en temps. Et, par contre, c'est assez drôle de voir qu'en fait tout de suite ça les décontenance. Parce qu'ils ont pas du tout l'habitude.» (Arc-en-ciel)

Mais cette démonstration de force, même si elle est décrite par certaines femmes comme un des « *meilleurs outils* » de défense (Arc-en-ciel), nécessite de dépasser ses peurs, toujours présentes, et de mobiliser une « *énergie importante* », dans un contexte de tension dans l'espace public. Ce qui n'est pas toujours facile à gérer.

Adapter ses déplacements

Les témoignages des femmes concernant leurs déplacements mettent en évidence une modification de leurs usages et pratiques de l'espace public en raison de la peur et du sentiment d'insécurité, comme l'ont montré certaines études (Gilow, 2015). Ces restrictions spatiales et temporelles dans leurs pratiques et usages résultent en réalité de la peur d'une agression sexuelle, alimentée par les représentations sociales, mais aussi par une occupation essentiellement masculine des espaces publics (Arc-en-ciel, Enfants, Jeunes).

Stratégies d'évitement: lieux interdits, frontières invisibles

La dangerosité ressentie ou réelle de certains espaces est relevée dans de nombreux témoignages pour justifier les stratégies d'évitement mises en place par la plupart des femmes. Sans parvenir toujours à objectiver ce danger, elles parlent « *d'intuition* », de « *capacité à ressentir* » la présence du danger dans les espaces publics. La ville est alors présentée comme un territoire composé de frontières invisibles, de lieux « *interdits* », à ne pas traverser ou à contourner quand on est seule et/ou à des heures tardives.

« En tout cas je ne passe pas dans les parcs, je ne traverse pas un parc tard le soir. Ou même les rues à côté du parc [...] et aussi je choisis mes rues. Je ne passe plus dans des petites rues où il y a déjà un groupe de gens en nombre. Là, je passe dans la rue de la Servette par exemple. » (Association 1)

« Mais, la nuit, je ne marche pas, je ne suis pas sûre que je traverserais le quartier de l'Usine je pense. Enfin, ça dépend, si je suis seule, j'évite plutôt enfin certains endroits comme ça. » (Enfants)

Les propos des femmes concernant leurs déplacements dans la ville révèlent une modification de leur parcours habituel, en particulier la nuit, avec des petits « *détours* » lorsque le parcours initial est perçu comme dangereux. Les raisons qui reviennent le plus souvent sont le caractère isolé de certains lieux, l'absence de luminosité, la fréquentation physique de certains endroits par des personnes « *glauques* ». Au chemin le plus court pour arriver chez elles, elles préféreront le plus rassurant.

« A côté de notre maison, pour arriver de l'arrêt à la maison, il faut passer par deux places. Il y a la place où il faut vraiment faire le tour. Il y a un espace court pour aller

à la maison. Si c'est la nuit, je prends le grand tour. Parce que là-bas, le tour, il y a les arbres et tout ça, ce n'est pas confortable. Peut-être il n'y a pas de problème, mais ce n'est pas confortable. Donc je prends le grand tour pour aller à la maison, car il y a de la lumière. » (Association 3)

Toutes les femmes nous ont confié avoir déjà modifié leurs déplacements, adapté leurs trajectoires, souvent en soirée ou la nuit, pour réduire ce sentiment d'insécurité, que ce soit en évitant de prendre « *certaines ruelles sombres* » ou encore en privilégiant le tram plutôt que la marche lorsqu'il est tard (Association 3). En transports en commun, les parcours seront parfois modifiés et des correspondances inhabituelles en journée seront privilégiées en soirée pour davantage de sécurité.

« La nuit, je ne vais pas prendre le 15 parce que je dois après continuer à pied. Je prends le 15 et après je change à Plainpalais pour prendre 12. » (Association 3)

Le dénominateur commun entre ces témoignages, c'est l'importance de la lumière (Association 1, Arc-en-ciel, Aînées). L'éclairage contribue à réduire le sentiment d'insécurité, mais également, pour les personnes plus âgées ou malvoyantes, à éviter tout risque d'accident liés aux « *défectuosités du sol* ».

« Oui, je choisis mon parcours. C'est le principal, le parcours avec beaucoup de lumière, beaucoup de monde. » (Association 1)

« Je sors beaucoup, je sors beaucoup. Ouais cinéma, théâtre, concerts, rencontrer des ami.e.s. Je sors beaucoup, mais, en y réfléchissant... Depuis que je savais qu'il y aurait cette discussion... Je me suis dit 'mais moi je, je fais des itinéraires où il y a de la lumière'. Voilà. Alors, ce n'est pas seulement peur qu'un loup sorte du... d'un coin sombre [rires]: c'est aussi pour bien voir les défauts du sol, etc. Donc je, je fais mes... mes itinéraires en fonction de la lumière le soir. » (Aînée)

Cette planification de leurs déplacements souligne également, dans leurs représentations, que les femmes ont ainsi intériorisé les espaces, des lieux qui leur sont interdits et ceux où leur présence est plus légitime ou à tout le moins tolérée, en particulier en soirée.

Adapter ses moyens de transport

Le premier constat que nous pouvons faire à partir des témoignages des participantes, c'est que le moyen de transport le plus rassurant pour les sorties en soirée est la voiture ou le taxi (Jeunes). Espace fermé, « *sécurisé* », qui est comparé par une participante à une « *petite maison* », la voiture permet de traverser l'espace public en toute sécurité et même de s'y arrêter en ayant le sentiment d'être en sécurité, à l'abri de toute interaction indésirable.

« Parfois j'ai le blues, je prends ma voiture et je monte juste... il y a la Côte d'Or, il y a la route des vignes, puis on peut se garer en face du lac avec la lumière magnifique, le reflet du lac. Je reste dans ma voiture ou je chante [...] ou je pleure parfois et puis après je rentre chez moi. Pour ça, la voiture vraiment je sens que c'est ma petite maison là où je vais. » (Association 1)

L'utilisation de la voiture n'est cependant pas le moyen de transport qui sera privilégié par les femmes que nous avons interviewées, souvent, pour des raisons financières. La question financière est en effet relevée comme étant problématique par de nombreuses femmes, en particulier par le public jeune qui la présente comme une limite et une contrainte qui pèse lourdement sur leur liberté de sortie. En effet, le « *budget sécurité* » (Arc-en-ciel, Jeunes), pour reprendre le terme employé par certaines femmes pour se déplacer sans risque la nuit, doit également être pris en considération lorsqu'elles organisent leurs sorties. Ces femmes sont alors obligées de comptabiliser ce budget pour pouvoir rentrer en toute sécurité ou, si d'autres options moins coûteuses n'ont pas été trouvées (rentrer avec une amie, partager les frais du retour à plusieurs, etc.), renoncer à sortir.

Le vélo est un moyen de transport privilégié par certaines femmes, notamment celles qui travaillent dans le centre, généralement plus qualifiées, mais également par une population plus jeune. En leur permettant de retrouver une sécurité et une liberté dans l'espace public, le vélo, on l'a vu, est présenté par de nombreuses femmes comme leur « *carte vers l'extérieur* » (Jeunes). Moyen de déplacement rapide, il permet d'éviter « *les interactions* » (Arc-en-ciel), de traverser rapidement l'espace public sans « *s'attarder* », sans « *devoir attendre* » comme c'est parfois le cas avec les transports en commun (Centre). Comme nous le verrons ultérieurement, il peut devenir parfois un véritable instrument de défense.

« Ouais, si je sors le soir effectivement, je vais me sentir mieux avec un vélo parce que... ouais, parce que je ne dois pas attendre un transport ou s'il a plu... ouais. Après, je ne suis pas forcément une noctambule, donc je rentre rarement à 3, 4 heures du matin, donc ce n'est pas forcément [sous-entendu de la peur] oui, c'est plus le gain de temps en fait. Oui. » (Centre)

« Mais c'est vrai que c'est déjà une stratégie en fait le vélo, probablement. » (Jeunes)

La voiture et le vélo sont donc les modes de transport les plus sûrs pour se déplacer dans la ville « *au-delà d'une certaine heure* ». La différence entre les deux est liée à la dimension temporelle : si le déplacement à vélo est considéré comme sécurisant à toute heure (vis-vis des risques d'agression, mais pas nécessairement par rapport aux dangers sur la route), la voiture sera plutôt privilégiée en soirée (trafic et circulation difficile et dangereuse en journée).

Nous avons également constaté que la question de la proximité des moyens de transport fait l'objet d'une réflexion en amont lors du choix du lieu de résidence. Pour certaines femmes, la faible distance à parcourir, tout comme l'accès rapide à des transports en commun, leur permet de continuer à avoir certaines pratiques et usages de l'espace public en toute sécurité. Les sorties chez les jeunes seront également organisées et planifiées en fonction des horaires de trams, trains, principalement pour les personnes qui habitent en périphérie. Lorsque l'estimation du danger est jugée trop importante pour le trajet retour, certaines femmes privilégieront un retour au petit matin (Périphérie) ou accepteront, pour les plus jeunes, de loger chez une amie (Association 3, Périphérie).

« Si on est chez quelqu'un par exemple, qu'il est 2h30, 3h du matin, si la personne elle dit 'Ah, mais il y a plus de bus, tu ne veux pas rester?', en général, je le fais volontiers. Après, je ne vais jamais... Je n'aime pas trop déranger les gens et leur

demandeur de me raccompagner ou quoi. En général, je me dis bon... Donc soit, je prends mes responsabilités et je prends le dernier bus, soit j'assume après et... et je rentre, soit des gens vont dans la même direction pendant un petit moment et après on se sépare. Mais, en général, j'improvise un peu, ça vient un peu sur le coup aussi quoi. Quand c'est l'heure du dernier bus, je réfléchis est-ce que je suis prête à rentrer toute seule, est-ce que j'ai quelque part où dormir, sinon ben... je rentre, voilà. » (Périphérie)

« Mais c'est vrai que ça m'est arrivé justement de rater le dernier train, parce que je savais que ça allait être trop dangereux, et du coup, j'ai préféré faire la fête toute la nuit [rires]. » (Périphérie)

On l'a vu, la marche, qui est un mode de déplacement privilégié en journée par un grand nombre de femmes, est, au contraire, considérée comme risquée au-delà de certaines heures, dans certains endroits, en particulier si le retour doit s'effectuer seule ([chapitre 4](#)). Aller à pied conduira les femmes à adopter certains comportements de protection et à adapter leur cadence selon leur perception du danger et leur rapport à l'espace. L'espace public est, dans ces moments-là, résumé à un espace menaçant que les femmes doivent se dépêcher de traverser d'un point A à un point B sans regarder autour d'elles, en adoptant certaines postures qui sont comme des messages non verbaux adressés aux potentiels prédateurs.

Agir sur le corps

Dans les stratégies mises en œuvre par les femmes, il y a également celles qui ont trait à l'apparence. L'apparence est un élément important qui revient très souvent dans les témoignages. Nombreuses nous confient avoir modifié leur apparence avec comme objectif de passer inaperçues dans l'espace public, de ne pas être visibles afin de traverser les espaces en toute tranquillité. Elles disent toutes faire attention à leur tenue vestimentaire en fonction de leurs activités, des moments de la journée, des lieux qu'elles doivent fréquenter, des horaires de retour.

Défémiser / féminiser

Ce travail sur le corps ne sera pas le même selon le profil des femmes. Il s'agira pour les femmes de « *défémiser* » leur corps (Expertes) en travaillant sur l'image qu'elles renvoient en tant que femme, c'est-à-dire en « *enlevant des attributs féminins* », en atténuant « *ce qui peut mettre en valeur le corps* », en d'autres mots, en dissimulant leur identité de femme.

« Je sais aussi que je me suis un peu défémisée, enfin enlevé des attributs féminins où j'aimerais parfois être plus féminine, mais j'ai compris très tôt que ça allait être dangereux pour moi. Et du coup, tout ce qui est un peu de se mettre en valeur le corps et tout ça, je l'ai banni pour être tranquille en fait quoi. » (Expertes)

Pour les femmes lesbiennes, il s'agira à l'inverse de se conformer « à une vision très hétéro-normée de la femme » (Arc-en-ciel), d'adapter en permanence leur apparence selon les lieux qu'elles fréquentent et les publics qui s'y trouvent, susceptibles d'être plus ou moins hostiles aux personnes LGBTQ. Le fait de devoir féminiser leur corps et ainsi « de ne pas avoir l'air gay » (Arc-en-ciel), « d'être sage » en veillant à « ne pas se donner la main », « ne pas se faire de bisous » (Arc-en-ciel) est vécu très difficilement par certaines d'entre elles. En effet, ces femmes disent être obligées de nier une partie d'elle-même, « leur identité de lesbienne » (Arc-en-ciel) dans l'espace public pour éviter les agressions fréquentes qu'elles subissent lorsqu'elles ne « jouent pas le jeu » (Arc-en-ciel).

« J'ai eu tendance – je m'en rends compte – ces dernières années à gommer un petit peu ce qui pouvait être une part de mon affirmation, peut-être de manière plus ou moins consciente à me féminiser, parce qu'à force de, d'insultes, de commentaires, j'en ai eu assez. Et je suis plus dans une période où j'ai envie parfois de provoquer le conflit ou de le supporter, donc euh voilà. Je dirais que le principal effet sur moi-même, ce serait ça, c'est ça. Actuellement, c'est essayer d'éviter [des agressions], parce qu'on s'en prend plein la gueule et moi je supporte plus. » (Arc-en-ciel)

Certaines font cependant le constat que cette transformation forcée de leur corps, cette modification de leurs usages ne les préservent pas toujours des agressions, même si celles-ci ne sont plus de même nature : on passe, en effet, d'agressions lesbophobes à des agressions sexistes.

« Et, en fait, ce que tu as dit par rapport au fait qu'inconsciemment peut-être tu t'es transformée pour moins faire face à ces agressions, ça a vachement fait écho en moi en fait, et je me dis que je ne m'en étais pas rendue compte, mais j'ai aussi énormément changé mon style au fur et à mesure des années pour éviter peut-être d'avoir ce lot d'agressions tout le temps. C'est peut-être pour ça qu'elles deviennent plus un sexisme ordinaire maintenant que... Parce que, quand je suis, si je suis seule, je n'ai pas d'agression lesbophobe. » (Arc-en-ciel)

Habillement et sexualisation des corps

Le choix des vêtements qui ne mettent pas en valeur certaines parties du corps comme la poitrine (Association 3) ou les fesses (Ados), la préférence pour des tenues « anodines » (Jeunes), « neutres » (Association 3), le fait de ne « jamais mettre de robe » (Enfants), de porter « un long manteau » pour cacher le corps (Jeunes)... C'est le code vestimentaire adopté par la grande majorité des femmes que nous avons rencontrées, qui a pour objectif « de ne pas attirer » les regards (masculins), de ne pas « être une proie » (Jeunes), d'être « plus transparentes » (Enfants), de ne pas « être exposées » (Jeunes). Comme le témoignage de cette participante qui nous confiait avoir déjà « bandé sa poitrine » pour ne pas attirer l'attention dans certains lieux et ressembler davantage à un garçon (Arc-en-ciel). L'exposition du corps féminin est donc perçue par de nombreuses femmes comme un danger. Et le travail sur l'apparence est un exercice qui est réalisé par la grande majorité des femmes interrogées, quel que soit leur profil. Toutefois, avoir l'air trop masculine, on l'a vu, peut également susciter des réflexions ou des injures. Il s'agit alors de doser en fonction des contextes.

La tenue vestimentaire, comme la démarche ou encore la stratégie du regard sont autant de signaux que ces femmes adressent aux hommes, en leur signifiant qu'elles ne sont pas disponibles, qu'elles ne cherchent pas la rencontre, qu'elles n'ont pas peur d'eux, qu'elles ne sont pas « un objet sexuel » (Association 3).

« Donc je ne vais être peut-être pas avec un décolleté ou quelque chose comme ça. Je fais très attention aux habits, à ce que je porte. [...] La question des habits, c'est vrai, m'interroge de plus en plus sur la sexualisation des femmes. J'essaie un petit peu vraiment d'éviter que l'on soit un objet sexuel, maquillé, machin, etc. Je suis maintenant dans cette lecture-là, dans ce travail-là, j'ai décidé de laisser mes cheveux grisonnants pour assumer ma vie, mon âge, etc. Mais c'est vrai, je fais un petit peu attention. » (Association 3)

« Et puis ça arrive moins aussi, parce que déjà je... me promène le jour... Après, ben j'ai plus 20 ans... J'ai un code vestimentaire qui fait que je m'habille de manière assez anodine... J'ai tout mis en place pour qu'en fait... on me laisse tranquille [rires]. J'ai l'impression d'être asociale quand je vous parle, mais [rires]... mais j'aime les gens [rires]. » (Enfants)

Ces stratégies semblent être le prix à payer pour éviter les remarques incessantes, les interpellations, les agressions... le meilleur moyen pour « être tranquilles ».

Ce qui est frappant, dans les propos que tiennent certaines jeunes filles, certaines femmes migrantes plus âgées, mais aussi des femmes qualifiées, universitaires, c'est la « responsabilité » qui pèse sur les femmes en ce qui concerne leur apparence. Ce type d'argumentaire semble avoir complètement intégré les normes sociales de genre laissant entendre que celles qui « s'habillent de façon ultra féminine » (Expertes) s'exposent au danger en transgressant les codes, en étant trop « visibles » (Association 3) dans l'espace public, qu'elles suscitent même certains comportements de la part d'hommes (Lieber, 2008) (chapitre 8).

« Pour chaque femme, je pense, l'apparence de la femme est responsable du fait que quelqu'un va vouloir venir vers elle, faire quelque chose avec elle. Si elle est très "brillante" [sous-entendu visible, aguichante], en tout cas peut-être aussi, le fait d'avoir pas très confiance en elle. Mais si nous marchons en confiance, peut-être que les autres [les hommes] seront éloignés. [...] En général, je pense que chaque femme, c'est nécessaire quand elle sort dans la rue d'avoir une apparence pas très "brillante" pour ne pas attirer les gens comme ça. » (Association 1)

« Mais oui c'est horrible, mais je me justifie, parce que, quand j'en parle [de ces agressions], après on me dit que c'est ma faute, donc on ne s'est pas tenu la main, on ne s'est pas fait de bisous sur la joue, on ne s'est pas fait de câlin, on n'a rien fait. » (Arc-en-ciel)

« [En nous montrant des photos sur les réseaux sociaux de filles très maquillées] Regardez-les, c'est vraiment des putes. » (Adolescentes)

Une obligation à l'invisibilité se dessine petit à petit par une série d'actions qui portent sur la tenue, mais également sur le corps. Les transformations sur le corps portent par exemple

sur les cheveux. Certaines femmes disent avoir été obligées de couper leurs cheveux longs (Arc-en-ciel) ou de les « *attacher* » (Enfants) quand elles sortent pour cesser d'être harcelées ou pour se protéger d'une éventuelle agression suite à une expérience traumatisante. D'autres choisissent de porter un bonnet pour cacher leur chevelure et devenir « neutres », c'est-à-dire ne plus donner de signaux permettant d'identifier si l'on est en présence d'un homme ou d'une femme.

« J'ai une technique de défense qui a été très... violente vis-à-vis de moi-même, parce que j'ai eu les cheveux très longs, presque jusqu'aux fesses, très bouclés, donc très sulfureux, femme fatale, etc. Et, en fait, j'en ai eu vraiment ras le cul de me faire apostropher à peine je sortais de chez moi et, du coup, j'ai tout coupé, parce que j'en avais marre. Et, honnêtement, ça m'a fait beaucoup de bien, mais ça a pas empêché que je me fasse apostropher, du coup ça m'a embêtée [rires]. » (Arc-en-ciel)

Enfin, il y a aussi l'exemple de cette jeune universitaire, qui a décidé de porter le voile à la suite d'une expérience de violence physique. Ce choix n'a pas été motivé par des raisons religieuses, mais bien pour se protéger des regards insistants, des agressions. Cependant, si le voile peut apparaître comme un instrument de protection contre des agressions sexistes, il reste souvent, en revanche, à l'origine d'agressions racistes.

« Moi, si je me suis voilée, c'est pour la protection aussi. [...] Alors ma première démarche pour remettre le hidjab, c'était surtout pour la protection du regard des gens, des hommes surtout. Et après, c'est devenu religieux parce que je suis allée prendre des cours, je me suis renseignée, etc. Mais la première base, c'est le regard des gens. Surtout après... comment dire. Même si l'on ne vient pas directement vous agresser, on va dire physiquement, verbalement, il y aura toujours les regards. » (Association 3)

Certaines femmes ont conscience que toutes ces stratégies ne sont pas toujours efficaces. Les personnes LGBTQ en ont plus conscience que d'autres, surtout parce qu'elles ont souvent fait l'objet d'agressions, d'injures... qu'elles soient sexistes ou lesbophobes.

« J'aime bien mettre des grosses vestes ou j'adore les bonnets, du coup, c'est une bonne excuse pour en mettre d'autant plus. Euh, je mets des trucs assez larges disons, euh... et pour être bien au chaud parce qu'à chaque fois que je n'étais pas habillée comme ça, j'ai eu des réflexions sexistes. Et, du coup, c'est pour me protéger contre ça. Et, du coup, si par contre je mets un peu trop de couches et des habits peut-être un peu plus amples, ben du coup il y a ce côté "ah ben du coup t'es une sale gouine". Donc, en fait, finalement j'en ai marre. » (Arc-en-ciel)

Ces transformations du corps des femmes montrent que ces dernières, des plus rebelles aux plus conformistes, des plus jeunes aux plus âgées, ont intégré ce qui les rend vulnérables dans l'espace public, à savoir le fait d'être une femme.

Gagner en confiance : les cours de self défense

Un autre moyen qui est souvent revenu comme étant une bonne stratégie de défense est le fait de suivre des cours de self défense, mais aussi des cours de sports de combat (Association 3, Enfants). Il apparaît clairement, dans les propos des femmes qui ont suivi ce genre de cours, que ceux-ci ont eu, chez chacune d'entre elles, des effets positifs. Parce qu'ils contribuent à les « *rassurer* » (Jeunes), parce qu'ils travaillent « *sur les peurs* » (Jeunes), parce qu'ils apportent « *des techniques* » (Jeunes), mais également parce qu'ils améliorent la « *confiance en soi* ». Les cours de self défense ou de combat font surtout prendre conscience aux femmes qu'elles ne sont pas des êtres vulnérables, qu'elles possèdent une force et qu'elles sont capables de se défendre.

« Je pense que de savoir se défendre, on a plus confiance en soi puis on sait que notre corps est capable de fuir. On peut porter un coup qui fait très mal super facilement. Et ça, je pense que ça aide. Moi, j'ai fait du taekwondo quand j'étais adolescente et je pense que ça m'a aidée. » (Jeunes)

« Je trouve que ça rassure de se dire que tu peux faire quelque chose. Mais c'est clairement à cause de la... parce que nous ne sommes pas en sécurité dans la rue quoi... l'idée est que je peux faire quelque chose. Et que c'est possible de s'en sortir s'il devait m'arriver quelque chose... Moi, ce que j'avais fait, y avait de tout. D'abord ça passe par l'attitude et puis par poser sa voix pour répondre, et puis ensuite s'il faut, savoir où et comment frapper. » (Jeunes)

Les cours de self défense représentent une stratégie intéressante à plusieurs niveaux, parce qu'ils travaillent sur la confiance en soi, le sentiment d'insécurité, mais également sur les représentations sociales liées à la féminité. Perçus par certaines comme un véritable outil de défense, ils agissent également sur le mental de ces femmes en renforçant leur pouvoir d'action (*empowerment*), leur capacité de changer les rapports de force dans l'espace public, au travail, mais également dans la sphère privée. Dans nos focus groupes, on constate que ces cours sont principalement suivis par un public de jeunes filles, et souvent conseillés, encouragés par les mères.

« C'est sûr qu'à mes enfants, mais autant mon garçon que ma fille, quand ils seront en âge, je leur ferais faire un cours de self-défense, juste au cas où, pas pour qu'ils l'utilisent forcément, mais qu'ils aient un outil si jamais. Et puis je leur ai toujours dit que c'est tellement... c'est quand même rare une probabilité de se faire enlever, de se faire kidnapper, de se faire tuer, voilà, la probabilité, elle est, elle est très faible, mais juste voilà au cas où. Qu'ils aient confiance en la vie, mais, si jamais ça tourne mal, ben qu'ils aient des outils. » (Enfants)

« Ma mère, elle nous avait inscrits avec mes sœurs... ma mère nous avait offert, avec mes sœurs, un cours de self-défense quand on avait 15-16 ans... Alors, je ne me souviens pas de tout, mais je me souviens de toutes les techniques. » (Enfants)

Des objets dans les stratégies de défense

Dans la mise en œuvre des stratégies de défense ou d'évitement, certains objets contribuent, selon les propos des participantes, à réduire le sentiment d'insécurité. Les fonctions de ces objets sont multiples et leur utilisation varie selon le profil des femmes, comme nous le verrons ultérieurement.

Ces objets sont comparés, par les femmes qui les utilisent quand elles se déplacent dans l'espace public, à une « carapace » (Arc-en-ciel) qui leur permet de « se protéger », ou encore à « une bulle de protection » dont la fonction peut être d'avoir « moins peur » (Jeunes), de ne « plus se faire emmerder », d'être « occupée » par une activité ou de le laisser croire. Selon certaines femmes, ces objets peuvent également être utilisés pour se « protéger physiquement » des hommes et, par conséquent, se sentir plus fortes « mentalement » lorsqu'elles sortent de chez elles. Nous avons remarqué que cette stratégie de défense est principalement utilisée lorsque les femmes circulent seules dans l'espace public, situation plus anxiogène souvent propice au harcèlement sexiste et sexuel que lorsqu'elles sont à plusieurs.

Les deux objets qui reviennent le plus souvent dans leurs discours sont les écouteurs et le téléphone portable.

Les écouteurs – avec ou sans musique

On retrouvera l'utilisation des écouteurs en particulier chez les femmes plus jeunes, celles qui travaillent, mais également dans le cadre de certaines activités (jogging) ou de certains usages (transports en commun). Ils deviennent un objet incontournable, dont certaines femmes ne se séparent jamais dès lors qu'elles sont dans l'espace public : « moi, c'est écouteurs tout le temps » (Arc-en-ciel). Les raisons d'utilisation des écouteurs sont variables selon les personnes et selon les contextes. Pour certaines, il s'agit surtout d'envoyer un message de fermeture, de « stopper » les interactions indésirables (Arc-en-ciel), de « ne pas entendre » les insultes, les réflexions sexistes (Arc-en-ciel), une façon concrète de signaler aux hommes qu'elles sont « occupées » (Jeunes), qu'elles ne sont pas dans une situation d'attente.

« Je vois vraiment la distinction quand on est seule et quand on est même à deux filles, ça change complètement. On est beaucoup moins abordée à deux que quand on est seule, surtout si on n'est pas occupée, puisque moi j'allais au Parc Bertrand, réviser cet été et si je suis avec mes fiches, mes trucs et mes écouteurs, ça va à peu près. Mais si je suis toute seule à ne rien faire, alors là, c'est une invitation presque à ce qu'on vienne me parler... c'est comme si on envoyait un message : 'Tiens, je suis libre, je n'ai rien à faire, occupe mon temps. J'ai tellement envie de te connaître'. » (Jeunes)

Il est moins question, pour ces femmes, d'écouter de la musique pour « être dans une bulle » (Jeunes), pour « écouter des émissions » (Expertes), que d'empêcher toute possibilité d'interaction indésirable en feignant d'avoir une activité. Les risques d'interpellations sont très fréquents en particulier si elles « s'attardent » seules dans l'espace public (dans la rue) ou quand elles sont en situation d'immobilité (dans le tram, à l'arrêt de bus, dans le parc, etc.). Dans ces contextes, les femmes portent des écouteurs, mais s'autorisent rarement à écouter de la musique, car elles veulent rester vigilantes et pouvoir réagir en cas de danger.

« Moi, c'est écouteurs tout le temps. Moi, je travaillais aux... aux Pâquis tous les midis, j'allais juste de... je faisais franchement 100 mètres pour aller à la Coop pour m'acheter mon truc, je prenais tout le temps les écouteurs et sans musique. Et c'est là où tu te dis vraiment que ça va loin... Et c'est là où je me suis dit, parce que, en fait, j'avais, enfin c'était vraiment un mini trajet, mais tous les jours, tous les jours, tous les jours, je me faisais emmerder. Et, du coup, c'est vraiment devenu [une nécessité]. Et c'est là où tu te dis 'Attends ! Là, c'est même plus pour écouter de la musique'. » (Arc-en-ciel)

Chez les plus jeunes, l'écoute de la musique est parfois vécue comme une forme d'apaisement, parce que les écouteurs permettent de ne pas entendre ce qui se dit, de se concentrer sur autre chose et d'éviter toute interaction susceptible de faire dégénérer la situation.

« J'évite en fait vraiment de traîner toute seule dans la rue. En fait, je n'y vais pas parce que je ne me sens pas en sécurité toute seule. C'est soit je vais avec quelqu'un, soit je sais que je ne vais pas passer mon temps dehors, même dans les transports publics. Du coup, j'évite les situations, mais sinon je mets de la musique parce que si je n'entends pas, j'ai moins peur. C'est contraire à [ce qui a été dit par d'autres]. Si on enlève les écouteurs, on écoute et moi, je ne peux pas, parce que si j'entends quelqu'un qui me parle ou quelqu'un qui me suit, ça ne va pas aller. » (Jeunes)

Certains récits montrent cependant les limites de ces stratégies, qui ne préservent pas les femmes du risque d'intrusion. Ces techniques peuvent être perçues au contraire par certains hommes comme une forme de provocation, comme une sorte de rupture de contrat dans les normes de genre qui organisent les interactions entre les femmes et les hommes.

« Ils le prennent comme une attaque, c'est ça. J'ai cette impression que c'est vraiment le "corps féminin", entre guillemets, qui est à disposition quand il est dans l'espace public. Donc ce truc, même si tu as tes écouteurs et tout, tu dois être là pour entendre les conneries qu'ils ont à dire, tu dois être là pour qu'il t'appelle Bella. Ou enfin, cette idée que 'tu es à disposition' et à partir du moment où tu refuses d'être à disposition, on te prend pour une grosse connasse, on dit que t'es pas agréable parce que t'as tes règles. Vraiment tu dis non à ça [à ces interactions non souhaitées] et voilà... enfin, en tous cas par rapport à l'espace public, c'est qu'en fait tu es une source d'entertainment qui se balade comme ça. » (Arc-en-ciel)

Le téléphone portable

Le téléphone portable est plus souvent cité comme stratégie de protection par un public de femmes plus âgées, par des mères ou encore par des femmes issues de l'immigration. Des jeunes femmes proposent, quant à elles, de créer une application qui ferait croire qu'il y a vraiment une personne à l'autre bout au lieu d'avoir l'écran éteint si on fait semblant de téléphoner. L'utilisation du téléphone signale la présence (fictive ou réelle) d'une autre personne, mais surtout indique que la femme est « occupée » et par conséquent « pas disponible pour parler avec autrui » (Enfants). Cette stratégie est utilisée en particulier dans des lieux ou à des moments considérés comme plus à risque. Le téléphone permet également de réduire la peur qu'éprouvent les femmes lorsqu'elles sont amenées à traverser seules l'espace public en soirée.

« Moi généralement, je n'ai pas eu de problème comme agression. Quand je dois retourner plus tard, je ne regarde pas à gauche et à droite, je vais tout droit, je ne regarde pas, je n'entends rien. Souvent je prends le natel. Et je fais semblant de parler avec quelqu'un au téléphone. » (Association 1)

« Je me mets aussi, dans les transports publics... Maintenant, il y a beaucoup les téléphones... Donc souvent c'est facile de se cacher derrière le téléphone, même si on ne nous regarde pas vraiment... Mais pour montrer qu'on est occupée et puis qu'on n'est pas disponible à communiquer avec autrui. » (Enfants)

Pour certaines femmes, être en conversation téléphonique permet aussi de rappeler qu'elles possèdent, à l'autre bout du fil, un.e partenaire et qu'elles ne sont donc pas « seules », comme si elles avaient plus que les autres ce besoin de légitimer leur présence, surtout lorsqu'elles sont dans l'espace public à certains moments de la journée ou qu'elles traversent certains quartiers.

« J'ai eu vraiment peur. Ce qui m'a sauvé, c'est que tout à coup le réflexe de survie je pense, j'avais mon téléphone et puis j'ai dit : 'j'appelle mon mari, il est flic'. Et ils sont partis en courant. C'était un réflexe. » (Association 1)

« Je fais comme elle [une autre participante] a dit, par exemple, je vais à la gare, quand il y a quelqu'un à côté de moi, je parle au téléphone, comme si j'étais avec quelqu'un. Comme ça je n'ai pas peur, rien. » (Association 1)

Le vélo et autres « armes » de défense

Enfin, chez les femmes plus qualifiées, celles qui travaillent davantage en ville, chez les jeunes filles également, le vélo est utilisé comme une stratégie de protection. Comparé par certaines femmes à « un instrument de survie » dans l'espace public, il est présenté également, par d'autres, comme une arme de défense dont on peut se servir en cas d'agression.

« Par rapport au vélo. J'ai eu la chance de participer à un stage et on a appris des techniques de défense avec le vélo. Elles sont juste hallucinantes. [...] En tous cas, c'est vrai que depuis que j'ai suivi cette formation, je sais que mon vélo, je peux le foutre dans la gueule de quelqu'un, je n'ai aucun problème et je sais que c'est un instrument de survie quoi. C'est un bouclier, c'est une matraque, c'est un projectile. Je sais que ça peut me sauver la vie, ça l'a déjà fait. Ça m'a aidée dans ma sécurité. Aujourd'hui, c'est les yeux fermés que je vais lui confier ma vie quoi. » (Arc-en-ciel)

Le cadenas, selon les propos de certaines filles, comme le trousseau de clés ou encore le spray au poivre, sont autant d'objets « qui rassurent » (Association 2, Arc-en-ciel) et que les femmes disent avoir « toujours à portée de main » (Association 1), afin de réagir rapidement en cas de danger. Ces objets semblent avoir un impact positif sur leur perception, en augmentant leur capacité à réagir et à se défendre en cas de danger.

« Maintenant, si moi, tout d'un coup, je dois rentrer vraiment tard et puis il y a juste un tout petit chemin qui n'est pas du tout éclairé, mais c'est juste vingt mètres vers chez moi, mais il n'y a aucune lumière... Et bien, du coup, automatiquement, en fait,

je prends ma clé dans la main, parce que je me dis "au cas où, j'ai juste la clé pour donner un coup, s'il y a besoin". [...] Ma petite sœur, elle a un spray au poivre... Ce qu'elle n'aurait jamais eu il y a dix ans. » (Enfants)

La stratégie du sac à main

Chez les aînées, le sac à main sera positionné d'une certaine façon selon les lieux fréquentés, voire parfois confectionné spécialement pour éviter les risques d'agressions. Les risques pour ces femmes sont plus souvent associés à des vols, en particulier dans les transports en commun ou dans la rue. Elles nous expliquent anticiper leur sortie dans l'espace public et organiser leur sac, ou leurs multitudes de petits sacs, en fonction de leurs usages (prendre les transports en commun) et de leurs pratiques (faire les courses) dans l'espace public. Le positionnement du sac, « en bandoulière », « à l'avant », « à l'intérieur de l'autre sac », sera variable en fonction de la fréquentation du lieu et des activités à réaliser.

« Moi, je porte toujours le même sac [quand je sors] et toujours en bandoulière. D'abord, c'est hyper pratique. Je l'ai fait faire. Et puis, autrement, j'ai un sac à dos. Parfois, je mets mon sac en bandoulière dans le sac à dos et puis, comme ça, quand j'achète des choses, je ressorts juste mon petit sac. C'est aussi pour expliquer que, des fois, j'ai de la peine à avoir accès à mon porte-monnaie, parce que le porte-monnaie... Mais donc, le sac à dos, quand je vais dans le tram et qu'il y a beaucoup de monde, je le porte devant. D'abord, c'est plus pratique de l'avoir là et puis euh voilà, mais c'est aussi difficile d'ouvrir mon sac à dos [si je l'ai devant]. Je suis méfiante dans les transports en commun. Mais depuis très longtemps. Et je ne me rappelle pas qu'on m'ait volé un porte-monnaie. Je crois que j'ai anticipé [rires]. » (Aînées)

Stratégies collectives

Une série de stratégies mises en place par les femmes pour augmenter leur liberté de mouvement dans l'espace public implique une action collective.

Ne pas sortir/rentre seule

La condition pour accéder à certains endroits sera par exemple d'être accompagnée, voire de sortir en groupe. On a pu constater, dans les témoignages de nombreuses femmes, que l'isolement est un élément anxiogène et que leurs pratiques et usages de l'espace public seront restreints si elles y sont seules. Ce constat se vérifie encore plus en soirée et dans les espaces peu fréquentés.

« Oui. J'ai très peur justement, des agressions, de ces choses-là. Je m'arrange aussi pour ne jamais rentrer seule. Si je rentre seule, je prends alors un taxi. » (Centre)

« Moi, j'évite en fait vraiment de traîner toute seule dans la rue. En fait, je n'y vais pas parce que je ne me sens pas en sécurité toute seule. C'est soit je vais avec quelqu'un, soit je sais que je ne vais pas passer mon temps dehors, même dans les transports publics. » (Jeunes)

Ayant intériorisé les risques liés au fait d'être seules dans l'espace public, certaines femmes privilégient systématiquement les stratégies collectives aux stratégies individuelles. Et lorsque la présence d'autres personnes n'est pas possible, que ce soit pour sortir ou pour pratiquer une activité, elles renonceront tout simplement à leur projet. D'autres femmes feront appel à la famille ou à leur conjoint masculin pour leur demander de venir les chercher si elles doivent rentrer à une heure tardive.

« Moi, je ne rentre pas seule à la maison si c'est 11h ou 10h. Donc, pour ne pas avoir une situation difficile, moi je n'aime pas être dans cette situation, ben j'ai mon frère, j'ai le mari de ma sœur, il y a mon père. Je demande qu'ils viennent me chercher. Nous sommes une famille très proche. » (Association 3)

Chez les jeunes femmes et les adolescentes en particulier, l'effet de groupe apparaît comme la meilleure stratégie pour lutter contre le sentiment d'insécurité, mais également pour se faire respecter. Les jeunes participantes disent se sentir plus forte et adopter des comportements différents à l'égard des réflexions sexistes dès lors qu'elles sont en groupe.

« Moi et mes potes, on était dans un bar et il y avait plusieurs groupes d'hommes qui nous approchaient. Et c'était vraiment d'une manière très lourde et vraiment très intrusive. Et du coup, on leur dit : 'Là, clairement vous en pensez quoi ? C'est quoi votre but ?' Et après, on leur fait un peu un discours en leur disant : 'Écoutez, ça va pas là. On se sent vraiment mal à l'aise. Ça ne va pas marcher comme ça. Faut nous respecter'. Et on leur a expliqué un peu pendant plusieurs minutes et oui. [...] Enfin, c'est assez déstabilisant pour eux parce qu'ils ne s'attendent pas forcément à ça. Enfin, est-ce que vraiment ça va amener des choses ? On ne sait pas, mais nous, on ne se sent pas bien et on a envie de leur dire : 'On ne se sent pas bien. Et réfléchissez un peu à vos comportements et vos effets quoi'. [...] Nous, on était à plusieurs et toute seule, c'est... enfin, je ne le ferai pas toute seule, je ne pense pas. Je dois le reconnaître. » (Centre)

« Et il faut rester toujours en groupe, c'est plus drôle. »

Q. *Oui, tu dis que c'est plus drôle et toi, X., tu disais que c'est pour éviter de se faire agresser ?*

Ben oui, qui ne vous dit pas que... On prend le bus par exemple et puis il y a un type... il nous prend. Qu'est-ce que l'on fait si l'on est toute seule ? A part crier, ça ne va pas servir à grand-chose tandis que si l'on est en groupe. On lui met une patate dans sa gueule. Boum ! Dans les parties intimes et il est mort.

Q. *En groupe vous vous sentez plus forte ?*

Ben oui et c'est plus drôle en plus parce que si je sors toute seule, tu veux que je rigole avec qui ? » (Adolescentes)

Dans le groupe de jeunes adolescentes que nous avons rencontrées, en majorité des jeunes filles de quartiers populaires, les sorties dans le quartier ou dans la ville ne sont envisagées qu'en groupe, composé uniquement de filles. Et le sentiment d'appartenance au groupe est tellement fort que lorsque ces jeunes filles prennent la parole, c'est ensemble, de façon collective, qu'elles expriment leur point de vue singulier. On perçoit cependant que le fait d'être seule quand on est une jeune fille est mal perçu par l'entourage et ces adolescentes semblent bien l'avoir intégré lorsqu'elles disent « qu'elles ne doivent pas traîner dans la rue », c'est-à-dire

« rester trop longtemps seule ». On voit là encore une fois comment cette stratégie peut être une réponse à la peur, mais également une contrainte imposée par les normes de genre.

Une perte d'autonomie ?

L'organisation d'un accompagnement sera pour de nombreuses femmes la condition nécessaire pour continuer à investir l'espace public. Mais cette nécessité d'être toujours accompagnée induit une limitation importante du potentiel d'activités, d'événements, de sorties, de pratiques qu'offre la ville. Elle souligne également la perte d'autonomie des femmes, dont certaines semblent avoir pris conscience, lors des échanges dans les focus groupes, des limitations imposées par la peur d'être seule dans l'espace public.

« Et en fait, je suis en train de réfléchir en même temps que je vous parle, je ne vais jamais le faire seule. La randonnée seule, je ne saurais pas... Pourtant, je pense que je suis vraiment capable de m'en sortir si je me faisais agresser, mais ça ne m'est jamais venu à l'esprit d'aller faire une randonnée seule, puisque ma mère a été agressée quand j'étais jeune adolescente alors qu'elle était partie se balader en forêt seule, et c'est resté un tabou. » (Expertes)

Cependant, certaines femmes ne veulent pas restreindre leurs envies, leurs activités simplement à cause du fait qu'elles sont seules, même si elles reconnaissent privilégier les sorties entre ami.e.s. Il y a aussi les voix de ces femmes célibataires qui vivent seules et qui refusent de perdre leur autonomie en cédant à la peur de l'agression. Elles mettent également en évidence les situations inégalitaires entre les femmes, qui ne disposent pas toutes des mêmes ressources (financières et relationnelles) pour sortir avec d'autres. Pour ces femmes, avoir accès à l'espace public en tant qu'individu est une question vitale.

« Mais si je ne rentre pas toute seule, je fais comment en fait ? J'ai une vie à vivre. » (Expertes)

La communication verbale : une stratégie sous contrainte

Nous avons également repéré dans les témoignages des participantes d'autres formes de stratégies qui concernent la communication avec l'autre, lors d'interactions non souhaitées ou encore lors de situation de violence dans l'espace public.

Les femmes qui disent encore apprécier « le contact humain » avec des inconnus sont peu nombreuses : elles ne représentent pas la majorité des témoignages, mais il est cependant important de rappeler, comme elles le soulignent, que les interactions sociales dans une ville sont une source de richesse, qu'elles peuvent être agréables, enrichissantes et souhaitées, même si elles sont devenues difficiles, en règle générale, en raison des rapports de genre qui continuent de structurer les interactions.

« J'ai passé pas mal de temps en voyage et en revenant ici, à chaque fois je me dis : 'Mais justement, mais souris quoi', parce que les gens, alors oui, il y a des lourds qui viennent vers nous, mais sinon, moi j'adore en fait le contact humain et puis »

pas forcément avec des hommes chiants, mais il y a des femmes aussi quand tu souris, il y a des femmes qui te parlent. Ça suscite l'interaction. Enfin moi, je trouve vachement plus agréable d'être dans la ville et de pouvoir parler avec d'autres. Et j'ai l'impression que les hommes avec qui j'ai vécu, ils avaient cette possibilité d'interagir facilement et j'enviais ça. Et du coup, je me suis dit: mais pourquoi pas moi? Pourquoi ne pas essayer? Puis, je n'ai pas l'impression de tomber sur plus de gens chiants qu'avant. Au contraire.» (Jeunes)

Un risque à calculer et des limites à fixer

Pour celles qui ne refusent pas l'interaction avec un inconnu, la communication nécessitera cependant une étape préliminaire qui consiste à «prendre la température» (Arc-en-ciel). L'objectif étant, selon certaines participantes, de savoir comment réagir et comment communiquer avec l'autre. Certaines femmes parlent également de leur capacité à ressentir le danger et adaptent leur communication en conséquence. Elles se feront «transparentes» si nécessaire en restant toujours sur leurs gardes pour «éviter tout désastre» (Arc-en-ciel), c'est-à-dire éviter une montée en puissance de l'agressivité.

Le choix de communiquer avec l'auteur de l'interaction non souhaitée n'est pas à la portée de toutes et fait toujours l'objet d'un savant calcul coût/bénéfice, opéré préalablement. Celles qui communiquent considèrent que les interactions dans l'espace public sont inévitables et ne les rejettent pas nécessairement, mais mettent en place une communication de défense, qui fixe des limites pour se faire respecter. Savoir «dire non», «je ne suis pas d'accord» (Enfants), sont des termes qui reviennent dans les propos de ces femmes, pour stopper les insultes sexistes ou les interactions non désirées. La question de l'âge semble jouer dans la capacité des femmes à pouvoir communiquer de cette manière.

«Il y a l'histoire de se défendre. Si quelqu'un fait une remarque, c'est pareil quand on se fait, entre guillemets, "draguer" que quand on reçoit une remarque désagréable: de savoir réagir et dire 'ben non, je n'en veux pas de cette remarque' ou 'je ne suis pas d'accord'. Et puis, quand on va dans l'espace public, il y a des interventions... C'est inévitable.» (Enfants)

A l'inverse, il y a des femmes, nombreuses dans nos focus groupes, qui disent être «totalement démunies», «ne pas avoir la répartie» (Enfants) et préfèrent dès lors éviter toute forme de communication, en raison du caractère imprévisible du déroulement des échanges. Éviter la discussion, «ignorer» l'autre constitue donc une stratégie d'évitement privilégiée par la majorité des femmes. En vertu d'un calcul des risques encourus lors d'un échange verbal avec l'auteur et de la «peur de l'agression physique» (Enfants), elles acceptent par conséquent les agressions verbales sans réagir.

«C'est la même stratégie que pour pas se faire agresser hein cela dit, ne pas répondre... C'est aussi d'éviter d'entrer en discussion avec... Parce que, si on commence à se disputer, c'est déjà un [risque]. Et, franchement, moi, je crois que je préfère me faire interpellé verbalement que physiquement... Je n'aimerais pas avoir à me défendre physiquement, parce que, déjà, je vois comment c'est justement dans le bus... Ou dans la rue quand on se fait bousculer. Enfin, c'est rapidement... difficile d'être envahie physiquement.» (Enfants)

Pour d'autres, la communication verbale n'apparaît même pas comme une option possible dans leur façon de se positionner face aux hommes, ayant intégré le fait qu'elles seraient vulnérables en tant que femmes. Ces femmes disent ne pas *devoir* réagir aux interpellations des hommes, précisant par ailleurs que lorsque l'agression vient d'une femme, elles sont alors capables de réagir, car dans une position d'égalité à égalité (Association 3). On retrouvera principalement ce type de discours chez certaines des femmes migrantes que nous avons rencontrées. La barrière de la langue sera par ailleurs pour ces femmes une excuse mobilisée pour stopper toute tentative d'interaction de la part d'un inconnu, qu'elles maîtrisent ou non le français (Association 1).

Discuter, désamorcer, éduquer

Celles qui osent communiquer reconnaissent néanmoins que c'est au prix d'un réel effort, que cette stratégie est «fatigante» (Jeunes), qu'elle demande beaucoup d'«énergie» (Arc-en-ciel). En effet, chez ces personnes comme chez les autres, la peur reste présente. On la retrouve d'ailleurs à travers les termes employés par certaines interlocutrices pour décrire l'interaction: «prédateur», «sur mes gardes» (Jeunes), etc. La communication apparaît toujours, dans leurs propos, comme un moyen d'éviter une montée en puissance de la violence. Il est surtout question de «discuter pour désamorcer».

Cette acceptation de l'interaction avec «le prédateur» est pour les unes une façon «de se protéger émotionnellement», de «ne pas garder de plaies» de l'interaction non désirée (Jeunes). Les conséquences de cette communication contrainte avec l'homme semblent moins difficiles à vivre qu'une montée de l'agressivité pouvant conduire à de la violence. Elles font donc en sorte que la situation ne dégénère pas en violence physique et/ou sexuelle, un «traumatisme» que certaines disent ne pouvoir supporter (Jeunes).

D'autres femmes, souvent parmi les plus audacieuses, tentent de communiquer, lors d'interactions non souhaitées avec des hommes, afin de les «éduquer». Cette stratégie nécessite non seulement une énergie importante, mais représente également une prise de risque. Cette volonté d'éduquer l'autre, de susciter chez lui une prise de conscience du caractère sexiste, lesbophobe ou raciste de son comportement sera privilégiée surtout lorsque les femmes sont en groupe.

«Et puis surtout que ça me prend du temps et de l'énergie. Parce que je prends une heure à essayer de vraiment, d'éduquer – si c'est possible – le mec ou quoi. Mais tu as toujours peur, parce que, quand tu réponds, tu as peur de comment ça va se passer, si tu vas te prendre une patate ou pas. Tu ne sais jamais.» (Arc-en-ciel)

A force d'avoir essayé, à force d'avoir été agressées à de nombreuses reprises, certaines femmes parmi les personnes LGBTQ se disent découragées et avouent ne plus avoir envie de «perdre leur temps» à «expliquer», à «convaincre», à «se justifier» (Arc-en-ciel). Ces femmes sont fatiguées, souvent en colère et nous rappellent également avec force que leur principal combat, leur priorité c'est de «lutter tous les jours simplement parce [qu'elles sont] une femme» pour avoir droit à accéder à l'espace public (Arc-en-ciel).

Un choix sous contrainte : respecter les normes de genre

Si la discussion permet parfois aux femmes de désamorcer une situation potentiellement dangereuse, elle reste cependant imposée. En effet, certaines femmes insistent sur le caractère contraignant de ces relations où elles sont obligées « *de jouer le jeu* » pour éviter toute réaction agressive de la part des hommes. Elles rappellent ainsi que l'interpellation, l'interaction forcée est déjà une première forme d'intrusion, trop souvent banalisée tant elle est fréquente dans leur quotidien (Jeunes, Arc-en-ciel).

Par ailleurs, comme le rappellent certaines jeunes filles, cette obligation de faire la conversation va à l'encontre de leur droit à choisir librement leurs interactions. Elles ont intériorisé toutefois les risques qu'engagent le fait de se défendre et favorisent des formes de résilience (Dorlin, 2017)

« T'es contrainte de discuter, mais je trouve que ça marche mieux pour moi de jouer le jeu, tant que je suis confortable, que de réagir de manière très agressive parce que ça me laisse un traumatisme énorme, que je n'arrive pas à me concentrer sur mon travail deux, trois jours après. Donc, c'est... j'ai essayé. Bien sûr, je crois que tout le monde a essayé différentes techniques pour voir laquelle marche. Et je crois que c'est juste bien de trouver sa technique. » (Jeunes)

« Mais effectivement à la fin du compte, cette question pourquoi est-ce que quelqu'un se donne le droit de commencer une discussion alors que ce n'est pas du tout sollicité et accepté. » (Jeunes)

En outre, il semble nécessaire, dans cette interaction entre femme et homme, de respecter une série de codes. Les propos des femmes qui ont osé dialoguer soulignent l'importance d'« être polie », de « faire une remarque gentiment » (Centre). Si les femmes veulent réagir et communiquer avec les hommes pour « fixer des limites » (Enfants), elles doivent le faire en respectant certaines règles implicites, en ne dérogeant pas aux attentes en ce qui concerne le comportement des femmes envers les hommes.

Par ailleurs, de nombreuses femmes, souvent plus jeunes, disent être dans l'incapacité de réagir agressivement. Lorsqu'elles ont dû le faire, cette situation les a fortement marquées émotionnellement.

« J'essaie de faire un petit peu de discussion selon la situation. D'être agressive, ça m'affecte tellement après que j'ai un mauvais souvenir en tête et cela me prend quelques jours à le dépasser. Donc communiquer, je le fais plutôt pour ma propre protection émotionnelle, pour ne pas laisser des plaies, comme ça. Donc, j'essaie de discuter en fait. Parfois, je n'arrive pas à comprendre les choses 'très intéressantes' que la personne raconte. Mais parfois, t'es aussi dans une situation où tu peux dire : 'tiens, il n'y a pas de mauvaises intentions, il y a quelqu'un qui veut juste faire de la discussion'. » (Jeunes)

Ainsi, celles qui oseront casser ces codes tacites, qui n'adopteront pas l'attitude « attendue » d'une femme lorsqu'elle s'adresse à un homme, c'est-à-dire s'exprimer sans agressivité, avec une certaine docilité, seront sujettes plus souvent à de la violence en retour, verbale ou physique. Parce qu'elles refusent de se positionner comme des femmes « vulnérables »,

parce qu'elles ne correspondent pas au modèle hétéronormatif, parce qu'elles font preuve d'agressivité, toutes ces femmes qui osent bousculer les codes du genre sont confrontées à des réactions plus agressives de la part des hommes, comme une sorte de rappel à l'ordre du rapport de domination masculine toujours présent dans l'espace public.

Restriction des pratiques et des usages de l'espace public

Ces stratégies d'évitement permettent à certaines femmes de continuer à occuper l'espace public, de maintenir leurs activités, leurs sorties, quand d'autres femmes décident de façon plus radicale de ne plus fréquenter l'espace public à certaines heures ou d'éviter certains lieux, ce qui représente une restriction drastique de leur liberté de mouvement. Quoi qu'il en soit, les stratégies auxquelles les femmes sont contraintes, dans cet espace public monopolisé physiquement et symboliquement par les hommes, réduisent également la liberté et la spontanéité de leurs pratiques et usages de l'espace public. L'extrait suivant montre combien la peur constitue déjà en soi une limitation de la liberté des femmes, de leur capacité à se mouvoir dans l'espace public (Condon *et al.*, 1995).

« Mais vraiment après, à ce moment-là, c'est toujours pareil. Je ne l'ai pas identifié comme de la peur. Au début, je me suis dit : 'Oui, c'est excellent. C'est au moins à voir une fois quoi, une nuit sans lumière'. C'est vraiment exceptionnel et puis, finalement, ça ne s'est pas fait. Enfin, je ne suis pas sortie.

Q. Mais donc c'était quoi si ce n'était pas de la peur ?

Si, c'était de la peur. Maintenant, je le définis comme ça. Mais alors sur le moment, je n'avais pas vu ça comme ça. Je me suis dit : 'Non, mais du coup, je vais faire autre chose'. Mais je pense que si je n'avais pas eu cette appréhension à sortir dans la rue ce soir-là, mais voilà, c'est une vigilance. » (Expertes)

Les contraintes liées à l'accès à l'espace public ont également un impact sur l'estime de soi. Les femmes interviewées sont en effet nombreuses à ne plus se reconnaître, avec toutes les stratégies qu'elles doivent mettre en place dans l'espace public. Certaines ont en effet l'impression, à l'énumération de leurs stratégies, de devenir « *asociales* » (Enfants), de se couper de toute forme d'interaction, de traverser la ville « *dans un brouillard* » (Enfants), voire de devoir « *enlever le côté gentillesse* » qui est en elle (Association 1).

« Et puis, je souris beaucoup moins, parce que, du coup, avant je souriais, mais, après, les gens, ils s'approprient le... Et pas toujours de la bonne manière. Et donc, du coup, si je souris, ce n'est pas forcément parce que j'ai envie de communiquer avec les autres... Ou je me tourne du côté euh... vitre pour regarder dehors, ou je montre que je ne suis pas disponible forcément à la conversation. » (Enfants)

Toutes ces conduites ont des effets négatifs importants sur leur personne, qui se trouve morcelée, gommée lorsqu'elles occupent l'espace public, mais également sur leur liberté, en les privant de certaines pratiques, de toute forme de spontanéité quand elles sont dans l'espace public... Avec pour conséquences un repli sur soi, l'exclusion de toute forme de contacts sociaux, la fermeture aux autres.

« Mais en même temps, ces stratégies, c'est restreindre ma liberté en gros. C'est ne pas mettre les habits que je veux, c'est ne pas sortir trop tard, c'est ne pas croiser les regards, c'est ne pas sourire, c'est ne pas mettre des talons au cas où je devrais courir... Des fois, c'est tellement fatigant et décourageant tout ce à quoi il faut penser que ça m'arrive de me dire : 'Tant pis, je reste chez moi et je regarde des films quoi'. » (Jeunes)

Ce renoncement contribue à maintenir un certain nombre de femmes, souvent les moins qualifiées, celles qui disposent de peu de ressources, de peu de réseaux de relations... dans la sphère privée. C'est notamment le cas pour un grand nombre des femmes migrantes que nous avons rencontrées, en particulier celles qui sont arrivées récemment sur le territoire suisse. Les obstacles pour accéder à l'espace public seront considérés comme trop nombreux pour qu'elles osent sortir. Ces femmes disent ne sortir que très rarement en soirée, d'autres excluent toute idée de sortie au-delà de 20 heures (Association 3), comme si un couvre-feu leur était fixé. C'est le cas de l'une d'entre elles, arrivée à Genève depuis 13 mois, pour qui la participation au focus groupe représentait sa première sortie en soirée. Par ailleurs, si des sorties ont lieu en soirée, c'est toujours « pour une bonne raison » (Association 3), parce qu'elles y sont « obligées », pour suivre des cours de français par exemple.

De plus, pour un grand nombre de ces femmes, les sorties nocturnes seront envisagées uniquement en famille, avec le mari ou avec les frères et sœurs (Association 3). L'appartenance à des familles où le modèle patriarcal reste encore très ancré peut expliquer en partie l'isolement de ces femmes dans la sphère privée et leur auto-exclusion de la sphère publique en soirée.

« Normalement, on ne sort qu'en famille. Il y a le frère, le mari de ma sœur, ma sœur. Des fois mes parents aussi. Donc quand on sort, on est ensemble. Il n'y a pas de problème, jamais. » (Association 3)

Résistances

Ces changements de comportements, cette obligation de devoir sans cesse faire avec les normes de genre, d'avoir à se justifier ou à faire profil bas dans des lieux ou à des moments où leur présence est considérée comme non légitime pèsent lourdement sur la liberté des femmes (Jeunes, Enfants, Arc-en-ciel, etc.). C'est un accès à l'espace public sans condition que ces femmes demandent.

« Je voulais revenir sur ce que tu dis. [...] qu'en fait dans l'espace public, la normalité, enfin les hommes, c'est normal qu'ils y soient. Et les femmes, on doit se justifier. Et comme tu dis : on doit changer nos comportements pour pouvoir être acceptées ou pour pouvoir être tranquilles. Et moi, ça me pose énormément de problèmes. » (Expertes)

Les plus engagées ou celles qui ont en tous les cas dénaturalisé ces questions (Expertes, Arc-en-ciel, Association 3) expriment un ras-le-bol, une colère face à toutes ces contraintes. Elles sont nombreuses à ressentir un « sentiment d'injustice » (Expertes, Enfants) de vivre dans une ville qui semble ne pas offrir les mêmes droits et la même sécurité aux femmes et aux hommes dans l'accès à l'espace public.

« Je trouve injuste en fait qu'en tant que femme, on doive se munir de toutes ces "armes" entre guillemets au lieu d'être juste nous-mêmes et puis acceptées comme telles quoi. » (Expertes)

« Un homme, qu'il soit en short ou en pantalon ou n'importe quoi, il pourra sortir avec ce qu'il veut... Si je veux mettre une jupe et que j'ai 12 ans, mais parce que j'adore les jupes... Ben ça peut être quand même mal pris alors que mon but premier était juste de mettre ma jupe... Et c'est ça que je ne trouve pas juste entre les hommes et les femmes : c'est qu'on, on n'a pas les mêmes droits. On ne peut pas être comme on veut. » (Enfants)

Cette colère, on la retrouve exacerbée chez un grand nombre de femmes LGBTQ parce qu'elles sont plus confrontées que les autres à des formes de violence fréquentes dans l'espace public. Et puis, il y a celles qui font preuve de résistance pour continuer à préserver leur liberté dans l'espace public parce qu'elles refusent de se laisser intimider, malgré les expériences de violence, malgré les recommandations, malgré les « sale connasse », « sale gouine », « salope », « vieille » et aux rappels à l'ordre masculin.

Ces femmes veulent avoir le droit d'exister et de profiter de la vie urbaine comme les hommes. Elles sont jeunes, lesbiennes, migrantes... et, à leur manière, prennent des risques en continuant à sourire, à sortir seules le soir (Association 2), à rompre le « contrat implicite » entre femmes et hommes dans l'espace public (Goffman, 2000). Elles continuent, en dépit des injonctions de leurs proches (Association 2), de voisin.e.s contrôlant.e.s et jugeant.e.s (Association 1), d'expériences de violence (Arc-en-ciel), à vouloir occuper l'espace public et à sortir sans être paralysées par la peur.

C'est notamment le cas de l'une d'entre elles, qui nous confie qu'elle « prend » sa place dans la rue, sans modifier sa trajectoire, sans « s'écarter » (Arc-en-ciel) au passage d'un homme. Pour une autre femme, arrivée en Suisse de longue date, la résistance se fera dans le choix de s'asseoir dans le tram au côté d'un homme tout en lui signifiant qu'il prend toute la place et qu'elle n'en a plus (Association 3). Elles savent que le prix à payer pour être soi-même, pour se sentir libre est parfois très cher, mais elles veulent avoir les mêmes droits d'accès à la ville que les hommes et, pour ce faire, elles sont prêtes à prendre des risques.

« Dans mon attitude corporelle, dans la rue. C'est que, par exemple, le nombre de mecs que je bouscule parce que je n'ai pas envie de m'écarter et qui m'insultent. Je me sens plutôt en sécurité, mais, quelque part, j'ai aussi un comportement qu'on dirait 'agressif'. » (Arc-en-ciel)

Elles parlent cependant « d'un combat pour sortir » (Association 3), d'un conflit entre « leurs peurs » et leur désir d'aller vers l'extérieur, conscientes des effets dévastateurs de la construction sociale de cette peur sur leur vie sociale et sur leur liberté de se mouvoir.

Certaines femmes migrantes, peu qualifiées, ne parlant pas bien le français, font preuve de résilience (Association 1, 2). Deux d'entre elles qui ont connu des expériences d'agression (raciste), expriment pourtant avec force la nécessité de continuer à occuper l'espace public, à sortir de jour comme de nuit, à ne pas s'enfermer dans la sphère privée. L'une d'elle exhorte même les autres femmes migrantes à « sortir tous les jours » (Association 2). Elle

ajoute qu'«*il faut que les femmes se libèrent. Toute cette honte, cette peur*». Avec des mots plein d'émotion, cette participante encourage en particulier les mères de famille à oser aller vers les autres femmes et à résister à cette forme de confinement forcé, alimenté par la peur du danger, mais aussi par la peur du rejet.

Ces femmes migrantes ont peur dans l'espace public, sans doute plus que les autres femmes, mais certaines refusent cependant de se laisser paralyser par toutes les violences «réelles» ou symboliques qui contribuent à limiter leur présence dans l'espace public. Elles refusent, comme d'autres femmes (Association 1), de laisser la peur dicter leurs conduites, leurs comportements, leurs sorties et persistent à aller vers l'autre, à se sentir libres dans un pays libre et en paix, comme elles disent, à l'inverse des pays qu'elles ont dû fuir.

«Q. Donc vous continuez à sortir ?

Oui, je sors et je reviens des fois à 2h du matin, à 3h du matin. Et je fais comme X, je marche, je marche. Je sens quelque chose, je me dis : 'ce n'est rien, ce n'est rien' et j'avance. Parce que si on doit avoir la peur ici à Genève, chez moi [dans mon pays] il y a déjà la peur alors ici, non, non.

Q. C'est ça, vous ne voulez plus avoir peur ?

Je n'accepte pas ça. Oui, je dis qu'il ne faut pas accepter sinon comment on va finir ? Les personnes qui vont venir après nous, les jeunes, quels chemins va-t-on laisser pour eux ? [...] Mais on ne va baisser les bras et laisser faire toujours les mauvais ?» (Association 2)

Ainsi, les femmes résistent. Elles développent des savoir-faire, des moyens de contourner les risques perçus et effectifs, qui leur permettent de concilier leur désir d'autonomie et les contraintes qui pèsent sur les corps des femmes dans l'espace public.

8. Socialisation de l'espace public et apprentissage des normes de féminité

L'expérience qu'ont les femmes des espaces publics, les diverses intrusions, agressions auxquelles elles sont confrontées de façon récurrente, en tant que femmes, marquent durablement leur appréhension de celui-ci, et se transmettent par la suite de génération en génération. Au-delà de l'expérimentation individuelle, ce chapitre propose d'interroger le processus de socialisation des femmes à l'espace public. Il décrit comment l'apprentissage genré de normes, de rôles et de comportements structure l'accès et les usages de l'espace public. Nous verrons dès lors comment la socialisation à l'idée du danger et aux comportements prescrits dans cet espace s'apprend dès le plus jeune âge et détermine par la suite l'accès et les usages de ce dernier. Cette perspective permettra de mettre en lumière les processus d'incorporation des barrières de l'espace public, qui se transmettent lors des socialisations primaire et secondaire, et qui sont ensuite confirmés par les expériences spécifiques des violences de genre. La problématisation de l'espace public en tant que norme sociale permettra ainsi de saisir que les barrières sociales de l'espace public ne résultent pas uniquement de l'expérience de cet espace, mais également de processus sociaux en amont. En ce sens, l'occupation d'une place dans l'espace public se joue aussi dans la sphère privée, que ce soit dans les pratiques ou les discours.

Un apprentissage précoce du danger

La socialisation familiale : les fondements de la perception du danger

Les focus groupes ont permis de révéler que le rapport à l'espace public se construit très tôt chez les petites filles. Dès le plus jeune âge (4-6 ans), les parents (et autres membres de la famille) rendent sensibles les jeunes filles aux dangers potentiels de l'espace public, que ce soit autour des risques de mésaventures en tout genre, de blessure, de kidnapping, ou encore de subir des agressions physiques et sexuelles. Un travail de conscientisation du danger à travers des recommandations, des conseils ou encore des interdictions est mis dès lors en place par les parents afin de «protéger les jeunes filles». Ce dispositif de «protection» passe notamment par une redéfinition et un cloisonnement de l'espace public. Rapidement les jeunes filles apprennent une géographie mentale de l'espace public (et privé) structurant ainsi leur champ des possibles comme l'illustrent ces propos :

«Éduquée dans l'idée qu'aller là où je ne dois pas aller, je vais me faire forcément taper.» (Arc-en-ciel)

«On nous le dit déjà quand on est petite, la peur des grands méchants loups, il est dans la forêt, il fait noir, fais gaffe quoi.» (Expertes)

Ce travail de conscientisation du danger et des territoires dangereux commence parfois très jeune, avant même l'entrée à l'école, à travers des images mentales et la mobilisation de scripts de contes. Derrière ce type de discours, c'est bien l'apprentissage de lieux, de

situations, de temporalités (nuit-jour) qui se met en place et sont associés au danger dès le plus jeune âge. Des récits qui évoluent par la suite, vidés de leur contenu « enfantin » et qui ne portent plus sur des bois, mais plutôt sur des territoires urbains tels que les parcs, « les petites ruelles sombres » ou les garages. Progressivement, à travers ces mises en garde, c'est un ensemble de lieux, de territoires, de situations, qui sont proscrits aux jeunes filles, et qui amènent ces dernières à appréhender l'espace public au prisme de la peur, du doute ou de l'inquiétude, et dans le même temps, à identifier les espaces dits « acceptables » et « non acceptables » pour une fille comme l'explique une participante :

« En fait, c'est la peur des parents qui déteint sur nous. Du coup, on a peur, mais c'est aussi eux qui nous ont transmis cette peur puisque dès qu'on sort, ils ont tellement peur pour nous, que c'est contagieux. » (Jeunes)

Cette socialisation au danger constitue en ce sens le cœur de la construction du sentiment de légitimité dans l'accès à l'espace public et les usages qu'en ont les femmes, comme l'a décrit Gill Valentine (1992). Les lieux sont ainsi signifiés à la lueur des dangers potentiels. Parmi les dangers particulièrement pointés par les parents, on retrouve souvent les agressions sexuelles et de surcroît le viol.

« Et puis typiquement, je me souviens que quand j'étais petite, on habitait à la campagne et directement, tous les parents disaient à tous les enfants : 'Surtout, n'allez pas dans les caves ou dans les garages parce que c'est là où il y a les violeurs'. Et puis du coup nous, c'était : 'Mon Dieu, on ne peut pas aller dans le garage parce qu'il y a des violeurs', mais en même temps, on ne savait pas. Donc voilà, il y a clairement quelque chose que j'ai intériorisé, mais en soi, je n'ai heureusement encore pas expérimenté quelque chose de négatif quoi. Mais quand même toujours un peu ce sentiment de 'oui, je vais faire attention et rester éveillée de tout ce qui se passe autour de moi pour pas que ça arrive'. » (Centre)

On saisit dès lors, à travers ces propos, comment la socialisation au danger continue de peser dans le temps sur le rapport des femmes à l'espace public. Cette socialisation à l'espace public et ses dangers implique une intériorisation des représentations sociales de cet espace, mais également l'apprentissage de pratiques. Derrière cette socialisation se jouent ainsi les savoir-être et les savoir-faire qui vont structurer le rapport des femmes à l'espace public comme l'explique ici une interlocutrice qui a grandi en Roumanie :

« J'ai grandi dans une ville beaucoup moins sûre que Genève, statistiquement et comme perception aussi. Mais je crois que je suis un cas assez spécial parce que mon père était ancien policier, donc j'ai eu une éducation assez rigide par rapport à ça. Comme il était tellement exposé aux différentes violences lui-même pendant son travail, il avait très, très peur pour moi. Il ne m'a pas permis d'avoir un téléphone mobile, je crois, jusqu'à 17 ans, par peur que quelqu'un pourrait me faire quelque chose pour voler mon téléphone. [...]. Donc, j'étais assez bien formée, je crois. Mais jusqu'au point où effectivement, j'ai intégré des connaissances spécifiques à son métier pour savoir, par exemple, que les dealers de rue sont tellement bien organisés et qu'ils regardent tous les coins que j'ai pas du tout peur parce qu'ils font leur travail très bien [...]. Par cette connaissance qui vient de son travail, j'ai bien intégré des connaissances très pratiques [...]: 'N'écoute pas de la musique quand tu rentres

le soir. Si t'as peur de quelque chose, tu nous appelles, on vient te chercher n'importe où et maintenant'. [ou] ne pas avoir beaucoup d'argent sur soi. » (Jeunes)

Si cet apprentissage du danger par son père, policier de profession, a permis à cette jeune femme de développer des compétences afin de faire face aux risques dans les espaces publics, on perçoit surtout ici comment le rapport à l'espace public, et notamment le sentiment de sécurité, se construit dès l'enfance et continue d'avoir des effets jusqu'à l'âge adulte.

Par ailleurs, on observe que cette conscientisation et cette intériorisation de l'idée de danger opèrent dès le plus jeune âge et placent les femmes dans une position de victime potentielle, façonnant dès lors un sentiment d'insécurité et d'illégitimité dans l'espace public. Dans le même temps, cette normalisation (et moralisation) de l'espace public déplace paradoxalement le curseur de la responsabilité des violences sur les femmes. En effet, de nombreuses femmes ont rappelé que derrière ces discours de prévention et ce cadrage normatif des usages de l'espace public, c'est bien le sentiment de responsabilité en cas de mésaventures qui prédomine dans le cas où ces conditions (arbitraires) n'auraient pas été respectées. On comprend par exemple comment, lors d'agression nocturne dans des lieux dits « peu fréquentables » pour des femmes, la faute incombe rapidement à la victime et les discours de « *victim shaming* » (blâme des victimes) viennent alimenter cette responsabilité individuelle des femmes.

La socialisation secondaire comme prolongement

Si la socialisation primaire, dans le cercle familial, constitue un moment déterminant dans la construction du rapport genré à l'espace public et l'appréhension du danger, les focus groupes ont également permis de dessiner le prolongement de ces pratiques de conscientisation du danger et d'incorporation des normes sociales et spatiales lors de la socialisation secondaire (collègues, voisin.e.s, médias, etc.).

À ce titre, les médias constituent une première source de conscientisation de l'espace public et de façonnage des représentations sociales du danger, notamment au regard des « faits divers » comme le précise à ce propos une participante : « *souvent, je regarde les informations, la télé et toujours, j'ai peur* [au sujet des dangers dans l'espace public] » (Association 1). Les « faits divers » fortement médiatisés, notamment dans le cas d'agressions physiques violentes, viennent en effet renforcer des représentations de l'espace public, et constituent dans le même temps des « piqûres de rappel » sur les dangers qu'encourent les femmes.

« Ou bien soit qu'on lit dans la presse. Le fameux cas de l'été passé de la vieille ville. Qui a pu croire que la vieille ville représente un danger pour quelqu'un ? Il n'y a personne là, personne ne sort. La vieille ville, en tout cas, je ne connais pas d'endroit pour sortir là. Mais apparemment, il existe et des agressions se passent sur place... C'était vraiment choquant cette nouvelle. » (Jeunes).

D'une certaine façon, la médiatisation des « faits divers » a également pour fonction de confirmer les apprentissages genrés de l'espace public, et rappelle qu'à tout moment, dans n'importe quel lieu, les femmes peuvent être agressées. Ces « faits divers » sont par ailleurs mobilisés par l'entourage des femmes afin de remémorer les « consignes » à suivre dans l'espace public, notamment en termes de mobilité et de lieu à fréquenter (ou ne pas fréquenter).

« On te dit 'tu ne peux pas aller au jardin anglais', par exemple des fois j'allais au parc, on dit 'tu ne peux pas aller parce que tu pourrais te faire agresser'. Je [me] dis, tu ne peux pas aller à Carouge, au bord de l'eau, tu vas aussi trouver quelqu'un et te faire agresser. Je dis, mais non si on doit penser tout le temps comme ça, tu vas attirer tout ce mauvais œil. [...] Mais de toute façon, on me dit que c'est dangereux maintenant au bord du lac, au Parc bastion, au Parc Saint-Jean... [...] Oui mes amies qui disent, 'est-ce que tu ne regardes pas la télé? Est-ce que tu ne vois pas ce qui se passe? Tu vis dans un autre monde!' » (Association 1)

Outre les médias, les rappels des proches sur les choix des lieux de sortie constituent donc les rouages majeurs de la socialisation secondaire. Ces rappels peuvent prendre là aussi la forme de conseils « bienveillants », d'inquiétudes, d'avertissements, de recommandations, dans lesquels les territoires menaçants sont évoqués, parfois avec insistance. Ces rappels participent à l'intériorisation d'un espace public normé et genré dans lequel les femmes ne sont pas autorisées à circuler sans conditions. Les focus groupes ont ainsi permis de pointer comment cette intériorisation des recommandations de l'entourage continuait d'être opérante même lorsque les personnes n'étaient pas au contact du danger, comme l'évoque ici l'une d'entre elles au sujet de sa voisine et de la marraine de sa fille :

« Oui maintenant [quand] je sors, je ne sais pas qui m'a envoyé ces ondes [négatives]. Des fois à 20h je suis déjà à la maison. Je ne sais pas si c'est l'inconscient, mais à 20h, je suis à la maison. [...] Je ne sais pas si c'est l'inconscient qui travaille et me dit: 'si quelque chose arrive à minuit... Ma voisine va me dire, 'pourquoi tu arrives à telle heure?' Peut-être c'est l'inconscient. L'inconscient travaille beaucoup. » (Association 1)

On comprend ainsi comment l'entourage continue par ses recommandations et ses inquiétudes de forger des représentations de l'espace public, et délimiter les accès (il)légitimes à ce dernier.

De la recommandation au contrôle

De la recommandation au contrôle de l'accès et des usages de l'espace public, il n'y a souvent qu'un pas, comme l'ont évoqué les femmes interviewées. En effet, les recommandations se transforment en contrôle de la mobilité des femmes. Comme nous l'avons vu, les formes de contrôle peuvent résulter d'une incorporation des recommandations, mais elles peuvent également se matérialiser à travers des pratiques concrètes telles que l'usage de certaines technologies (application de traçage), un dispositif de sortie imposé (p.ex: sorties accompagnées), la définition des moyens de transport empruntés (p.ex: la voiture des parents), ou encore les vêtements à porter pour sortir.

L'une des expressions les plus marquées de ce contrôle, évoquée lors des focus groupes, concerne bien souvent les sorties, et plus précisément « le droit de sortir » à l'âge adolescent. Nombreuses des femmes interviewées ont évoqué que, « pour leur bien », leurs parents (et bien souvent les pères) leur interdisaient de sortir. L'accès direct à l'espace public apparaît en ce sens comme une forme de contrôle majeur pour les jeunes filles comme l'évoque ici l'une des femmes interviewées :

« Mais mon père, il est très... lui, c'est le papa poule [...] : 'Non, t'iras pas avec tes amies'. Et puis donc, il n'était pas question de... Mais même maintenant, toujours parfois, je raconte que j'étais à la fête de la musique [...] J'ai rejoint X. là-bas et puis à une heure, je suis rentrée [il me demande]: 'Mais t'es rentrée toute seule?'. 'Oui'. [...] je sens juste que ça le fait tiquer. » (Expertes).

Par ailleurs, si avec les années le contrôle et l'interdiction se sont dissipés, la désapprobation et le poids de la transgression (de l'ordre moral familial) demeurent encore une charge pour certaines femmes interviewées. Elles rappellent également la façon dont leurs parents leur « demandaient » (ou plutôt contrôlaient) à l'avance les lieux de sortie, les personnes présentes, les tenues portées, les objets emportés, ou encore les activités prévues :

« Mon père, c'était plus sur les horaires. Je devais toujours sortir accompagnée et rentrer accompagnée. Les shorts, c'était interdit parce que ça attirait les regards, jusqu'à quand j'ai pu décider par moi-même d'en mettre. Ouais, les jupes à l'école, les robes à l'école, non. Le maquillage non plus. C'était strict jusqu'à quand j'ai pu décider par moi-même, et qu'après il dise : 'Moi, je t'aurais prévenue'. » (Jeunes)

Derrière ces propos, on saisit comment le corps des femmes devient un enjeu de contrôle, dans l'idée – paradoxalement – de réduire le risque de danger, comme on l'a vu également dans le dilemme des participantes qui ont des filles et qui, bien qu'elles veulent favoriser leur autonomie, tendent à davantage les accompagner pour éviter qu'elles soient seules dans l'espace public en fin de journée ou quand il fait nuit (chapitre 4). À ce titre, les tenues portées font bien souvent l'objet d'une attention toute particulière de la part des parents, toujours dans un souci de réduire les risques de danger. En effet, les vêtements concentrent souvent l'attention des parents. Ils constituent, aux yeux de ces derniers et dernières, un rempart contre les violences ou, à l'inverse, un levier. Les parents en viennent ainsi à statuer sur les tenues « convenables » de leur(s) fille(s) :

« 'Ne sors pas habillée comme ça !'. Ma mère, elle me disait tout le temps : 'Mais attends, tu ne vas pas sortir avec cette robe. Non, mais c'est trop court'. C'est plus ma mère en fait parce que, elle, était sûrement victime de la même chose, mais au niveau des habits. » (Jeunes)

En ce sens, on voit se dessiner une forme de contrôle des corps en mouvement dans l'espace public, mais également des corps eux-mêmes à travers les tenues, le maquillage, les coupes de cheveux, etc. auquel il semble difficile d'échapper. Les femmes qui sont elles-mêmes mères d'adolescentes soulignent, on l'a vu (chapitre 4), leur volonté de ne pas les inciter à faire attention « parce que [ce sont des] filles ». Mais le dilemme entre liberté et risques effectifs engage certaines d'entre elles à inculquer à leur(s) fille(s) une forme de retenue. Ce serait à elles de ne pas avoir d'attitude provocante.

« Bon, je trouve que c'est compliqué à aborder, mais je trouve qu'il y a des savoirs. [...] C'est pas du tout pour dire 'attention, si tu fais ça, tu vas te faire agresser', 'si tu fais ça, tu éveille quelque chose chez quelqu'un qui n'est pas forcément facile à gérer pour la personne qui va...'. Mais bon, j'ai, voilà, c'est plus cette question-là, où je me dis c'est plus... Mais je ne trouve pas facile d'en parler non plus à mes enfants,

mais... mais je vois, avec ma fille, c'est plutôt se dire ' ne pas rentrer dans un truc où tu fais croire quelque chose et puis [...] tu vas faire souffrir' » (Enfants).

La discussion avec les adolescentes va dans le même sens, puisqu'elles distinguent entre « les putes » et les « pas putes », soulignant la force de cette norme de retenue inculquée et encore souvent exigée des filles.

L'espace public : entre norme de socialisation et apprentissage des normes de féminité

Comme nous avons pu le voir à travers l'analyse des rouages de la socialisation, mais aussi des formes de contrôle, nous pouvons constater que la construction du rapport à l'espace public se joue au prisme d'un apprentissage d'une féminité normée. En effet, les savoir-faire et les savoir-être inculqués aux jeunes filles apparaissent fortement situés en termes de normes de genre, que ce soit à travers les vêtements, la langue, le regard, les comportements, la façon d'interagir, les modes de déplacement ou encore la circulation dans l'espace public. À l'instar des tenues ou du maquillage, les comportements ne doivent pas être « trop aguichants », « trop accrocheurs » ou encore « pas trop voyants ». Il est souvent attendu de la part des femmes d'apprendre à tenir sa place, « être polie », « rester discrète », « souriante », et surtout « ne pas (trop) déranger » comme le laisse entrevoir cet extrait d'entretien :

« C'est plus ma grand-mère, elle m'a toujours dit d'être avenante. C'est pour ça que moi, je trouve ça normal de continuer à sourire dans l'espace public. » (Jeune)

Derrière ces savoir-faire et savoir-être genrés, c'est bien souvent la capacité à dire « non », de surcroît en dehors de la sphère privée, qui a souvent été problématisée lors de ces focus groupes. Comment marquer un désaccord auprès d'un inconnu lorsque ce dernier vous importune (drague, agresse, etc.) alors que depuis le plus jeune âge on vous apprend à contenter poliment les autres ? Cette injonction contradictoire entre une réaction de défense / (contre)attaque face à des violences émanant d'un inconnu et le devoir de réserve que « doivent » avoir les femmes semble se cristalliser dans le rapport à l'espace public. Cette capacité à « dire non », n'a en effet rien de spontané pour un certain nombre de femmes après des années de socialisation genrée. Certaines femmes tentent néanmoins de se défaire de ces normes de politesse et de contentement afin de repenser leur rapport aux autres :

« Moi ce que je regrette beaucoup, maintenant, c'est de ne jamais savoir dire 'non'. Là, en ce moment, je ne travaille pas, mais dans le milieu du travail ou dans le milieu familial, ou avec le mari... On ne pouvait pas dire 'non'. J'ai été élevée un peu comme ça [...] Il faut toujours dire oui. Si tu dis non, tu es une mauvaise, tu n'arriveras jamais loin. Surtout au travail avec certains patrons, collègues, j'étais un peu 'bouffée', parce que je n'arrivais pas à dire non. Je regrette beaucoup de choses qui se sont passées dans ma vie, maintenant que j'ai appris à dire 'non'. Je commence à dire 'non' maintenant. [...] Maintenant, ça me soulage un peu. » (Association 2)

Cette capacité à dire « non » n'est pas sans relation avec la capacité à se défendre dans l'espace public. À cet égard, les focus groupes ont permis de soulever les enjeux de défense auxquels les femmes doivent faire face. Certaines participantes évoquent à ce propos la difficulté à aller « contre leur nature », à faire face à « un blocage », se « sentir impuissante »

ou encore « ne pas savoir quoi faire ». Se défendre implique en effet pour certaines femmes de sortir d'un rôle assigné, de subvertir les attentes et les normes genrées intériorisées, une barrière parfois difficile à dépasser sans un entraînement préalable.

« Pas physiquement, je ne suis pas capable de me défendre physiquement. Je pense qu'il faut être préparée parce que 3 ados, même si ce n'était pas des grands enfants, mais c'est quand même 3. Sauf si on a reçu des cours de karaté ou je ne sais pas quoi, c'est très difficile pour une femme d'arriver à se défendre, très difficile. » (Association 1)

A terme, on comprend que l'apprentissage des usages et des comportements dans l'espace public est étroitement lié à l'apprentissage de certaines normes de féminité fortement situées. Accéder à l'espace public en toute sécurité implique d'endosser un modèle de féminité qui ne transgresse pas les normes de genre.

L'espace public comme expérience socialisatrice

Si l'accès et les usages de l'espace public résultent dans une certaine mesure d'un processus de socialisation, ces derniers se forment dans le même temps par l'expérience. En effet, le rapport des femmes interviewées à l'espace public s'inscrit dans une matérialité de l'espace à travers les rencontres, le vécu, le contact (physique et émotionnel), les mots, les gestes, qui se développent au quotidien et structurent en même temps les normes de genre comme résumé ici :

« Mais tant que c'est dans la presse, c'est loin en fait. Tant que ça ne nous arrive pas à nous ou à une copine proche, enfin moi, personnellement ça me marque bien évidemment, ça me choque, mais ça ne modifie pas ma peur. Tant que je ne le vois pas de mes yeux ou que je n'ai pas une copine qui pleure vraiment dans mes bras. » (Jeunes)

On saisit ici comment l'expérience des violences dans l'espace public, même vécue par une amie, affecte directement et profondément les personnes dans leur rapport à cet espace. Ces témoignages pointent en ce sens le rôle déterminant que jouent les micro-agressions et les expériences de connaissance dans la construction du rapport à l'espace public et le sentiment de sécurité. À l'instar des analyses sociologiques sur cette question (Gardner, 1995 ; Jaspard et al., 2003, Lieber, 2008), notre enquête souligne donc que paradoxalement, le vécu direct d'agressions physiques caractérisées par un degré de violence dit « grave » n'est pas toujours aussi déterminant que la socialisation aux expériences indirectes de violences vécues par des proches dans la construction du sentiment d'insécurité dans l'espace public. La banalisation et l'invisibilisation des micro-agressions vécues au quotidien par ces femmes et leurs proches masquent en ce sens une blessure déterminante dans la construction du rapport à l'espace public et le sentiment de sécurité. On comprend dès lors comment les témoignages de proches semblent jouer un rôle majeur dans la construction du rapport à l'espace public, et dès lors sur ses usages comme on le constate à travers ces deux extraits :

« Et je vais tout le temps être sur mes gardes. [...] Il y a aussi tous les témoignages de la vie, de ce que vivent nos proches, nos copines ou les histoires qu'on entend, qui fait que ça fait que... comment dire... renforcer ça. Euh... malheureusement, il faut bien sortir pour vivre. » (Arc-en-ciel)

« J'ai les miquettes clairement. Il m'est arrivé rien, mais je n'ai pas envie de... Ouais, j'ai un ami qui s'est fait agresser justement sur cette colline de Pinchat la nuit. Je ne vais pas aller jouer avec ça quoi. Mieux vaut prévenir ! » (Jeunes)

Outre l'expérience de proches, la construction des émotions et des affects en lien avec la territorialité semble se construire bien souvent par l'expérience directe que font les femmes de l'espace public comme le résume ici une participante : « Je pense que la peur, c'est surtout lié aux mauvaises expériences » (Jeunes).

L'enquête a permis de pointer que ces expériences (directes ou indirectes) ont des conséquences déterminantes sur le rapport à l'espace public et ses usages. Elles tendent notamment à réduire cet espace. En effet, les lieux associés à des agressions sont progressivement mis à la marge de la géographie mentale des femmes, conduisant ces dernières à restreindre leurs usages de la ville dans l'idée de minimiser les risques. On saisit ainsi comment la socialisation à l'idée de violence, mais également les expériences de ces violences, participent directement à façonner les usages de l'espace public et structurer la façon dont les femmes vont investir la ville.

9. Pour une ville égalitaire

La Ville de Vienne, citée généralement comme exemple d'une approche intégrée réussie, pose cinq principes de base pour une politique urbaine égalitaire : 1) utiliser des termes et des formulations qui reflètent une sensibilité au genre ; 2) recueillir et analyser des données sexuées ; 3) favoriser un égal accès aux services ; 4) favoriser la participation paritaire des femmes et des hommes dans la prise de décision ; 5) considérer le traitement égal comme la base du processus de gestion et d'évaluation des politiques publiques (Kail, Irschik, 2013 ; Custodi, 2017 ; Hancock *et al.*, 2017).

Ces cinq principes soulignent qu'il n'y a pas de ville ou d'espace « non sexiste » par essence, mais qu'il existe en revanche un ensemble de *processus* de production de l'espace urbain destiné à inclure un ensemble de points de vue différents, dont ceux des personnes qu'on a coutume d'entendre ou d'écouter le moins dans le cadre des dispositifs participatifs, femmes de différentes origines sociales ou de différentes orientations affectives et sexuelles, mais aussi jeunes, personnes précaires, en situation de handicap, migrantes ou de catégories modestes, citoyen.e.s disposant de moins de temps ou de capitaux sociaux et culturels pour se voir reconnaître un statut de citoyen.ne.s à part entière et pas celui de citoyen.ne.s spécifiques. Ainsi la logique du *gender planning* est tout autant une logique de requalification de la parole, des intérêts et des pratiques de certain.e.s dans la production de la ville qu'elle est une série d'injonctions pratiques à destination des aménageurs et urbanistes ; injonctions qui soulignent la nécessité de porter constamment un regard réflexif et critique sur les procédures mises en œuvre.

Afin de prendre en compte les diverses expériences que font les femmes des espaces publics, mieux comprendre quels types d'espaces leur paraissent agréables et favoriser leur présence, c'est aux 80 participantes des focus groupes que nous avons donné la parole pour conclure. Cette dernière étape s'inscrit tout à fait dans la méthodologie que nous avons privilégiée, qui place les usagères de la ville au cœur de la réflexion. Nous leur avons donc demandé quels étaient leurs propositions et leurs souhaits pour une ville plus égalitaire. Cette question a suscité beaucoup d'enthousiasme et d'intérêt. Les registres qui ont été abordés sont nombreux et entrent par ailleurs en résonance avec certains axes stratégiques du Plan d'action « Objectif zéro sexisme dans ma ville¹⁰ » (OZSV) de la Ville. Nous proposons de faire la synthèse des principaux axes de recommandation que nous avons dégagés de l'ensemble des propositions formulées par les participantes.

Avant d'aborder ces différents axes, plusieurs constats peuvent être faits.

1. Les principales suggestions ne portent pas sur des mesures sécuritaires, la dimension sécuritaire n'est pas (ou peu) mise en avant dans les recommandations des participantes.
2. Ce qui est au premier plan, c'est le nécessaire travail de sensibilisation contre le « sexisme », le « harcèlement de rue », et les questions d'égalité et de « respect mutuel ». Un travail d'éducation et de formation est à réaliser auprès d'une série d'institutions, d'acteurs et actrices, mais aussi auprès du grand public. Un travail qui doit porter non

10 <https://www.geneve.ch/zéro-sexisme>

seulement sur les expériences des femmes dans l'espace public, sur les inégalités entre les femmes et les hommes dans l'accès à la ville, mais également sur les normes de genre à déconstruire, sur le savoir-vivre en collectivité, le respect de la diversité.

« Moi spontanément, ce qui me vient, c'est que ce n'est pas l'espace public en soi qui pose problème, à part peut-être au niveau de l'éclairage la nuit suivant les lieux, mais plutôt les rapports entre les hommes et les femmes, plus que l'espace public en tant que tel. Donc après, c'est travailler sur la relation, les interactions, sur comment on se comporte les uns avec les autres. Mais peu importe que ce soit pour être dans un espace public ou privé en fait. » (Centre)

3. En raison du fait que les participantes n'étaient pas des spécialistes, les propositions liées à l'aménagement de l'espace public n'ont pas été majoritaires. Les propositions formulées portent à la fois sur la réorganisation de certains lieux, sur l'aménagement de pistes cyclables, sur l'entretien des espaces publics, mais également sur la responsabilisation d'une série d'acteurs et actrices (TPG, police, Ville, travailleurs et travailleuses sociales, commerçant.e.s, personnels de l'éducation, de la santé et du social, etc.)
4. Enfin, il apparaît clairement que certain.e.s acteurs et actrices deviennent incontournables dans cette volonté de rendre la ville plus égalitaire parce qu'elles et ils apportent déjà, pour un grand nombre de femmes que nous avons rencontrées, une ouverture sur l'espace public. Nous verrons de façon plus détaillée de quelle façon les associations, les maisons de quartier contribuent à rendre en effet la ville accessible au plus grand nombre, mais surtout à encourager *« l'empowerment »* des femmes, en favorisant leur mobilité et leur autonomie dans l'espace public.

Les associations comme ouverture sur l'espace public

Chez un certain nombre de femmes, les espaces de vie sont assez restreints et concentrés autour de leur quartier. Les associations de quartier représentent alors une véritable ouverture sur l'espace public, grâce notamment aux nombreuses activités qui sont proposées.

« Je suis à Genève depuis 1987 et avant de venir dans cette association, je ne savais pas qu'il y avait des endroits où on peut apprendre beaucoup de choses. Je ne savais pas que l'on peut se promener dans la ville. Moi [avant] c'était seulement m'occuper des enfants et le travail. Mais en fait il y avait beaucoup d'activités. [...] J'avais d'abord pris un cours de couture dans une autre association et puis je suis venue dans cette association. Je suis contente. L'équipe, elle est formidable. Ça me donne le moral. » (Association 2)

A travers *« des choses à faire »* (Association 1), mais également des *« choses à voir »* (Association 2), les associations redonnent une place aux femmes dans la ville et les encouragent à se sentir plus légitimes dans l'espace public. Élargir le champ des possibles est l'objectif à atteindre pour certaines femmes, en particulier les femmes migrantes, dont l'espace se limite souvent à la seule sphère privée et dont la mobilité est principalement concentrée sur les activités domestiques et parentales.

Les associations sont également des espaces de rencontre. Elles offrent, comme l'expriment de nombreuses participantes, mères de famille, femmes seules, femmes migrantes, aînées... *« la possibilité de rencontrer des gens »* avec *« une telle diversité culturelle »* (Association 2). Elles sont bien plus que des espaces récréatifs ou des *« groupes de travail »* (Association 2). Selon certaines femmes, en particulier les plus défavorisées, ces lieux participent à la construction d'un sentiment d'appartenance et leur donnent l'impression *« d'être quelqu'un »* (Association 2).

Enfin, certaines maisons de quartier semblent jouer un rôle important dans la réorganisation des lieux, en ouvrant des espaces jusqu'alors dominés par certains groupes à de nouveaux publics, notamment grâce à de petits aménagements ou à des événements ponctuels.

« C'est l'association de quartier qui a, qui a vraiment animé cet endroit... Qui a fait, qui a réfléchi... Aussi, il y a tout le truc où tous les jeux pour enfants étaient enlevés, puis pas remis. Enfin, tous des trucs comme ça qui créent un truc de... Et puis là, tout d'un coup, ils ont, voilà, ils ont remplacé les jeux, ils ont fait une partie jardin potager aussi, mais... et il y a cette buvette en été qui est ouverte. Alors, ça, c'est trois fois par semaine, mais c'est assez de choses pour se dire 'ben tiens, c'est pour tout le monde ce parc'. » (Enfants)

Les associations sont de façon générale, un espace de liberté essentiel pour tous les publics. Ainsi les soirées organisées par les associations LGBTIQ sont présentées par des femmes, lesbiennes et hétérosexuelles, comme des espaces où elles aiment aller faire la fête, car ce sont des espaces où elles ne sont pas confrontées à la drague lourde.

Valoriser les expériences que font les femmes de la ville

En réaction à l'invisibilité contrainte, à cette stratégie de la *« transparence »* développée pour circuler en toute sécurité, des recommandations portées par la majorité des participantes visent à redonner de la visibilité aux femmes et à faire connaître les réalités de leur quotidien dans l'espace public.

Certaines participantes proposent de réaliser des campagnes de communication sur les réalités des femmes dans la ville au moyen d'affiches, de *« publicités »*, de *« slogans »* qui viseraient principalement à déconstruire les rapports sociaux de genre et les stéréotypes sexistes, lesbophobes, racistes. D'autres sont plutôt en faveur de campagnes de sensibilisation aux différentes formes de violence dans l'espace public et, surtout, à l'importance de ces *« petites »* agressions au quotidien dont font souvent l'objet les plus jeunes femmes. La visibilité de ces formes différentes de violence passe également par la dénonciation de celles-ci, y compris par les femmes elles-mêmes.

« Il faut aussi que nous, on apprenne peut-être à le noter et pour que ça remonte et qu'ils voient que chaque jour, il y a tant de femmes qui sont embêtées. » (Jeunes)

La visibilité des femmes passe également par leur intégration dans les politiques relatives à l'aménagement des espaces publics. Selon certaines participantes au discours plus mi-

litant, il s'avère nécessaire, pour rendre la ville plus égalitaire, de consulter les premières concernées, en veillant à appréhender les réalités auxquelles sont confrontées les femmes dans leur diversité. A ce titre, les mesures contre le sexisme et le harcèlement public prises par la Ville de Genève, à commencer par la réalisation de cette enquête, ont été félicitées par toutes les participantes. Ces mesures soutenues par la Ville engendrent cependant une attente forte en ce qui concerne « l'après ». Ces femmes se demandent en effet quelles solutions seront apportées aux problèmes mis en lumière dans les échanges.

L'organisation d'événements, de manifestations pour les femmes, comme la manifestation du 14 juin ou encore la Pride, est considérée par de nombreuses participantes comme des occasions positives de reprendre possession de l'espace public, de se retrouver majoritaires dans l'espace public, de renverser le rapport de force et d'apprécier cette liberté de se mouvoir en ville, sans entrave.

« La Pride par exemple. Par exemple, là, c'était inouï. De voir tout cet espace public qu'on s'est créé, à nous [les femmes], et de se dire 'il ne va rien se passer, je peux faire ce que je veux, on est tellement nombreux que personne n'osera rien dire, ou en tous cas on ne les entendra pas, parce qu'on fera plus de bruit qu'eux pour une fois'. » (Arc-en-ciel)

On retrouve également, derrière les propos des participantes, l'importance, en termes d'*empowerment* ou de renforcement de la confiance en soi, de disposer d'espace-temps pour être entre soi. Que ce soit la manifestation du 14 juin ou encore les marches nocturnes, ces différents événements participent en effet à une prise de conscience féminine et politique de la place des femmes dans la ville.

« J'étais super fière et j'avais aucune peur et j'étais là, ça fait du bien de se sentir comme ça, j'aimerais que ce soit comme ça tous les jours. Et puis ouais, d'avoir cette force, je ne sais pas, entre femmes, ça fait du bien je trouve. » (Jeunes)

Agir ensemble pour une ville plus égalitaire

Des recommandations ont été faites qui portent sur des actions en amont, sur le plan collectif, pour que chaque citoyen.ne soit conscient.e des discriminations qui sont à l'œuvre dans l'espace public.

Un travail de sensibilisation et de prévention est considéré comme une étape primordiale par toutes les participantes. Par ailleurs, selon elles, c'est de façon globale et transversale que des actions doivent être menées, non seulement auprès des jeunes, dans les écoles, auprès des enseignant.e.s et des directions, tout comme auprès du grand public (via les médias, les campagnes de communication, les actions de la Ville), mais également auprès de celles et ceux qui sont en première ligne par rapport aux violences dans l'espace public: les conducteurs et conductrices de tram/bus/train, la police, les commerçant.e.s, les citoyen.ne.s.

Sensibilisation

Le manque de sensibilisation à certaines formes de violence est pointé du doigt par les participantes, en particulier les plus jeunes, qui sont particulièrement touchées au quotidien par des agressions trop souvent « banalisées » (Jeunes). En effet, selon elles, si les violences faites aux femmes dans la sphère privée sont de plus en plus reconnues, le harcèlement dans l'espace public semble encore trop souvent ignoré. Dans le même ordre d'idée, si l'on parle de plus en plus de sexisme dans la société, les comportements lesbophobes sont encore trop souvent invisibilisés auprès du grand public.

La sensibilisation doit par conséquent passer, selon les participantes, par différentes formes et canaux de communication pour toucher des publics différents. Les participantes proposent des actions de sensibilisation qui passent par de la communication écrite (affichage, campagne de communication, logos en faveur de l'égalité, etc.), mais également par de la communication visuelle comme des émissions de télévision ou « des caméras cachées comme cela a été fait dans de grandes capitales » (Arc-en-ciel). A titre d'exemple, la vaste campagne lancée par l'Université de Genève contre le harcèlement sexiste a été citée comme une bonne pratique pour sensibiliser le grand public.

« Quand j'ai repris, l'année passée, les études, ce qui m'a frappée, mais en positif, c'est les pancartes qui étaient affichées sur 'ma jupe est-elle trop courte, trop ouverte... ou ai-je le droit d'étudier tranquille?'. Il y a plein de petites tournures de phrases. En fait, je suis arrivée là et je me suis dit 'ah cool !' parce qu'il y a dix ans avant, quand j'avais terminé, il n'y avait pas ça. [...] Et, du coup, c'est plus facile de réagir quand il y a quelque chose d'explicite. Voilà, on peut se référer à ça. [...] Ça j'ai beaucoup aimé. En fait, ça m'a fait du bien, j'ai pris des photos que j'ai envoyées à tout le monde. » (Enfants)

L'objectif derrière ces différentes propositions est double. Il s'agit d'une part de rendre visible auprès du grand public la réalité vécue par de nombreuses femmes, mais également de responsabiliser chaque acteur et actrice de la société.

« Les gens se disent ah, mais Genève, la Suisse, ce n'est pas Lyon, ce n'est pas Paris, mais je pense que ça en choquerait plus d'un et plus d'une [de voir ce qui se passe à Genève]. Et surtout nos politiques. De voir le genre d'insultes que tu prends quand tu es juste une femme et que tu te balades tranquillement avec ta compagne, genre tu es au marché de Plainpalais, tu es au bord du lac, enfin toute sorte de lieux dans la ville où tout le monde se retrouve. [...] Parce que je pense qu'il y en aurait des remarques! » (Arc-en-ciel)

Si des campagnes de sensibilisation existent déjà, certaines participantes leur reprochent souvent un manque de clarté, un message trop peu explicite (Expertes, Enfants, Jeunes); d'autres soulignent que le mode de communication privilégié ne tient pas toujours compte de la diversité des femmes et de la barrière que peut constituer le langage (Association 3).

« Pour moi 'Non, c'est non', ça ne me parle pas, parce que ça veut dire qu'il faut dire non. Oui, moi je pense qu'il faut que ça soit beaucoup plus large et beaucoup plus subtil [la communication contre le harcèlement] et puis de dire [explicitement], de dénoncer: 'insulter une femme dans la rue, ce n'est pas ok'. Je pense que c'est un

très large éventail de choses [sous-entendu le harcèlement]. Et puis il faudrait plus documenter ça et puis en parler... Je pense que de commencer par l'espace public, c'est pas mal pour qu'après, ça rentre dans l'Université, dans tous nos bureaux et tout ça.» (Expertes)

Ces campagnes, rappellent certaines participantes, doivent veiller à ne pas stigmatiser, par leur contenu et/ou leur emplacement, certaines populations. La réalisation de ces campagnes, en collaboration avec les personnes qui ont une expertise liée à leurs vécus dans l'espace public, est présentée comme un moyen de réduire les risques de mauvaise communication.

« Il faudrait aussi faire [passer les messages avec] des images, mais faire tout un événement pour expliquer, et puis faire attention à ce que ça ne vire pas vers un discours où l'on va sécuriser, aider... les personnes LGBT, mais en profiter pour parler également des autres minorités... Parce que ça, c'est aussi un grand risque. Quand il y a eu la campagne d'affichage à l'Unige, il y a beaucoup de personnes qui disaient 'Ouais, mais ça c'est les vagabonds qui trainent ici – aux Bastions surtout –, c'est les vagabonds qui trainent ici, ce n'est pas les étudiants, les professeurs et tout ça [qui harcèlent]'. Il faut aussi bien montrer que oui, [les personnes qui discriminent], en fait c'est toi, c'est moi, c'est n'importe qui qui peut faire cela.» (Arc-en-ciel)

Prévention

En matière de prévention dans la lutte contre le harcèlement ou le sentiment d'insécurité dans l'espace public, certaines femmes proposent la création d'une ligne d'appel d'urgence « comme pour le suicide ». Cette ligne pourrait, selon elles, remplir des fonctions multiples allant de l'écoute à la réorientation vers des services de sécurité (Sécuritas, police) ou encore jouer un rôle dans l'accompagnement des personnes en situation d'insécurité, en les « rassurant » à distance durant leur trajet dans l'espace public ou en leur donnant « quelques techniques pour se sentir plus en sécurité » (Arc-en-ciel).

D'autres femmes suggèrent de développer les affichages de messages de prévention dans les écoles avec la mise à disposition d'informations diverses (ligne d'écoute, numéro d'appel, associations LBTQ, etc.) Ces informations permettraient aux jeunes confronté.e.s au harcèlement ou à d'autres formes de violence de savoir vers qui se tourner pour demander de l'aide.

Il est intéressant de relever que les toilettes pour femmes reviennent fréquemment dans les discours des participantes comme un espace de l'entre-soi, idéal pour faire de la prévention auprès des femmes, que ce soit à l'école, dans les bars ou lors d'événements festifs. Cet espace est décrit comme l'un des rares endroits dans l'espace public où les femmes « ont la paix », se sentent en sécurité¹¹.

« Et même mettre des informations sur les portes des toilettes, parce que c'est le seul moment où tu es tranquille, toute seule à l'école... Et où en fait tu n'es pas emmerdée, tu peux réfléchir sur toi, si tu ne te sens pas bien, c'est peut-être un des

¹¹ Nous n'avons pas eu de participante trans*, qui aurait peut-être mis l'accent sur la binarité qu'induit la séparation des toilettes entre hommes et femmes.

endroits où tu peux aller te réfugier... Et, en fait, si tu as quelque chose devant les yeux qui dit 'hello! Il y a... il y a une option B, il y a une porte de secours, utilise-là'. Je pense ça manque beaucoup.» (Arc-en-ciel)

Enfin, toutes ces actions doivent être intégrées dans un cadre plus global et « ne pas se limiter à des campagnes de communication » (Arc-en-ciel), mais s'inscrire de manière pérenne dans les politiques de la Ville afin de « créer effectivement cette sensibilité accrue à l'agression, au harcèlement pour que l'on ne soit pas [quand on est dans l'espace public] dans des situations où l'on se sent toute seule » (Jeunes).

Éducation et formation

La clé de voûte pour une ville plus inclusive se situe, pour la grande majorité des participantes, dans l'éducation et la formation d'une série d'acteurs et actrices, en commençant par les enseignant.e.s. L'objectif est de susciter une prise de conscience de l'intérêt d'aborder à l'école les questions de sexisme et d'inégalités de genre.

« Je trouve que c'est vraiment primordial qu'il y ait quelque chose qui soit fait au niveau de l'éducation, puisqu'on sait que les mentalités changent grâce aux enfants qui éduquent les parents, et pas dans l'autre sens [rires]. Enfin, moi, je trouve que c'est vraiment ultra important. Il y a beaucoup de mes collègues qui sont très fermés d'esprit, tout simplement parce qu'ils n'ont pas envie de donner de leur temps pour se former. Et je pense que ça, c'est un argument qui doit être entendu et qui doit être démonté, parce que, dans le cahier de charges de l'enseignant.e, on est censé se former pour être aptes à donner des cours de qualité et qui sont inclusifs, voilà.» (Arc-en-ciel)

Dans les écoles, outre la prévention du sexisme, ce qui est exigé par un grand nombre de participantes, ce sont des cours d'éducation à la citoyenneté, parce que « l'éducation à l'école. Pour moi, ça commence de là. [...] C'est d'abord comment respecter l'autre » (Association 3), « comment on se comporte les uns par rapport aux autres. Il faut vraiment travailler cela à l'école » (Enfants). Pour de nombreuses personnes, ces formations dans l'enseignement constituent « la base » (Experte) du savoir-vivre, et le meilleur outil « pour faire passer le message » (Arc-en-ciel), c'est-à-dire pour déconstruire les stéréotypes et lutter contre les discriminations de genre et de sexualité.

Si des actions de prévention existent déjà dans certains établissements, leur caractère non obligatoire apparaît comme un réel problème selon certaines participantes.

« Moi, ce que je proposerais, c'est une sensibilisation obligatoire pour tous les établissements du canton de Genève, parce que je sais que, dans beaucoup d'établissements justement, il y a des témoignages [de personnes LGBTIQ], il y a des ateliers qui sont faits, mais malheureusement pas assez, pas dans tous les établissements. C'est sur la demande de certains enseignants ou de certains directeurs, directrices d'établissements. Je pense qu'il faut que ce soit obligatoire. C'est vraiment une question de survie aussi pour certains élèves qui sont touchés... Il y a beaucoup de suicides chez les jeunes à cause de ça. Parce qu'ils ne sont pas acceptés.» (Arc-en-ciel)

La dimension transversale des activités liées au genre et à l'égalité dans l'enseignement est également considérée comme essentielle. En effet, cette dimension devrait apparaître dans toutes les disciplines et dans toutes les activités proposées par l'école, à la fois en classe, dans l'apprentissage des savoirs, mais également dans les cours de récréation, lors des activités para-scolaires, etc.

« Faire des activités dans plein de disciplines différentes, au niveau de l'égalité... Au niveau du genre. Donc ça, je trouve super, parce que, moi, je suis enseignante, donc, du coup, je l'ai vu [elle fait référence à un module de formation sur l'organisation sexuée de l'espace], mais je ne suis pas titulaire de classe. Et puis, en fait, il y a eu aucune publicité, aucune formation qui a été faite et donc mes collègues, personne ne l'utilise. Donc moi je vais en disant «Voilà, on pourrait faire ça', mais ça tombe un peu de nulle part. Et puis est-ce qu'il faut vraiment prendre du temps pour ça? Je pense qu'au niveau de l'éducation et puis de comment on se comporte les uns par rapport aux autres, il faudrait vraiment travailler ça à l'école.» (Enfants)

Responsabiliser les différents corps de métier

Une série de propositions portent sur la responsabilisation d'une série d'acteurs et d'actrices. Cette responsabilisation doit cependant commencer par un travail de formation par rapport au sexisme dans l'espace public. En effet, la sensibilisation au harcèlement sexuel et aux violences faites aux femmes dans l'espace public semble faire cruellement défaut, à en croire les propos de certaines femmes, chez un certain nombre d'acteurs et d'actrices considérées pourtant, par les femmes interviewées, comme étant de première ligne pour rendre la ville plus inclusive: police, conducteurs et conductrices de TPG, travailleurs et travailleuses de terrain ou encore commerçant.e.s.

« Et puis que les TPG soient formés aussi, enfin qu'ils soient formés, qu'ils aient le droit aussi d'intervenir, comme pourrait le faire la police municipale. Après, je ne sais pas dans quelle limite, mais bon, c'est vrai qu'il y a plein d'incidents comme ça. Moi, c'est aussi pour ça que je ne prends pas les transports publics et qu'eux puissent intervenir au lieu de fermer les yeux. » (Jeunes)

« Et, une fois, on a appelé pour agression sexuelle aux Eaux-Vives et la police a mis une heure à venir. Une heure, alors que pour l'affichage sauvage, ils étaient à trois voitures, six flics, alors que nous, on était quatre minettes avec notre petit seau [rires]... Et surtout qu'on a eu deux hommes qui sont venus pour l'agression sexuelle et qui n'arrêtaient pas de remettre en question le récit de la personne, parce qu'elle avait bu. Et qu'on a dû insister... On a dû insister pendant une heure et demie pour qu'il y ait enfin une femme policière qui vienne. Vu la situation, c'était ingérable sinon. [...] Les flics [hommes], c'est vrai qu'ils avaient un comportement complètement à côté de la plaque. Tout de suite, quand elle [la policière] est arrivée, ça a tout de suite [changé la dynamique], elle a pris en compte vraiment la victime en fait, et donc ça a complètement désamorcé la crise quoi. Donc je ne sais pas s'il y a beaucoup de formation dans le cadre de la police... » (Arc-en ciel)

La nécessaire responsabilisation des acteurs et actrices passe également, selon les participantes, par un travail critique sur la communication des femmes et hommes politiques, notamment en période électorale.

« Donc le moment où ça va arriver, ça va faire comme en France. J'espère tellement me tromper. Il y a des risques que ça se passe comme en France, qu'il y ait un gros pic, qu'en plus il y ait tous les espaces d'affichage politique où ben il peut y avoir de l'homophobie. [...] Et [...] peut-être expliquer que oui, alors si on n'est pas formés, on va éviter de faire des débats sur des sujets aussi sensibles... Parce que c'est violent, c'est très violent. » (Arc-en-ciel)

Formation et compétences

Mettre en œuvre des dispositifs de formation à grande échelle a un coût, mais nécessite également des compétences et une vision à long terme, selon les femmes interrogées. Si les actions réalisées actuellement par la Ville en matière de formation et de sensibilisation sont félicitées et appréciées par l'ensemble des participantes, le côté « one shot » de ces formations par ailleurs très limitées dans le temps ne permet pas, toujours selon ces dernières, la mise en œuvre d'une politique réellement inclusive. Pour que ce travail de sensibilisation soit efficace, il semble également nécessaire que ces formations soient conçues et dispensées par des expertes dans le domaine. En particulier, la reconnaissance du travail de pédagogie essentiel, réalisé sur le long terme, par l'ensemble des acteurs et actrices de terrain est souhaitée.

« Mais, par contre, ce qui pourrait être intéressant, c'est que tous les événements, de formation et tout ça, que ce ne soit plus du bénévolat [...]. Que ça devienne des métiers et qu'on arrête de penser que, quand on travaille, quand on prend du temps comme ça, c'est juste parce que ça nous amuse [...]. Et c'est horrible, parce que c'est du vrai travail! Et il y a beaucoup de personnes qui passent beaucoup de temps. » (Arc-en-ciel)

Sensibiliser à la solidarité

Les participantes encouragent la Ville à développer des actions collectives pour inviter les citoyen.ne.s à ne plus « fermer les yeux » (Jeunes), à « aller vers l'autre » (Association 2), à oser « intervenir » face à ce qui se passe autour d'elles et eux avec cette idée forte qu'ensemble, on est en capacité d'agir.

« Peut-être sensibiliser à la solidarité. C'est vrai qu'il y a du monde dans la rue, et c'est triste qu'il y ait des gens qui se fassent agresser devant plein de gens... Moi, j'ai beaucoup d'expériences — alors oui c'est à Paris, je ne me suis pas fait agresser à Genève, je touche du bois —, où les gens ne s'en mêlaient pas, ils partaient... Oui, j'ai un monsieur qui s'est masturbé devant moi dans les 40 minutes de RER, tout le monde le voyait, personne n'a rien dit. Et c'était bondé, et personne n'est descendu avec moi à la rame. J'ai dû appeler mon père pour qu'il vienne me chercher. J'ai le sentiment qu'à Genève, c'est pareil. » (Jeunes)

Une autre piste évoquée est la possibilité pour certain.e.s acteurs et actrices de la Ville, comme les commerçant.e.s, d'exprimer leur solidarité au moyen d'un logo sur leur vitrine et/ou de manifester leur soutien en cas de situation de danger pour les femmes (« espace friendly », « espace sans discrimination »), comme cela a pu être fait à Montréal ou à Paris (Biarrotte, 2012; Blidon 2011). Ces formes de soutien ont également été mises en avant par les femmes LGBTQ comme des pistes pour sécuriser davantage les femmes dans certains lieux de sortie par l'affichage d'un logo « friendly » ou encore en ayant la possibilité de signaler aux serveurs et serveuses ou aux gardes de sécurité, par divers procédés et astuces, le fait qu'elles sont harcelées ou en insécurité.

Une politique de transports abordables et sécurés

Les femmes ont également formulé des recommandations concernant l'accessibilité des transports publics. Ces recommandations portent sur différents niveaux (sécurité, aspect financier et offre de transports publics 'espace/temps'). Elles soulignent les inégalités d'accès à l'espace public en lien avec les inégalités financières. La question des transports en commun est une question cruciale dans cette démocratisation de l'accès à la ville pour les femmes sachant qu'elles sont les principales utilisatrices des transports en commun.

Certaines femmes rappellent que les déplacements en sécurité dans l'espace public ne doivent pas être le privilège de quelques femmes plus aisées qui pourront choisir leur mode de déplacement alors que d'autres seront contraintes de prendre les transports publics, avec les risques que cela peut représenter à certaines heures ou dans certains endroits.

Les femmes saluent certes l'extension des horaires des transports publics de nuit. Mais pour faire en sorte que la liberté de se mouvoir la nuit en toute sécurité ne soit pas conditionnée par des questions financières, de nombreuses femmes prônent des solutions accessibles à toutes financièrement, et ce pour la région.

« Il faudrait aussi une solution entre guillemets "gratuite". Parce que déjà les soirées tu dois prévoir un budget, [...] ça commence à faire cher si tu veux aller à toutes les soirées [...] enfin ce serait un peu horrible, même si on le fait déjà, mais de prévoir en plus le budget pour être en sécurité. Enfin, ça aussi, il faudrait trouver des solutions gratuites et accessibles à tout le monde. Et justement faire en sorte que ce soit accessible à toutes les personnes qui risquent quelque chose et que ce soit accessible aussi financièrement et dans la géographie aussi, parce qu'on est... on est sur Genève, mais on a vu qu'il y a beaucoup de personnes qui ne viennent pas de Genève. Parce que typiquement, moi, pour ces lieux proches, alors que je suis en France, c'est Genève, et même en Suisse il y a beaucoup de personnes qui vont venir à Genève. » (Arc-en-ciel)

Une des mesures déjà existantes qui a été valorisée positivement concerne la possibilité de demander au tram de s'arrêter, la nuit, entre deux arrêts afin de réduire la distance à pied pour rejoindre le domicile. L'allongement des horaires des transports publics la nuit est également considéré comme un facteur de sécurité pour les femmes.

Certaines suggèrent de développer des transports collectifs pour les femmes en soirée, comme des « bus roses », mais également de proposer, comme dans d'autres pays, des lignes de taxi « roses » qui « seraient LGBTQ safe » et « réservées aux femmes » (Arc-en-ciel) afin de garantir un retour, en groupe ou en individuel, en toute sécurité. Le développement des pistes cyclables est également proposé, pour favoriser le sentiment de sécurité sur la route et faire du vélo une « carte vers l'extérieur » (Jeunes), un mode de transport qui ne soit pas considéré comme dangereux, car il n'est pas sécurisé sur les grands axes.

Recommandations en matière d'aménagement

Un grand nombre de participantes constate qu'en matière d'aménagement, l'espace public n'est pas neutre (Coutras, 1996). Ces femmes soulignent le fait que de nombreux espaces sont occupés principalement par des hommes, en raison parfois d'activités de loisirs organisées dans ces lieux, qui visent avant tout un public masculin. Elles proposent de concevoir autrement l'espace public, de le « dégenrer ».

Plus qu'une critique sur la matérialité des lieux, c'est donc le monopole de la présence des hommes dans l'espace public qui est considéré comme excluant. L'impression de ne pas « avoir sa place » dans certains espaces et de ne pas être « légitime » dans certains lieux, sont des expressions que l'on retrouve dans de nombreux discours. Et l'aménagement de l'espace public contribue, selon certaines femmes, à maintenir et à renforcer parfois, symboliquement, le rapport de domination des hommes sur les femmes.

« Si je repense au parc des Acacias, il y a des tables, il y a des bancs et bien, quand je le traverse, c'est tout le temps des groupes d'hommes qui sont sur ces bancs et autour de ces tables, mais jamais de femme. Quand la maison de quartier fait un truc, il y a un peu un autre public. Mais, quand le parc est libre d'accès, disons sans rien qui est organisé, c'est des groupes d'hommes qui sont là. [...] Il y a aussi un bowling, un jeu de boules, alors c'est très rare qu'il y ait des femmes qui jouent. Je vais peut-être me mettre au jeu de boules pour investir le quartier [rires] [...] Je n'ai jamais vu de femmes occuper des tables et des bancs. » (Aînés)

Des exemples concrets d'initiatives locales sont mis en avant pour montrer qu'il suffit parfois de « peu de moyens », de « pas grand chose » pour favoriser la réappropriation de certains espaces par les femmes.

Le droit à la ville pour toutes

Les femmes veulent que l'on envisage l'espace public, dans ses aménagements, plus seulement comme un espace « fonctionnel » pour elles, mais également comme un espace d'oisiveté.

« Moi, je trouve que l'espace public, il est plus productif qu'oisif, en tout cas à Genève, je le sens vraiment. C'est un espace passant, mais pas un espace où tu t'arrêtes. D'ailleurs les jeunes se font souvent contrôler juste parce qu'ils sont là dans l'espace public. Et du coup, le retour des jeunes c'est surtout ça: 'On n'a pas le droit d'être ici'.

Donc, le repenser aussi en espace d'oisiveté. J'ai l'impression, j'avais vu en Italie des trucs que je trouvais intéressants où il y avait plusieurs générations qui se côtoyaient sur le même espace, avec un petit truc de basket à côté d'un terrain de pétanque, et puis un bac à sable. Et rien que ça, ça fait coexister les générations et les genres. Et du coup, ça se régule aussi.» (Experte)

Rendre la ville plus égalitaire passerait également, selon ces femmes, par un travail de réorganisation de certains espaces afin de permettre à toutes les femmes d'accéder et de fréquenter, en toute sécurité à toute heure de la journée, les rares endroits dans la ville où il est possible de « se poser gratuitement » (espaces verts, places, espaces à proximité de l'eau, etc.). Il s'agirait là d'un enjeu essentiel pour améliorer l'accessibilité de la ville aux personnes les plus défavorisées.

Le droit à la ville pour toutes et tous est clairement mis en avant dans de nombreux discours. L'objectif de cette réappropriation ne vise cependant pas à exclure certains profils ou à créer de nouveaux murs symboliques. Il est en effet intéressant de souligner que les personnes marginalisées ne sont pas absentes des discours de ces femmes. Au contraire, c'est la mixité dans les espaces publics, le « mélange des gens » qui est encouragé afin que chacune puisse avoir une place légitime dans la ville. Les propositions cherchent aussi à créer des lieux de rencontre, à favoriser les contacts entre groupes différents, entre générations et, plus globalement, à lutter contre la peur de l'autre.

« Enfin je trouve intéressant ce qui est mis en place pour occuper l'espace pour justement pas que ce ne soit pas qu'une sorte de personne qui soit là. Là, en face de chez nous, il y a un grand immeuble d'une fondation, enfin... des appartements sociaux, et puis il y a un grand parc devant. Les premières années, [il y avait] juste le parc, et puis, après, ils ont fait des jardins potagers, des bacs de deux mètres sur deux mètres, enfin non, même pas, un mètre sur un mètre. Et puis chaque habitant peut avoir jusqu'à trois bacs. Mais n'empêche, enfin, ça a vraiment changé totalement les personnes qui occupent l'espace.» (Enfants)

« Mais je sais qu'il y a plein de techniques et de moyens pour favoriser la rencontre. J'ai vu aussi à New York quand j'y étais des tables et des chaises qui étaient mises à disposition dans les parcs. Et du coup comme nous, on s'occupe des chaises longues l'été, là c'était carrément tables et chaises, et du coup les gens les disposaient un peu comme ils voulaient, les mettaient ensemble si c'étaient des grands groupes ou pas. Et je pense que tous les moyens qui créent la rencontre sont bons, parce que je pense que c'est le manque d'interactions et de rencontres qui créent un peu tous ces tensions, ces peurs, ces trucs.» (Experte)

L'amélioration de l'éclairage de certains lieux est souvent mentionnée (arrêt de bus, trams, etc.) dans les recommandations. Pour « mieux voir autour » (Jeunes), mais également pour être vue. En effet, la visibilité crée une « surveillance informelle » par les autres usagères et usagers et contribue ainsi à réduire le sentiment d'insécurité (Biarrotte, 2012). L'éclairage doit contribuer à créer des ambiances rassurantes par le choix d'une lumière vive, claire et à large spectre. Les femmes insistent sur l'importance d'éclairer l'environnement autour et pas uniquement « qu'il y ait juste un lampadaire qui éclaire là, avec le cercle au milieu au sol, parce qu'on n'a pas peur de tomber parce qu'on ne voit pas le sol, on a peur de ce qu'il

y a autour. Donc ça, c'est quand même un changement de perspective qui est intéressant » (Jeunes). D'autres femmes proposent également des initiatives pour colorer certains lieux « glauques », comme certains murs abandonnés, perçus comme inquiétants.

Le développement des pistes cyclables est également proposé, pour favoriser le sentiment de sécurité sur la route et faire du vélo une « carte vers l'extérieur » (Jeunes) qui soit véritablement sûre.

Le danger de privatisation de l'espace public

Les femmes rappellent que l'accès à l'espace public dépend des ressources, inégales, dont elles disposent.

« Je vais que dans des choses qui me coûtent pas d'argent parce que je n'ai pas les moyens. Et je trouve que pour ça à Genève, on a une chance incroyable, un panel de... » (Centre)

Aussi, pour garantir l'accès à la ville aux plus défavorisées, les participantes plus âgées, qui ont vu leur ville évoluer au fil des années, mettent en garde contre le phénomène de privatisation de l'espace public qui conduit, selon elles, à une gentrification de certains quartiers et à l'exclusion des citoyens les plus pauvres. Elles recommandent aussi de privilégier les activités gratuites (chapitre 5). Ces femmes attirent encore notre attention sur l'importance de l'accessibilité des informations relatives aux événements et activités qui sont organisés dans la ville. Un travail de centralisation des informations culturelles, sociales et citoyennes devrait être réalisé par la Ville pour permettre au public défavorisé, mais également aux personnes migrantes, comprenant difficilement le français, de ne pas rester à la marge.

« Oui, oui, c'est gratuit oui. Et ça j'aime bien et en fait j'y vais régulièrement avec des ami.e.s. Mais sinon, je trouve des fois que c'est difficile d'avoir les infos. Mais par exemple, avec la Fac, ils renvoient genre toutes les semaines l'évènement culturel prévu pour la semaine. Du coup, on peut regarder en ligne, ça donne genre une première piste et c'est pas mal.» (Association 1)

Réduire le sentiment d'insécurité à tout moment et en tout lieu

Si les suggestions des participantes ne se réduisent pas à un discours « tout à la sécurité », la peur constitue cependant un frein à la participation des femmes. Pour réduire cette peur, certaines femmes, qui n'ont pas envie de faire le choix de renoncer à la ville « parce qu'il faut bien vivre » (Arc-en-ciel), formulent des propositions pour plus de sécurité, notamment lors de leurs sorties en soirée.

Une présence policière ou de personnes chargées de la sécurité, qui veillent au respect des règles de civilité dans certains établissements, contribuerait à sécuriser un certain nombre de femmes, en particulier les jeunes et les femmes étrangères – sauf celles sans statut légal, dont on a vu qu'elles craignent la présence policière.

« Après, c'est toujours une question de budget, mais oui, plus de lumières, plus de policiers dans la rue qui tournent. Donc, qu'il y a plus de policiers qui font des rondes, qui tournent voir ce qui se passe. Je ne sais pas s'il y a une police au fait pour les incivilités, mais qu'ils aient le statut pas vraiment de policiers, qu'ils n'aient pas d'armes à feu, mais qu'ils sont quand même des représentants de la loi. » (Jeunes)

Soulignons encore que la sécurité des femmes dans l'espace public passe également par la solidarité et la sensibilisation de chaque individu faisant partie de la Cité.

« Puisque le contrôle social, ce n'est pas que la police, ce n'est pas que la police municipale, ce n'est pas les caméras. Ce sont les gens sensibilisés qui sont dans la rue avec nous. [...] Et je crois que s'il y avait plus de monde dans la ville la nuit, le jour, je ne me sentirais jamais en danger... s'il y avait une masse plus grande de gens qui marchaient. » (Jeunes)

Cours de self défense, sports de combat, coaching

Pour agir sur le sentiment d'insécurité, les participantes sont nombreuses à valoriser l'un des axes principaux développés par la Ville dans le cadre du plan contre le sexisme, à savoir l'organisation de cours de self défense voire, pour certaines, de sports de combat ou de coaching. L'objectif étant pour ces femmes de gagner en confiance et de travailler sur la capacité à se défendre en cas de menace.

« Moi, je n'ai pas l'impression de savoir me défendre, mais quand ça s'est passé, j'ai trouvé que je me suis quand même défendue. Ça m'a fait du bien, même si finalement il a pris mon sac, mais... [...] Mais, j'étais surprise, parce que voilà, je me dis si ça m'arrive, est-ce que je serais capable de réagir. Et puis, j'ai fait quelques cours de self-défense dans ma vie, deux, trois fois. Et chaque fois, je sors de là en me disant : 'C'est bon'. Et c'est vrai que cette histoire de prédation, pas prédation, mais se sentir proie ou pas, ça change quand même les sentiments déjà à l'intérieur de soi de dire : 'Bon, je peux gérer, on va voir ce qui se passe'. » (Centre)

Si des groupes de discussion comme les focus groupes permettent aux femmes d'horizons différents de se rassembler et de « partager leurs expériences communes », d'échanger leur « savoir-faire » et favoriser de cette façon « l'empowerment » des femmes, certaines d'entre elles souhaitent cependant passer de la théorie à la pratique et disposer de « techniques » de défense pour « ne pas se liquéfier quand une situation [indésirée] se présente » (Centre). C'est surtout chez les jeunes filles que cette proposition est plus fréquente ou chez les mères d'enfants en bas âge, qui confient avoir suivi ce type de formation quand elles étaient plus jeunes.

« Oui, apparemment oui, l'empowerment. Ou même une mise en scène [d'une situation] ou des jeux de rôle, ou des trucs où on peut vraiment... parce que ça ne suffit pas juste d'en discuter, il faut aussi le pratiquer. Moi en tout cas, je pense souvent que oui, je sais me défendre verbalement et physiquement, mais est-ce que dans la réalité je le sais vraiment ? Enfin, ça dépend aussi. » (Centre)

Faire évoluer les mentalités : une politique sur le long terme

Toutes les participantes s'accordent à dire que le changement des mentalités pour rendre la ville plus égalitaire nécessite un travail à long terme et une politique qui ne peut se satisfaire de mesures ponctuelles en faveur des femmes. Les actions mises en œuvre par la Ville ne doivent pas faire oublier, comme l'arbre qui cache la forêt, que ce sont les représentations sociales, les stéréotypes de genre et la dimension sexuée de l'espace public qu'il convient de combattre, de déconstruire.

« La Ville de Genève a lancé quelque chose de très intéressant sur le sexisme pour la municipale, mais c'est vrai qu'il faut aller au-delà et puis il ne faut pas que ce soit un one shot quoi ». (Arc-en-ciel)

« Oui. Moi je pense qu'effectivement, ce n'est pas une histoire d'espace. Enfin, ce n'est pas l'espace lui-même qui pose problème, c'est une culture qui est là, qui fait que les femmes peuvent être considérées comme des proies et à disposition de ces messieurs. » (Centre)

Conclusion

S'intéresser à la place des femmes dans la ville, dans leur diversité, engage à questionner les normes qui structurent l'espace public, les formes d'inclusion et d'exclusion qu'elles favorisent, tout comme les usages et les pratiques qu'elles (dé)légitiment. L'accès et l'usage de la ville et des espaces urbains, en tant qu'espaces publics, deviennent un enjeu de citoyenneté et d'égalité.

Une légitimité mise à mal

L'enquête que nous avons menée en automne 2019 auprès de 80 femmes établies à Genève révèle que si ces dernières adhèrent à l'idée que l'espace public devrait être un espace partagé, un espace ouvert auquel toutes et tous devraient pouvoir accéder, quel que soit son sexe, son origine sociale ou géographique, son orientation affective ou sexuelle, son âge ou sa religion, leur expérience de cet espace est pour le moins ambivalente. A Genève, comme dans d'autres grandes villes, la légitimité de la présence des femmes est régulièrement mise à mal par de nombreux actes et rappels à l'ordre sexués – regards, remarques, insultes, tentatives de drague lourde, attouchements non désirés, agressions – qui s'ils ne les empêchent pas d'être présentes et de revendiquer leur droit de déambuler librement dans les espaces publics, marquent durablement l'expérience qu'elles en ont et le sentiment qu'elles n'y sont pas complètement légitimes, du moins pas tout le temps et n'importe où. Toutes les femmes rencontrées soulignent en effet qu'elles mettent en place des stratégies, notamment le soir et la nuit, et dans certains espaces déserts ou considérés comme dangereux. Ces stratégies sont le fruit de leurs expériences tout comme de leur éducation, les mères transmettant à leurs filles leurs propres appréhensions, et contribuent à constituer l'espace public comme un espace où elles ne peuvent se mouvoir que sous contrainte. En ce sens, c'est *en tant que femme* qu'elles se sentent « exposées ».

Des régimes d'(in)visibilités

Au-delà des expériences communes à toutes les femmes, il existe de multiples modalités de discriminations, et ce différemment selon l'âge, l'origine sociale et géographique, tout comme l'orientation affective et sexuelle des femmes rencontrées. Ainsi les femmes qui portent le foulard, tout comme les femmes afro-descendantes soulignent les remarques, insultes et agressions racistes auxquelles elles doivent faire face et la récurrence de ces expériences – arrachage de foulard, injures raciales, regards hostiles –, quand les femmes qui affichent ostensiblement leur homosexualité témoignent des violences et des actes de haine dont elles sont régulièrement la cible de la part d'hommes comme de femmes – comme ces inconnu.e.s qui leur expriment leur dégoût de but en blanc. Ces expériences témoignent des régimes de visibilité et d'invisibilité qui structurent les espaces publics et contribuent à leur normalisation. Si les rappels à l'ordre que connaissent toutes les femmes participent à la réaffirmation des contours masculins des espaces publics, d'autres régimes d'(in)visibilité viennent quant à eux réaffirmer la blancheur et l'hétéronormativité des espaces publics gene-

vois. Tous les corps ne sont pas tolérés de la même façon dans la ville, qui apparaît comme un espace normatif où différents rapports de pouvoir s'imbriquent.

Dans ces conditions, accéder et faire usage des espaces publics dépend de la position sociale et des ressources de chaque femme et chacune d'entre elles témoigne des formes de résilience dont elles font preuve (ou pas) pour pouvoir sortir et accéder à l'espace public malgré ces contraintes. Avec l'âge, elles affirment avoir appris à « *faire avec* » les risques supposés ou réels qu'elles encourent lorsqu'elles déambulent dans les espaces publics, avoir su développer des savoir-faire face aux logiques inégalitaires qui structurent l'espace public. Mais l'âge engage également des contraintes en termes physiques, et c'est l'espace construit qui petit à petit apparaît comme une série d'obstacle à surmonter.

L'hétérogénéité comme nouvelle normalité

L'espace public représente une construction politique qui doit être problématisée dans sa pluralité et son hétérogénéité. Toutes les femmes ne disposent pas des mêmes ressources pour vivre, occuper et s'approprier l'espace public genevois. En fonction de leur trajectoire de vie et de leur position sociale, de leurs revenus, de leur âge, de leur orientation affective et sexuelle, de leur statut légal, de leur parcours migratoire et de leur maîtrise de la langue, de leur éventuelle situation de handicap, elles n'ont ni les mêmes usages, ni les mêmes capacités de profiter de l'espace public et des activités variées qu'il offre.

Ainsi, si pour beaucoup de femmes des catégories moyennes et supérieures, la ville apparaît comme un espace qui offre de nombreuses ressources en termes de loisirs, d'activités culturelles, sportives ou de consommation, il reste largement construit comme une extension de l'espace domestique pour d'autres. Pour les femmes qui ont des familles d'abord, mais également pour les femmes qui travaillent dans les métiers du *care*, les espaces investis sont avant tout des espaces dédiés aux jeunes enfants ou des espaces de consommation, tels les centres commerciaux. Ces mêmes espaces deviennent, pour les femmes les moins dotées socialement, des espaces extérieurs où elles se sentent légitimes et se rendent lorsqu'elles sortent de leur domicile. A ce titre, l'enquête a souligné l'importance que revêtent les associations de quartier et les activités qu'elles proposent pour favoriser un accès plus étendu à l'espace public.

D'une manière générale, cette enquête confirme les résultats d'autres enquêtes menées en Europe ou aux Etats-Unis. L'espace urbain genevois apparaît comme un espace inégalitaire et il convient d'y remédier par des politiques publiques volontaristes. La Ville et le Canton ont donc un rôle essentiel pour favoriser une ville plus inclusive, non seulement en termes d'aménagement, mais également en termes des relations sociales qui s'y jouent. Il importe de prendre en considération, autant que faire se peut, les inégalités structurelles que renforcent les usages et les pratiques des espaces publics, et de penser les circulations dans l'espace public dans leurs pluralités.

Recommandations

Au regard des résultats de cette enquête sur les usages de l'espace public par les femmes, tout comme des résultats d'enquêtes et d'expériences qui ont été menées dans plusieurs villes européennes, comme Barcelone, Vienne ou Berlin, plusieurs recommandations semblent s'imposer pour penser la ville de façon plus égalitaire :

1. Favoriser la participation et l'accès à la ville et à ses prestations pour tous les niveaux socio-économiques

A travers des mesures telles que :

- Soutenir les maisons de quartier et les associations qui sont des lieux essentiels pour accéder aux espaces publics pour les femmes, notamment les moins dotées socialement ou les femmes seules.
- Favoriser des espaces inclusifs dans les maisons de quartier, en proposant davantage d'activités pour les jeunes filles et les femmes.
- Créer des espaces (et des moments) de partage d'expérience favorisant l'émergence de la parole des femmes de différentes catégories (comme l'expérience des focus groupes eux-mêmes).
- Favoriser l'accès à l'information en plusieurs langues et en les diffusant via les associations relais.

2. Inclure une perspective de genre dans les plans d'aménagement du territoire en Ville de Genève (et plus largement dans le canton)

A travers des mesures telles que :

- Produire des statistiques sexuées des usages des espaces publics (type de mobilité, usages des transports publics, des transports privés, etc.)
- Repenser les politiques d'affiches et de signalétique de la ville en y incluant la diversité des publics (p.ex : affiches sexistes, mais aussi signalétique qui se défasse de la norme masculine « neutre », noms des rues).
- Utiliser des termes et des formulations qui reflètent la sensibilité au genre.
- Inclure les habitantes et les usagères dans les réflexions sur l'aménagement du territoire.
- Favoriser la participation paritaire dans la prise de décision.
- Favoriser des territoires plus accessibles, notamment moins haut (pour les personnes à mobilité réduite, mais aussi chaussures à talon, etc.), et plus larges (pour les poussettes, les chaises roulantes et les caddies, etc.)
- Favoriser des politiques d'éclairage « gender friendly ».
- Repenser les circulations dans la ville au regard du travail domestique (associations, centres commerciaux, parc pour enfants, etc.)
- Créer des espaces à usages multiples, qui favorisent la co-présence de différentes populations.
- Favoriser les espaces de sociabilité gratuits.

3. Penser une politique de transports abordables et sécurisés

A travers des mesures telles que :

- Favoriser des pistes cyclables sécurisées.
- Développer une politique de prix abordable pour les transports publics, notamment pour les retours nocturnes.
- Développer une politique d'arrêt entre deux arrêts.

4. Former et responsabiliser les personnes-ressources dans l'espace public (p.ex : chauffeur.e.s de TPG, Pharmacie, police municipale, etc.)

A travers des mesures telles que :

- Offrir une formation et sensibilisation aux approches de genre au personnel de l'aménagement du territoire.
- Former et sensibiliser tous les personnels de l'éducation, de la santé et du social.
- Sensibiliser aux questions de genre le personnel des services de la ville concernés (cohésion sociale, service de la jeunesse, sécurité, transports, sport, etc.)
- Favoriser la mixité dans les équipes de travail.

5. Renforcer les campagnes et actions de sensibilisation liées aux discriminations de genre

A travers des mesures telles que :

- Articuler la perspective intersectionnelle et les différents types de discrimination.
- Former et responsabiliser les corps de métiers actifs dans les espaces publics et assurant des missions publiques.
- Offrir des cours d'auto-défense afin de favoriser le sentiment de sécurité des femmes et des jeunes filles.
- Développer une campagne de sensibilisation qui ne soit pas anxiogène.
- Favoriser les événements dans l'espace public autour de l'égalité.
- Communiquer sur les informations de prévention et de soutien (ligne d'écoute, numéro d'appel, associations LBTQ, etc.)
- Développer une politique avec les commerçants, y compris les bars et les lieux festifs, pour favoriser des espaces « gender/LBTQ friendly », avec des autocollants ou des affiches sur les devantures de magasins.
- Développer des partenariats et des actions de prévention en lien avec les acteurs de la vie nocturne genevoise.
- Développer des formations et des actions à l'attention des témoins pour favoriser un « contrôle social positif ».
- Développer des actions de médiation auprès des garçons

Il importe que ces différentes actions impliquent les différents services de la Ville et soient mises en place de façon simultanée. Elles doivent former une politique transversale, sur le long terme, qui favorise une perspective inclusive et prenne en considération, autant que faire se peut, les multiples discriminations et façons de circuler dans les espaces publics.

Bibliographie

- Baker Rachel, Hinton Rachel (1999). « Do focus groups facilitate meaningful participation in social research? », in Barbour Rosaline, Kitzinger Jenny (eds). *Developing focus group research: politics, theory and practice*. Londres : Sage.
- Baribeau Colette (2010). « L'entretien de groupe : considérations théoriques et méthodologiques », *Recherches qualitatives*. 29 (1) : 28-50.
- Biarrotte, Lucile (2012). « 'Femmes et ville' à Montréal : Un programme municipal genré et ses conséquences ». Mémoire de Master, Paris I Panthéon-Sorbonne.
- Blidon Marianne (2011). « En quête de reconnaissance : la justice spatiale à l'épreuve de l'hétéronormativité ». *Justice spatiale | Spatial justice*. 3. <http://www.jssj.org>
- Bogaert Léopoldine (2018). « Harcèlement de rue et stratégies d'évitement des jeunes femmes à Charleroi », in Sacco Muriel, Paternotte David (eds). *Partager la ville. Genre et espaces publics en Belgique francophone*. Bruxelles : Academia.
- Bourcier Sam (2001). « Le silence des butchs », in Lemoine Christine, Renard Ingrid (eds). *Attirances : lesbiennes fems et lesbiennes butchs*. Paris : Éditions gaies et lesbiennes.
- Bourdieu Pierre (1979). *La Distinction. Critique sociale du jugement*. Paris : Les Éditions de Minuit.
- Collin Mathilde, Schreuer François (2018). « L'expertise urbaine des travailleuses précaires à Liège : Les rapports aux espaces publics et privés liégeois des femmes qui travaillent... au domicile des autres », in Sacco Muriel, Paternotte David (eds). *Partager la ville. Genre et espaces publics en Belgique francophone*. Bruxelles : Academia.
- Condon Stéphanie, Lieber Marylène, Maillochon Florence (2005). « Insécurité dans les espaces publics : comprendre les peurs féminines ». *Revue française de sociologie*. 46 (2) : 265-294.
- Coutras Jacqueline (1996). *Crise urbaine et espaces sexués*. Paris : Armand Colin
- Crenshaw Kimberley (1991). « Mapping the margins: intersectionality, identity politics, and violence against women of color », *Stanford law review*, 43 (6) : 1241-1299.
- Custodi Giulia (2017). « L'approche 'gender mainstreaming' dans l'exemple des espaces publics viennois », in Faure Emmanuelle, Hernandez-Gonzalez Edna, Luxembourg Corinne (eds). *La ville : quel genre ? L'espace public à l'épreuve du genre*. Montreuil : Le temps des Cerises.
- Dagorn Johanna, Alessandrin Arnaud (2017). *Femmes et espaces publics : entre épreuve et résistances*. Rapport de recherche, Ligue des droits de l'homme. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01519493>.
- Dayer Caroline (2017a). *Sous les pavés le genre. Hacker le sexisme* (2^e éd.). La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube.
- Dayer Caroline (2017b). *Le pouvoir de l'injure. Guide de prévention des violences et des discriminations*. La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube.
- Djelloul Ghaliya (2020). *Dispositifs d'enserrement et tactiques de desserrement : lecture genrée et spatiale du « champ du pouvoir » en Algérie par l'analyse de la « motilité » de femmes résidant à Alger*. Thèse de doctorat, Université de Louvain.
- Dobash R. Emmerson, Dobash Russel P. (1992). *Women, violence and social change*. London : Routledge.
- Dorlin Elsa (2017). *Se défendre. Une philosophie de la violence*. Paris : La Découverte.
- Elkin Lauren (2019). *Flâneuse: Reconquérir la ville pas à pas*. Paris : Hoebeke.
- Efionayi-Mäder Denise, Ruedin Didier et al. (2017). « Etat des lieux du racisme anti-noir en Suisse », *SFM Studies*, 67f.
- Eribon Didier (2000). *Papiers d'identité. Interventions sur la question gay*. Paris : Fayard.
- Fenster Tovi (2005). « The Right to the Gendered City: Different Formations of Belonging in Everyday Life », *Journal of Gender Studies*, 14 (3) : 217-223.
- Gagnon John (2008). *Les scripts de la sexualité. Essais sur les origines culturelles du désir*. Paris : Payot.
- Gardner Carol B. (1995). *Passing by. Gender and public harassment*. Berkeley : University of California Press.

Gilow Marie (2015). « Déplacements des femmes et sentiment d'insécurité à Bruxelles : perceptions et stratégies ». *Brussels Studies*. 87.

Gilow Marie (2018). « 'Maman-taxi': repenser l'espace urbain depuis la mobilité parentale », in Sacco Muriel, Paternotte David (eds). *Partager la ville. Genre et espaces publics en Belgique francophone*. Bruxelles : Academia.

Goffman Erving (1973). *La mise en scène de la vie quotidienne*. Paris : Editions de Minuit.

Goffman Erving (2000 [1977]). *L'arrangement des sexes*. Paris : CNRS.

Gordon Margaret T., Riger Stephanie (1989). *The female fear*. New-York: The Free Press.

Hancock Claire, et al, (2017). *Le(s) Pari(s) du genre : Connaissances, politiques et pratiques urbaines au prisme du genre*. Rapport de recherche, UPEC, UPEM, Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne.

Hancock Claire, Lieber Marylène (2017). « Refuser le faux dilemme entre antisexisme et antiracisme. Penser la ville inclusive », *Les Annales de la recherche urbaine*, 112 : 16-25.

Hanmer Jalna (1977). « Violence et contrôle social des femmes », *Questions féministes*, 1 : 69-88.

Hubbard Phil (2000). « Desire/Disgust. Mapping the moral contour of heterosexuality », *Progress in Human Geography*. 24 (2) : 191-217.

Huning Sandra (2013), « Intégrer le genre a la planification urbaine », *Métropolitiques*, [en ligne] http://www.metropolitiques.eu/_Huning-Sandra_.html

Jaspard Maryse, et al. (2003). *Les violences envers les femmes en France. Une enquête nationale*. Paris : La documentation française.

Kail Eva, Irschik Elisabeth, (2013) « Vienna : Progress towards a fair-shared city » in Sanchez de Madariaga I., Roberts M. (eds) *Fair-shared cities. The impact of gender planning in Europe*, Ashgate.

Karimi Hanane (2018). *Assignment à l'altérité radicale et chemins d'émancipation : étude de l'agency de femmes musulmanes françaises*. Thèse de doctorat, Université de Strasbourg.

Kelly Liz (1987). « The continuum of sexual violence », in Hanmer Jalna, Maynard Mary (eds). *Women, violence and social control*. Atlantic Highlands : Humanities Press International.

Koskela Hille (1999). *Fear, control and space. Geographies of Gender, Fear of Violence and Video Surveillance*, Helsinki, Publicationes Instituti geographici Universitatis Helsingiensis.

Lebugle Amandine et al. (2017). « Les violences dans les espaces publics touchent surtout les jeunes femmes dans les grandes villes ». *Population & Société*. 550.

Lefebvre Henri (1968). *Le droit à la ville*. Paris : Anthropos.

Lieber Marylène (2008). *Genre, violence et espaces publics. La vulnérabilité des femmes en question*. Paris : Presses de Sciences po.

Lieber Marylène (2016). « Qui dénonce le harcèlement de rue ? Un essai de géographie morale », in Fassa Farinaz, Lépinard Eléonore., Roca i Escoda Marta. (eds), *L'intersectionnalité : enjeux théoriques et politiques*. Paris. La Dispute.

Lieber Marylène, Charlot Annick, Tang Min (2020). « Danser la ville – une expérimentation artistique et sonore », in Luxembourg Corinne et al. (eds). *Les sens de la ville. Pour un urbanisme du quotidien*. Paris : Le Temps des Cerises.

Lister Ruth (1997). *Citizenship – Feminist Perspectives*. New York : New York University Press.

Listerborn Carina (2007). « Who speaks? And who listens? The relationship between planners and women's participation in local planning in a multi-cultural urban environment », *GeoJournal*, 70 (1) : 61-74.

Listerborn Carina (2015) « Geographies of the veil: violent encounters in urban public spaces in Malmö, Sweden », *Social and Cultural Geography*, 16 (1) : 95-115.

Luxembourg Corinne (2017). « La ville côté femme », in Faure, Hernandez, Luxembourg (eds). *La ville quel genre*. Paris : le Temps des cerises.

Marshall Thomas. H. (1950). *Citizenship and Social Class*. Cambridge: Cambridge University Press.

Maruejouis Edith (2014). *Mixité, égalité et genre dans les espaces de loisir des jeunes : pertinence d'un paradigme féministe*. Thèse de doctorat en géographie, Université Bordeaux 3.

Marzi Eva (2017), *Etre visible et invisible: l'engagement religieux au prisme de la performance. Trajectoires de femmes musulmanes en Suisse romande*. Thèse de doctorat, Université de Lausanne.

Massey Doreen (1994). *Space, Place, and Gender*. Minneapolis : University of Minnesota Press.

McCall Leslie (2005). The complexity of Intersectionality, *Signs*, 30 (3) : 1771-1800.

Moran Leslie, Skeggs Beverley (2004). *Sexuality and the Politics of Violence and Safety*. London : Routledge.

Pain Rachel (1997). « Social geographies of women's fear of crime », *Transactions of the Institute of British Geographers*, 22 (2) : 231-245.

Radford Jill (1987). « Policing male violence—policing women », in Hanmer Jalna, Maynard Mary (eds.). *Women, violence and social control*. Atlantic Highlands : Humanities Press International.

Raibaud Yves (2020). « Femmes et hommes sont-ils égaux à vélo ». *Le journal du CNRS*. <https://lejournal.cnrs.fr/billets/femmes-et-hommes-sont-ils-egaux-a-velo>.

Réa Andréa (ed.) (1998). *Immigration et racisme en Europe*. Bruxelles: Éditions Complexe.

Rivière Clément (2019). « Mieux comprendre les peurs féminines : la socialisation sexuée des enfants aux espaces publics urbains ». *Sociétés contemporaines*. 115 (3) : 181-205.

Sacco Muriel, Paternotte David (eds) (2018). *Partager la ville. Genre et espaces publics en Belgique francophone*. Bruxelles : Academia.

Sánchez de Madariaga Inès, Roberts Marion (eds) (2013). *Fair Shared Cities. The Impact of Gender Planning in Europe*. Farnham : Ashgate.

Sandberg Linda, Rönnblom Malin (2016). « Imagining the ideal city, planning the gender-equal city in Umea, Sweden ». *Gender, Place & Culture*. 23 (12) : 1750-1762.

Stanko Elizabeth (1990). *Every day violence : how women and men experience sexual and physical danger*. London : Harper Collins.

Tillous Marion, Lachenal Perrine (2014) « 'Je harcèle, je suis un animal'. Discussion intersectionnelles du harcèlement sexuel en Egypte », communication, 3ème Biennale masculins / Féminins, Anger.

Valentine Gill (1989). « The geography of women's fear ». *Area*. 21 (4) : 385-390.

Valverde Marianna (2012). *Everyday law on the street: city governance in an age of diversity*. Chicago : University of Chicago Press.

Wittig Monique (1992). *The straight mind and other essays*. Boston : Beacon Press.

Young Iris M. (1990). *Justice and the Politics of Difference*. Princeton : Princeton University Press.

Zeilinger Irène (2018). « La longue marche vers une critique féministe de l'espace », in Sacco Muriel, Paternotte David (eds). *Partager la ville. Genre et espaces publics en Belgique francophone*. Bruxelles : Academia.

Annexe 1: guide d'entretien

Bonjour,

Nous sommes réunies ici pour parler de vos pratiques quotidiennes de l'espace public genevois, et nous vous remercions de votre présence.

Enregistrement – garantie anonymat, etc.

I. Pour commencer

a) Nous allons vous demander de vous présenter rapidement, comme vous le voulez, et de nous dire où vous vivez et la façon dont vous le qualifieriez votre quartier.

Et les raisons de votre participation.

(Relance :

Vous (présentation libre)

Votre quartier : Si vous deviez décrire en quelques mots votre quartier pour le présenter aux autres, que diriez-vous ?

Comment qualifiez-vous ce quartier ? (on s'y sent bien, pas bien,...)

Depuis combien de temps habitez-vous ce quartier ? (Raisons ? Choix/contraintes))

II. La ville de Genève

a) Pour commencer, nous avons une question très générale :
qu'est-ce que l'espace public évoque pour vous ?

b) Et quand on parle de Genève, quelles sont les représentations, les mots qui vous viennent à l'esprit, les sentiments que vous ressentez pour définir cette ville ?

Proposition : liste de mots à disposition au centre de la table. Les personnes peuvent sélectionner un ou plusieurs mots qui traduisent ce qu'elles ressentent. (Présence à la fois de mots positifs et négatifs. Veiller à un équilibre +/- . Des étiquettes vierges seront disponibles pour laisser la possibilité d'ajouter d'autres mots, d'autres sensations. Voir l'exemple à la fin du guide).

c) Avez-vous l'impression que vous pouvez y participer pleinement ?

d) A Genève, y-a-t-il des quartiers, des endroits, des lieux que vous préférez à d'autres ?
Si oui lesquels ? (pas d'importance si la personne fréquente ces lieux ou pas)

Proposition : carte de la Ville. Partir de l'utilisation d'une grande carte reprenant les principaux quartiers de la ville, mais également certains lieux clés dans la ville. Identifier les quartiers / lieux que la personne fréquente ou apprécie (imaginaire).

III. Modes de déplacement

a) Pouvez-vous décrire le(s) trajet(s) typique(s) que vous effectuez le plus souvent en semaine ?

(Relance :

Pour quelle(s) raison(s) ?

A quel(s) moment(s) ?

Comment ?

Qualifieriez-vous ces trajets comme pratiques ?)

b) Est-ce que vos déplacements dans l'espace public sont en lien avec les tâches ménagères ou éducatives ? (cf. le travail domestique de la mobilité)

c) Pouvez-vous décrire le(s) trajet(s) typique(s) d'une journée de congé ?

(Relance :

Est-ce très différent ?

Quelle part en lien avec travail de care ?)

d) Quand vous vous déplacez, quel type de moyen de transport utilisez-vous le plus souvent ?

(Relance :

Selon les moments, les lieux, les activités (est-ce que ces moyens diffèrent ?)

Pourquoi ce mode de transport ? (autres options possibles ?)

Quel est votre sentiment par rapport à ce mode de transport (à l'aise ou pas, selon moments et lieux)

Question TPG sur manspreading ?

Etes-vous satisfaites du/des modes de transport que vous utilisez le plus souvent ?

Avez-vous des suggestions concernant le mode de transport que vous utilisez généralement ?)

e) Comment vous déplacez-vous le soir, en règle générale ? Pour quelles raisons ?
(ou est-ce que vous prenez des mesures particulières ? – taxi, accompagnée)

(Relance :

Est-ce qu'il vous arrive de sortir seul(e) le soir ?

À quelles occasions (usages différents de la ville durant la nuit : loisir, travail, ...)

Si oui, est-ce que vous êtes allées seul(e) au cinéma ou voir des ami-e-s le soir durant les deux semaines précédentes ?

Si vous ne sortez pas seul(e) le soir, pourquoi ?)

IV. Dans la rue

a) Lorsque vous vous promenez dans la rue, quel est généralement votre sentiment ?

(Relance :

Avez-vous toujours la même attitude ? (est-ce que ça dépend du moment ?)

Est-ce que cela a toujours été comme cela (changements en fonction de l'âge ?)

b) Pouvez-vous me raconter un événement (en lien avec vos pratiques dans la ville ou dans votre quartier) qui vous a marqué positivement, dont vous vous souvenez avec plaisir ?

(Relance :

Vous arrive-t-il de rester tranquillement assise quelque part ?)

c) Nous avons parlé tout à l'heure des espaces que vous appréciez à Genève.

Est-ce que nous pouvons envisager les espaces qui, au contraire, vous mettent mal à l'aise ? Qu'est-ce qui les distinguent ?

(Relance :

Pour quelles raisons ces espaces, ces lieux vous mettent-ils mal à l'aise ?

Des moments particuliers ?)

d) Pouvez-vous me raconter un événement (en lien avec vos pratiques dans la ville ou dans votre quartier) qui vous a mis particulièrement mal à l'aise et la façon dont vous avez réagi ?

(Relance :

Comment expliquez-vous ce sentiment de malaise ?

Comment réagissez-vous, que faites-vous quand vous ressentez un sentiment de malaise ?)

e) Y a-t-il des lieux que vous évitez ?

(Relance :

Si oui, lesquels et pourquoi ?)

f) Y a-t-il des moments que vous évitez ?

(Relance :

Si oui, lesquels et pourquoi ?

Est-ce que c'est parce que l'on vous a dit qu'ils étaient dangereux ou parce que vous l'avez expérimenté ?

Si oui, qui ?

Quelles raisons ont été avancées ?)

g) Est-ce que vous diriez que ces lieux que vous évitez sont liés à des problèmes d'aménagements ou à la population qui s'y trouve ?

Relance sur les relations dans la rue

h) De manière générale, comment vous-comportez-vous lorsqu'il y a d'autres personnes dans la rue ?

(Relance :

Comment réagissez-vous si quelqu'un fait un commentaire à votre endroit ?

Comment réagissez-vous si quelqu'un vous pose une question, vous demande son chemin ?

Est-ce que vous réagissez différemment selon que c'est un homme ou une femme ?

Est-ce que votre réaction diffère selon les moments de la journée ?)

i) Par rapport aux problèmes d'aménagement qui ont été évoqués, quelles seraient les suggestions pour améliorer les déplacements / la mobilité des femmes ?

V. Les lieux festifs

a) Est-ce que vous sortez souvent le soir ?

(Relance :

À quelles occasions (usages différents de la ville durant la nuit : loisir, travail,...)

Si oui, est-ce que vous êtes allées seul(e) au cinéma ou voir des ami-e-s le soir durant les deux semaines précédentes ?

Si vous ne sortez pas seul(e) le soir, pourquoi ?)

b) D'une manière générale, estimez-vous que vous pouvez profiter pleinement des sorties et de la vie nocturne à Genève ?

c) Quels sont les lieux festifs de la ville que vous fréquentez, dans lesquels vous vous sentez à l'aise ? (on peut s'aider de la carte si besoin)

(Relance :

Pour quelles raisons ?)

e) Y a-t-il des lieux festifs ou des endroits qui, au contraire, vous mettent mal à l'aise ?

(Relance :

Quels sont-ils ?

Pouvez-vous les définir

Pour quelles raisons ces lieux festifs vous mettent-ils mal à l'aise ?)

f) Y a-t-il des lieux festifs que vous évitez ?

(Relance :

Si oui, lesquels et pourquoi ?)

g) Voyez-vous des solutions pour améliorer vos accès aux lieux festifs ?

Eventuellement revenir, dans cette partie, sur les déplacements...

VI. Stratégies et sentiment de vulnérabilité

a) Est-ce que vous vous voyez vous comment quelqu'un qui sait se défendre ?

(Relance :

De quelle manière (verbalement, physiquement) ?

Par rapport à n'importe quelle personne ?)

b) Prenez-vous des mesures particulières pour vous protéger, en termes d'habillement, de mode de transport ?

(Relance :

Self-défense

Habillement (chaussures plates, fringues non-voyants)

Évitement (certains lieux, certains moments, etc.)

Faites-vous attention à votre apparence lorsque vous êtes dans un lieu public ?

De quelle façon ? Pouvez-vous expliquer ?)

c) Est-ce que vous pouvez nous raconter une situation, en ville, où vous êtes sentie agressée?
et plus largement qu'est-ce que c'est qu'une agression?

(Relance :

Quelle a été votre réaction?

En avez-vous parlé à votre entourage

Informe la police

Se sent coupable

Etiez-vous seule ou accompagnée?)

Conclusion

a) Selon vous, la ville de demain pour toutes les femmes, elle devrait ressembler à quoi ?

Que faudrait-il changer, améliorer, supprimer, développer ?

(pour volet recommandations et projection pour l'avenir)

b) Avez-vous quelque chose à ajouter ?

Liste des mots pour parler de la ville de Genève

Le contenu de cette liste et la proposition de travailler avec cet outil pourraient être discutés avec le focus group « d'informatrices spécialisées » par exemple :

Agréable	Excluante
Évasion	Stressante
Autonomie/indépendance	Danger
Détente	Peur
Flânerie	Obstacles
Liberté	Contraintes
Diversité	Angoissante
Accueillante	Interdits

Annexe 2: fiche de données sociologiques des participantes

Focus group n° :

Quelques données personnelles...

Afin de pouvoir mieux vous connaître et mieux situer votre expérience, nous aurions besoin de quelques données vous concernant (vous n'êtes pas obligée de répondre à toutes les questions) :

Prénom
Age
Quartier de résidence
Profession
Etat civil
Nombre et âge des enfants (si applicable)
Orientation affective et sexuelle
Nationalité ou/et statut de résidence
Mode(s) de transport usuel(s)
Autres éléments que vous estimez pertinents pour vous situer

Impressum

Cette enquête a été réalisée par **Marylène Lieber**, sociologue, professeure en études genre à l'Université de Genève, spécialiste des questions de violences et d'espaces publics, **Rébecca Cardelli**, sociologue en dernière année de Master en études genre à l'Université de Genève et employée à l'Institut de recherche Iweps en Belgique, **Caroline Dayer**, docteure en sciences de l'éducation et experte en prévention des violences et des discriminations et **Julien Debonneville**, socio-anthropologue, docteur en sciences sociales, maître-assistant à l'Institut des études genre de l'Université de Genève.

Elle a été menée sur mandat de la Ville de Genève dans le cadre du plan d'action *Objectif zéro sexisme dans ma ville* www.geneve.ch/zero-sexisme

Coordination : service Agenda 21 - Ville durable de la Ville de Genève

Design graphique : Madame Paris

Illustrations : Campagne *Objectif zéro sexisme dans ma ville*, blossom communication en collaboration avec Sophie Jatton

Octobre 2020





UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

FACULTÉ DES SCIENCES
ÉCONOMIQUES ET SOCIALES



VILLE DE
GENÈVE

